This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

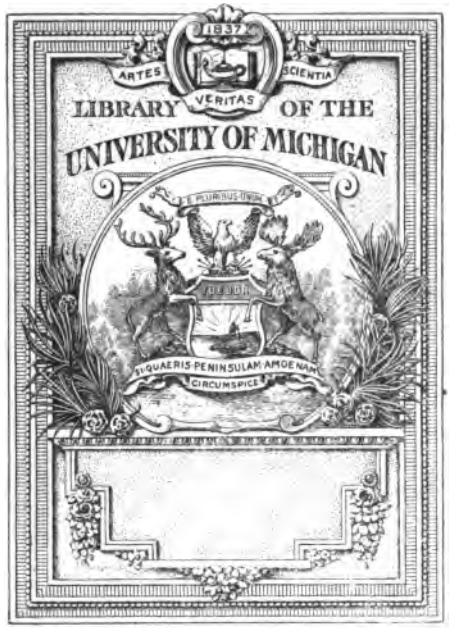
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

A 404360


1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE

F
1233
.M42

UN

ESSAI D'EMPIRE

AU MEXIQUE

UN

ESSAI D'EMPIRE

AU MEXIQUE

71749

PAR

E. MASSERAS

Ancien rédacteur en chef de l'*Ère Nouvelle* de Mexico,
du *Courrier des États-Unis* et de la *France*.

PARIS

G. CHARPENTIER, ÉDITEUR

13, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 13

1879

Tous droits réservés

Il manque bien des chapitres à l'histoire de l'empire mexicain, telle que la connaît l'Europe, mais il y manque surtout le récit exact des événements accomplis après l'évacuatien de Mexico par l'armée française. Les communications entre l'intérieur et la mer, coupées sur les pas de nos dernières colonnes et rétablies seulement au bout de quatre mois et demi, n'ont laissé arriver au-dehors, pendant cette période, que des nouvelles incohérentes et le plus souvent dénaturées. Plus tard, quand le drame a été terminé, l'attention s'est concentrée tout entière sur la catastrophe qui lui avait servi de dénoûment. On a passé par-dessus les faits intermédiaires, parce qu'ils avaient momentanément perdu leur intérêt devant le coup de foudre final. Ces faits, pourtant, sont inséparables de la tragédie de Queretaro ; ils en ont été le prélude et peuvent seuls en donner l'explication complète.

De loin, on n'a vu sur le moment qu'une chose : la mort de l'empereur Maximilien, livré à ses en-

nemis par la trahison d'un misérable. Cette scène tragique domine en effet le tableau ; mais il s'en faut qu'elle soit le tableau tout entier.

Témoin de ces convulsions suprêmes, mêlé à quelques-uns des incidents qui les ont marquées, j'en entreprends le récit d'après des notes prises heure par heure et des renseignements recueillis au cœur même des événements, sans autre prétention que celle de raconter avec une scrupuleuse véracité ce qui s'est passé du 5 février 1867 au mois de novembre de la même année, c'est-à-dire depuis le moment où le drapeau français cessa de flotter à Mexico jusqu'au jour où les restes mortels de Maximilien quittèrent, sous la garde de l'amiral Tegethoff, cette terre fatale qu'il avait abordée en souverain trois ans auparavant. Je ne remonterai dans le passé antérieur à cette période qu'autant qu'il le faut pour éclairer les événements. Peut-être essaierai-je plus tard de reprendre dans son entier développement l'histoire du règne éphémère condamné à une si lamentable fin. Pour aujourd'hui, le cadre dans lequel je me suis renfermé n'en embrasse que l'aperçu général et les derniers chapitres.

CHAPITRE I.

Sommaire : L'intervention française au Mexique vue de près. — L'empire avant l'arrivée de l'empereur. — Vote des notables. — Disposition des esprits. — La situation au commencement de 1864. — Rapprochement historique. — Espérances éveillées par le régime nouveau. — Motifs de confiance en son avenir. — Arrivée de Maximilien. — Sa réception.

Du moment où un écrivain touche ne fût-ce que par un côté à des faits d'histoire, d'histoire contemporaine surtout, il a le devoir de dire à quel point de vue il les envisage. Ce devoir est d'autant plus impérieux pour moi que j'apporte, dans un sujet délicat et douloureux sous tous les rapports, une manière de voir différente de l'opinion établie.

Je suis, je tiens à l'annoncer dès le début, du nombre de ceux qui ont eu foi dans l'avenir de l'établissement impérial au Mexique. J'y ai cru, non pas de parti pris, en raison d'une prédilection personnelle ou par adhésion aveugle à la politique

qui avait engagé notre drapeau dans cette lointaine aventure ; mais parce qu'il y eut une heure où, en dépit de toutes les incrédulités, l'œuvre de l'empire mexicain fut véritablement une œuvre accomplie, où il ne manqua, pour la rendre durable, qu'un peu de sens politique, de clairvoyance et d'esprit de conduite, de la part des hommes chargés à des titres divers du soin de la consolider.

Dirigeant, à New-York, le *Courrier des Etats-Unis* depuis plusieurs années déjà, lorsque fut résolue à Paris l'expédition du Mexique, je n'étais pas en position d'en juger les mobiles réels et de démêler le vrai du faux, dans ce qui s'est dit à cet égard. Je me trouvais, en revanche, placé de façon à apprécier en pleine connaissance de cause les bons et les mauvais côtés de l'entreprise, à faire la part des mirages et des réalités dans les nouvelles mises en circulation, à suivre enfin la marche des faits sans autre sentiment que l'anxiété doublement vive qu'éprouve, pour tout ce qui touche à la renommée et aux intérêts de son pays, un Français accomplissant une mission militante dans un milieu étranger. Ainsi vues à proximité et de sang-froid, les choses revêtaient un aspect très-différent de celui que contribuaient diversement à leur prêter, aux yeux européens, la distance, les raisonnements de pure théorie, les conjectures basées sur des conceptions imaginaires et, par-dessus tout, l'ignorance ou l'intelligence impar-

faite des [illegible]
contrer [illegible]
n'apparaissent [illegible]
loin, mais elles [illegible]
rent. L'interven[illegible]
qui fut le princi[illegible]
dès le début de l'ex[illegible]
quiétude chez ceux [illegible]
compte des véritables di[illegible]
ricain et de son gouvernem[illegible]
cela semble, la généralité de [illegible]
caine croyait à l'avenir de l'entre[illegible]
de la confiance qu'inspirait alors la [illegible]
France ; elle y était en même temps [illegible]
thique qu'hostile, parce que le Mexique, en proie
à de continuelles révolutions, était un voisin inu-
tile et souvent incommode, tandis que le Mexique
pacifié et prospère pouvait devenir un champ fer-
tile d'opérations commerciales. Quant au cabinet
de Washington, pour peu que l'on étudie [illegible]
chives diplomatiques, on arriv[illegible]
que, même dans les questions [illegible]
et qui semblent parfois à la v[illegible]
proportions les plus redoutables,
et son attitude finales dépendent surtou[illegible]
tournure des événements. M. Seward, qui dev[illegible]
parler si haut en 1866, lorsque nos propres fautes
et celles du malheureux Maximilien eurent rendu
inévitable l'abandon du Mexique par notre armée,
c'est-à-dire quand nous étions déjà contraints de

faire ce qu'il affectait d'exiger [1], M. Seward, dis-je, parlait tout autrement en 1863 et 1864. Il admettait que la doctrine de Monroë n'interdisait nullement aux nations du continent américain la liberté d'adopter un régime politique à leur convenance; il concédait que, si un empire national s'établissait au Mexique du consentement des Mexicains, les États-Unis resteraient fidèles à leurs traditions en reconnaissant, là comme ailleurs, le gouvernement de fait.

Le problème était de remplir cette condition ; et ce problème, la France ne pouvait le résoudre qu'avec le concours du Mexique lui-même. Là se présentait le côté obscur de l'expédition. Que l'armée française arriverait à Mexico, personne n'en doutait, même après l'échec fortuit de la première attaque contre Puebla. Qu'une fois dans la capitale, on y trouverait les éléments d'un parti monarchique suffisant pour décréter théoriquement l'empire, cela était plus certain encore. Ce qu'on ignorait et ce que l'événement seul pouvait dire, c'était l'accueil que feraient les populations de l'intérieur à l'intervention étrangère et au régime proclamé sous ses auspices. Avec un territoire

1. Le secrétaire d'Etat américain ne prit le ton comminatoire que lorsque M. Bigelow, ministre des Etats-Unis à Paris, lui eut écrit au commencement de 1866 :

« L'empereur ne peut faire autrement que de rappeler ses troupes ; quel que soit le langage que nous fassions entendre, il n'y a aucun risque de complications à craindre. »

comme celui auquel on avait affaire, l'occupation de Vera-Cruz, d'Orizaba, de Puebla et de Mexico, la possession incontestée des cent lieues de route qui relient ces quatre villes entre elles, ne signifiait rien quant au but final, si le reste du pays, protégé contre l'action de nos armes par l'immensité des distances et la difficulté des communications, demeurait ligué dans une résistance même simplement passive à la tentative impérialiste. On commença à respirer, le jour où l'on reconnut que cette résistance serait loin d'être générale et que, si les avocats de la monarchie mexicaine aux Tuileries avaient surfait leur force, ils n'avaient cependant pas manqué complétement à la vérité en parlant des aspirations qui prédisposaient leur pays, excédé de révolutions, à accepter n'importe quel gouvernement capable de lui donner paix et stabilité. Le cri lancé de la capitale en faveur de l'empire fut loin, sans doute, d'éveiller un écho immédiat et universel ; mais l'accueil qu'il rencontra suffisait pour garantir que le nouveau régime comptait, de prime-abord, un effectif de partisans d'autant plus sérieux qu'ils appartenaient principalement aux classes dirigeantes de cette société encore en voie de formation.

On a parlé avec un injuste dédain du chiffre des votes constatés en faveur de l'empire. Si l'on tient compte du milieu, des circonstances, de la position sociale des votants et des habitudes du pays en matière de suffrage, on verra combien réelle fut

faire ce qu'il affectait d'exiger[1], M. Seward, dis-je, parlait tout autrement en 1863 et 1864. Il admettait que la doctrine de Monroë n'interdisait nullement aux nations du continent américain la liberté d'adopter un régime politique à leur convenance; il concédait que, si un empire national s'établissait au Mexique du consentement des Mexicains, les États-Unis resteraient fidèles à leurs traditions en reconnaissant, là comme ailleurs, le gouvernement de fait.

Le problème était de remplir cette condition ; et ce problème, la France ne pouvait le résoudre qu'avec le concours du Mexique lui-même. Là se présentait le côté obscur de l'expédition. Que l'armée française arriverait à Mexico, personne n'en doutait, même après l'échec fortuit de la première attaque contre Puebla. Qu'une fois dans la capitale, on y trouverait les éléments d'un parti monarchique suffisant pour décréter théoriquement l'empire, cela était plus certain encore. Ce qu'on ignorait et ce que l'événement seul pouvait dire, c'était l'accueil que feraient les populations de l'intérieur à l'intervention étrangère et au régime proclamé sous ses auspices. Avec un territoire

1. Le secrétaire d'Etat américain ne prit le ton comminatoire que lorsque M. Bigelow, ministre des Etats-Unis à Paris, lui eut écrit au commencement de 1866 :

« L'empereur ne peut faire autrement que de rappeler ses troupes ; quel que soit le langage que nous fassions entendre, il n'y a aucun risque de complications à craindre. »

comme celui auquel on avait affaire, l'occupation de Vera-Cruz, d'Orizaba, de Puebla et de Mexico, la possession incontestée des cent lieues de route qui relient ces quatre villes entre elles, ne signifiait rien quant au but final, si le reste du pays, protégé contre l'action de nos armes par l'immensité des distances et la difficulté des communications, demeurait ligué dans une résistance même simplement passive à la tentative impérialiste. On commença à respirer, le jour où l'on reconnut que cette résistance serait loin d'être générale et que, si les avocats de la monarchie mexicaine aux Tuileries avaient surfait leur force, ils n'avaient cependant pas manqué complétement à la vérité en parlant des aspirations qui prédisposaient leur pays, excédé de révolutions, à accepter n'importe quel gouvernement capable de lui donner paix et stabilité. Le cri lancé de la capitale en faveur de l'empire fut loin, sans doute, d'éveiller un écho immédiat et universel ; mais l'accueil qu'il rencontra suffisait pour garantir que le nouveau régime comptait, de prime-abord, un effectif de partisans d'autant plus sérieux qu'ils appartenaient principalement aux classes dirigeantes de cette société encore en voie de formation.

On a parlé avec un injuste dédain du chiffre des votes constatés en faveur de l'empire. Si l'on tient compte du milieu, des circonstances, de la position sociale des votants et des habitudes du pays en matière de suffrage, on verra combien réelle fut

faire ce qu'il affectait d'exiger[1], M. Seward, dis-je, parlait tout autrement en 1863 et 1864. Il admettait que la doctrine de Monroë n'interdisait nullement aux nations du continent américain la liberté d'adopter un régime politique à leur convenance; il concédait que, si un empire national s'établissait au Mexique du consentement des Mexicains, les États-Unis resteraient fidèles à leurs traditions en reconnaissant, là comme ailleurs, le gouvernement de fait.

Le problème était de remplir cette condition ; et ce problème, la France ne pouvait le résoudre qu'avec le concours du Mexique lui-même. Là se présentait le côté obscur de l'expédition. Que l'armée française arriverait à Mexico, personne n'en doutait, même après l'échec fortuit de la première attaque contre Puebla. Qu'une fois dans la capitale, on y trouverait les éléments d'un parti monarchique suffisant pour décréter théoriquement l'empire, cela était plus certain encore. Ce qu'on ignorait et ce que l'événement seul pouvait dire, c'était l'accueil que feraient les populations de l'intérieur à l'intervention étrangère et au régime proclamé sous ses auspices. Avec un territoire

1. Le secrétaire d'Etat américain ne prit le ton comminatoire que lorsque M. Bigelow, ministre des Etats-Unis à Paris, lui eut écrit au commencement de 1866 :

« L'empereur ne peut faire autrement que de rappeler ses troupes ; quel que soit le langage que nous fassions entendre, il n'y a aucun risque de complications à craindre. »

comme celui auquel on avait affaire, l'occupation de Vera-Cruz, d'Orizaba, de Puebla et de Mexico, la possession incontestée des cent lieues de route qui relient ces quatre villes entre elles, ne signifiait rien quant au but final, si le reste du pays, protégé contre l'action de nos armes par l'immensité des distances et la difficulté des communications, demeurait ligué dans une résistance même simplement passive à la tentative impérialiste. On commença à respirer, le jour où l'on reconnut que cette résistance serait loin d'être générale et que, si les avocats de la monarchie mexicaine aux Tuileries avaient surfait leur force, ils n'avaient cependant pas manqué complétement à la vérité en parlant des aspirations qui prédisposaient leur pays, excédé de révolutions, à accepter n'importe quel gouvernement capable de lui donner paix et stabilité. Le cri lancé de la capitale en faveur de l'empire fut loin, sans doute, d'éveiller un écho immédiat et universel ; mais l'accueil qu'il rencontra suffisait pour garantir que le nouveau régime comptait, de prime-abord, un effectif de partisans d'autant plus sérieux qu'ils appartenaient principalement aux classes dirigeantes de cette société encore en voie de formation.

On a parlé avec un injuste dédain du chiffre des votes constatés en faveur de l'empire. Si l'on tient compte du milieu, des circonstances, de la position sociale des votants et des habitudes du pays en matière de suffrage, on verra combien réelle fut

faire ce qu'il affectait d'exiger [1], M. Seward, dis-je, parlait tout autrement en 1863 et 1864. Il admettait que la doctrine de Monroë n'interdisait nullement aux nations du continent américain la liberté d'adopter un régime politique à leur convenance; il concédait que, si un empire national s'établissait au Mexique du consentement des Mexicains, les États-Unis resteraient fidèles à leurs traditions en reconnaissant, là comme ailleurs, le gouvernement de fait.

Le problème était de remplir cette condition ; et ce problème, la France ne pouvait le résoudre qu'avec le concours du Mexique lui-même. Là se présentait le côté obscur de l'expédition. Que l'armée française arriverait à Mexico, personne n'en doutait, même après l'échec fortuit de la première attaque contre Puebla. Qu'une fois dans la capitale, on y trouverait les éléments d'un parti monarchique suffisant pour décréter théoriquement l'empire, cela était plus certain encore. Ce qu'on ignorait et ce que l'événement seul pouvait dire, c'était l'accueil que feraient les populations de l'intérieur à l'intervention étrangère et au régime proclamé sous ses auspices. Avec un territoire

1. Le secrétaire d'Etat américain ne prit le ton comminatoire que lorsque M. Bigelow, ministre des Etats-Unis à Paris, lui eut écrit au commencement de 1866 :

« L'empereur ne peut faire autrement que de rappeler ses troupes ; quel que soit le langage que nous fassions entendre, il n'y a aucun risque de complications à craindre. »

comme celui auquel on avait affaire, l'occupation de Vera-Cruz, d'Orizaba, de Puebla et de Mexico, la possession incontestée des cent lieues de route qui relient ces quatre villes entre elles, ne signifiait rien quant au but final, si le reste du pays, protégé contre l'action de nos armes par l'immensité des distances et la difficulté des communications, demeurait ligué dans une résistance même simplement passive à la tentative impérialiste. On commença à respirer, le jour où l'on reconnut que cette résistance serait loin d'être générale et que, si les avocats de la monarchie mexicaine aux Tuileries avaient surfait leur force, ils n'avaient cependant pas manqué complétement à la vérité en parlant des aspirations qui prédisposaient leur pays, excédé de révolutions, à accepter n'importe quel gouvernement capable de lui donner paix et stabilité. Le cri lancé de la capitale en faveur de l'empire fut loin, sans doute, d'éveiller un écho immédiat et universel ; mais l'accueil qu'il rencontra suffisait pour garantir que le nouveau régime comptait, de prime-abord, un effectif de partisans d'autant plus sérieux qu'ils appartenaient principalement aux classes dirigeantes de cette société encore en voie de formation.

On a parlé avec un injuste dédain du chiffre des votes constatés en faveur de l'empire. Si l'on tient compte du milieu, des circonstances, de la position sociale des votants et des habitudes du pays en matière de suffrage, on verra combien réelle fut

l'importance de ces votes et combien grande leur autorité. Il ne faut pas oublier qu'on ne procéda point par voie de scrutin secret, mais par déclarations personnelles, par signatures apposées sur des registres, qui devaient rester comme un témoignage patent et irrécusable, en cas d'insuccès, contre ceux qui associaient leurs noms à l'entreprise monarchique. Combien, dans ces conditions et avec la perspective de représailles possibles, trouverait-on en France de votants disposés à se risquer comme le firent les notables mexicains ? Il y eut donc manifestation, et manifestation considérable d'une volonté publique[1]. Il y eut mieux et plus encore : il y eut coopération active de la nation à l'organisation et au fonctionnement du nouveau régime. Les colonnes françaises qui commencèrent à parcourir l'intérieur, après la proclamation de l'empire et l'entrée en fonctions de la régence présidée par le général Almonte, n'eurent aucune peine à installer des autorités locales, qui souvent s'offraient d'elles-mêmes pour seconder l'administration provisoire, en attendant l'arrivée de l'empereur. Quand celui-ci débarqua à Vera-Cruz, toutes les villes, à deux ou trois exceptions près,

1. Une preuve concluante à cet égard est la nécessité où se vit le parti juariste, redevenu maître du pays en 1867, de modifier et de restreindre les mesures de rigueur qu'il avait édictées contre les « traîtres. » Pour appliquer ces mesures dans leur teneur primitive, il lui aurait fallu frapper tout ce que le Mexique renfermait de notabilités et d'hommes importants par la fortune ou la situation.

étaient ralliées à sa cause et régies en son nom par des municipalités purement mexicaines. Juarez et son gouvernement ne comptaient plus dans la situation que pour mémoire. Les populations, surprises et charmées de la sécurité que procurait l'intervention partout où elle avait passé, s'attachaient rapidement à un état de choses qui leur promettait un bien-être jusque-là inconnu. Nos troupes se voyaient secondées par des contingents mexicains qui allaient croissant chaque jour, et par des milices qui leur apportaient, avec un concours matériel médiocrement efficace peut-être, l'effet moral beaucoup plus important de leur adhésion. Une portion notable du parti libéral lui-même, ébranlé dans son hostilité, se demandait si le véritable patriotisme ne consistait pas à s'incliner devant le fait accompli, pour le faire tourner au profit de l'indépendance et des intérêts de la nation, au lieu de prolonger une lutte sans espoir.

Pour qu'on ne me soupçonne pas de tracer ici un tableau de fantaisie, j'emprunte le témoignage d'un ancien ministre de Juarez lui-même. Voici ce qu'écrivait M. Zamacona au président de la république mexicaine, à l'heure où Maximilién faisait dans Mexico son entrée triomphale :

Saltillo, 16 Juin 1864.

« ..... Les flots de l'invasion progressent, sans rencontrer ni digues ni résistance. Ce coin reculé, où ils ne sont pas encore arrivés, s'effondre sous

nos pieds et se change en terrain dangereux et ennemi.

« ..... Comment l'envahisseur s'est-il étendu dans le pays, établissant d'immenses lignes militaires non interrompues ? Comment a-t-il rétabli la sécurité sur les principales routes ? Comment a-t-il pu séduire certaines populations ? Comment a-t-il capté la confiance du public, qui met entre ses mains des convois d'argent comme on n'en avait pas vu depuis longtemps ? Comment attire-t-il à lui *des membres du parti indépendant ?*.....

« Le ministre des États-Unis lui-même a quitté le Mexique et, quoi qu'on puisse dire ou croire, je suis sûr qu'il est parti avec des impressions défavorables pour notre cause.

« A l'intérieur, nous avons perdu *presque tous les centres importants de population.* Le pire est que l'ennemi a fait la conquête matérielle du territoire, sans que cela ait empêché les esprits de lui en faciliter la *conquête morale,* à laquelle il aspire. Il a réussi, par un système sage, sinon à captiver les sympathies des Mexicains, tout au moins à les refroidir pour la défense nationale. Notre gouvernement se trouve relégué dans un coin du pays ignoré des populations.

. . . . . .

« La défense, n'étant plus soumise à l'action du gouvernement, a pris un caractère anarchique et destructeur, fécond seulement en ruines et en mauvais renom pour nous. Dans le cours de cette

demi-année, nous n'avons rien fait contre l'ennemi, mais nous avons beaucoup laissé faire contre le pays et contre ses habitants ..[1]

Signé : « ZAMACONA. »

Cette lettre était à la fois un cri de détresse et un aveu d'impuissance, auxquels l'irritation mêlait assez injustement un reproche d'inertie à l'adresse de Juarez et de son entourage. Pour répondre à l'espèce de mise en demeure qui se dégageait du langage de M. Zamacona, ceux à qui il s'adressait n'avaient qu'à lui opposer le tableau tracé par sa propre plume. Il les gourmandait de ne pas faire sentir davantage leur action, quand lui-même constatait que le pays leur échappait. A peine le gouvernement qu'ils personnifiaient

1. Comme complément à ce témoignage, voici une pièce officielle qui établit authentiquement, dans sa curieuse naïveté, à quelles extrémités en était réduit le parti juariste :

« Etat de Sinaloa, commandance de Cosala.

« *A Monsieur le général en chef des forces de Sinaloa.*

« Conformément à la circulaire de Votre Excellence, j'envoie aujourd'hui à votre quartier-général dix *couples enchaînés de volontaires*, qui sont *disposés* à soutenir la cause de la liberté. Je n'en envoie pas davantage *faute de menottes*. Le lieutenant Trujillo, qui les escorte, *a l'ordre de faire feu* sur eux s'ils tentent de s'échapper.

« Le tout d'accord avec les instructions de votre quartier-général.

« Liberté et réforme.

« Cosala, le 2 juin 1864.

« *Signé* : RAFAEL BONILLA.

conservait-il à ce moment une apparence de fonctionnement régulier qu'il allait bientôt perdre.

Sorti de la capitale le 3 juin 1863 avec son personnel de fonctionnaires et d'employés, accompagné des membres du congrès et appuyé sur une armée organisée, Juarez avait vu tout cela fondre autour de lui à mesure qu'il promenait d'une ville à l'autre son administration errante et sans cesse amoindrie. Acculé dans Monterey avec une poignée de partisans, il lui restait, pour dernière ressource pécuniaire et pour dernier vestige de son autorité, la perception des droits de douane à Matamoros. Cela même allait bientôt lui manquer. Le mois d'août suivant devait voir Juarez fuyant à travers les plaines désolées du Chihuahua, pour aller chercher un asile dans les solitudes à peine explorées qui n'ont plus guère de territoire mexicain que le nom.

Certes, il s'en fallait encore que l'intervention et l'empire fussent en présence d'un pays pacifié. Plusieurs districts lointains restaient à réduire ; des bandes nombreuses continuaient à battre la campagne et imposaient une tâche fort rude aux colonnes chargées d'en finir avec elles. Mais ce n'étaient plus que les efforts sans ensemble et sans espoir de quelques chefs s'opiniâtrant contre la fortune et destinés à succomber l'un après l'autre dans leur isolement, ou les coups de main de coureurs de grands chemins pour qui la guerre devenait prétexte à brigandages. Même sur le

petit nombre de points où la résistance conservait un semblant d'organisation, elle était visiblement arrivée aux convulsions finales d'une lutte à laquelle vont manquer les combattants.

Sauf la vigilance que devait exiger longtemps encore le rétablissement d'une vie publique régulière chez un peuple qui en avait perdu la notion, la tâche militaire se réduisait désormais à peu de chose, et elle avait pour auxiliaire la disposition toute nouvelle des populations à lui prêter main-forte. Cette disposition ne pouvait manquer de s'affirmer et de grandir, à mesure que le sentiment de la stabilité remplacerait la continuelle incertitude où l'on avait vécu jusqu'alors. Le grand résultat obtenu par l'intervention d'abord, par la régence ensuite, consistait précisément à avoir fait naître cette conviction que le Mexique allait enfin posséder un régime politique à l'abri des compétitions subalternes et des revirements perpétuels occasionnés par les querelles d'hommes ou de partis. La voix de l'intérêt personnel a partout sa puissance ; la nation mexicaine était excédée de la vie d'alertes et de l'existence au jour le jour que lui avaient faites les révolutions ; elle appréciait, par les premiers fruits qu'elle en recueillait, le bienfait d'un état de choses qui lui permettait de compter sur le lendemain. Pour peu que la suite confirmât les promesses du début, les plus récalcitrants en apparence n'étaient pas éloignés de se rallier. En ce sens, malgré ce qui restait

à faire, on pouvait dire sans exagération que le plus difficile était fait. M. Zamacona le constatait lui-même par son allusion aux progrès de la « conquête morale. » On était arrivé, en un mot, à cette phase de transition, pierre de touche des régimes nouveaux, où le dernier mot dépend non plus de la force mais de la politique, et où la conduite des gouvernants décide de l'issue.

D'apparentes analogies ont fait assimiler la tentative impériale du Mexique à celle de Napoléon Ier pour asseoir son frère Joseph sur le trône d'Espagne. Il est certain que les deux entreprises ont eu, dans leurs conséquences définitives, un contre-coup également funeste pour la France et renferment un même enseignement en matière d'intervention ; mais des traits essentiels les distinguent l'une de l'autre. La guerre de 1808 était en fait une guerre de conquête, tendant à faire de la Péninsule ibérique une vassale de l'empire français. Le roi qu'on voulait substituer au monarque espagnol, déloyalement retenu en captivité, était un prince de la nouvelle dynastie française, destiné à n'être que le docile instrument du maître qui régnait aux Tuileries ; sa présence à Madrid était une menace non équivoque pour l'indépendance et l'autonomie du peuple qu'il venait en quelque sorte gouverner par procuration. Son avénement entraînait, comme complément inévitable, une occupation française en permanence et le renon-

cement à toute politique nationale. L'empereur Maximilien arrivait au Mexique dans des conditions foncièrement différentes. Aucun lien de famille, d'origine ou d'intérêt n'existait entre lui et le souverain dont l'armée lui avait préparé le chemin du trône. La solidarité dans laquelle les événements venaient de les réunir ne pouvait être, par la force des choses, que passagère et limitée. A part quelques avantages commerciaux et la satisfaction d'une influence purement platonique, la France n'avait rien à prétendre, rien à attendre d'un empire situé à deux mille lieues de l'Europe, et qui, pendant de longues années, allait être absorbé dans l'œuvre de son affermissement et de sa réorganisation intérieure. Loin de songer à perpétuer une immixtion active dans les affaires mexicaines, elle trouvait déjà trop lourd et trop prolongé le rôle auquel l'avaient entraînée les événements, plutôt que sa volonté réfléchie ; elle aspirait par-dessus tout à en abréger la durée. Le nouvel empereur n'apportait donc que sa personnalité. Pour la faire accepter, il n'avait à vaincre ni les répugnances ni les défiances qu'inspiraient aux Espagnols les attaches du roi Joseph. Outre qu'il comptait d'avance un grand nombre de partisans résolus et ouvertement engagés dans sa cause, il n'avait contre lui aucun sentiment irréconciliable. L'administration intérimaire de la Régence, dirigée avec une véritable habileté par le général Almonte, avait eu l'avantage de faire

opérer par des mains mexicaines la première transition entre l'ordre de choses républicain et le régime impérial ; la période d'installation et d'essai, toujours pleine d'écueils en pareille matière, était ainsi franchie, et franchie de la façon la plus heureuse, car elle avait fait voir comment l'intervention pourrait continuer à être un appui sans devenir un joug. Il y avait loin de cette situation à celle en face de laquelle s'était trouvé à Madrid le frère de Napoléon Ier. Au lieu d'entrer en ennemi dans un pays soulevé presque d'un bout à l'autre, Maximilien arrivait au milieu de populations plus hésitantes qu'hostiles, déjà gouvernées en son nom, et chez qui l'impression dominante à son égard était peut-être une curiosité anxieuse prête à se changer en espérance. Pour se livrer définitivement, ces populations n'attendaient qu'une chose : savoir s'il était bien vrai qu'elles allaient enfin avoir un gouvernement d'ordre, d'organisation et de prospérité.

On va trouver, je le sais, que ces trois mots ressemblent à une ironie, prononcés en parlant du Mexique, le terrain proverbial des révolutions et des contre-révolutions périodiques. C'est qu'on juge le pays d'après les événements qui en ont fait la proie de l'anarchie, et non d'après les éléments qu'il renferme. On fait peser sur la nation mexicaine tout entière la condamnation que méritent seuls quelques centaines d'individus habitués et intéressés à ne jamais la laisser en repos. Le vrai

malheur du Mexique a été de voir la question de gouvernement fatalement mêlée, dès le lendemain de son indépendance, à ce redoutable problème de la question religieuse, ou, pour parler plus exactement, de la question ecclésiastique, qui devient une source de bouleversements sans fin partout où il ne se rencontre pas un pouvoir exécutif assez fort pour le trancher d'un seul coup. Au fond des mille et un *pronunciamentos* dont se compose l'histoire mexicaine depuis un demi-siècle, il n'y a pas eu autre chose, en réalité, que la lutte toujours renaissante du parti libéral, cherchant à briser la prépondérance ecclésiastique, et du parti théocratique défendant à outrance ses prérogatives et son influence séculaires. Quand le premier de ces partis venait à triompher, le second recourait à tous les moyens pour reprendre le dessus ; puis, comme le vainqueur ne manquait jamais d'abuser de la victoire, ses adversaires, à leur tour, se renforçaient rapidement et parvenaient bientôt à ressaisir le pouvoir. De là une succession constante d'avénements et de renversements d'autant plus répétés que la guerre intestine, passée à l'état endémique, avait fini par créer un effectif flottant d'hommes d'aventure et de désordre, toujours prêts à embrasser la cause qui tenait la campagne et fournissait un drapeau à leur vagabondage guerroyant. De loin, on n'apercevait et l'on ne pouvait apercevoir que ces contingents de révolte en permanence, boulever-

sant sans cesse le pays, tantôt avec un mot d'ordre, tantôt avec un autre, et l'on était naturellement enclin à envelopper toute la population dans le jugement qu'on portait sur eux. Il s'en fallait de beaucoup, cependant, que l'ensemble de la nation méritât une si dure appréciation. A côté des groupes d'ambitieux, d'obstinés ou d'impatients qui se disputaient le gouvernement dans des vues différentes, à côté des bandes qui servaient tour à tour de troupes à ces coups de main alternatifs, il y avait le corps de la nation qui ne partageait ni les passions, ni les violences des meneurs. Par une conséquence qu'amènent en tous pays les secousses prolongées, la masse était devenue indifférente et passive ; elle laissait faire et avait pris l'habitude de subir docilement les régimes qui se succédaient, bornant son effort à tâcher que chaque changement lui coûtât le moins cher possible. Mais, dans son apathie résignée, elle restait honnête et laborieuse, appelant des jours meilleurs et ne demandant pas mieux que de se ranger autour de l'homme qui les lui apporterait.

L'empereur Maximilien, appuyé sur la France, semblait les lui promettre d'une manière assez sérieuse pour qu'elle se tournât vers lui, et l'aveu découragé de M. Zamacona montre quel entraînement commençait à se manifester. On en pourrait trouver une preuve plus concluante encore dans l'ardeur avec laquelle s'éveillait de toutes

parts l'esprit d'entreprise. Secouant sa timidité et sortant de ses cachettes, l'argent osait, pour la première fois depuis longtemps, se hasarder au grand jour. Il y était enhardi par l'empressement des capitaux étrangers, qui affluaient des Etats-Unis aussi bien que de l'Europe. Les projets de lignes télégraphiques, de chemins de fer, de routes, de canaux, de colonisation, d'exploitations industrielles et commerciales se multipliaient avec un élan qui tenait de la fièvre. Mexico était plein, non pas seulement de Français, mais d'Anglais, d'Américains, d'Allemands, qui n'attendaient que l'installation du nouveau souverain pour jeter des millions dans le pays. Détail important à noter : les millions venus du nord des Etats-Unis étaient les plus impatients de trouver un emploi. La perspective de réaliser des bénéfices en or, alors que le papier-monnaie se dépréciait de plus en plus à New-York, alléchait les capitalistes. Cette ardeur était doublement précieuse; avec un concours pécuniaire presque illimité, elle devait amener, dans un temps donné, l'adhésion politique du cabinet de Washington. Il s'y joignait un mouvement d'immigration partant à la fois de toutes les parties de l'Union, qui promettait des bras, de l'intelligence et l'importation de cet esprit d'initiative auquel le nouveau monde est redevable de tant de merveilles. La confiance de l'argent, devenue de nos jours la plus grande force que puisse souhaiter un gouvernement, pré-

parait ainsi à l'empire la plus efficace de toutes les consécrations et le plus puissant de tous les auxiliaires. Par un rare privilége, la difficulté pour le jeune souverain devait être de modérer l'entraînement sympathique des intérêts matériels, que d'autres se donnent en vain tant de peine à provoquer. Sa tâche se bornait à établir une prudente distinction entre les projets réalisables et les conceptions utopiques ou véreuses qui allaient se disputer sa sanction dès le lendemain de son avénement.

L'administration provisoire qui fonctionnait depuis un an, sous les auspices de l'intervention et de la régence, avait par ailleurs donné les résultats les plus encourageants. Deux faits également inespérés demeuraient constatés : d'une part, la facilité de recouvrer des contributions équitablement réparties ; de l'autre, la possibilité de former un personnel de fonctionnaires consciencieux, du moment où il pourrait compter sur le payement régulier de ses appointements, sur une position assise et sur un avenir à l'abri des contre-coups révolutionnaires. Dans les prévarications et les tours de main si fort reprochés aux fonctionnaires de l'Amérique espagnole, l'incertitude perpétuelle du lendemain entre en effet pour une large part, et cela se comprend. Même ailleurs que dans ces pays trop sévèrement jugés, la probité et le sentiment du devoir ont besoin d'être soutenus par l'espoir d'une récompense ou

la crainte d'un châtiment, pour ne pas succomber aux tentations qui les sollicitent dans la vie publique, plus encore que dans la vie privée. Or, l'encouragement et le frein font à la fois défaut dans l'existence d'imprévu qu'enfantent les révolutions. Le commencement de stabilité qu'avait donné au Mexique l'attente seule de l'empire avait suffi pour inspirer le désir de bien faire, à ce point qu'après avoir paré à toutes les obligations courantes du trésor, la régence put offrir à Maximilien une épargne de quinze cent mille francs, comme cadeau de bienvenue. La France, sans doute, avait pris à sa charge, pendant cette période intérimaire, bien des dépenses qui devaient par la suite incomber au gouvernement impérial. Ce n'en était pas moins un phénomène sans précédent et un prélude de bon augure.

Il y avait quelque chose de plus considérable encore en faveur du prince qui arrivait d'Europe : il trouvait la question religieuse virtuellement résolue. Les lois de désamortissement, édictées et appliquées par Juarez, avaient accompli en fait la grande transformation qui est le nœud gordien de la lutte entre l'Église et l'État, partout où elle s'engage. Le clergé, dépossédé depuis plusieurs années déjà de sa colossale fortune, dépouillé de sa prépondérance, contraint de plier devant l'autorité civile, pouvait bien parler de revendications et affecter de mettre son alliance au prix de la restauration de ses anciennes prérogatives ; dans

le secret de sa conscience, il ne se dissimulait pas que ses biens étaient perdus et son règne passé sans retour. Quelles que fussent ses exigences apparentes dans le premier moment, son ambition réelle se bornait à espérer un règlement plus favorable et moins précaire de sa situation, la cessation des tracasseries auxquelles il avait été en butte et certaines satisfactions légitimes au point de vue de son prestige et de sa liberté dans l'exercice de ses fonctions. De leur côté, les libéraux et les acquéreurs de biens sécularisés ne demandaient qu'à voir mettre hors de conteste le principe des faits accomplis, prêts à apporter leur part de concessions dans la transaction qui assurerait ce résultat. Pour clore cette querelle, dont le fond était désormais tranché par la force des choses, il ne manquait plus qu'un arbitre désintéressé du passé, dont les deux partis pussent accepter les décisions sans y chercher une arrière-pensée hostile et devant lequel aucune susceptibilité de dignité ou d'amour-propre ne les empêchât de s'incliner. Maximilien réunissait cette triple condition. Aussi, la pensée d'un concordat conclu par son entremise se présentait-elle à tous les esprits, comme le dénoûment indiqué et devenu facile qui devait réconcilier les vainqueurs et les vaincus de la bataille engagée depuis cinquante ans.

Je dois relever enfin un dernier symptôme des dispositions populaires, qui eut sa signification et son importance. On sait quelle longue indécision

avait plané sur l'acceptation formelle du trône par l'archiduc. L'incertitude de sa venue, qui ne cessa pour les Mexicains que dans les premiers jours du mois de mai 1864, avait fini par accréditer la supposition d'une comédie jouée par la France, pour se ménager le prétexte d'une occupation indéterminée et substituer, en dernière analyse, un protectorat permanent à l'intervention temporaire. Après avoir feint d'épuiser tous les moyens pour créer le régime impérial voté par les notables, le cabinet des Tuileries aurait allégué l'insuccès de ses efforts et installé un simulacre de gouvernement quelconque, derrière lequel l'armée et l'administration françaises auraient gouverné en réalité. Cette hypothèse ne soutenait pas l'examen; tout démontrait, au contraire, que le grand souci, à Paris, était d'abréger autant que possible la durée de l'intervention, de limiter son rôle et d'alléger sa responsabilité. Le sentiment public, aussi facile à alarmer au Mexique qu'ailleurs malgré l'apparente indifférence des populations, n'avait pas moins pris ombrage d'une éventualité qui menaçait d'aboutir à la confiscation de l'autonomie nationale. La crainte de devenir les instruments d'une domination étrangère retardait bien des adhésions, attiédissait même quelques-uns des concours acquis dès la première heure. A mesure que le temps passait, apportant des nouvelles contradictoires et toujours obscures de Miramar, un vague malaise, une réserve inquiète se glissaient

jusque dans le camp même de l'empire ; le soupçon d'un piége, entretenu et propagé par le parti juariste, faisait son chemin parmi les masses [1].

Cette défiance commençait à devenir un nouveau point noir dans la situation lorsque, le 30 avril 1864, le transport la *Drôme* jeta l'ancre devant Vera-Cruz. Expédié à la Havane pour faire du charbon, il y avait recueilli quelques journaux français venus par voie de New-York, qui contenaient, avec l'acceptation solennelle de Maximilien, sa première proclamation au peuple Mexicain et l'assurance officielle de son embarquement prochain. En raison de la façon accidentelle dont elle arrivait, la nouvelle fut lente à se répandre et rencontra d'abord une incrédulité qui attestait,

1. L'idée que j'indique ici s'était également accréditée aux Etats-Unis. Le général Banks, appelé au commandement des troupes fédérales dans le Texas et sur les frontières du Rio-Grande, laissa percer cette préoccupation dans un entretien que j'eus avec lui avant son départ de New-York. Après m'avoir demandé divers détails sur le général Bazaine et sur les divers personnages qui représentaient alors la France au Mexique : « Enfin, me dit-il, croyez-vous que l'empereur Napoléon vise à s'emparer du pays ? » Je lui répondis que ce n'était ni supposable ni possible. « Alors, reprit-il avec un allégement visible, tout ira bien. »

Quand il parlait ainsi, le général Banks arrivait de Washington, où il était allé prendre ses dernières instructions ; il sortait pour ainsi dire du cabinet de M. Seward et de celui du président Lincoln. Son langage pouvait donc être considéré comme traduisant, non pas seulement sa pensée personnelle, mais celle des deux hommes qui dirigeaient la politique américaine.

mieux que tout le reste, à quel point beaucoup de gens avaient cessé de l'attendre. Mais l'effet n'en fut que plus marqué et plus facile à noter, à mesure qu'elle alla s'affirmant. L'appréhension qu'on avait eue d'un autre dénoûment contribuait à doubler la satisfaction de ceux qui appelaient l'empire; elle atténuait en même temps les préventions et les résistances de la partie de la nation qui ne s'était pas encore livrée. Après avoir entrevu la perspective d'une domination étrangère, on se tournait plus spontanément vers le prince qui déclarait ne vouloir être, au Mexique, qu'un Mexicain de plus. Le nouvel empereur bénéficiait ainsi des perplexités qu'avaient éveillées les retards successifs apportés à sa détermination ; il s'était fait désirer.

Son langage promettait d'ailleurs un souverain éclairé, un gouvernement libéral, une politique affranchie de toute pression extérieure. Son avènement, dans ces conditions, apparaissait presque comme une garantie pour l'indépendance nationale, et ce sentiment inattendu, né des circonstances, venait élargir le cercle des sympathies en affaiblissant les répulsions.

Je retrouve, au surplus, dans une correspondance publiée par le *Courrier des Etats-Unis* du 18 juin 1864, l'aspect de la situation résumé en quelques lignes qui serviront de complément et d'attestation de sincérité au tableau que je viens de tracer.

Mexico, le 28 mai 1864.

« Depuis que l'acceptation et la venue du nouvel empereur sont un fait officiel, l'horizon s'est rasséréné comme par enchantement, et il est aisé de voir, sans optimisme préconçu, que les plus sérieuses espérances s'attachent au régime que vient inaugurer Maximilien Ier.

« L'œuvre qu'il a devant lui est difficile assurément : mais elle le sera, je suis sûr, beaucoup moins qu'on ne l'imagine, grâce au concours qu'il trouvera dans l'instinct national. L'anxiété même que causait l'incertitude où l'on était sur ses résolutions définitives montre à quel point s'est par avance concentrée sur lui la confiance du peuple mexicain. Pour peu que ses premières paroles et ses premiers actes soient marqués au coin de la sagesse et du tact dont il a la réputation, j'ai la conviction intime que, d'ici à trois mois, le Mexique aura subi une transformation morale presque magique, derrière laquelle viendra rapidement la transformation matérielle. »

Précisément à l'heure où cette lettre partait de Mexico, la frégate autrichienne *Novara* faisait son apparition en rade de Vera-Cruz, amenant le nouvel empereur et inaugurant en quelque sorte le règne auquel s'attachaient tant d'espérances. Quinze jours d'ovations attendaient le jeune sou-

verain, comme confirmation des heureux présages qui entouraient son avénement. Débarqué le 28 mai, ce fut seulement le 12 juin qu'il fit son entrée solennelle à Mexico. Chacune des étapes de ce voyage littéralement triomphal fut marquée par des manifestations où l'enthousiasme et l'élan spontané des populations eurent une part pour le moins aussi large que l'organisation officielle. Dans les villes et les villages, les maisons disparaissaient sous les tentures et les fleurs ; les roses effeuillées, les poésies imprimées en lettres d'or sur des bandes de satin pleuvaient des balcons ; des acclamations également vives éclataient parmi le peuple qui encombrait les rues et parmi l'élite de la société, qui se disputait la faveur d'assister aux représentations ou aux bals d'apparat. La jeunesse, la grâce, l'air de noblesse vraiment suprême de Maximilien et de l'impératrice Charlotte ajoutaient encore, par la séduction personnelle, au sentiment qui faisait saluer en eux une ère nouvelle pour le pays. La capitale ne demeura pas en reste. Lorsqu'on sut, le 11 juin au matin, que le couple impérial arriverait dans la journée au sanctuaire de Guadalupe[1] et s'y arrêterait vingt-quatre heures, les routes se trouvèrent littéralement trop étroites pour la masse de voitures, de cavaliers, de piétons qui se portèrent à sa rencontre. Il n'y a pas d'exagération à dire que la

1. Guadalupe est à une lieue de Mexico.

moitié des habitants, pour le moins, prit part à cette manifestation anticipée et toute spontanée de bienvenue. Quant à la réception du lendemain, je laisse la parole au journal franco-mexicain l'*Estafette*, dont le rédacteur en chef, M. Charles de Barrès, longtemps ami et champion du parti libéral, s'était rallié à l'œuvre de l'intervention juste dans la mesure où l'exigeait sa qualité de français. Doué d'un talent d'écrivain de premier ordre et d'un esprit incisif, plus enclin à l'ironie qu'à l'enthousiasme, il devait à la forme alerte de ses articles le privilége d'un franc-parler dont il faisait plus volontiers usage pour railler que pour applaudir. Voici pourtant dans quel langage involontairement ému il rendait compte, le 13 juin, de la solennité de la veille :

« Ce qui a, plus encore que les démonstrations officielles, caractérisé la solennité du 12, c'est l'émotion des habitants de la capitale à la vue des jeunes princes et le soin minutieux qu'ils ont mis à les recevoir dignement. Dans ces mille détails de rubans, de courtines, de fleurs et d'illuminations, on remarquait partout un empressement affectueux à bien faire, comme si chaque maison eût attendu quelqu'un de la famille, quelqu'un de cher, ce jour-là. La main des femmes avait attaché partout quelque emblème de bonne espérance et de doux accueil. Depuis Marthe — et avant elle — jusqu'à nos jours, l'hospitalité préparée par les

femmes a toujours été la plus parfaite et la plus attendrissante.

« Nous avons été témoin de cinq ou six grandes entrées triomphales dans cette ville de Mexico ; nous en avons vu de bruyantes et de tumultueuses, où les passions victorieuses éclataient en vociférations de haine contre les vaincus, en folles exigences et en menaces grossières. C'étaient des fêtes où l'insolence des partis triomphants se donnait libre carrière. On y remarquait une grande agitation, un grand bruit, des démonstrations sinistres, des illuminations qui finissaient par des incendies.

« Pas un seul cri de haine ne s'est fait entendre à la fête de dimanche. On ne poussait pas de clameurs ; mais tous les *vivats* partaient de l'âme et arrivaient jusqu'au cortége comme l'écho d'une vive émotion intérieure.

« Dans les rues isolées, dans les quartiers placés loin du cortége, il était peu de demeures où l'on ne remarquât quelque signe extérieur de réjouissance ; des couronnes de verdure, des palmes, des chiffons flottaient au vent. Pauvres démonstrations, mais tout aussi significatives que celles des maisons opulentes. Nous avons vu, dans un faubourg, deux enfants dansant d'aise et de curiosité devant leur porte ornée de trois branches de frêne. Cela valait bien un arc de triomphe. »

Ce témoignage d'un homme vivant depuis long-

temps de la vie mexicaine et nullement suspect d'un penchant exagéré en faveur de l'empire, est la meilleure preuve que je puisse invoquer, en terminant cet exposé, des auspices sous lesquels s'inaugurait le nouvel ordre de choses.

CHAPITRE II

Sommaire : Premiers actes et premières fautes. — L'empire compromis dès le lendemain de son début. — L'archiduc Maximilien, sa nature et son caractère. — Son entourage. — M. Eloin et le cabinet de l'empereur. — L'impératrice Charlotte. — Rôle des représentants de l'intervention. — Le maréchal Bazaine. — Le quartier-général. — La légation des Francs. — La mission financière.

Dans la lettre adressée par M. Zamacona à Juarez et dont j'ai reproduit plus haut quelques passages, se trouvait cette phrase : « A en juger par l'organe officiel du gouvernement [juariste], il semble que sa politique se borne à attendre les fruits que pourront produire les fautes de nos adversaires. » Cette tactique expectante, dont s'irritait l'ardeur de M. Zamacona, devait être justifiée par l'événement ; mais elle le fut, disons-le, contre toute prévision. D'embarras, il n'y en avait pas qui ne pussent être surmontés au moment où Maximilien prit possession de son trône ; ils ne vinrent que plus tard, amenés par des erreurs de

conduite. Celles-ci, en revanche, allaient s'accumuler de jour en jour, se précipiter d'heure en heure et donner raison au calcul dans lequel s'étaient retranchées la patience indienne de Juarez et la froide énergie de son principal conseiller, M. Lerdo de Tejada. Elles avaient, en réalité, commencé avant même que l'empereur ne mît le pied sur la terre mexicaine. C'était une faute que d'avoir passé par Rome sans jeter les bases et poser les prémisses d'un concordat. C'en était une plus grande encore que d'être parti pour une entreprise aussi sérieuse que celle de fonder un empire dans un pays étranger par delà les mers, comme on part pour une partie de plaisir, sans avoir abdiqué aucune des légéretés de l'existence que l'on quittait, sans avoir envisagé les exigences de la position qu'on allait occuper.

« En voyant, dit M. Emmanuel Domenech dans son *Histoire du Mexique* [1], en voyant la composition de l'entourage de l'empereur sur la *Novara*, on devait s'attendre à tous les gâchis administratifs et politiques qui ont précipité la chute de l'empire au lieu de le consolider. Pour un pays s'affaissant sous le poids des dettes, ne présentant

(1) *Histoire du Mexique*, — *Juarez et Maximilien*, par M. Emmanuel Domenech, ancien directeur de la presse au cabinet de l'empereur Maximilien. Ce livre trop peu consulté est le meilleur et le plus sincère de tous ceux qui ont été publiés sur la question.

plus qu'un monceau de ruines sociales, économiques, industrielles et commerciales, on préparait des décrets sur la préséance dans les cérémonies publiques, l'institution d'un nouvel ordre, de nouvelles médailles, une garde palatine, une cour dispendieuse ; les routes faisaient défaut, on manquait de ressources, et loin de songer à faire des routes, à se créer des ressources, on s'occupait d'habits brodés, de créer au palais, en faveur des étrangers qui suivaient l'empereur, des fonctions importantes et bien rétribuées. On voyait se renouveler, à bord de la *Novara*, l'histoire de ce Français qui, voulant établir dans les déserts de l'Amérique un magasin de marchandises à l'usage des Peaux-Rouges, composait son stock de plumeaux, de toiles d'Irlande, de porcelaines fines et de services à thé ! Entre de telles mains, quelles pouvaient être les destinées de l'empire ?.... »

Ces quelques lignes contiennent, dans leur dur laconisme, le secret originel de la contradiction qui semble exister entre les préludes de l'empire mexicain et sa destinée finale. Elles en sont, pourrait-on dire, l'histoire en raccourci, car cette histoire ne fut qu'un long développement et une aggravation constante de la fausse ligne de conduite signalée par M. Domenech.

Pour continuer et conduire au succès l'œuvre commencée par l'intervention et la régence, il fallait que le gouvernement qui venait s'installer

au Mexique fût un gouvernement d'extérieur sobre, de mesures pratiques, de rigide économie, de décisions sagement délibérées et résolûment maintenues une fois prises ; il fallait, avant tout, que le souverain en qui se personnifiait le nouveau régime sût allier la dignité et la fermeté du pouvoir suprême à la simplicité de manières dont quarante ans de vie républicaine avaient fait une habitude pour la population, et dont la pauvreté du budget faisait une nécessité pécuniaire. Aucune de ces conditions ne fut remplie, ou plutôt il sembla qu'un aveuglement inconcevable poussât à en prendre le contre-pied.

L'erreur commise dans le choix de l'entourage amené d'Europe fut aggravée encore à la veille du débarquement. Quels que dussent être les remaniements politiques ultérieurs, une chose était indiquée : le maintien du général Almonte à la tête de la situation qu'il avait conduite depuis un an avec une habileté et un dévouement incontestables. Le chef de la régence, revêtu en dernier lieu du titre de lieutenant de l'empereur, était, aux yeux de tout le monde, le chef désigné du ministère appelé à installer l'empire. En montant à bord de la *Novara*, pour présenter ses hommages au prince dont il avait préparé le règne, M. Almonte apprit qu'il était exilé de la politique et relégué dans les fonctions à peu près dérisoires de grand-maréchal du palais ! En même temps commençaient des nominations de chambellans et de

dames d'honneur, qui se poursuivirent de jour en jour et furent complétées par la création d'un poste de grand-maître de cérémonies. On apprenait en outre que l'empereur amenait avec lui un corps de hallebardiers, choisis parmi les plus beaux hommes qu'il avait pu recruter et revêtus d'uniformes magnifiques. Cette mise en scène était la dernière chose à laquelle on s'attendît; elle aurait produit une impression fâcheuse, même accompagnée d'actes plus sérieux; à plus forte raison éveilla-t-elle un étonnement inquiet, à mesure qu'on reconnut qu'elle était la principale occupation du souverain. La déception grandit encore, lorsqu'on sut qu'à peine arrivé à Mexico et toute autre affaire cessante, son premier soin avait été de mettre lui-même entre les mains d'un imprimeur le code d'étiquette de la cour, avec les instructions les plus minutieuses et l'injonction expresse de soumettre les épreuves à sa révision personnelle [1].

C'était peu de chose assurément que ces détails pour juger le règne qui s'ouvrait; c'en fut assez, néanmoins, pour ralentir immédiatement l'élan général. Comme tous les gens habitués à être constamment sur le qui-vive, le Mexicain possède

1. Ce Code formait un volume de 250 pages et reproduisait, dans leurs formules les plus méticuleuses, les règles observées à la cour d'Autriche. L'empereur y attachait un tel prix que, même pendant le voyage qu'il entreprit bientôt après, les épreuves durent lui être envoyées d'étape en étape.

une rare perspicacité, une rapidité d'appréciation presque intuitive. Autant il avait été entraîné par les résultats pratiques de l'intervention et de la régence, autant il fut prompt à se mettre sur la réserve devant ce qui se passait maintenant. Le décousu qui ne tarda pas à se trahir dans les mesures édictées pêle-mêle par le gouvernement ; la nomination de commissions consultatives sur les sujets qui appelaient avec le plus d'urgence l'initiative directe et l'action immédiate du chef de l'Etat ; la création d'une diplomatie d'apparat, grevant de charges énormes des finances déjà insuffisantes et qu'on ne s'occupait même pas de régulariser ; enfin, les révélations qui bientôt se firent jour sur l'absence totale de plan et de direction dans la conduite des affaires, aggravèrent rapidement la pénible surprise ressentie tout d'abord. La désillusion fut à son comble quand on vit, au bout de deux mois, l'empereur quitter la capitale sans avoir rien fait, sans laisser même un ministère constitué, pour entreprendre une excursion qui devenait une nouvelle occasion de lourdes dépenses et qui n'avait aucune raison d'être, malgré le prétexte d'études dont on s'efforçait de la colorer.

Il n'y avait pas à s'y méprendre : le début de l'empire était manqué. Le mécontentement et le doute étaient dès lors chez ses adhérents les plus déterminés, la joie au camp de ses adversaires. Ceux-ci relevaient la tête et voyaient revenir à

eux bon nombre de ceux qui avaient été sur le point d'abandonner une cause qu'ils considéraient comme perdue. L'argent, auquel on n'avait su donner aucun encouragement, ouvrir aucune perspective, éprouvant d'ailleurs un commencement d'incertitude sinon d'alarme, ne montrait plus la même confiance empressée. Chose plus grave encore que tout le reste : les impressions défavorables se répandant de la capitale dans les provinces y réveillaient, avec l'espoir d'un insuccès possible pour l'œuvre de l'intervention, l'esprit de résistance; tandis que nos colonnes portaient le drapeau impérial jusqu'aux extrémités les plus reculées du territoire, les guérillas surgissaient de nouveau et se multipliaient dans les Etats du centre, d'où elles avaient presque entièrement disparu.

Une transformation si complète dans un si court espace de temps paraîtra invraisemblable. La correspondance du *Courrier des Etats-Unis*, à laquelle j'ai fait un premier emprunt pour constater les espérances qui dominaient le 28 mai, me fournit le moyen de montrer encore une fois que ceci n'est point un tableau tracé après coup. Je copie, par ordre de dates, dans les lettres successivement publiées à New-York :

Mexico, 21 juillet 1864

« L'empereur Maximilien paraît s'être profondément imbu, pendant son séjour en Lombardie,

du proverbe italien qui assure qu'aller lentement est le moyen d'aller loin. La sixième semaine de son règne le trouve encore dans la même attitude de réserve absolue que le premier jour, sur toutes les questions pour lesquelles on avait compté que son arrivée seule serait le signal d'une solution presque immédiate. Pas un décret n'a été rendu, pas une mesure prise, fût-ce à titre de simple préliminaire. Sauf la nomination du ministre des affaires étrangères, le cabinet de la régence subsiste avec son organisation provisoire.

« .... Nous avons eu, le 6 juillet, une nouvelle journée de fête impériale, à l'occasion de l'anniversaire de Sa Majesté, qui accomplissait, je crois, sa trente-deuxième année. L'impératrice en grand costume, manteau royal et diadème en tête, a donné à la population de Mexico un spectacle tout nouveau pour elle, en allant assister au *Te Deum* solennel chanté à cette occasion dans la cathédrale. »

Mexico, 28 juillet 1864.

« .... A force d'attendre du nouveau depuis sept semaines, on a fini par y renoncer, et chacun, à bout de conjectures, laisse le gouvernement impérial faire tranquillement ses petites affaires. C'était le meilleur parti qu'on pût prendre, les commentaires à perte de vue n'avançant à rien. Il ne faut pourtant pas se dissimuler que, sous ce silence de guerre lasse, se cache une vive et croissante

anxiété de voir enfin l'empire aboutir à un résultat plus efficace que ceux qu'il a donnés jusqu'ici.

« .... Sans doute, l'empereur a eu raison de ne pas vouloir procéder dès le début par coups de théâtre, à l'instar des anciens gouvernements du pays. Mais il doit se garder de tomber, par un excès contraire, dans une trop longue inaction, qui pourrait faire croire à un manque de décision et de plan arrêté de sa part. Avec un peuple excédé d'incertitudes et las de vivre au jour le jour, sans savoir ce que lui réserve le lendemain, la condition essentielle est de faire voir qu'on veut le mener résolûment à un but déterminé, par des chemins nettement tracés d'avance. Il faut au plus vite le faire sortir de l'ornière du présent où il végète, pour lui dévoiler les horizons de l'avenir. Tarder trop longtemps à prendre ce parti serait s'exposer au soupçon d'hésitation ou d'impuissance. Cet inconvénient devient tellement palpable de jour en jour que l'empereur, je le répète, ne saurait y fermer les yeux... »

Mexico, 16 août 1864.

« .... Le rétablissement de la sécurité n'est pas la seule condition nécessaire pour assurer à l'immigrant la prospérité dont l'espoir l'attire vers un nouveau pays. Il faut encore qu'il soit assuré d'y trouver une situation normale au point de vue commercial et industriel, et surtout une situation nettement définie en ce qui concerne ses droits et

priviléges personnels. Or, sous ce double rapport, rien n'est fait, rien ne paraît devoir être fait d'ici à quelque temps, et l'état de choses légué par le passé a besoin d'être transformé de fond en comble.

« ... Rien n'est encore fixé en matière de contributions : ni l'impôt foncier, ni le mobilier, ni le personnel, ni celui des patentes.

« .... Le champ que promet le Mexique à l'immigration sera immense et fécond ; mais ce serait compromettre l'avenir que de vouloir l'exploiter avec une précipitation aveugle... »

Qu'on fasse la part de la réserve que devait s'imposer une voix française parlant à un journal français publié en pays étranger d'une cause qui n'avait pas cessé d'être la cause de la France, et l'on démêlera sans peine sous ces appréciations, sous ces conseils de prudence adressés aux impatients qui voulaient s'élancer vers le Mexique, un sentiment d'appréhension croissante pour l'avenir de l'empire.

Le mal pouvait être encore réparé, mais à la condition de ne plus perdre de temps, de déployer sans retard l'énergie d'organisation, la puissance d'autorité dont il aurait fallu faire preuve dès la première heure. On espérait que le retour de l'empereur à Mexico, après sa tournée dans l'intérieur, donnerait le signal de l'activité si impatiemment attendue. Pour ranimer la confiance

publique, trop visiblement chancelante, on avait trouvé une formule qui faisait patienter : « Au mois de mai, disait-on, l'empereur a pris possession de son trône ; il va maintenant prendre possession de son gouvernement. » Mais ce retour, promis pour le 16 septembre, n'eut lieu qu'à la fin d'octobre et, loin d'apporter dans la situation le changement qu'on s'en promettait, il acheva de la compromettre. La formation d'un ministère et la création d'un conseil d'Etat, après avoir donné un instant d'illusion, ne servirent qu'à préparer une déception nouvelle. Les choses continuèrent à aller plus que jamais à l'aventure. Les quelques mesures financières décrétées sous le coup de la nécessité se réduisirent à des expédients le plus souvent malavisés ; la reconstitution de l'armée, à des décrets contradictoires ; les réformes administratives, à des circulaires tantôt pompeuses, tantôt puériles, mais restant toutes également à l'état de lettre morte. Quant à la question fondamentale du clergé et des biens sécularisés, elle devint l'objet d'une série de règlements plus impolitiques, plus inexécutables les uns que les autres, qui la compliquèrent au lieu de la résoudre et qui, froissant à la fois tous les intérêts en cause, eurent pour unique résultat de désaffectionner le parti conservateur sans conquérir le parti libéral. La venue d'un nonce apostolique, qui aurait pu aplanir les voies d'un arrangement, aboutit au contraire à un scandale et presque à une rupture ouverte avec la

cour de Rome, grâce à la rudesse sans raison déployée envers l'envoyé pontifical, au lendemain même de son audience de réception. Cette année 1864, riche de tant de promesses, s'achevait ainsi au milieu d'une indescriptible confusion, et du désarroi complet des espérances qu'elle avait fait concevoir. Depuis le 28 mai, la situation avait constamment rétrogradé. Pour me servir d'un mot prononcé à l'époque, elle était devenue invraisemblable.

A bien dire, aux yeux de tous ceux qui ne craignaient pas de regarder les choses en face, l'empire était dès lors condamné. Il était condamné parce qu'il avait gaspillé un temps précieux, accumulé des fautes sans nombre, passé à côté du programme que lui traçaient les conditions mêmes de son avénement; il était condamné, parce que le régime qui avait compromis à ce point la situation préparée à son profit était fatalement incapable de la relever [1].

Le rôle d'arbitre suprême entre les partis, que l'empereur Maximilien n'avait pas su assumer, alors qu'au lendemain de son arrivée tout contribuait à le lui rendre facile, comment pouvait-il le ressaisir maintenant qu'il s'était livré alternati-

1. Le sentiment public à cet égard se traduisait tout haut par un jeu de mots cruellement expressif :

« Ce n'est pas un *empereur* que nous a envoyé la France, disait-on parmi le peuple; c'est un *empireur*. »

Le jeu de mots est le même en espagnol qu'en français : *emperador* — *empeorador*.

vement aux uns et aux autres, sans gagner personne ? Le prestige d'une volonté arrêtée, allant droit à son but, sans lequel rien n'était possible, comment parviendrait-il à le reconquérir, après l'avoir perdu par des tergiversations et des faiblesses malheureusement trop publiques ? La force qu'il n'avait pas su déployer pour établir son autorité sur des populations prêtes à l'accepter, où la puiserait-il maintenant qu'il fallait la porter au décuple en face des résistances ravivées par ce seul fait que le pays avait cessé de croire en lui ?

Si l'on s'était posé délibérément ces questions à Paris, comme on se les posait au Mexique, bien des sacrifices stériles et bien des malheurs eussent été évités, car elles conduisaient directement à une solution alors praticable et qui devait être tentée en vain dix-huit mois plus tard : l'abdication de Maximilien et l'installation d'un gouvernement purement mexicain, à l'ombre du drapeau français.

Mais, pour cela, il eût fallu aller résolûment au fond des choses et ne point se bercer de bulletins de complaisance ; il aurait fallu avoir le courage de se dire qu'un mal qui éclatait avec cette violence et faisait de tels progrès, demandait un remède autre que des atermoiements et des palliatifs ; en un mot, il aurait fallu s'avouer que l'établissement de l'empire avait rencontré un obstacle insurmontable et que cet obstacle venait de l'empereur lui-même.

Je parle sur un cercueil, devant lequel le monde

entier s'est incliné dans un juste élan de respectueuse douleur. Mais, si une mort vaillante rachète les fautes de la vie, elle ne saurait les effacer, quand ces fautes sont du domaine de l'histoire. Bien qu'il les ait payées de son sang, celles de l'archiduc Maximilien lui survivent et reparaîtront chaque fois qu'on voudra sonder les événements où la fatalité a voulu qu'il eût une si grande part, pour le malheur de la France autant que pour le sien propre.

Ces fautes, il convient de le dire à son excuse, furent le fait de sa nature beaucoup plus que de sa volonté et de ses intentions.

La réputation de tact et de sens politique conquise par l'archiduc Maximilien pendant son administration en Italie, grâce à un heureux concours de circonstances, grâce surtout à un conseiller de la plus haute valeur, avait fait perdre de vue les erreurs d'une jeunesse passablement orageuse et d'une existence fort décousue. Des qualités extérieures d'un véritable attrait, une vive intelligence de primesaut, une grande facilité de parole, une aménité superficielle de relations, achevaient de faire illusion sur la solidité du caractère qu'on devait trouver sous ces heureux dehors. A peine, toutefois, fut-il à l'œuvre, livré à lui-même et maître absolu de ses actions, qu'apparut un homme tout différent de celui auquel on avait cru pouvoir confier la tâche de fonder un empire. Léger jusqu'à la frivolité, versatile jusqu'au

caprice, incapable de suite dans les idées comme dans la conduite, tour à tour irrésolu et obstiné, prompt aux engouements passagers sans s'attacher à rien ni à personne, amoureux par-dessus tout du changement et de l'apparat, ayant horreur de l'ennui et plus encore des ennuis, enclin à se réfugier dans les minuties pour se dérober aux obligations sérieuses, engageant sa parole et y manquant avec une égale inconscience, n'ayant pas plus enfin l'expérience et le goût des affaires que le sentiment des choses graves de la vie, le prince chargé de reconstituer le Mexique était, sous tous les rapports, diamétralement l'opposé de ce qu'auraient demandé le pays et les circonstances.

Avec un pareil tempérament, tout devient contradiction dans la conduite. Les instincts élevés et les mouvements généreux du gentilhomme se heurtaient sans cesse aux incartades de l'oisif opulent accoutumé à n'écouter que ses volontés. La simplicité d'accueil qui aurait pu gagner les cœurs perdait son prix lorsqu'on la voyait dégénérer en familiarité banale et fantasque, allant de l'un à l'autre, prodiguée trop souvent aux moins dignes et entremêlée de brusques retours d'humeur altière. L'appareil de la souveraineté, dans ce qu'il a de plus fastueux, alternait avec l'affectation d'un sans-façon descendant presque à la vulgarité. Les favoris de la veille se trouvaient être les délaissés, souvent même les maltraités du lendemain, sans qu'on sût le pourquoi de leur

faveur plus que celui de leur disgrâce. Le parti un moment caressé apprenait tout à coup que la préférence et la confiance impériales avaient passé au parti contraire. Les promesses se multipliaient sans être tenues et les projets se succédaient sans un semblant de réalisation. Les questions qui eussent exigé une fermeté de propos ne connaissant pas l'hésitation, rencontraient un esprit incertain, tantôt inerte, tantôt enfiévré et procédant par déterminations improvisées, le plus souvent inopportunes ou impraticables, toujours mal équilibrées et restant à peu près invariablement sans effet.

Le mal s'aggravait de cette tendance, innée chez les hommes qui n'ont point pratiqué le travail, à tout concentrer entre leurs mains, à ne laisser rien faire aux autres, à croire que rien ne saurait être bien réglé, si ce n'est par eux seuls. De la répartition indispensable des attributions, dans un pays principalement où tout était à réorganiser, l'empereur n'avait pas même le soupçon. Placé en face d'une situation où l'activité la plus éclairée chez le chef du pouvoir aurait amplement trouvé son emploi dans la seule tâche de diriger les ministres, il avait attiré à lui le gouvernement tout entier. Son cabinet particulier accaparait les questions les plus considérables comme les plus minimes, les projets d'importance vitale comme les derniers détails de routine administrative. Lui-même accumulait sur son bureau les dossiers par centaines,

les confondant dans un pêle-mêle où les plus essentiels et les plus urgents disparaissaient sous les plus futiles, les prenant et les quittant tour à tour pour finir par s'y perdre et tout laisser là. Il ne savait guère au surplus déployer d'attention soutenue que sous l'influence des idées qui souriaient à ses goûts. Le perfectionnement du code d'étiquette, l'ordonnance d'une cérémonie, le règlement d'un cortége, la création de l'ordre de l'Aigle mexicaine ou de l'ordre de Saint-Charles, l'installation du théâtre de la cour, la tenue correcte des équipages et des livrées l'occupaient facilement des semaines entières. Puis venaient la botanique et l'archéologie, pour lesquelles il lui prenait des accès de passion intermittente. En dehors de ces objets de prédilection, le travail était un effort auquel cette nature volontaire et mobile était incapable de se résigner longtemps; la fatigue amenait vite la tentation de renvoyer la suite à un lendemain qui reculait de mois en mois. Ou bien encore, le public apprenait un matin que l'empereur allait faire une excursion exigée par sa santé. On pouvait alors se dire que, serré de trop près par quelque affaire gênante, il s'y dérobait en fuyant la capitale. Avec le mot d'organisation sans cesse sur les lèvres, il préparait ainsi de ses propres mains le chaos où l'empire devait disparaître.

On ne s'étonnera pas que le complément de ce caractère fût la prodigalité la plus irréfléchie, le désordre le plus inconscient en tout ce qui touchait

aux questions d'argent. L'archiduc Maximilien n'avait jamais su compter, et la situation pécuniaire plus qu'embarrassée où le trouva l'offre du trône n'est un mystère pour personne. L'empereur du Mexique sut moins compter encore, s'il est possible. Il appartenait à cette catégorie d'hommes nés exclusivement pour la vie facile qui, dans la satisfaction d'un désir, ne connaissent aucun calcul et écartent le souci du payement en se disant que l'argent se trouve toujours. Le luxe disproportionné de l'établissement impérial était déjà une lourde charge pour des finances où il n'y avait guère de certain que le budget des dépenses. Il y ajouta le fardeau de toutes les fantaisies qui lui venaient à l'esprit. Au plus fort de la gêne du trésor, par exemple, il ordonnait le déménagement d'une partie des ministères, pour réaliser dans le local qu'ils occupaient au palais des projets d'installation où devait figurer, entre autres choses, une gigantesque volière. A quelques jours de là, c'était le théâtre de la cour dont j'ai déjà parlé, et pour lequel un crédit de 400,000 francs était ouvert d'emblée au chapitre des travaux publics. C'était encore une statue de Morelos, l'un des héros de l'indépendance mexicaine, que l'on payait 60,000 francs pour se procurer le plaisir d'une inauguration pompeuse. Et ce n'étaient point là des faits isolés; ils entraient, pour ainsi dire, dans la vie quotidienne. Pendant ce temps, le général Mejia perdait des semaines entières à attendre les fonds

nécessaires pour aller prendre possession de son commandement et le caissier central du trésor répondait à un officier qui lui présentait un mandat destiné à le défrayer de ses frais de route, en lui montrant une pièce unique de vingt francs : « Voilà ce que j'ai en caisse ; encore cette pièce n'est-elle là que parce que je la garde comme une curiosité. »

Lorsqu'en de pareilles extrémités on s'adressait à l'empereur, il s'emportait, accusait tout le monde, s'en prenait à l'administration française et finissait par se rabattre sur elle pour lui arracher une avance bientôt gaspillée comme le reste. Ce fut, d'un bout à l'autre du règne, la même histoire de dépenses sans calcul et d'insouciance aveugle, que ne parvenaient à corriger ni les plus cruels embarras, ni les plus dures leçons, ni le spectacle d'une pénurie croissante en face de besoins toujours plus grands et d'une situation qui empirait d'heure en heure [1].

Le propre de ces natures est, pour comble de malheur, d'être rebelles à toute influence. Bien que partageant dans une certaine mesure le faible de son mari pour l'étiquette et l'appareil de cour, l'impératrice Charlotte, douée d'un esprit beau-

1. Voir, à la fin du volume, les *Notes et pièces justificatives :* lettre A.

J'ai reporté là des détails et des citations qui ne pourraient trouver place dans le courant du récit.

coup plus ferme et possédant au suprême degré le sentiment de sa dignité, eût empêché beaucoup de fautes; peut-être même eût-elle modifié le cours des événements, si elle avait réellement exercé sur l'esprit de l'empereur l'ascendant qu'on lui attribuait. Les deux périodes pendant lesquelles elle remplit le rôle de régente, — trois mois en 1864, deux mois en 1865, — permirent d'apprécier ce qu'il y avait en elle de haute intelligence, de loyauté virile et d'aptitude pour les affaires les plus sérieuses. Mais, même alors qu'elle était ainsi nominalement investie de la direction du gouvernement, son pouvoir effectif se réduisait à fort peu de chose ; de loin comme de près, Maximilien mettait une exigence presque enfantine à ce que nulle décision ne fût prise en dehors de lui. Les meilleures déterminations ébauchées par la régente, avec l'aide de conseils que sa sagacité savait accepter, lui fussent-ils parfois désagréables, devaient aller chercher, auprès du souverain en tournée, une sanction qui, la plupart du temps, restait dans les cartons de voyage. A plus forte raison, l'influence de l'infortunée princesse se trouvait-elle annihilée, quand l'empereur, présent à Mexico, reprenait l'exercice de son absorbante autorité. Ce n'est pas qu'il ne se complût à mettre en avant le nom de l'impératrice ; mais, ici comme en beaucoup d'autres choses, c'était de sa part une simple manière de parler ou un moyen de gagner du temps, d'éluder quelque réponse difficile.

Si, par moments, il lui abandonna une apparente ingérence dans certains projets, il le lui fit amèrement expier. Lorsque sonna l'heure des déboires, il eut les récriminations des caractères à la fois faibles et entiers ; il affecta de faire retomber sur sa noble compagne la responsabilité des difficultés que, seul, il avait rendues insurmontables, et la relégua, avec une ostentation blessante, dans le domaine des soins de la femme. Le procédé fut doublement douloureux pour une princesse qui idolâtrait son mari et qui portait à l'extrême, presque à l'exagération, la fierté de l'attitude vis-à-vis de son entourage. Nature ardente et de bonne heure refoulée sur elle-même, la fille du roi Léopold avait reporté sur Maximilien toute la tendresse qu'avait amassée en elle son existence de jeune fille sans mère et de jeune femme sans enfants. Elle ne vivait littéralement que pour lui et avait rêvé, à ses côtés, une existence qu'elle ne rencontra pas [1]. Le malheur qui a fait d'elle un

1. Voici à ce sujet quelques lignes d'une lettre de Maximilien qui laisse entrevoir ce qu'était l'intérieur impérial :

« Chapultepec, 19 juillet 1865.

« Mon caractère n'est pas des plus heureux, et, entre autres défauts, j'ai un sentiment d'indépendance absolue, de manière que même l'impératrice, avec son tact, ne vient jamais chez moi, ne dérange pas mon travail, à moins que je ne l'invite à venir. Elle connaît sur ce point ma faiblesse et, comme elle s'en accommode, la bonne harmonie n'a jamais été troublée. »

objet d'universelle commisération ne fut ni le premier, ni peut-être le plus grand, dans cette carrière vouée à toutes les épreuves. Il avait été précédé et préparé par des souffrances secrètes de plus d'un genre, silencieusement supportées et qui excusent en l'expliquant la froideur hautaine et l'humeur ombrageuse que reprochaient à l'impératrice du Mexique ceux qui vécurent près d'elle, aux jours de son éphémère grandeur.

Le personnel amené d'Europe n'était pas fait, d'autre part, pour apporter dans la situation ce qui manquait à l'empereur et pour contrebalancer les erreurs de sa conduite, comme cela était arrivé lors de son gouvernement d'Italie. Parmi les hommes qui composaient ce personnel, les uns n'avaient qu'une idée fixe, celle de faire leurs orges ; les autres étaient arrivés avec la prétention de jouer le rôle d'hommes d'État, dans un pays dont ils ne connaissaient ni la langue, ni les mœurs, ni l'histoire, et pour lequel ils professaient d'avance un superbe mépris ; tous apportaient les mêmes préjugés, les mêmes idées superficielles, la même frivolité d'habitudes, la même ignorance des affaires ; pas un ne pouvait invoquer, comme titre au rôle qu'il ambitionnait de remplir, un passé de travail ou l'expérience la plus élémentaire de la vie publique. Tels allaient être les conseillers intimes, les guides tout-puissants d'un souverain que son caractère et ses habitudes d'esprit livraient sans défense à ses familiers. Un

d'entre eux, surtout, devait exercer pendant les premiers mois une influence prépondérante qui eut les conséquences les plus désastreuses : à peine est-il besoin de nommer M. Eloin, le créateur et le premier chef de ce cabinet de l'empereur dont j'ai déjà dit le rôle omnipotent et funeste.

Je crois devoir ici détacher une page du livre de M. Domenech :

« Ce cabinet était pitoyablement composé. Son chef, M. Eloin, était un Belge ignorant la langue et les mœurs du Mexique. Ses compatriotes m'ont assuré que l'empereur Léopold l'avait imposé à l'archiduc Maximilien. « Faute de capacité, m'ont-« ils ajouté, pour devenir ingénieur, il resta « conducteur des mines. Sa manière de chanter la « chansonnette et quelques talents de société lui « valurent la bienveillance d'un grand seigneur, « qui le poussa jusqu'à la cour, où il sut capter « l'attention du roi. »

« Les fonctions de chef du cabinet le rendaient plus puissant que les ministres. N'ayant jamais occupé en Belgique de poste important, il était déplacé dans celui qu'il occupait à Mexico. Il ne sut pas s'élever à la hauteur des fonctions qu'on lui avait confiées ; il voulait tout voir, tout accaparer ; mais, débordé par l'abondance des matières et son peu d'aptitude au travail, il ne concluait jamais rien. Ses sentiments anti-français, son ignorance complète de la situation du Mexique

et de son passé lui ont fait repousser une multitude de projets présentés par les Français et d'une importance incalculable pour le pays. [1] »

Tel était l'homme qui, du mois de juin 1864 au mois de mars 1865, fut la seule véritable puissance au Mexique. Il eut tout, littéralement tout entre les mains, et ne sut rien faire, sinon créer des inimitiés à l'empire. Ce fut lui qui, par ses lenteurs ou ses rebuts, découragea la plupart des entreprises prêtes à éclore et lassa les capitaux étrangers ; lui qui dépouilla tour à tour les ministères de leurs attributions les plus essentielles ; lui qui poussa Maximilien dans cette voie du gouvernement ultra-personnel, au bout de laquelle devaient se trouver la désorganisation et l'impuissance ; lui, enfin, qui sépara, par une irrémédiable divergence d'idées et d'action, le palais impérial du quartier général, de la légation de France, de tout ce qui représentait l'intervention ou l'administration française. Soutenu par l'impératrice, dont le patronage pour ce funeste compatriote fut la seule erreur, servi en outre par la malencontreuse promenade de trois mois que l'empereur avait entreprise presque au lendemain de son débarquement, M. Eloin était, au bout de quelques semaines, le factotum de l'empire. Il en devint la calamité dès le début, et il devait l'être encore

1. *Juarez et Maximilien*, p. 202.

à la dernière heure, car ce fut une lettre de lui qui, au mois d'octobre 1866, arrêta Maximilien dans sa détermination de quitter le Mexique.

M. Eloin repartit pour l'Europe au mois d'avril 1865, chargé d'une mission imaginaire, comme la faiblesse de Maximilien en inventait pour éloigner les gens dont il était fatigué, sans avoir le courage de le leur dire. Quelques semaines après son départ, l'empereur écrivait dans une lettre où il ordonnait la reconstitution de son cabinet : « Notre cher Eloin n'a rien fait. » Il eût été plus exact de dire : « Notre cher Eloin n'a fait que du mal. » Mal immense et dès lors irréparable; tous les ressorts du gouvernement étaient faussés, tous les rapports aigris, toute la machine administrative en désarroi. Le système survécut au règne de l'homme qui l'avait créé. Naturellement porté aux errements autocratiques, Maximilien n'était pas de trempe à réagir contre les habitudes qui avaient fait de lui le centre unique de toutes choses. Le cabinet fut d'abord transformé sous la direction du colonel Loysel, puis, converti en simple secrétariat sous celle du capitaine Pierron ; mais ce ne furent là que des changements d'apparence et de nom. Le pli était pris ; le gouvernement était au palais ; il y resta. Si le chef du cabinet ou du secrétariat n'exerça plus personnellement une action aussi absorbante, l'empereur n'en garda pas moins par devers lui le droit de tout faire et de tout défaire. Seulement, au lieu de

partager désormais ce droit avec les deux officiers français qui suspendaient et compromettaient leur carrière pour mettre à son service leur droiture, leurs connaissances et leur dévoûment, il le partagea avec des familiers fréquemment changés, trop souvent mal choisis. La tradition créée par M. Eloin subsista en fait ; elle ne fut que déplacée au profit d'une camarilla mobile, où l'élément germanique et aventurier prit un rôle de plus en plus large. La faute devenait par là plus complète, à tant faire que de persister dans la fausse voie de l'absolutisme, mieux eût valu laisser l'influence principale entre les mains des hommes d'intelligence et de cœur nominalement investis du poste qu'avait occupé M.. Eloin. Peut-être eussent-ils réussi à réparer une partie du mal qu'il avait fait.

Que devenait, dans tout cela, l'intervention, et quel rôle jouaient ses représentants à Mexico ?

Dans les calculs d'éventualité auxquels on s'était livré en France, une seule hypothèse n'avait pas été prévue, et c'était celle qui se présentait. On avait pensé à tout, excepté à un gouvernement à la fois autocratique et impuissant, rebelle à toute direction et incapable de se diriger lui-même. Les instructions venues de Paris enjoignaient au quartier général et à la légation de seconder discrètement le nouvel empereur, en effaçant par degrés l'action et l'influence étrangères devant son autorité, jusqu'au jour où il serait assez fort pour se

passer de tout appui. C'était notre rôle logique et naturel ; mais ce rôle devenait impossible avec un prince qui ne nous offrait à partager que le poids de fautes renouvelées à chaque pas, et la solidarité d'une chute tôt ou tard inévitable. Dès les premiers mois du règne une attitude nouvelle eût été nécessaire ; il eût fallu, ou dicter à Maximilien une ligne de conduite et lui imposer un entourage, ou négocier son abdication et son retour en Europe. On ne sut prendre ni l'un ni l'autre de ces deux partis.

Ce fut le grand tort et le grand malheur, tort et malheur qui sont retombés sur le maréchal Bazaine en accusations peut-être poussées trop loin, mais dans lesquels il est incontestable que la plus grande part de responsabilité lui incombe.

En réalité, il était l'arbitre suprême de l'intervention au Mexique. Un cabinet spécial, établi sous la direction du colonel Boyer, concentrait au quartier général l'action politique aussi bien que l'action militaire. Seul, le maréchal correspondait directement avec les Tuileries ; seul, il avait entre les mains les moyens de faire entendre la vérité à Paris. Il manqua à ce devoir, quoique, dès le mois de novembre 1864, il sût à quoi s'en tenir et s'exprimât sans équivoque, dans l'intimité, touchant le sort que préparaient à la tentative impériale les inconséquences de Maximilien. Au lieu d'éclairer Napoléon III sur le dénoûment tragique

vers lequel on s'acheminait inévitablement, il l'entretint dans l'illusion d'un succès auquel lui-même avait cessé de croire, pallia jusqu'à la dernière heure les côtés irrémédiables de la situation et suggéra des expédients dilatoires, alors qu'il savait mieux que personne qu'une détermination radicale et immédiate était nécessaire. Y eut-il, en cela, de sa part, le profond et machiavélique calcul qu'on lui a prêté? Faut-il lui imputer une culpabilité plus grave que celle de n'avoir pas eu le courage de son opinion, par crainte de se rendre désagréable et de s'exposer à un rappel? La question se pose ici entre le caractère de l'homme et ses intentions.

La vie militaire crée facilement, autour de ceux qui la mènent longtemps, un mirage qui fait illusion à distance sur leur personnalité. Le ton et l'allure du commandement, l'habitude de faire tout plier d'un seul mot, la décision qu'il apporte dans les choses du service, donnent à l'officier, à l'officier supérieur surtout, les formes extérieures d'une fermeté qui est souvent loin d'être dans le fond de sa nature. On se figure difficilement une volonté vacillante, un esprit incertain, sous les dehors d'une vigueur qui exclut jusqu'à l'idée d'une faiblesse. Il s'en faut pourtant que l'homme soit toujours, en face des difficultés de la vie ordinaire, ce qu'est l'officier à la tête de ses soldats ou sur le champ de bataille. Pour ceux qui l'ont connu de près, le maréchal Bazaine fournit un

frappant exemple de ce contraste. A côté de qualités militaires incontestables et d'une bravoure incontestée, il y avait chez lui un fond d'hésitation, une prédisposition à l'indolence qui le portaient plus volontiers à l'expectative qu'aux initiatives énergiques. Il possédait une habileté relative à tirer parti des événements ; mais il fallait que les événements vinssent à lui. Il se réfugiait, pour les attendre, dans une sorte de fatalisme temporisateur et muet qui donnait le change sur sa véritable force. Je lui ai entendu dire, un jour qu'on l'engageait à se méfier de certains personnages qui le leurraient par des négociations traînées en longueur : « Ils sont Mexicains, c'est vrai, mais je suis Arabe. » Ce mot le définit avec une grande justesse. Il avait de l'Arabe l'inaction silencieuse, derrière laquelle s'abrite l'attente de l'imprévu. A cela se joignait une grande foi dans son étoile, foi justifiée jusque-là par les bonheurs de sa carrière. Que, du moment où apparut à ses yeux, comme aux yeux de tous, le sort réservé au nouvel empire entre les mains de Maximilien, il se soit bercé de la pensée que le coup de théâtre final tournerait à son profit, on ne peut guère en douter. Les suggestions d'une partie de son entourage l'y auraient poussé, à défaut de sa propre ambition. Le retour en France de notre armée n'entraît dans les prévisions de personne ; on saluait d'avance le commandant en chef comme l'arbitre futur de la situation, le jour où la force

des choses amènerait l'intervention à recueillir la survivance de l'empire. Lui-même, très probablement, calculait ainsi l'avenir dans son for intérieur. Mais il n'est pas exact de lui attribuer une participation active et systématique dans l'insuccès de l'œuvre dont il était le principal collaborateur.

Sa conduite vis-à-vis de Maximilien pécha bien moins par une opposition de parti pris ou par une immixtion exagérée dans les actes du gouvernement, que par le manque de suite et de fermeté. Quand il lui arriva d'entrer en lutte avec l'empereur, ce fut presque toujours pour finir par capituler, en accordant à moitié ce qu'il avait d'abord refusé. Dans la question d'argent principalement, qui fut l'objet réel de la plupart de ces démêlés, il poussa la complaisance jusqu'à la faiblesse. Sauf vers les derniers mois qui précédèrent l'évacuation, il y eut en somme, entre le quartier-général et le palais, des querelles plutôt que des conflits, et le maréchal ne resta que trop souvent le spectateur passif des erreurs du souverain inexpérimenté dont il lui aurait appartenu d'être le tuteur. On pourrait même dire que son tort le plus grand consista dans une sorte d'affectation à se désintéresser de ces erreurs, comme si elles n'avaient pas dû retomber sur la France. La véritable responsabilité qui lui incombera devant l'histoire sera, je le répète, de n'avoir pas arrêté à temps, par une sage résistance, le malheureux Maximilien dans

une entreprise au-dessus de ses forces, et de n'avoir pas donné l'éveil à la France sur le terrible mécompte qui se préparait pour elle. Cette responsabilité sera aggravée par le soupçon légitime que des motifs personnels ne furent pas étrangers à son abstention et à son silence.

On avait d'ailleurs manqué de prévoyance et de tact politique à Paris, en maintenant à côté du nouveau souverain le chef militaire qui venait d'exercer en fait, pendant près d'une année, la puissance suprême au Mexique. En pareil cas, le passage du commandement à l'obéissance est toujours difficile. Il faut, pour éviter les froissements, une bien grande supériorité chez celui qui prend le pouvoir ou une abnégation plus grande encore chez celui qui cède le premier rang. Ni l'une ni l'autre de ces conditions ne se rencontrait ici. Il manquait à Maximilien la haute valeur qui s'impose ; il manquait au maréchal Bazaine le désintéressement qui s'efface. A la place de ce dernier, il aurait fallu mettre, le jour de l'inauguration de l'empire, un simple général de division, uniquement préoccupé du devoir qui lui ordonnait de tout rapporter à son drapeau sans en être distrait par la vision d'une situation dictatoriale à ressaisir.

L'inconvénient de laisser en présence deux pouvoirs exécutifs marchant de pair et entre lesquels il n'y avait ni entente ni subordination possible, n'était pas le seul qu'on eût encouru par le main-

tien irréfléchi du maréchal. A côté d'un quartier général qui continuait à tout centraliser, il ne restait de place pour aucune autre représentation des intérêts français. La légation de France, la mission financière, qui auraient pu, chacune dans sa sphère, prendre une utile autorité et exercer une salutaire influence, se voyaient complètement annihilées, réduites au rôle de rouages secondaires, hors d'état de rien faire et de rien empêcher : conseils, remontrances ou essais d'injonctions, tout ce qui émanait d'elles était dépourvu de sanction et devait, pour acquérir une valeur pratique, recevoir l'approbation et obtenir le concours du commandant en chef de l'armée.

M. de Montholon, investi des fonctions de ministre de France lorsque arriva l'empereur, essaya de réagir contre cette anomalie. Esprit vif et sagace, doué d'une réelle pénétration politique sous des dehors quelque peu sceptiques et légers, il fut l'un des premiers à lire dans le caractère de Maximilien et à pressentir qu'il serait nécessaire de le rappeler plus d'une fois au sentiment de sa situation et de la nôtre. En s'en expliquant avec le maréchal, il s'attacha à lui faire entendre que les avis qu'il y aurait lieu de donner au gouvernement mexicain, au nom du gouvernement français, pourraient avoir moins chance de froisser et plus chance d'être écoutés, en prenant la forme de communications diplomatiques; il insinua en même temps que l'existence d'un cabinet politique

au quartier général n'avait plus sa raison d'être, en face de l'empire régulièrement installé, et risquait de compliquer les rapports. Ces prudentes suggestions ne conduisirent à rien. Quelques paroles de timide avertissement, hasardées au palais par le ministre français, eurent encore moins de succès, car elles aboutirent à faire demander son remplacement. M. Dano, envoyé pour lui succéder réunissait les conditions les plus favorables et les qualités les mieux faites pour réussir, si réussir avait été possible. Attaché autrefois comme secrétaire à cette même légation qu'il venait diriger, il était déjà familiarisé avec le pays, en parlait la langue et se trouvait avoir par avance dans la société mexicaine ce pied si difficile à conquérir pour un nouveau venu, surtout quand le nouveau venu est un étranger et, pour beaucoup, un ennemi. A la connaissance des hommes et des choses, il joignait un jugement calme et sûr, une nature conciliante, le tact des ménagements qui préparent les transactions épineuses. Mais tout cela ne suffisait pas pour dénouer une situation où l'action diplomatique n'avait qu'une part en quelque sorte honoraire. A peine arrivé, le nouveau ministre de France jugea l'état des choses et le remède héroïque à appliquer. Il le dit à Mexico et l'écrivit à Paris ; il ne cessa de le répéter et remplit jusqu'au bout avec une infatigable conscience le seul rôle qu'on lui laissât : celui de conseiller. Les plus sages conseils, malheureusement, sont

en pure perte, quand ils s'adressent à qui ne veut pas les entendre et que manque le pouvoir de les imposer.

L'histoire de la mission financière fut un peu différente, mais pour arriver à un résultat analogue. Ici la fatalité s'en mêla. M. Corta, envoyé le premier pour étudier et préparer le terrain des questions budgétaires, avait eu le talent de gagner toutes les confiances, sans rien sacrifier de sa liberté de parole ou d'action ; des considérations de famille et de santé l'empêchèrent de consentir à la prolongation du mandat temporaire qu'il avait accepté. M. Bonnefon, venu après lui, fut frappé d'une attaque de paralysie avant même de s'être mis à l'œuvre. Enfin, par un malheur plus grand encore, la mort foudroya M. Langlais au moment où, après avoir quelque temps tâtonné, il annonçait à son entourage qu'il allait attaquer la situation de front, avec l'inflexible résolution de s'en rendre maître

Cette dernière catastrophe marqua, pour la mission financière, la fin de son existence indépendante et du rôle auquel elle était destinée dans le principe. Elle redevint une simple branche du service général de l'intervention.

Ainsi, nul contre-poids à l'omnipotence du maréchal Bazaine, laissée à elle-même en face de l'omnipotence de l'empereur Maximilien ; et entre ces deux hommes, personnification rivale d'une même cause, pas un sentiment partagé, pas une

idée commune. Comment les velléités contradictoires qui, chez l'un et l'autre, remplaçaient les principes et les vues arrêtées, eussent-elles enfanté autre chose qu'un désastre ?

CHAPITRE III

Sommaire : La crise du dénouement. — Mission du baron Saillard. — Première notification du rappel de l'armée française. — Départ de l'impératrice Charlotte pour l'Europe. — Origine et développement de sa maladie. — Scènes du voyage de Mexico à Vera-Cruz.

La crise du dénouement commença avec l'année 1866.

A Mexico, cette année s'ouvrit d'une façon toute caractéristique. L'impératrice revenait à petites journées d'un voyage de plusieurs semaines qu'elle était allée faire au Yucatan ; l'empereur s'était porté à sa rencontre le 28 décembre jusqu'à mi-chemin de Puebla, et tous deux devaient rentrer ensemble dans la capitale pour les réceptions du nouvel an. Le monde officiel était sur pied. Au bout de deux jours d'attente, on apprit que les souverains avaient changé de programme et, le 3 janvier, on lisait dans les journaux :

« L'empereur et l'impératrice, après avoir passé

le jour de l'an à Chalco, ont dû se mettre en route hier pour Cuernavaca. De là, Leurs Majestés iront visiter les grottes de Cacahuamilpa qui sont une des curiosités naturelles les plus merveilleuses du Mexique. On dit que cette excursion retardera jusque vers le 20 janvier la rentrée des souverains dans la capitale. M. le ministre de France et M. le ministre d'Angleterre sont partis lundi matin pour aller se joindre au cortége, sur une invitation spéciale de l'empereur. »

Mais, tandis qu'à Mexico on se dérobait ainsi pour quelques jours aux ennuis de la situation, partait de France un messager de graves nouvelles. M. Corta, qui resta jusqu'à la fin mêlé d'une manière intime à toutes les délibérations des Tuileries ayant trait au Mexique, écrivait dans les derniers jours de ce même mois de janvier :

« Paris, 29 janvier 1866.

« En arrivant ici, j'ai trouvé les dispositions changées du blanc au noir à l'égard du Mexique. Sous la pression de l'opinion, la main de la France va se retirer. La mission de M. Saillard a pour but de notifier la retraite. Quelles en seront les conséquences ? Je crains que les destins que vous avez prédits ne s'accomplissent [1].

1. Le correspondant auquel cette lettre était adressée avait écrit le 28 août 1865 :

« L'abdication de l'empereur Maximilien à obtenir, le

« S'il en est ainsi, si votre gouvernement ne peut pas marcher seul dans sa force, le maréchal deviendra maître de la situation. Il convoquera une junte pour la formation d'un gouvernement avec lequel on stipulera pour le mieux des intérêts de la France.

« Ce sont là de tristes prévisions. »

Oui, certes, la perspective était triste ; mais on voyait enfin clair et juste à Paris, c'était l'essentiel. Si tard que vinssent les résolutions annoncées, elles fussent encore arrivées en temps utile, si on avait su les signifier et les mettre à exécution sans nouveaux atermoiements. Le programme de la mission de M. le baron Saillard, tel qu'il avait d'abord été conçu, sauvait Maximilien, préparait à l'intervention une retraite honorable, lui ouvrait même un nouveau rôle qui pouvait avoir sa grandeur et ses heureux résultats. Mais l'erreur qu'on reconnaissait à huis clos, comment la proclamer tout haut ? Comment se résigner à défaire de ses propres mains l'œuvre dans laquelle on avait persisté quatre années durant, envers et contre tous ? Où trouver la vigueur nécessaire pour dire ouvertement à l'empereur qu'on avait créé, que son

choix à faire pour le remplacer provisoirement au nom de la France, tels sont les deux termes du problème mexicain que pose aujourd'hui la force des choses. »

C'est à cette appréciation, taxée alors d'exagération mais trop justifiée par l'événement, que fait allusion la phrase de M. Corta.

règne était manqué par sa faute et qu'il fallait retourner à Miramar? Les hésitations, les considérations personnelles, les questions de forme se mirent de la partie. Quand M. Saillard s'embarqua pour le Mexique, au lieu d'une mise en demeure et d'instructions péremptoires, il n'emportait plus qu'une lettre autographe de Napoléon III contenant quelques observations amicales, rappelant à Maximilien qu'il ne pouvait compter indéfiniment sur l'appui militaire et financier de la France et lui faisant entendre qu'il devait se préparer à gouverner par lui-même.

A ce message qui manquait son but à force de ménagements, Maximilien répondit par un déchaînement de plaintes amères contre tous les agents de l'intervention et plus particulièrement contre le commandant en chef. Si des fautes avaient été commises, si la situation paraissait compromise, si l'empire rencontrait des embarras et des ennemis, c'était à l'incapacité et aux maladresses des hommes envoyés par la France, c'était surtout à la déloyauté du maréchal Bazaine qu'on devait s'en prendre. Le rappel de ce dernier fut même indiqué en termes voilés comme une mesure qui serait vue avec plaisir. M. Saillard, qui recueillait d'autre part les récriminations de la mission financière, de la légation et du quartier-général, dut repartir pour l'Europe emportant un dossier d'accusations réciproques, mais sans aucun des éléments de solution qu'il était venu cher-

cher. L'effort tenté pour ouvrir une issue n'avait fait que rétrécir l'impasse.

Le seul résultat pratique de cette démarche avortée fut de rendre évident que ni conseils ni représentations ne parviendraient à éclairer sur ses propres erreurs un prince imbu de la conviction que toutes les difficultés venaient d'autrui. Il ne restait dès lors qu'un seul parti à prendre : le placer en face d'une échéance officielle, au delà de laquelle il lui fût bien démontré qu'il n'aurait plus à compter que sur lui-même. On se détermina à faire expédier par M. Drouyn de Lhuys, en date du 6 avril 1866, une note fixant au mois d'octobre de cette même année le départ d'un premier contingent des troupes françaises et assignant l'automne de 1867 pour terme extrême à l'intervention. De plus, afin de donner une satisfaction relative à l'empereur Maximilien, le maréchal Bazaine fut « invité à rentrer en France quand il jugerait le moment opportun. »

C'était encore et toujours le système des demi-décisions. La direction des événements était laissée aux mêmes mains. On n'osait ni faire ni défaire et l'on restait dans cette politique perpétuellement dilatoire, qui consistait à voir venir en se confiant à l'imprévu.

L'effet produit à Mexico par la dépêche du 6 avril fut de prime-abord une stupeur profonde. Depuis longtemps la conviction était faite que l'empire avait perdu par degrés et sans remède

les chances de vitalité qu'il possédait au moment de son installation. Personne n'ignorait, personne ne songeait à se dissimuler que la durée du régime impérial était invinciblement limitée à celle de l'appui que continuerait à lui prêter la France. On savait bien qu'un moment arriverait où cette dernière devrait couper court à des sacrifices stériles, à des efforts sans fruit possible, et abandonner le programme qu'elle avait suivi jusque-là. Mais, par cela même que la chute du trône qu'elle avait élevé devenait certaine du jour où elle retirait sa main, on s'était persuadé que, l'heure venue de renoncer à la fondation de l'empire mexicain, l'intervention se transformerait pour chercher par quelque autre voie l'accomplissement de l'œuvre politique où elle se trouvait engagée. Je parle ici, bien entendu, du sentiment public. Quant à Maximilien et à son entourage immédiat, ils n'avaient pas cessé de vivre, même après la mission de M. Saillard, dans la complaisante certitude d'un concours indéfini et illimité de la part de Napoléon III.

Si l'impression fut violente, néanmoins, elle se modifia promptement. La population ne tarda pas à se rassurer, en se disant que, devant la certitude de rester livré à ses seules forces, Maximilien n'aurait d'autre parti à prendre que celui d'une abdication. La France, dès lors, ne parlerait plus de retraite qu'après avoir pourvu à un nouvel établissement politique. On croit volontiers à ce

qu'on désire ; cette hypothèse acquit rapidement dans les esprits la solidité d'un fait assuré. Il est juste de reconnaître qu'elle était dans toutes les vraisemblances Mais tandis que la population rêvait cet heureux dénouement, le palais, un moment troublé dans sa quiétude, ne tardait pas à y retomber. Loin de reconnaître qu'il se trouvait en face d'une détermination suprême à prendre, Maximilien se laissait de nouveau aller à sa facile insouciance du lendemain. Au bout d'une semaine, à peine restait-il trace de l'alerte causée par la dépêche de M. Drouyn de Lhuys. L'unique résultat qu'elle eut à ce moment fut la création du corps des chasseurs du Mexique *(cazadores de Mexico)*, à laquelle le quartier général français donna une sérieuse impulsion. Ce corps, destiné à former la base d'une armée impériale qui n'avait existé jusque-là que sur le papier, fut composé en grande partie d'officiers et de soldats sortis de nos rangs. Aux premiers, on donnait le grade au-dessus de celui qu'ils avaient dans les cadres français, avec assurance de retrouver leur place quand ils quitteraient le service mexicain ; aux seconds, on offrait l'attrait d'une haute paye et des chances d'avancement rapide. L'élan pour entrer dans la nouvelle organisatlon fut très-vif parmi nos troupes. Les bataillons de *cazadores* se formèrent avec une rapidité qui semblait promettre à l'empire une force sérieuse pour le jour où le corps expéditionnaire viendrait à se retirer.

Malheureusement on devait, cette fois encore, rester à mi-chemin. Le manque d'argent, d'une part, de l'autre le peu d'écho que rencontraient parmi la population mexicaine les appels et les mesures du gouvernement impérial, ne permirent de grouper autour du noyau français que des contingents nationaux à peu près insignifiants. Disséminés sur une immense étendue de territoire par groupes insuffisants, sans parvenir à se recruter et le plus souvent sans ressources, les Chasseurs du Mexique ne purent que livrer d'héroïques et inutiles combats, dans lesquels un trop grand nombre d'entre eux trouvèrent la mort. En fin de compte, la tentative ne servit qu'à fournir un aliment éphémère de plus aux illusions de Maximilien sur la possibilité de se maintenir après le départ de l'armée française.

Les mois de mai et de juin s'écoulèrent ainsi dans un nonchalant oubli des nuages qui s'amoncelaient à l'horizon. Le 10 mai, trois jours après l'arrivée de la note du 6 avril, l'empereur était encore une fois parti pour sa résidence favorite de Cuernavaca. Là, partagé entre les travaux d'installation qu'il faisait exécuter et ses études d'histoire naturelle, il secouait le poids importun des affaires. Il rentra à Mexico pour inaugurer le chemin de fer de San-Angel, tînt sur les fonts du baptême le fils nouveau-né du maréchal Bazaine auquel il prodiguait les marques de la plus affectueuse sympathie comme s'il n'avait jamais songé

à lui rien reprocher, puis retourna à sa villégiature.

Dans les premiers jours de juillet cependant, on apprenait que le port de Matamoros, où le général Mejia tenait depuis vingt mois avec une constance et une habileté admirables, venait de retomber au pouvoir des juaristes. En même temps, on recevait de France des avis qui ne permettaient plus le doute sur l'intention formelle de rappeler les troupes. Le commandant en chef commençait d'ailleurs à prendre ostensiblement ses mesures pour faire replier toutes ses colonnes vers le centre, et partait en personne pour San Luis Potosi, afin d'accélérer les mouvements. C'est alors que fut décidé le voyage à Paris de l'impératrice Charlotte.

Le 7 juillet, l'infortunée princesse ceignait une dernière fois le diadème pour aller à la cathédrale présider au *Te Deum* chanté à l'occasion de la fête de son mari. A sa rentrée au palais, une scène touchante et en quelque sorte prophétique eut lieu entre elle et ses dames d'honneur. Le projet de son départ avait transpiré et il planait dans l'air comme un pressentiment des malheurs qui se préparaient. Au moment de se retirer après la cérémonie, son service étant terminé, une des dames présentes, Mme Pacheco, demanda tout à coup à la souveraine la permission de l'embrasser. L'impératrice s'y prêta avec une bonne grâce attristée qui n'était pas dans ses allures,

d'ordinaire plutôt fières qu'affectueuses. Puis voyant Mme Pacheco fondre en larmes :

— Qu'avez-vous ? lui dit-elle.

— Ah ! madame, je me demande si ce n'est pas la dernière fois que nous accompagnons Votre Majesté !

Cette explosion d'une anxiété qui oppressait toutes les poitrines fut contagieuse et, pendant quelques minutes, le salon impérial retentit de sanglots. L'impératrice demeura assez maîtresse d'elle-même pour contenir ses larmes, mais, après avoir embrassé les dames présentes l'une après l'autre, tout ce qu'elle put faire fut de se jeter dans la pièce voisine, en leur adressant du seuil un adieu étouffé. La princesse Iturbide, qui se trouvait la plus rapprochée d'elle, put voir ses yeux noyés de pleurs.

Quarante-huit heures après, le journal officiel annonçait que l'impératrice se mettait en route pour aller en Europe « traiter des intérêts de l'empire. »

Partie de Mexico le 9 juillet, elle s'embarquait à Vera-Cruz le vendredi 13, — jour et date qu'on eût dit accouplés par un fataliste.

Elle partait sans retour, déjà en proie à la cruelle maladie qui devait définitivement éclater à Rome, et transformer en la plus lamentable des existences une carrière qui semblait réservée à tous les bonheurs et qui les eût tous mérités. La certitude est faite à cet égard. Non qu'il y ait l'ombre

de fondement à la fable d'un empoisonnement mystérieux enfantée par des imaginations romanesques ; mais les faits de notoriété publique suffisent pour établir la préexistence et les causes du trouble profond qui avait commencé à se manifester dans les facultés mentales de l'impératrice du Mexique, plusieurs mois avant son départ pour l'Europe.

J'ai eu déjà l'occasion de dire comment les circonstances de sa vie de jeune fille et de jeune femme avaient contribué à développer en elle les tendances d'une nature peu communicative et d'un caractère concentré. Cette disposition à se replier sur elle-même s'était encore exagérée sous l'empire des chagrins de toute sorte dont elle se vit abreuvée durant les deux années de son séjour à Mexico. Isolée dans ses appartements, elle ne l'était pas moins au milieu de ses dames d'honneur et du monde de la cour ; son constant effort était de rester impénétrable et de maintenir dans le cercle de la banalité les conversations auxquelles elle ne pouvait se dérober. Plus s'accumulaient les épreuves, plus devenaient cruels les froissements infligés à son cœur ou à sa fierté, plus elle prenait à tâche d'écarter par une attitude impassible les marques de sympathie qu'elle semblait redouter comme autant de démonstrations d'une pitié blessante. Un heureux hasard avait placé à ses côtés, dans la personne de la princesse Iturbide, fille de l'ancien empereur, une femme de grand

cœur et de grand sens, qui lui avait voué le plus affectueux attachement. La princesse se trouvait initiée à bien des secrets, mêlée forcément à bien des incidents d'intérieur, par le seul fait de son installation dans le palais impérial. C'était une confidente tout indiquée, avec laquelle il n'y avait à craindre ni de mal placer sa confiance ni de déroger. Mais pas plus la princesse Iturbide que personne autre ne parvint à obtenir, de cette âme endolorie et opiniâtrément fermée, un instant d'abandon.

Sous l'effort d'une contention d'esprit sans relâche, sous le poids de pénibles pensées retombant plus lourdes à chaque fois qu'on les soulève, l'intelligence la plus vigoureuse faiblit à la longue. A force de tourner seule à seule avec son angoisse dans le cercle des mêmes préoccupations, l'âme s'étiole et se rétrécit en quelque sorte. On put observer par degrés que les habitudes silencieuses de l'impératrice Charlotte tournaient à un mutisme sombre; puis, de sombre, ce mutisme devint presque farouche à certaines heures. Lorsque, au mois de janvier 1866, la mort de son père vint lui enlever son unique conseiller et son meilleur appui, il y eut chez elle un désespoir d'autant plus intense qu'elle prit à tâche, comme toujours, d'en refouler toute explosion extérieure; il s'en suivit, pendant quelques jours, des alternatives de prostration et de surexcitation nerveuse qui furent un premier signal d'a-

larme pour son entourage. Quelques semaines plus tard, une mission spéciale arrivait de Bruxelles à Mexico pour notifier l'avénement du nouveau roi des Belges. Après s'être acquittés de leur mandat, les membres de cette mission reprennent la route de Vera-Cruz; le lendemain, on apprend que la diligence qui les emmenait a été attaquée, et que l'un d'eux, M. le baron d'Huart, est tombé sous les balles des assaillants. Nouvelle secousse plus violente encore que la première. La mort subite de M. Langlais survient dans le même temps et provoque chez la malheureuse princesse un véritable accès d'épouvante, en lui apparaissant comme une révélation de la fatalité qui s'attache à elle et à son mari. Vient enfin la notification du départ des troupes françaises, qui résonne à ses oreilles comme le glas de l'empire qu'elle avait mis son ambition et son orgueil à fonder. Comment une âme torturée et affaiblie depuis longtemps déjà par mille luttes secrètes, n'eût-elle pas chancelé sous des coups si rudes et si rapprochés?

Le voyage de Mexico à Vera-Cruz fut marqué par deux scènes de complète aberration que constate un témoignage irrécusable. Ce témoignage n'est autre chose qu'une lettre de M. Velasquez de Léon, qui avait reçu la mission spéciale d'accompagner l'impératrice en Europe. Lorsque, trois mois plus tard, la démence se fut déclarée d'une manière irrémédiable, M. Velasquez de Léon

commençait en ces termes le récit dans lequel il annonçait à l'empereur la terrible nouvelle :

« L'état désespéré du Mexique, pays si aimé de sa Majesté, avait sans doute beauconp augmenté sa surexcitation mentale, depuis les premiers symptômes de dérangement qui s'étaient manifestés à Puebla et à Acatzingo. »

A Puebla, en effet, l'auguste voyageuse avait absolument voulu aller visiter, à minuit, la maison de M. Esteva, préfet de la ville. M. Esteva était un homme de trente ans à peine, ce qui ajoutait encore à l'étrangeté d'une pareille fantaisie, de la part d'une femme telle que l'impératrice Charlotte. Il avait cependant fallu lui donner satisfaction. Une fois chez M. Esteva, le contraste entre les allures, les idées, les propos de la souveraine et sa manière d'être habituelle s'accusa d'une façon plus que choquante. Ce fut une heure d'aberration qui consterna tous les assistants.

Le second incident auquel fait allusion M. Velasquez de Léon se produisit le lendemain, à l'étape d'Acatzingo, mais je n'en ai pas connu les détails. Je suis fondé à croire qu'il y en eut encore un troisième à Paso del Macho, où le départ pour Vera-Cruz, fixé à 7 heures du matin, ne s'effectua qu'à 11 heures. Enfin, à Vera-Cruz même, la malheureuse princesse donna le spectacle, cette fois public, d'une véritable scène de monomanie. Arrivée sur le môle, au moment de descendre dans le

canot mis à sa disposition par le capitaine Cloué qui commandait notre escadre, elle déclara brusquement qu'elle ne voulait ni drapeau ni marins français. Deux heures durant, assise dans la cabane qui servait de bureau au capitaine du port, refusant avec une égale obstination de s'embarquer et de rentrer en ville, elle resta sourde à toutes les observations, à toutes les instances. Il fallut consentir à changer au moins le drapeau, malgré ce qu'il y avait d'inouï à mettre une embarçation de notre marine sous couleurs mexicaines. Par une contradiction qui achève de montrer l'état de son esprit, l'impératrice montait, quelques minutes plus tard, sans élever la moindre objection, à bord du paquebot transatlantique qui allait l'emmener, bien que le pavillon français flottât, au grand mât[1].

Les débuts du voyage n'en expliquent que trop la fin.

1. La traversée fut également marquée par des étrangetés d'attitude et de conduite qui frappèrent plus d'une fois les passagers et que signala une correspondance publiée à l'époque dans l'*Europe* de Francfort.

CHAPITRE IV.

Sommaire : Fin virtuelle de l'intervention. — Actes et déclarations contraditoires de Maximilien. — L'ancien parti ultra-conservateur prend possession du pouvoir. — Etat physique et moral de l'empereur. — Il quitte brusquement Mexico et part pour Orizaba. — Préludes d'abdication. — Arrivée et séjour à Orizaba — Les hésitations reparaissent. — Nouveaux conseillers. — Une lettre de M. Eloin.

Le mois de mai 1866 marque le terme réel de l'intervention française au Mexique. A dater de ce moment, la coopération cesse ; l'étroite solidarité qui liait le corps expéditionnaire au gouvernement impérial fondé sous sa protection, est rompue. Rappelées sur la capitale d'abord, sur Vera-Cruz ensuite, pour opérer un mouvement final de rapatriement, nos troupes ne constituent plus une armée d'opérations au sens actif du mot. Elles se replient graduellement, évacuant l'une après l'autre les positions qu'elles étaient allées occuper jusqu'aux derniers confins du territoire mexicain. Quoi qui se passe derrière elles, elles n'ont plus de retour offensif à faire ; si le régime

impérial sombre de ville en ville, de province en province, à mesure qu'elles se retirent, elles n'y peuvent rien ; leur tâche n'est plus de le rétablir.

Cette situation nouvelle ressortait du fait seul que l'ordre d'évacuation était donné, quel que fût d'ailleurs le terme fixé pour l'embarquement définitif. Elle aurait dû frapper Maximilien. En voyant l'autorité de Juarez et la république reprendre pied de proche en proche, du moment où la retraite des garnisons françaises laissait la place libre, il ne lui était que trop facile de calculer à quoi se trouverait réduit son empire, le jour où partirait le dernier détachement de nos soldats. La conclusion directe de ces calculs était de se demander comment il parviendrait à reconquérir ces vastes espaces où son drapeau ne pouvait même pas se maintenir quelques jours, alors qu'on les lui livrait tout conquis, après une occupation permanente de plusieurs années. L'impossibilité d'une pareille entreprise suggérait, ou pour mieux dire imposait la pensée d'une abdication.

C'est sur quoi l'on avait compté à Paris ; mais on y avait compté sans l'aveuglement d'un prince qui fermait les yeux à l'évidence même, quand l'évidence lui était importune. L'impératrice partie, Maximilien retomba dans son incorrigible indolence, s'en remettant du soin de régler l'avenir à la démarche qu'allait tenter sa courageuse

compagne. Il ne songea pas à se dire que, même en supposant le succès relatif de cette démarche, le plus qu'il en pouvait espérer était un sursis limité, un délai d'échéance, au bout duquel il se retrouverait toujours en face des mêmes questions. Il y avait des nouvelles à attendre ; c'était un prétexte pour ajourner les résolutions ; cela lui suffisait pour répondre à des conseillers trop pressants : « Nous sommes dans un pays qui ne ressemble pas à l'Europe ; ici, il n'est pas besoin de se préoccuper si longtemps à l'avance ; les choses s'arrangent d'elles-mêmes [1]. »

Les choses, au contraire, ne s'arrangeaient nullement.

La pénurie du trésor était devenue de la misère. Pour continuer à faire paraître le journal officiel, il fallait que l'employé chargé de l'administrer se procurât chaque matin, sur son propre crédit, le papier nécessaire au numéro du jour. Les hommes de la légion autrichienne forçaient, à Puebla, la caisse de la douane, pour se payer de l'arriéré de leur solde et bientôt après le comte de Thun, qui les commandait, donnait sa démission. Une tentative de recrutement, par voie de tirage au sort, échouait devant la résistance passive mais unanime de la population.

Par contre, la jeunesse libérale, restée specta-

I. Paroles recueillies textuellement de la bouche de l'interlocuteur à qui elles avaient été dites, au sortir de l'entrevue où elles furent prononcées.

trice des événements depuis trois ans, désertait en masse les villes et la capitale même, pour aller grossir les bandes républicaines qui passaient à l'état d'armée; la défection se mettait parmi les chefs qui, en 1864, avaient fait leur soumission et parfois accepté du service sous la bannière de l'empire. La désaffection et le soulèvement étaient partout. Ici, on découvrait une conspiration juariste; là, une trame ourdie pour ramener Santa-Anna; ailleurs, des manœuvres fomentées par les partisans de Gonzalez Ortega. Ce réveil de tous les partis, au milieu desquels le parti impérialiste seul ne comptait plus pour rien, disait assez haut à Maximilien que tout le monde considérait dès à présent sa succession comme ouverte.

La fin de juillet fut marquée par un remaniement ministériel qui mit à la tête des affaires deux Français : M. le général Osmont et M. l'intendant Friant, — le premier avec le titre de Ministre de la guerre, le second avec le portefeuille des finances. Cette double nomination fut accompagnée d'une lettre de l'empereur au maréchal Bazaine, lui conférant des pouvoirs illimités et mettant à sa disposition toutes les ressources du pays, « pour amener la pacification. » Le tout fit grand bruit, mais n'aboutit qu'à fort peu de chose. M. Friant procura au trésor une aisance éphémère; le général Osmont réalisa quelques progrès dans l'organisation de l'armée mexicaine; mais les mesures qu'ils prirent l'un et l'autre n'eurent et

ne pouvaient avoir qu'un effet provisoire et restreint. Outre que leur rôle dirigeant, interrompu par des ordres arrivés de Paris, fut de courte durée, le cercle dans lequel s'exerçait l'action du gouvernement s'était trop rétréci ; cette action était, de plus, trop faible et trop contrariée pour permettre d'improviser des plans, encore moins des résultats.

Le 3 septembre, arrivèrent les premières nouvelles de l'impératrice. Malgré les efforts du gouvernement pour ne pas les laisser transpirer, on ne tarda pas à savoir qu'elles annonçaient l'insuccès absolu de la démarche tentée à Paris. Plus que jamais, une prochaine abdication fut considérée comme certaine. Cette croyance se confirma lorsqu'on apprit, par des indiscrétions sorties du palais, que l'empereur faisait emballer les objets auxquels il tenait particulièrement. Ce n'était qu'une période nouvelle de tergiversations qui commençait. Tandis que se poursuivaient des préparatifs non équivoques de départ, un nouveau ministère, reconstitué sous la présidence ultra-catholique de M. Teodosio Lares, annonçait dans un programme auquel il ne manquait que de pouvoir être exécuté l'inauguration d'une politique « résolument conservatrice et nationale. » Deux jours après, la fête annuelle de l'indépendance devenait l'occasion d'un discours impérial dans lequel se détachait, au milieu de phrases de circonstance, cette déclaration solennelle : « Je suis

toujours ferme à la place où m'ont appelé les vœux de la nation, en dépit de toutes les difficultés, sans vaciller dans mes devoirs, car ce n'est pas dans les moments critiques qu'un véritable Hapsbourg abandonne son poste. »

Ces paroles étaient prononcées le 16 septembre. Le 28 du même mois, l'empereur dînant à Chapultepec avec un de nos officiers qu'il affectionnait particulièrement, lui disait dans l'expansion d'un entretien confidentiel : Mon cher colonel, si j'étais veuf, je me ferais trappiste. »

Le 5 octobre, devant une de ces réunions consultatives qu'il aimait à convoquer de temps à antre, il se répandait en plaintes amères sur l'impuissance dans laquelle il était réduit à se débattre et proférait presque publiquement le mot d'abdication. Ces contradictions de langage, se heurtant de la veille au lendemain, montrent jusqu'où allaient, chez cette nature flottante, la versatilité en fait de résolutions hyperboliques et l'inertie en fait de déterminations effectives.

Sur ces entrefaites arrivaient d'Europe deux télégrammes qui éveillaient des sentiments bien divers. Le premier annonçait la venue du général Castelnau avec une mission particulière de l'empereur Napoléon et donnait ordre de suspendre l'embarquement des troupes françaises, qui était à la veille de commencer ; l'autre signalait la maladie de l'impératrice Charlotte.

A la réception de cette dernière dépêche, l'em-

pereur alla s'enfermer au château de Chapultepec, où il passa quarante-huit heures dans une solitude absolue, puis partit brusquement pour Orizaba, le 28 octobre, sans avoir vu personne.

Le ministère, que prenait au dépourvu ce coup de théâtre décidé et accompli absolument en dehors de lui, essaya d'expliquer officiellement le voyage du souverain par des raisons de santé et par le désir de se rapprocher de Vera-Cruz, afin d'être mieux à portée de recevoir des nouvelles de l'impératrice. Mais, pour tout le monde, Maximilien avait quitté la capitale avec l'intention de n'y plus rentrer. Le déménagement du palais se poursuivait d'ailleurs maintenant sans mystère et les colis qui en sortaient prenaient ostensiblement la route de Vera-Cruz, pour être embarqués sur la corvette autrichienne *Dandolo*, ancrée dans le port. Le commandant de ce navire ne cachait pas qu'il attendait l'empereur et que tout était préparé pour le recevoir à bord.

L'abdication cessait donc d'être une prévision ou une conjecture ; c'était un fait à peu près accompli et qui, dans quelques jours, le serait tout à fait. Mais, juste au moment où elle semblait s'acheminer ainsi d'elle-même vers le dénoûment commandé à la fois par le bon sens et par la force des choses, la situation allait devenir le jouet d'une série d'incidents qui tiennent plus, en vérité, du drame ou du roman que de la politique et de l'histoire.

Le journal officiel n'avait pas tout à fait parlé

un langage de convention, en parlant de la mauvaise santé de l'empereur. Sous les dehors d'élégance alerte et de grâce vigoureuse qui séduisaient en lui à première vue, Maximilien cachait une constitution à peu près ruinée. Il souffrait d'une affection chronique de la gorge, facilement sujette à s'exaspérer ; l'estomac, déjà débile, avait achevé de s'affaiblir sous un climat nouveau et très-éprouvant ; de fréquentes attaques de dyssenterie, des accès de fièvre interminente contribuaient à multiplier les jours d'affaissement et de malaise. Cet état maladif se compliquait encore de l'habitude de boire toute la journée du vin du Rhin, par simples gorgées, cela est vrai, mais d'une manière constante. Venait enfin l'impatience de tout régime suivi, de tout traitement prolongé, impatience qui, après avoir demandé au médecin la guérison instantanée dans les moments aigus, faisait mettre de côté ses prescriptions et ses conseils dès que la crise était passée. Comme tous les tempéramments mobiles, d'ailleurs, le prince trouvait facilement une force factice et un entrain qui faisaient illusion lorsqu'il s'agissait d'une chose rentrant dans ses goûts, d'un projet de nature à le distraire. Par contre, la perspective d'une contrariété, l'obligation de s'occuper d'affaires difficiles avec un peu de persévérance, le jetaient dans un énervement physique et dans un abattement moral qui ramenaient la maladie. Alors venait un complet abandon de soi-même,

une véritable horreur pour tout ce qui demandait travail ou effort de volonté. Ainsi s'explique le contraste que présentent certaines heures de sa vie rapprochées de certaines autres, l'incohérence de ses résolutions et de ses actes, les contradictions de son langage et de sa conduite, les alternatives de faiblesse et d'énergie fébrile dont il donnait sans cesse le spectacle; ainsi s'expliquent l'histoire même de son règne et les jugements si divers auxquels il a donné lieu.

Au moment où lui arriva la nouvelle de la maladie de l'impératrice, Maximilien était en quelque sorte le prisonnier des ultra-conservateurs devenus ses ministres. Ce parti, appelé *in extremis* au pouvoir, y apportait, avec la clairvoyance que donne l'intérêt personnel, la conscience qu'il était perdu sans retour si l'empire venait à tomber, et, par suite, la détermination de circonvenir l'empereur à tout prix pour s'en faire un drapeau, alors même qu'il ne serait pas possible de s'en faire un chef. Cette double servitude, dans laquelle le tenaient à la fois les événements et les hommes, était ce qu'il pouvait y avoir au monde de plus odieux pour Maximilien. Il l'avait encore supportée, tant bien que mal, aussi longtemps qu'il avait pu garder l'illusion d'un résultat favorable du voyage de l'impératrice à Paris. Mais lorsque cette illusion se fut évanouie, le découragement et le dégoût n'eurent plus de contre-poids. Comme toujours, une aggravation

de l'état physique coïncida avec la défaillance morale. Plusieurs jours déjà avant de recevoir la dépêche qui allait lui porter le dernier coup, le malheureux prince, enfermé dans sa chambre, végétait plutôt qu'il ne vivait dans une sorte d'anéantissement, fuyant les obligations de la vie, accessible à ses seuls familiers et ne permettant à quiconque venait l'entretenir d'affaires de pénétrer jusqu'à lui que lorsqu'il lui était impossible de faire autrement.

C'est dans cette disposition d'esprit et de corps que lui arriva une nouvelle faite, à elle seule, pour abattre une âme même plus fortement trempée et ébranler une santé moins chancelante. Son premier mouvement fut, comme je l'ai dit, de quitter le palais de Mexico pour aller se réfugier au château de Chapultepec, dont une consigne inflexible interdit cette fois l'accès à tout le monde. Un Français, M. Burnouf, pour qui l'empereur s'était pris d'une de ces prédilections qui étaient un besoin de sa nature, fut le seul qui parvint à se glisser dans la résidence impériale. Il raconta avoir rencontré l'empereur errant à travers les jardins dans un négligé lamentable, sans force, sans volonté, presque sans pensée. En apercevant M. Burnouf, Maximilien se jeta dans ses bras, y pleura longtemps, puis se laissa aller à une longue effusion pleine de confidences, de plaintes, de lamentations sur lui-même. Le mot d'abdication ne fut pas prononcé, mais il était facile de voir que

l'homme qui parlait avait jeté bas le fardeau du pouvoir et était beaucoup plus disposé à le laisser à terre qu'à le reprendre.

Le même jour, l'empereur adressait au maréchal Bazaine une lettre pour lui annoncer que la volonté expresse de son médecin lui prescrivait un séjour momentané sous un climat plus doux. Il ajoutait :

« Afin de me rencontrer avec le courrier extraordinaire qui m'est annoncé de Miramar, d'où j'attends les nouvelles avec une anxiété facile à comprendre, j'ai l'intention de partir pour Orizaba.

« ..... Cette lettre vous sera remise par le conseiller d'État Herzfeld, mon ancien compagnon de mer, que je mets à votre disposition pour vous donner *tous les éclaircissements...* »

La dernière phrase indique déjà combien il y avait au fond du voyage entrepris autre chose qu'une simple excursion. Quelques heures plus tard, la situation était caractérisée d'une manière plus nette encore par le billet suivant que M. de Herzfeld envoyait d'urgence au maréchal :

« Mexico, le 20 octobre 1866.

« Excellence,

« M. Lares vient de présenter la démission de tout le ministère et a déclaré qu'aussitôt que l'empereur sortirait de la capitale il n'y aurait

plus de gouvernement. Sa Majesté étant dans un état de faiblesse extrême et insistant pour partir, il faudra prendre des mesures. Je supplie Votre Excellence de vouloir bien conseiller encore l'empereur ce soir.

« Je suis, etc.,

« *Signé :* HERZFELD. »

Ces huit lignes en disent plus que toutes les explications sur l'état de l'empereur et de l'empire à l'heure où elles étaient écrites.

Ainsi qu'on le lui demandait, le maréchal Bazaine interposa son autorité auprès du ministère; la démission donnée fut retirée, et la note ambiguë du journal officiel citée plus haut amortit la crise au point de vue du public. Le désir d'éviter un éclat trop brusque fit, en cela, commettre une erreur qui devait aboutir à des conséquences déplorables. Il était écrit que, jusqu'au bout, dans cette fatale aventure, la tendance constante à pallier les faits et à sauver les apparences contribuerait à aggraver les complications et à préparer la catastrophe finale. Malgré le désarroi passager qu'aurait produit sa coïncidence avec le départ de l'empereur, la retraite du cabinet était ce qu'on aurait pu souhaiter de plus heureux. Étant donné que l'abdication de l'empereur devenait chaque jour davantage le dénoûment nécessaire, dans son propre intérêt comme dans l'intérêt du Mexique et dans celui de la

France, c'était une faute grave que de maintenir à la direction des affaires le parti qui seul avait intérêt à empêcher cette abdication. C'était, comme l'évènement devait bientôt le prouver, s'exposer à ce que M. Lares et ses amis missent à profit le pouvoir et la position qu'on leur laissait pour peser sur les résolutions de l'empereur, et, exploitant sa mobilité, réussissent à lui faire abandonner la résolution qu'il avait prise.

Si des doutes avaient pu exister encore sur la réalité de cette détermination, ils disparurent vingt-quatre heures plus tard. L'empereur, parti de Mexico le 21 octobre à une heure du matin, s'arrêtait le soir à l'hacienda de Tequiapam, après avoir fait dix lieues dans sa journée. Il avait croisé sur sa route le général Castelnau, arrivant de France, et avait refusé de lui accorder une entrevue en alléguant son état de santé. De sa halte à Tequiapam il écrivit de nouveau au maréchal Bazaine, sans faire la moindre allusion à cette rencontre, mais en termes qu'on pourrait appeler un préambule d'abdication. Il annonçait en effet *pour le lendemain* l'envoi de documents « destinés à mettre fin à la situation difficile où se trouvent et ma personne et le Mexique entier. » Ces documents devaient rester secrets « jusqu'au jour que je vous indiquerai par le télégraphe. » Suivaient certaines instructions que le maréchal était chargé de transmettre aux ministres; « mais, ajoutait l'empereur, il est inutile que mes intentions, expri-

mées dans le premier paragraphe, transpirent le moins du monde. »

Les documents annoncés ne furent jamais envoyés ; sans doute, au moment de signer un acte explicite, le penchant à atermoyer reprit le dessus chez Maximilien. Il continua son voyage sans paraître se souvenir qu'il fût le chef d'un gouvernement, tantôt affaissé au fond de sa voiture, tantôt marchant sur le bord de la route et s'arrêtant pour herboriser. Les nouvelles qu'il recueillait à chaque étape étaient faites cependant pour le rappeler au sentiment de la situation : elles signalaient le progrès constant des bandes juaristes et leur apparition aux abords mêmes du chemin qu'il suivait ; on s'attendait d'une heure à l'autre à les voir apparaître et l'on prévenait l'escorte impériale d'être sur le qui-vive. Il y eut même une très-chaude alerte. Un matin, on aperçut à l'horizon un nuage de poussière qui révélait, à n'en pas douter, une troupe militaire en marche venant droit sur le cortége. Les préparatifs de défense commençaient, lorsqu'on reconnut une compagnie de la contre-guérilla française envoyée pour flanquer la route. Au lieu de l'ennemi, c'était un renfort qui arrivait ; mais la présence même de ce renfort disait où l'on en était.

Le lendemain survenait un incident plus significatif encore : tandis que l'empereur déjeûnait au presbytère d'Aculcingo, on enlevait les huit mules blanches qui composaient son attelage de

prédilection, et il fallait réquisitionner des bêtes de trait dans les environs pour pouvoir continuer le voyage.

Le soir de ce même jour, il est vrai, la scène changeait tout à coup. Aux approches d'Orizaba, l'empereur rencontra une nombreuse cavalcade composée d'habitants de la ville et des alentours, venus au-devant de lui pour l'acclamer et lui faire escorte comme aux beaux jours qui avaient suivi son débarquement. La mise en scène était de celles qui avaient pour Maximilien un attrait irrésistible ; le parti qui cherchait à le retenir le savait, et il était facile de deviner que la réception avait été organisée sur des avis, pour ne pas dire sur des ordres, expédiés de Mexico. L'effet accoutumé ne manqua pas. Pour la première fois depuis bien des semaines on vit le visage de l'empereur s'éclaircir. Les troupes françaises qui l'accompagnaient reçurent ordre de rester en arrière, afin qu'il pût faire son entrée entouré uniquement « de son peuple » et non sous la protection des baïonnettes étrangères. Il sourit à tout le monde, se laissa haranguer et répondit à la harangue comme si la pensée d'abdiquer ne se fût jamais présentée à son esprit. Ceux qui lui avaient ménagé cette ovation factice le connaissaient bien. Non-seulement elle venait le distraire de ses résolutions, mais elle devait fournir un argument pour lui persuader que, le jour où il cesserait d'être le protégé de l'intervention, il verrait

toutes les populations venir à lui et se presser autour de son drapeau [1].

Cette tactique obtint de suite un premier résultat : celui de rejeter l'empereur dans les rêves et de lui faire retarder les dernières dispositions qu'il avait à prendre, ainsi que la continuation de son voyage sur Vera-Cruz. Quarante-huit heures auraient dû suffire pour tout terminer, puisqu'il ne s'agissait, en somme, que de remettre la situation aux mains des représentants de la France, en leur laissant le soin et la charge de régler l'avenir. Les jours pourtant commencèrent à se passer dans un silence aussi complet que si l'on eût été au milieu des circonstances les plus normales. Enfermé dans la maison de M. Bringas, où il s'était provisoirement installé, Maximilien ne voyait personne et ne sortait que pour errer dans la campagne. On ne l'apercevait dans la ville que lorsqu'il allait au bain. Il avait repris la vie de claustration qu'il menait à Mexico vers les derniers temps, et était, s'il est possible, plus inabordable encore. La seule personne qui eût librement accès auprès de lui était l'abbé Fischer, devenu de la manière la plus inopinée le conseiller prépondérant du moment. Le passé de ce nouvel arrivé dans la faveur impé-

1. On avait déjà fait germer cette idée dans l'esprit de l'empereur. Dès le mois d'avril, il disait au général Portilla : « Je sais bien que la présence des Français est un obstacle à ce que les Mexicains manifestent leur affection pour moi. Mais il faut patienter. »

riale était et est toujours resté entouré de beaucoup d'obscurité. On le disait attaché par une origine morganatique à la famille royale de Wurtemberg; on parlait de plusieurs années d'une vie fort agitée aux Etats-Unis; on racontait qu'amené par une longue série de vicissitudes chez le curé de Parras, dans le nord du Mexique, il y avait trouvé l'hospitalité d'abord, puis le conseil et le moyen d'entrer dans les ordres. Comment, de là, était-il arrivé à la position d'intimité et de confiance où il apparaissait tout à coup auprès du souverain? Personne ne le savait. Son existence s'était, pour ainsi dire, révélée en même temps que son pouvoir. Ce qu'il y avait de trop certain, c'était l'étendue de ce pouvoir et l'usage qu'il en fit pour combattre les projets de départ qui avaient amené l'empereur à Orizaba. Le rôle de secrétaire particulier, qu'il avait pris pendant le voyage, le mettait mieux que personne à même de suivre le travail qui se faisait dans l'esprit du prince, de le diriger à son gré, d'apporter des retards aux résolutions ou de les précipiter suivant sa convenance. On peut dire qu'il fut la cheville ouvrière de tout ce qui se passa à ce moment, et, par suite, la cause première de tout ce qui se passa plus tard.

Un puissant auxiliaire lui arriva bientôt dans la personne de M. Scarlett, ministre d'Angleterre, qui s'acheminait, lui aussi, vers le port de Vera-Cruz, pour retourner en Europe. M. Scarlett ap-

partenait à cette vieille génération de diplomates britanniques élevés dans une aversion traditionnelle de la France, et ne laissant jamais perdre une occasion de lui être désagréable ou nuisible. Mieux que personne il savait combien était chimérique la prétention de faire survivre l'empire à l'intervention; mais il savait aussi que le départ de Maximilien était désiré à Paris et pouvait ouvrir la porte à une solution beaucoup meilleure pour nous que l'abandon pur et simple de l'entreprise où notre drapeau était engagé depuis cinq ans. Cette dernière considération effaçait à ses yeux toutes les autres. Aussi ne négligea-t-il rien pour détourner l'empereur d'une détermination qui pouvait dégager notre responsabilité. Il faut bien le dire, le conseil d'ajouter à nos embarras devait trouver une oreille complaisante chez un auditeur animé lui-même de sentiments assez peu sympathiques envers la France, en dépit de la protection qu'il en avait acceptée. Dès le 31 octobre, le projet d'abdication, si complétement arrêté au départ de Mexico, n'était déjà plus qu'à l'état dubitatif. Ce jour-là, Maximilien expédiait au maréchal Bazaine le colonel Kodolich, pour régler les conditions de rapatriement des corps auxiliaires européens; mais ce qu'il y avait en apparence de significatif dans cette mission était essentiellement modifié par la lettre qui l'annonçait.

Cette lettre commençait ainsi :

« Monsieur le maréchal,

« Dans les circonstances difficiles où je me trouve, et qui, *si les négociations que je viens d'entamer n'aboutissent pas* à un heureux résultat, me *forceront* de rendre le pouvoir que la nation m'a confié, j'ai avant tout à cœur de fixer le sort des corps auxiliaires autrichien et belge et de leur garantir l'accomplissement entier des conditions contractées avec eux... »

Nous voici bien loin des documents annoncés dix jours auparavant au maréchal Bazaine. Il n'est plus question que de résolutions éventuelles, subordonnées au succès ou à l'insuccès d'une négociation vaguement indiquée. A quoi fait allusion ce dernier mot? Aux dépêches quotidiennement échangées entre le ministère et l'empereur, par l'intermédiaire du père Fischer, et que celui-ci était parvenu à transformer en pourparlers presque réguliers. Le prince croyait débattre avec le parti ultra-conservateur les conditions auxquelles il pourrait consentir à rester, tandis qu'il n'était que le jouet d'une manœuvre tendant à l'engager peu à peu et presque à son insu, dans la voie du retour. Chez les hommes comme Maximilien, en effet, dès qu'on est parvenu à faire renaître l'hésitation, si nette que paraisse la résolution prise, on peut tenir pour certain qu'ils arriveront finalement à une décision toute contraire.

A l'appui des incitations à rester, arriva d'Europe une lettre de M. Eloin, qu'on dirait dictée à distance par une prévision de maléfice, pour l'heure précise où elle devait être lue. Après avoir exercé, pendant la première phase du règne, l'influence néfaste que l'on sait, l'ancien chef du cabinet impérial reparaissait à l'approche du dénoûment pour ajouter la plus déplorable des suggestions à toutes les erreurs qu'il avait commises où fait commettre. M. Eloin partageait l'aversion de M. Scarlett à notre endroit, et voici ce qu'il écrivait :

« Bruxelles, 17 septembre 1866.

« Pour tâcher d'expliquer sa conduite, que l'histoire jugera, le gouvernement français voudrait qu'une abdication précédât le retour de l'armée et qu'ainsi il lui fût possible de procéder *seul* à réorganiser un nouvel état de choses capable d'assurer ses intérêts et ceux de ses nationaux. J'ai l'intime conviction que votre Majesté ne voudra pas donner cette satisfaction à une politique qui doit répondre, tôt ou tard, de l'odieux de ses actes et des conséquences fatales qui en seront la suite. J'ai la conviction que l'abandon de la partie avant le retrait de l'armée française serait interprété comme un acte de faiblesse. L'empereur tenant son mandat d'un vote populaire, c'est au peuple mexicain, *dégagé de la pression d'une intervention étran-*

gère, qu'il doit faire un nouvel appel. C'est à lui qu'il faut demander l'appui matériel et pécuniaire indispensable pour faire subsister et grandir l'empire. Si ce' appel n'est pas entendu, alors sa Majesté, ayant accompli sa noble mission jusqu'au bout, reviendra en Europe avec tout le prestige qui l'accompagnait au départ ; et, au milieu des événements graves qui ne manqueront pas de surgir, *elle pourra jouer le rôle important qui lui appartient à tous égards.* »

La pensée qu'enveloppait cette dernière phrase se trouve précisée un peu plus loin en ces termes :

« ... En traversant l'Autriche, j'ai pu constater le mécontentement général qui y règne. Rien n'y est encore fait. L'empereur est découragé ; le peuple s'impatiente et *demande publiquement son abdication. Les sympathies pour Votre Majesté se propagent ostensiblement* sur tout le territoire de l'empire. En Vénétie, tout un parti veut acclamer son ancien gouverneur [1]. »

1. Cette lettre fut livrée à la publicité par un singulier hasard. Pour l'acheminer plus rapidement, M. Eloin avait choisi la voie des Etats-Unis et l'avait adressée sous double enveloppe « au consul du Mexique à New-York. » Mais il avait oublié qu'à côté du consul nommé par l'empereur, il y avait celui de Juarez, seul connu à titre officiel. C'est à ce dernier que la lettre fut remise en raison de sa suscription. Il ne se fit naturellement nul scrupule de la lire et d'en prendre copie avant de la réexpédier à destination, puis de la communiquer aux journaux.

A l'appui des incitations à rester, arriva d'Europe une lettre de M. Eloin, qu'on dirait dictée à distance par une prévision de maléfice, pour l'heure précise où elle devait être lue. Après avoir exercé, pendant la première phase du règne, l'influence néfaste que l'on sait, l'ancien chef du cabinet impérial reparaissait à l'approche du dénoûment pour ajouter la plus déplorable des suggestions à toutes les erreurs qu'il avait commises où fait commettre. M. Eloin partageait l'aversion de M. Scarlett à notre endroit, et voici ce qu'il écrivait :

« Bruxelles, 17 septembre 1866.

« Pour tâcher d'expliquer sa conduite, que l'histoire jugera, le gouvernement français voudrait qu'une abdication précédât le retour de l'armée et qu'ainsi il lui fût possible de procéder *seul* à réorganiser un nouvel état de choses capable d'assurer ses intérêts et ceux de ses nationaux. J'ai l'intime conviction que votre Majesté ne voudra pas donner cette satisfaction à une politique qui doit répondre, tôt ou tard, de l'odieux de ses actes et des conséquences fatales qui en seront la suite. J'ai la conviction que l'abandon de la partie avant le retrait de l'armée française serait interprété comme un acte de faiblesse. L'empereur tenant son mandat d'un vote populaire, c'est au peuple mexicain, *dégagé de la pression d'une intervention étran-*

gère, qu'il doit faire un nouvel appel. C'est à lui qu'il faut demander l'appui matériel et pécuniaire indispensable pour faire subsister et grandir l'empire. Si ce appel n'est pas entendu, alors sa Majesté, ayant accompli sa noble mission jusqu'au bout, reviendra en Europe avec tout le prestige qui l'accompagnait au départ ; et, au milieu des événements graves qui ne manqueront pas de surgir, *elle pourra jouer le rôle important qui lui appartient à tous égards.* »

La pensée qu'enveloppait cette dernière phrase se trouve précisée un peu plus loin en ces termes :

« ... En traversant l'Autriche, j'ai pu constater le mécontentement général qui y règne. Rien n'y est encore fait. L'empereur est découragé ; le peuple s'impatiente et *demande publiquement son abdication. Les sympathies pour Votre Majesté se propagent ostensiblement* sur tout le territoire de l'empire. En Vénétie, tout un parti veut acclamer son ancien gouverneur [1]. »

1. Cette lettre fut livrée à la publicité par un singulier hasard. Pour l'acheminer plus rapidement, M. Eloin avait choisi la voie des Etats-Unis et l'avait adressée sous double enveloppe « au consul du Mexique à New-York. » Mais il avait oublié qu'à côté du consul nommé par l'empereur, il y avait celui de Juarez, seul connu à titre officiel. C'est à ce dernier que la lettre fut remise en raison de sa suscription. Il ne se fit naturellement nul scrupule de la lire et d'en prendre copie avant de la réexpédier à destination, puis de la communiquer aux journaux.

Impossible d'être plus clair, à moins d'écrire en toutes lettres des choses qui ne s'écrivent pas. C'était la couronne d'Autriche que M. Eloin montrait de loin à Maximilien comme devant arriver dans un temps donné à portée de sa main ; c'était le rôle de vengeur de Sadowa qu'il lui faisait entrevoir. Seulement, il fallait laisser mûrir les événements, revenir en Europe « *environné du même prestige qu'au départ,* » et, pour cela, rester au Mexique après les Français. Le prince auquel s'adressaient ces paroles de tentation n'était point d'une trempe assez forte pour y rester insensible. Ce serait aller trop loin que de l'accuser d'avoir délibérément envisagé le projet de détrôner son frère ; mais on évoquait devant lui une de ces visions lointaines auxquelles se complaisait son esprit incertain. Le mirage qui apparaissait à l'arrière-plan de la lettre de son ancien chef de cabinet séduisit moins son ambition peut-être qu'elle ne satisfit son besoin d'avoir toujours une espérance de changement à l'horizon. Mais, de toutes manières, on peut sans hésitation mettre cette lettre en ligne de compte parmi les causes qui contribuèrent à écarter l'idée du départ immédiat.

V

SOMMAIRE : Retour imprévu des généraux Miramon et Marquez. —Négociations entre Maximilien et les représentants français. — Le revirement d'intentions s'accentue. — Simulacre de délibération. — La prolongation de l'empire décidée par 10 voix contre 9. — M. Campbell et le général Sherman envoyés par les Etats-Unis arrivent à Vera-Cruz et repartent sans débarquer. — Proclamation de Maximilien. — Notification ministérielle au maréchal Bazaine, à M. Dano et au général Castelnau. — La mission du général Castelnau.

Une coïncidence qui donnerait vraiment à croire que la fatalité n'est pas toujours un vain mot, ramenait au Mexique à ce même instant deux personnages qui avaient joué dans le passé un trop grand rôle pour que leur retour n'exerçât pas une influence prépondérante sur la suite des événements. Le 10 novembre au matin, débarquaient à Vera-Cruz, par le paquebot français, les généraux Miramon et Marquez, c'est-à-dire les deux chefs militaires les plus renommés de l'ancien parti conservateur revenant de l'exil déguisé qui,

depuis le commencement de l'ère impériale. les avait tenus éloignés de leur pays. Était-ce le hasard seul qui les ramenait, ou bien avaient-ils quitté l'Europe sur un avertissement de leurs amis politiques qui, en prenant possession de la direction des affaires au mois de juillet, avaient jugé bon à tout événement de rappeler ces énergiques auxiliaires? Le fait n'a pas été éclairci; mais, fortuite ou non, la rentrée en scène de ces deux hommes était le coup de théâtre le plus funeste qui pût se produire dans un pareil moment. De tous les Mexicains Marquez et Miramon étaient les plus intéressés à retenir Maximilien et les plus capables d'y réussir, car ils avaient l'avantage de ne pas s'être usés dans les tiraillements des deux années qui venaient de s'écouler. De plus, Miramon, expulsé sur la demande de l'autorité française, inspirait une sympathie particulière à l'empereur. Informé en débarquant de ce qui se passait, il prit sur l'heure la route d'Orizaba. Comme il arrivait, un avis de Maximilien le prévint que le colonel de Potier, commandant la garnison française, avait ordre de l'arrêter pour être revenu dans le pays sans autorisation. Que cet ordre existât ou non, Miramon jugea prudent de ne pas se montrer tout d'abord et descendit chez un habitant de la ville dont il était sûr, M. Madrazo. Celui-ci lui ménagea, le lendemain, une rencontre avec l'empereur, qui herborisait dans la plaine de la Escamela. Dès cette première entrevue en plein

air, l'entente fut virtuellement cimentée. Pour soustraire Miramon aux autorités françaises, Maximilien l'attacha à sa personne avec le titre d'aide de camp. Une lettre écrite le jour même par le général à M. Bureau, préfet de Vera-Cruz, nous dit où en étaient les choses :

« Orizaba, 12 novembre 1866.

«... J'ai parlé aujourd'hui à l'empereur, que j'ai trouvé *décidé à nous quitter.* Toutefois, les exigences exagérées des Français d'une part, et de l'autre les efforts de la commission attendue de Mexico pourront peut-être obtenir qu'il prenne une décision équivalant à un coup d'Etat.

« Je resterai ici jusqu'à ce que l'inconnu se dégage, et je vous communiquerai tout ce qui en vaudra la peine.

« Après demain, doivent arriver Marin, Campos, Sanchez Navarro et le docteur Jimenez, qui composent la commission ; Tovar et Ulibarry, qui en font également partie, sont déjà ici. Je crois que Marquez et moi nous nous joindrons à ces messieurs pour faire en sorte d'arriver au but désiré.

« MIGUEL MIRAMON. »

Déjà le « but désiré » était presque atteint, car l'empereur écrivait de son côté au maréchal Bazaine une lettre qui débutait ainsi :

« Orizaba, 11 novembre 1866. »

« Mon cher maréchal,

« Avant de résoudre définitivement ce que je dois faire, et *pour le cas* où ma résolution serait d'abandonner ce pays, je dois laisser assurés certains points qui sont de stricte justice et qui méritent de ma part une attention particulière. »

Il est aisé de voir dans ce langage qu'un pas encore a été fait depuis le 31 octobre; l'allusion au projet de départ devient de plus en plus dubitative. Quant aux points dont Maximilien demandait le réglement, ils étaient au nombre de cinq : 1° le rapatriement de tous les soldats de la légion austro-belge ; 2° l'assurance d'une pension à vie pour chacun des mutilés ou invalides ayant fait partie de cette même légion ; 3° une indemnité de 10,000 piastres en faveur de la princesse Josefa de Iturbide, et autant au profit du jeune Salvador Iturbide; 4° remise d'une somme de 45,000 piastres à M. Sanchez Navarro pour acquitter les dettes de la liste civile; 5° enfin, l'argent nécessaire pour liquider les comptes de la grande chancellerie et ce que le trésor public restait devoir de son côté à la liste civile. En énumérant ces conditions, Maximilien demandait qu'elles fussent stipulées dans un acte signé collectivement du maréchal

Bazaine, du général Castelnau et du ministre de France. Les trois agents français répondirent par l'envoi du document suivant :

« Mexico, 16 novembre 1866.

« S. M. l'empereur Maximilien ayant manifesté le désir d'obtenir un document signé collectivement par le maréchal de France, commandant du corps expéditionnaire, par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France, et par le général, aide de camp de l'empereur des Français, en mission, concernant la solution de plusieurs questions exposées dans une lettre impériale datée d'Orizaba, 12 du courant,

« Les soussignés, heureux de trouver une occasion de témoigner, autant qu'il dépend d'eux, leur bon vouloir, sont convenus de transmettre à sa dite Majesté la déclaration suivante :

« Le gouvernement français s'engage à effectuer le rapatriement de tous les hommes qui composent la légion austro-belge. Cette opération s'exécutera aussi vite que les circonstances le permettront, et, en tout cas, de telle sorte que les Austro-Belges aient complétement évacué le Mexique avant le départ de la dernière brigade française.

« Les conditions de détail relatives à ce rapatriement seront réglées entre deux personnes, dont l'une sera désignée par l'empereur Maximilien, l'autre par le maréchal Bazaine.

« Les soussignés s'engagent à faire payer une gratification de réforme aux mutilés et invalides de la légion austro-belge, et à faire accorder aux officiers et soldats de cette légion une indemnité payable au port de débarquement.

« La liquidation des gratifications de réforme et des indemnités ci-dessus spécifiées sera confiée à une commission dont feront partie les colonels Kodolich et Van der Smissen.

« Les soussignés s'engagent en outre à employer toute leur influence pour qu'une avance soit faite à la princesse dona Josefa et au jeune prince don Salvador de Iturbide sur la pension qui leur est due.

« Enfin, conformément au vœu exprimé par S. M. l'empereur Maximilien, M. Carlos Sanchez Navarro sera chargé du payement des dettes de la liste civile et de la liquidation des comptes de la grande chancellerie. Les sommes provenant de la vente des effets mobiliers appartenant à la liste civile seront affectées à cet usage, et, dans le cas d'insuffisance, les soussignés s'efforceront d'obtenir que le *complément en soit fourni par le nouveau gouvernement du Mexique*.

« En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente déclaration.

« *Signé :* BAZAINE, DANO, CASTELNAU. »

Il y avait une différence sensible entre la demande et la réponse. Les signataires de la note ne

prenaient d'engagement que sur les deux points relatifs aux soldats du contingent austro-belge. Pour le reste, ils promettaient seulement d'employer toute leur influence, afin que les intentions de l'empereur fussent satisfaites. La réserve était surtout marquée en ce qui concernait la liquidation de la liste civile, dont les représentants français évitaient soigneusement d'assumer la charge au nom de leur gouvernement; c'était la liste civile elle-même qui devait pourvoir à cette liquidation, à l'aide du produit qu'elle pourrait tirer de son actif et, en cas d'insuffisance, c'était *du nouveau gouvernement du Mexique* qu'on s'efforcerait d'obtenir le complément.

Les rédacteurs de la réponse avaient, en cela, fait acte d'administrateurs économes plus que d'habiles politiques. Ils avaient perdu de vue que leur mission, au point où en étaient les événements, consistait non à épargner quelques centaines de mille francs, mais à obtenir que l'empereur laissât, par son départ, le champ libre à une combinaison qui sauvegardât au moins en partie nos intérêts et palliât dans la mesure du possible l'insuccès de notre entreprise. Les demandes de la lettre impériale se chiffraient, en définitive, par un total qui ne pouvait guère dépasser un million de francs. Qu'était-ce qu'une pareille somme en comparaison des avantages de situation qui devaient résulter de l'abdication de Maximilien? Ce n'était donc pas le moment de marchander. Si la

résolution fâcheuse qui allait ramener le prince à Mexico avait été déterminée uniquement par la non-acceptation des conditions d'argent qu'il avait posées, on serait en droit de reprocher leur intempestive parcimonie aux hommes qui avaient mission de dégager à tout prix notre politique et notre drapeau.

Soit, toutefois, que Maximilien n'ait pas été frappé des restrictions apportées à ses demandes, soit que les conseillers entre les mains desquels il était jugeassent préférable d'appeler son attention d'un autre côté, il parut tenir la question pécuniaire pour réglée d'une façon satisfaisante. Le 18 novembre, il mandait par télégraphe au maréchal Bazaine :

Orizaba, 18 novembre 1866.

(Très-confidentielle et urgente.)

Au maréchal Bazaine.

« Je vous remercie, ainsi que le général Castelnau, ainsi que M. Dano, d'avoir réglé les points qui me touchaient de si près. Mais il reste à régler le définitif : un gouvernement stable pour protéger les intérêts compromis. Ces points ne peuvent être traités sans une entrevue directe avec vous. La continuation de mes fièvres ne me permet pas de monter à Mexico. Je vous invite donc à venir un de ces jours ici, et en peu de paroles nous pourrons tout arranger d'une manière satisfaisante.

J'ai appelé ici, pour samedi, mon conseil d'Etat et mon président du conseil des ministres.

« MAXIMILIEN. »

Cette dépêche, il n'y a pas à s'y méprendre, était une riposte à la phrase malencontreuse qui terminait la note de MM. Bazaine, Dano et Castelnau. Ils avaient commis l'imprudence de parler du « nouveau gouvernement du Mexique ; » Maximilien en profitait pour faire entendre qu'il avait son mot à dire dans la formation de ce gouvernement appelé à lui succéder. C'était mettre les représentants de la France dans une position assez délicate que de les appeler à traiter un pareil sujet. Aussi le maréchal Bazaine s'empressa-t-il d'éluder l'entrevue proposée, alléguant la difficulté pour lui de quitter la capitale avant l'arrivée du général Douay, qui ramenait nos troupes de l'intérieur. L'excuse n'était pas sérieuse. Le maréchal avait sous la main dix officiers supérieurs auxquels il pouvait confier en toute sécurité le soin de tenir sa place pendant son absence. Dans tous les cas, la raison qu'il alléguait pour son compte personnel n'existait pas en ce qui touchait M. Dano et le général Castelnau ; rien ne les empêchait de se rendre à Orizaba ; ils se seraient présentés avec autant d'autorité que le maréchal et eussent été en mesure d'agir avec plus d'efficacité. L'idée de cette démarche toute naturelle, qui devait être tentée un mois plus tard, alors qu'elle n'avait plus rai-

son d'être ni chance de réussir, ne fut pourtant pas mise en avant. Le maréchal seul avait été appelé ; le maréchal seul répondit, comme si Maximilien lui-même, en demandant quelques jours auparavant la signature des trois fondés de pouvoirs de la France, n'avait pas établi la solidarité de leur mission vis-à-vis de lui.

N'ayant pas voulu affronter l'explication verbale, on écrivit. Le télégramme du maréchal annonçant qu'il ne pouvait se rendre à Orizaba fut suivi d'une note dans laquelle on donnait à entendre qu'il suffisait que l'empereur signât son abdication et qu'on se chargerait du reste. Lui parti, on organiserait un gouvernement provisoire qui serait reconnu par les Etats-Unis au lieu et place de celui de Juarez ; puis, ayant préparé ainsi la transition sans secousse ni danger pour personne, on appellerait la nation mexicaine à se donner de nouvelles institutions. Le plan était logique et plausible ; mais, pour Maximilien, il se traduisait par cet ordre implicite : « Partez et ne vous mêlez plus de rien. » Il fallait mal le connaître pour ne pas prévoir qu'en le mettant ainsi au pied du mur, on allait provoquer de sa part les résolutions toutes contraires vers lesquelles son entourage ne le poussait déjà que trop et sa correspondance indiquait assez qu'il penchait chaque jour davantage. Les conseillers qui le circonvenaient avaient précisément fait valoir, pour le retenir depuis un mois, le désir qu'avaient les

Français de le voir partir. Avouer ce désir, l'avouer surtout avec la crudité qu'entraîne forcément une pièce écrite, c'était leur fournir la meilleure arme qu'ils pouvaient désirer et leur préparer un triomphe certain. Heure pour heure, en effet, le maréchal Bazaine recevait par le télégraphe la réponse suivante à sa communication :

Cabinet impérial.

« Aucun des pas que j'ai faits n'autorise personne à croire que j'ai l'intention d'abdiquer en faveur d'aucun parti. Le conseil d'Etat et les ministres ont été précisément appelés pour qu'unis à eux, on dépose entre les mains de qui on doit le laisser le pouvoir intérimaire, quand arrivera l'heure d'abdiquer, et en attendant que le vote de la nation règle le reste. L'appel fait au maréchal Bazaine n'avait d'autre but que de régler ces points d'accord avec le général en chef de l'armée.

« La prétention qu'un gouvernement provisoire sera reconnu par les Etats-Unis est plus que hasardée. Pourquoi ? Qui garantit cette reconnaissance ? Qui ira la solliciter ? Je crois devoir remettre les pouvoirs que j'ai reçus à la même nation qui me les a donnés, et laisser les autres questions d'origine et d'élection du nouveau gouvernement au libre choix du pays.

« Mon unique devoir consiste à nommer une régence provisoire, en attendant que la nation soit

consultée, et à faire les démarches convenables pour la convoquer ; enfin, à chercher protection pour les impérialistes, mais sans me mêler de rien quant au reste.

« MAXIMILIEN. »

A compter de ce moment, c'en était fini ; les résolutions de l'empereur pouvaient plus ou moins varier dans la forme; au fond, elles devaient se résumer invariablement dans cette seule idée : « Je ne partirai pas. »

Telles furent les dispositions que trouvèrent, en arrivant à Orizaba, les membres du ministère et du conseil d'Etat, mandés pour former une sorte de junte consultative, ainsi que Maximilien l'avait annoncé au maréchal Bazaine. Il était clair que la délibération qui allait s'ouvrir ne serait plus qu'un vain simulacre. Le conseil d'Etat, cependant, comptait dans son sein un certain nombre nombre d'hommes d'élite, réellement indépendants de caractère, et qui s'étaient ralliés à l'empire non par ambition ou par esprit de parti, mais dans la conviction sincère que le devoir des citoyens d'un pays est d'accepter le gouvernement de fait qui est parvenu à s'y établir et de travailler à le rendre le meilleur possible. Ceux-là ne s'étaient dissimulé et n'avaient dissimulé à Maximilien aucune des fautes commises ; ils savaient la partie perdue sans remède et s'étaient rendus à l'appel qui venait de leur être adressé

avec la ferme détermination de donner le seul avis que comportaient les circonstances pour tout esprit clairvoyant. Ils n'étaient divisés que sur la question de savoir si l'abdication devait être immédiate et sans conditions, ou s'il convenait de la faire précéder de certaines négociations. Deux d'entre eux, MM. Cortès Esparza et Almazan, s'étaient prononcés, dès le premier moment, pour la retraite pure et simple de l'empereur, et se refusèrent jusqu'au bout à modifier l'expression de cette pensée. Sept autres, en tête desquels figurait M. Luis Mendez, tout en partageant l'opinion de leurs deux collègues, crurent devoir admettre quelques ménagements en vue de l'état d'esprit qu'ils rencontraient chez Maximilien et dans l'espoir de faire ainsi plus facilement accepter leurs conclusions. Sans attendre l'ouverture de la délibération officielle, ils signèrent une lettre collective concluant à la nécessité de l'abdication, mais admettant qu'il y avait lieu de « stipuler auparavant des garanties pour le pays. » En définitive, cela faisait neuf voix en faveur du principe de l'abdication. La réunion se composant de dix-sept membres, c'était la majorité. Mais l'adjonction de deux ministres, appelés à siéger bien que n'ayant point titre de conseillers d'Etat, vint déplacer cette proportion. Une première séance amena un vote partagé, vu l'absence accidentelle d'un des membres du groupe opposé au départ de Maximilien ; mais le lendemain on vota, par dix voix contre

neuf, une déclaration portant qu'il n'y avait pas lieu d'abdiquer *quant à présent*. La restriction contenue dans ces derniers mots démontre à quel point l'évidence de la situation réelle s'imposait même à ceux qui travaillaient à retenir le malheureux Maximilien, puisqu'ils admettaient implicitement l'éventualité d'une abdication ultérieure. Ce fut M. Lacunza, président du conseil d'Etat, qui départagea le vote, préludant ainsi au rôle funeste qu'il devait jouer dans les derniers épisodes de l'ère impériale. Il commençait par retenir l'empereur; nous le verrons, six mois plus tard, enlever au prisonnier de Queretaro l'unique chance de salut qui pouvait lui rester, en refusant de faire cesser la résistance de Mexico.

Une voix de majorité, et cela dans une réunion où tous les assistants étaient personnellement intéressés au maintien de l'empire, c'était bien peu de chose pour déterminer à rester un prince qui, depuis cinq semaines, avait abdiqué de fait. Ce fut pourtant assez. De la délibération qui venait d'aboutir à ce vote illusoire, Maximilien parut n'avoir entendu que ce qui pouvait l'aider à se tromper lui-même. Fermant l'oreille aux hommes de sens et de cœur qui, après s'être compromis dans sa cause, lui disaient courageusement qu'il y aurait folie à poursuivre seul l'œuvre qu'il n'avait pu réussir à fonder avec l'appui de la France, il accepta sans autre examen les fallacieuses paroles de Marquez et de Miramon qui lui

promettaient des milliers de soldats, et les assurances plus trompeuses encore de M. Lares, qui lui promettait des millions de piastres. Il est juste d'ajouter que ceux qui l'entraînaient à cet acte d'aveuglement et d'inconséquence avaient évoqué à ses yeux une perspective faite pour séduire son imagination. C'était, en apparence, dans le seul but de rendre le Mexique à lui-même qu'il y restait. Le soin de prononcer en dernier ressort sur la forme du gouvernement national devait prochainement être dévolu à un congrès sorti d'une élection libre. Mais ce n'était là qu'un leurre et une fiction de plus. Les choses se seraient-elles passées de la même manière si le maréchal Bazaine, M. Dano et le général Castelnau eussent été à Orizaba ? La question est trop grave pour y faire une réponse expresse, à la distance où nous sommes déjà des faits. Quiconque a touché de près aux événements de la vie publique sait combien il est téméraire de prononcer après coup sur le cours qu'il aurait été possible de leur imprimer à tel ou tel moment. Je crois, cependant, qu'il y aurait eu de grandes chances pour que l'intervention personnelle des représentants de la France amenât un dénoûment moins aventureux et finalement moins déplorable. Parmi les dix voix qui venaient à la fois de conseiller et de sanctionner la détermination de rester, plus d'une était assez hésitante pour être amenée à se prononcer d'une façon moins catégorique, sinon dans un sens dif-

férent. Maximilien lui-même obéissait moins à ses propres inspirations qu'aux suggestions et à la pression d'un entourage qui le tenait presque en chartre privée. On aurait pu lui faire entendre un langage plus conforme aux intérêts de tout le monde ; lui démontrer l'inanité des mirages auxquels il se laissait prendre ; le rassurer sur ce qu'il croyait apercevoir de mortifiant dans sa renonciation à la couronne ; déjouer le complot formé pour lui faire croire à une sorte de conspiration entre la France et les Etats-Unis ; l'amener enfin à comprendre qu'il y avait pour lui une place honorable à prendre à côté de ces deux puissances, dans le réglement des destinées futures du pays où il avait infructueusement tenté de restaurer la monarchie.

La frégate américaine *Susquehannah* jetait précisément l'ancre devant Vera-Cruz, à l'heure où le conciliabule d'Orizaba terminait ses délibérations. Elle avait à bord deux envoyés du gouvernement de Washington : MM. Campbell et le général Sherman. Le premier avait en portefeuille ses lettres de créance comme représentant des Etats-Unis auprès du « président de la république mexicaine. » Cette désignation s'appliquait officiellement à Juarez; mais le général Sherman avait une mission supérieure et bien plus large, qui consistait à seconder les autorités françaises dans la réorganisation d'un gouvernement national au Mexique quel qu'en fût le chef. Rien n'était, en

effet, plus loin de la politique et de l'esprit américains que de vouloir ajouter à nos embarras et surtout de chercher un *casus belli* contre nous, ainsi qu'on l'a trop légèrement prétendu. M. Seward avait fort habilement exploité la nécessité où il nous voyait d'abandonner notre entreprise au Mexique, pour faire sans péril et à bon marché de la diplomatie à grand effet; mais il lui tardait de cesser un jeu qui, avec la France telle qu'elle était alors, pouvait entraîner malgré tout des conséquences imprévues et redoutables. Il tenait au départ de Maximilien, nullement à la réinstallation de Juarez, et ne demandait pas mieux que de faciliter la solution la plus conforme à nos intérêts et à notre dignité. La condition première de la mission Campbell Sherman était, toutefois, nécessairement de n'avoir en rien affaire à l'empereur; elle avait été décidée sur l'annonce de l'abdication. Or, la *Susquehannah* arriva dans les eaux de Vera-Cruz tout à point pour assister aux réjouissances des impérialistes célébrant le maintien de l'empire. Les envoyés américains n'avaient plus dès lors qu'à repartir. Le maréchal Bazaine, averti de leur présence, adressa au général Sherman, à titre de pure courtoisie, l'invitation de se rendre à Mexico; mais le message ne rejoignit le général qu'à la Nouvelle-Orléans, par suite d'un retard opportun qui lui épargna l'embarras d'y répondre directement. Maximilien, de son côté, eut l'étrange idée qu'il pourrait profiter de l'occa-

sion pour entrer en négociations avec les voisins qui avaient toujours refusé de le reconnaître. Un Anglais, M. Bourdillon, depuis longtemps établi au Mexique, où il cumulait avec le titre de correspondant du *Times* le rôle d'agent financier international, fut expédié à Vera-Cruz pour sonder le terrain. Il est inutile de dire que cette tentative de diplomatie fantaisiste n'eut pas de suite. Après avoir, pendant cinq jours, attendu les événements qui seuls auraient rendu sa présence utile, la *Susquehannah* reprit la mer pour aller toucher à Tampico et regagner ensuite la Nouvelle-Orléans.

Pendant ce temps, la coterie qui avait eu la funeste habileté de circonvenir l'empereur ne perdait pas une heure pour mettre à profit sa victoire. Dès le soir même du 29 novembre, elle avait eu soin de faire le plus de bruit possible autour de la détermination impériale. Par ses soins, le résultat des délibérations d'Orizaba avait été annoncé partout avec les manifestations d'usage aux jours d'heureuses nouvelles. On continuait ainsi à capter Maximilien par le simulacre d'une popularité de commande : en même temps, on l'engageait sans retour vis-à-vis du public, pour le cas où il lui serait survenu quelque velléité de se dédire encore une fois. Le lendemain, une note insérée au *Diario oficial*, annonçait à la population de la capitale que les alternatives par lesquelles elle avait passé depuis cinq semaines touchaient à leur

terme. Le 6 décembre, enfin, paraissait un manifeste impérial, dans lequel Maximilien, reprenant la parole comme souverain, proclamait lui-même ses intentions nouvelles. Ce manifeste était ainsi conçu :

« MEXICAINS !

« Des circonstances d'une haute gravité, se rapportant au bien-être de notre patrie, et rendues plus sensibles par des malheurs domestiques, avaient produit dans notre esprit la conviction que nous devions remettre entre vos mains le pouvoir que vous nous aviez confié.

« Notre conseil des ministres et notre conseil d'État, convoqués par nous, ont été d'avis que le bien du Mexique exige encore que nous restions au pouvoir. Nous avons cru de notre devoir d'accéder à leurs instances, leur annonçant en même temps notre intention de réunir un congrès national sur les bases les plus larges et les plus libérales, congrès auquel seront appelés tous les partis, et qui décidera si l'empire doit continuer à l'avenir. Au cas d'un vote affirmatif, ce congrès devra concourir à la rédaction des lois vitales pour la consolidation des institutions du pays. A cette fin, nos conseillers s'occupent activement de nous proposer les mesures opportunes. On fera en même temps les démarches nécessaires pour que tous les partis se prêtent à un arrangement sur cette base.

« En attendant, Mexicains, comptant sur vous tous, sans distinction de couleur politique, nous nous efforcerons de poursuivre avec courage et constance l'œuvre de régénération que vous avez confiée à votre compatriote

« MAXIMILIEN.

« Oribaza, 1er décembre 1866. »

On remarquera que ce document, publié le 6 décembre à Mexico, porte la date du 1er. En admettant qu'on se fût borné à le transmettre d'Orizaba par la poste, bien que la circonstance valût la peine d'employer le télégraphe, il y avait un retard de quatre jours. Ce délai n'était l'effet ni d'une négligence ni d'un hasard. La proclamation, rédigée aussitôt après le vote du conseil d'État, contenait, au sujet de la convocation d'un congrès, une promesse à laquelle Marquez, Miramon et le ministère avaient dû souscrire momentanément pour vaincre les dernières hésitations de Maximilien, mais qu'il n'entrait nullement dans leurs intentions de lui laisser tenir, et que, par conséquent, ils auraient voulu sinon effacer, du moins atténuer. Ce fut seulement après avoir épuisé tous les artifices pour y arriver que, rencontrant chez le prince une de ces résistances qu'ils avaient appris à ne pas heurter de front, ils durent, de guerre lasse, laisser paraître le manifeste tel quel. C'était d'ailleurs simple affaire de mots. Personne

ne crut au congrès, il n'en fut jamais question qu'à l'état de velléité platonique. Pour le parti qui avait retenu le prince, la situation se résumait dans la continuation du régime impérial exploité selon ses vues et à son profit. Du reste, les résolutions d'Orizaba ne furent pas présentées aux agents français comme autre chose que le maintien pur et simple du *statu quo*. M. Teodosio Lares et M. Luis de Arroyo, son collègue, ne voulant pas courir le risque d'explications échangées directement entre l'empereur et le maréchal Bazaine ou M. Dano, s'étaient fait déléguer le soin de notifier la détermination prise, et voici de quelle manière ils s'en étaient acquittés :

« *A S. Exc. le ministre de France à Mexico, M. A. Dano, S. Exc. le maréchal Bazaine et le général Castelnau.*

« Orizaba, 3 décembre 1866.

« Les soussignés, désignés par l'empereur Maximilien dans le but de décider les mesures que rendait nécessaires la mission du général Castelnau, mission que celui-ci nous a déclaré remplir de concert avec LL. EE. MM. le ministre plénipotentiaire Dano et le maréchal Bazaine, avons l'honneur de porter à leur connaissance qu'ayant communiqué à Sa Majesté l'Empereur la note du 7 du mois dernier, note signée par le maréchal Bazaine et le général Castelnau, en réponse à celle

que nous avions eu l'honneur de leur adresser le 4 du même mois, Sa Majesté, après un long et sérieux examen, de l'avis de ses ministres et de son conseil d'État, a décidé de prolonger son gouvernement, appuyé sur le pouvoir que lui a conféré la nation, et de le maintenir avec les seules ressources du pays, l'empereur des Français déclarant qu'il ne lui est plus possible de soutenir l'empire ni par son argent, ni par ses troupes, et persévérant dans la décision qu'il a prise de retirer celles-ci dans les premiers mois de 1867.

« S. M. l'empereur, poussant jusqu'au bout l'exécution de ses desseins, s'occupe des mesures nécessaires à la formation de l'armée mexicaine et à l'organisation des troupes qui doivent soutenir l'empire. Il espère que M. le maréchal Bazaine voudra bien donner ses ordres, en ce qui le concerne, aux commandants supérieurs français, ainsi qu'il l'annonce dans la note citée plus haut, pour que les troupes mexicaines, les établissements, les magasins militaires restent dès maintenant à la disposition exclusive de Sa Majesté, comptant toujours que les troupes françaises, pendant leur séjour au Mexique, protégeront les autorités et les populations dans les zones qu'elles occupent, sans entreprendre d'expéditions lointaines.

« Ce concours, dont les termes sont spécifiés dans la note du 7 novembre déjà citée, est accepté avec reconnaissance par Sa Majesté.

« S. M. l'empereur nous ordonne, en outre, de déclarer que toute question relative aux matières qui font l'objet de cette note, ou motivées par la résolution qu'il a prise, pourra être traitée avec le président du conseil des ministres qui, en cette qualité, a signé le premier.

« *Le président du conseil des ministres,*
« TEODOSIO LARES.

« *Le ministre de la maison de l'Empereur,*
« LUIS DE ARROYO. »

Pas un mot, on le voit, dans cette communication, qui rappelle la pensée d'un congrès ; il s'agit de « la prolongation » de l'empire et de rien autre chose. De plus, le dernier paragraphe substitue en termes péremptoires le ministère au souverain pour tous les rapports, soit avec le quartier général, soit avec la légation de France. Aussi est-ce au ministère que le maréchal Bazaine, M. Dano et le général Castelnau adressèrent la réponse dont voici le texte :

« Mexico, 8 décembre 1866.

« *A S. E. Teodosio Lares, président du conseil des ministres, etc.*

« Les soussignés ont reçu la note que LL. EE. MM. Teodosio Lares et Luis de Arroyo leur ont

fait l'honneur de leur adresser à la date du 3 courant.

« M. le président du conseil étant chargé de traiter des affaires qui font l'objet de cette note, les soussignés ont à lui faire connaître quelle est leur opinion au sujet de la détermination prise par Sa Majesté l'Empereur Maximilien de conserver le pouvoir que la nation mexicaine lui a conféré, et de maintenir son gouvernement avec les ressources du pays.

« Les sacrifices du gouvernement des soussignés et leurs efforts personnels pour établir la forme monarchique au Mexique n'ont pas besoin d'être rappelés. Les agents de la France regrettent profondément une crise qu'ils eussent voulu rendre impossible. Toutefois, après avoir mûrement examiné la situation, ils sont arrivés à cette conviction que le gouvernement impérial serait impuissant à se soutenir avec ses seules ressources.

« Si pénible que cela soit, et sans prétendre influencer en rien la décision finale, il considèrent comme un devoir de le déclarer, en ajoutant qu'en l'état actuel des choses, la résolution suprême et généreuse à laquelle l'Empereur Maximilien paraissait vouloir s'arrêter il y a un mois eût seule permis de chercher une solution propre à sauvegarder tous les intérêts.

« Pour ce qui a trait à la question militaire et tout ce qui s'y rapporte, il a déjà été répondu par les agents français compétents. De nouvelles

explications seraient fournies par eux si elles devenaient nécessaires.

« BAZAINE, ALPH. DANO, CASTELNAU. »

Cette note ne faisait que continuer l'attitude passive et la réserve incertaine dans lesquelles les représentants de la France passaient leur vie depuis le commencement de la crise. Sans doute, la situation était désormais difficile à redresser ; sans doute, on avait perdu bien du temps et laissé échapper l'occasion de prendre la direction des événements ; mais il y avait encore, dans le double jeu même qui se jouait autour de l'empereur, une chance de ressaisir la partie. On pouvait invoquer les termes de la proclamation impériale ; montrer à Maximilien que ses ministres le faisaient, dès le premier pas, manquer à sa parole ; lui dévoiler qu'ils étaient préoccupés uniquement de leur cause, non de la sienne, et obtenir la convocation de ce Congrès qui pouvait encore sauver bien des choses et permettre à tout le monde de se retirer dignement. On sanctionna au contraire l'omnipotence ministérielle en l'acceptant. On considéra qu'il n'y avait plus qu'à laisser les choses à elles-mêmes et le général Castelnau expédia la dépêche qui devait donner, dans les ports français, le signal de l'envoi immédiat des navires destinés à rapatrier le corps expéditionnaire.

Jusque-là, en effet, la date de l'évacuation définitive du Mexique était restée en suspens. On a vu

que le premier départ, fixé au mois d'octobre 1866, avait été contremandé par le télégramme même qui annonçait la mission du général Castelnau. Il y avait à prévoir le cas où, l'empereur parti, un nouveau gouvernement aurait à être organisé. Dans cette éventualité, la présence de nos troupes pouvait devenir nécessaire pendant quelques mois de plus, et il avait été décidé que, si besoin était, elles resteraient au complet jusqu'à l'automne de 1867. Ces dispositions avaient l'assentiment des États-Unis qui, je ne saurais assez le répéter, étaient beaucoup plus désireux de paraître régenter la situation que d'ajouter à nos difficultés. On voit combien, avec un peu de clairvoyance et de fermeté, les choses auraient pu changer de face. Mais ces deux qualités, qui avaient fait défaut depuis trois ans, manquaient plus que jamais à ce moment décisif. La faute, il est juste de le dire, en était pour une bonne part à la confusion des rôles et des pouvoirs entre les hommes chargés de dégager la politique française. La prépondérance militaire du quartier général avait constamment fait à notre représentant diplomatique une position insuffisamment libre, sinon subalterne ; le maréchal Bazaine, de son côté, irrésolu sous les dehors d'un caractère entier, travaillé de velléités qui ne savaient pas être des volontés, abritait les contradictions de sa conduite derrière la nécessité de ne pas toucher à la politique sans le concours de la légation. Quant au général Castelnau, venant di-

rectement de France avec un mandat spécial, apportant les dernières instructions de Napoléon III et une autorité illimitée pour agir suivant les circonstances, sa présence ne servit en réalité qu'à annihiler la double autorité qui représentait notre gouvernement au Mexique avant son arrivée. Ses pouvoirs n'allaient pas seulement jusqu'à rapprocher ou retarder la date de l'évacuation ; il avait, au besoin, le droit d'intimer au général Bazaine l'ordre de rentrer en France, en remettant au général Douay le commandement du corps expéditionnaire. A deux ou trois reprises différentes, l'intention de prendre ce parti sembla percer dans l'irritation de son langage à l'endroit du quartier-général ; mais il ne put sans doute se résoudre à faire un éclat dont la responsabilité aurait pesé exclusivement sur lui et dépassait de beaucoup celle qu'un officier, même du plus haut grade, a l'habitude d'assumer [1].

1. Un journal fondé à Mexico après l'évacuation, le *Courrier du Mexique*, a publié à ce sujet, dans son numéro du 6 juin 1867, les détails suivants que le rédacteur dit tenir d'un haut personnage français :

« La mission du général Castelnau était, après examen, de retirer le commandement au général Bazaine pour le remettre au général Douay. Dans les commencements, le général de brigade avait subi l'influence de la haute position du commandant en chef. Cependant, il avait compris la nécessité d'en finir, et, après s'être assuré de l'acceptation du général Douay, il avait pris la résolution de faire connaître au maréchal le but véritable de sa mission. Malheureusement la nuit fut mauvaise conseillère, et le lendemain toutes les bonnes résolutions avaient disparu. »

C'était à lui, en somme, qu'il aurait appartenu de trancher la situation, après avoir entendu le maréchal et le ministre de France, à titre purement consultatif. Mais sa vie à la cour des Tuileries l'avait mal préparé pour une initiative aussi vigoureuse, surtout vis-à-vis d'un empereur. Il tombait dans un pays dont il ne savait rien, pas même la langue ; il se voyait jeté à l'improviste au milieu d'événements dont il n'avait pas eu à l'avance la moindre notion. De plus, il y avait inévitablement quelque chose de faux dans la position d'un simple général de brigade appelé à prendre des décisions en dernier ressort, à côté et même à l'encontre d'un maréchal de France. Quels que fussent l'étendue et le caractère du mandat spécial, l'infériorité hiérarchique, au point de vue militaire, ne pouvait complétement disparaître. L'intervention du général Castelnau demeura donc stérile, si même elle ne fut pas un mal, car elle ne servit à rien résoudre et fournit au quartier général comme à la légation un motif pour éluder des responsabilités qu'on y était déjà très-peu disposé à assumer. Ce fut, suivant l'expression d'un Américain, spectateur attristé de ce désarroi : « un trio d'irrésolutions s'aggravant l'une par l'autre et se disculpant l'une sur l'autre. » Et le même observateur [1] ajoutait cette

1. M. Reynolds, gouverneur de la Georgie pendant la guerre de sécession, et l'un des hommes éminents du Sud des États-Unis.

réflexion profonde que nos gouvernants, quels qu'ils soient, ne devraient jamais perdre de vue : « Il faut choisir, pour servir leur pays au loin, des hommes tout autres que ceux qui suffisent à le servir de près. »

CHAPITRE VI

SOMMAIRE : Maximilien reprend le chemin de Mexico. — Haltes sur la route. — Démarche inutile de M. Dano et du général Castelnau. — Nouvelle consultation sur la prolongation de l'empire. — Rentrée au palais. — L'empereur en chartre privée. — Les derniers jours de l'intervention. — Démêlés et conflits.

Le 12 décembre 1866, Maximilien reprenait le chemin de Mexico ; il serait plus exact de dire qu'on le lui faisait reprendre, car la part de sa volonté dans ses actes était devenue à peu près nulle. Pour son goût, il eût de beaucoup préféré continuer à herboriser dans la vallée d'Orizaba. La lenteur qu'il mit à rentrer dans son palais montra du reste combien peu il était pressé de se retrouver aux prises avec les réalités du gouvernement, malgré l'ardeur apparente avec laquelle il venait de ressaisir la couronne. Arrivé le 15 à Puebla, il y fit une halte qui, limitée dans le principe à deux ou trois jours, se prolongea près de trois semaines. M. Dano et le général Castelnau

crurent entrevoir, dans ce temps d'arrêt, l'indice d'indécisions nouvelles et une chance favorable pour tenter la démarche dont les vacillations du maréchal avaient laissé passer l'occasion un mois auparavant. Ils se mirent en route le 20 décembre, dans le but d'aller conférer avec l'empereur et de voir s'il ne serait pas encore possible de le ramener à la pensée du départ. Leur démarche eut le succès auquel on pouvait d'avance s'attendre auprès d'un homme engagé d'honneur et d'amour-propre à rester, après avoir eu pour ainsi dire le pied sur le navire qui devait l'emmener.

Admis non sans peine auprès de Maximilien, la seule réponse qu'ils obtinrent fut celle-ci : « Mon intention n'est pas de m'imposer au Mexique ; mais je veux le quitter à mon heure, après qu'un congrès aura organisé le gouvernement appelé à me succéder. »

Les deux représentants de la France tentèrent d'objecter que les juaristes seraient bientôt maîtres des trois quarts du pays, que la réunion d'un congrès était par conséquent impossible sans leur concours, et qu'il n'y avait pas à se flatter d'obtenir ce concours par un appel quelconque du gouvernement impérial. Il leur fut répliqué que les négociations étaient déjà ouvertes avec les principaux chefs, et qu'on avait le meilleur espoir d'arriver à une entente. La vérité était que le colonel Lamadrid, expédié auprès du général Porfirio Diaz pour essayer de nouer des pour-

parlers, n'avait pas même été admis à exposer l'objet de sa mission.

De leur tardive excursion, M. Dano et le général Castelnau ne rapportèrent à Mexico que le souvenir d'une réception médiocrement courtoise et la certitude qu'il serait désormais inutile de vouloir faire entendre quoi que ce fût à l'empereur. Ils avaient pu constater *de visu* l'état de séquestration où vivait le malheureux prince, tenu en dehors de toutes les affaires et dans l'ignorance de toutes les nouvelles. Sa correspondance particulière même n'était pas à l'abri de l'ombrageuse vigilance des maîtres qu'il s'était donnés, en croyant accepter des auxiliaires. Pour que nulle influence incommode ne vînt les gêner, les hommes décidés à gouverner sous son nom avaient réussi à lui faire décréter la suppression complète du cabinet fondé par M. Éloin et à la tête duquel se trouvait en dernier lieu le capitaine Pierron. Officier du plus haut mérite et travailleur infatigable, M. Pierron était en outre un caractère rare. Demeuré à son poste malgré la difficulté croissante des circonstances, au risque de voir briser la brillante carrière militaire qui s'ouvrait devant lui [1], il était de ceux qui pensaient que

1. Cette généreuse constance fit encourir au capitaine Pierron le déplaisir du maréchal Bazaine, et lui valut d'être mis en disponibilité hors cadres. Ce ne fut pas sans peine qu'il obtint de rentrer au service. Par un singulier rapprochement de la destinée, il se trouvait auprès de Napoléon III en qualité d'officier d'ordonnance, lors du désastre de 1870.

l'empereur avait eu raison de ne point quitter le Mexique ; mais là s'arrêtait sa communauté d'idées avec l'entourage impérial. On le savait incapable de pactiser avec aucune coterie. Un moment pouvait venir où il donnerait des conseils autres que ceux qu'on voulait faire aveuglément accepter ; or, le passé avait démontré que, tout en écoutant avec une certaine impatience cette voix trop franche pour son goût, Maximilien en subissait parfois l'ascendant. Le voisinage d'un tel homme risquait de devenir dangereux. D'un autre côté, révoquer brutalement M. Pierron, pour lui donner un successeur direct, n'était pas chose facile. Sans l'aimer beaucoup, l'empereur l'estimait ; peut-être ne se fût-il pas prêté sans résistance à un procédé blessant envers lui. On tourna la difficulté en décrétant que, par mesure d'économie, il n'y aurait plus à l'avenir qu'un secrétaire particulier de Sa Majesté.

L'expédient était d'autant plus ingénieux que le secrétaire se trouvait tout nommé et déjà en possession. Le Père Fischer n'avait qu'à continuer, à titre définitif et exclusif, les fonctions dont il s'était emparé pendant le séjour d'Orizaba. Il demeurait ainsi l'unique intermédiaire entre l'empereur et les ministres, qui avaient appris à compter sur lui. Le travail d'accaparement et d'isolement poursuivi depuis six semaines autour du prince était désormais complet.

C'est à Puebla que Maximilien reçut, le 1er jan-

vier 1866, les souhaits pour la nouvelle année dont il ne devait pas voir la fin. Le 3, il se décida enfin à continuer son voyage et arriva le 5 à la maison de campagne de la Teja, aux portes de Mexico. Là, il s'arrêta encore une fois, comme s'il ne pouvait se résoudre à franchir les derniers pas qui le séparaient de son palais. Le lendemain de son arrivée, M. Dano et le général Castelnau se présentèrent avec la double intention de lui faire la visite à laquelle avait droit un souverain revenant dans sa capitale, et de tenter, pour l'acquit de leur conscience, un suprême effort sur ses résolutions. Suivant son habitude de dîner à trois heures de l'après-midi, l'empereur était à table ; le capitaine Pierron dînait avec lui. Il fit dire qu'il était souffrant et ne pouvait recevoir personne. Le général Castelnau revint seul le lendemain et fut plus heureux, en ce sens qu'il ne se vit pas éconduit, mais là se borna sa victoire. Aux premiers mots qu'il voulut hasarder touchant la question d'avenir, il fut arrêté net par la déclaration que la détermination prise était immuable, et que le départ des troupes françaises n'y pouvait rien changer.

Il semble pourtant que cette dernière station à la Teja ait été marquée, chez l'empereur, par un retour d'hésitation assez sérieux pour rendre nécessaire une seconde consultation politique analogue à celle d'Orizaba. La réunion, convoquée au palais le 14 janvier, se composait de trente-cinq

personnes convenablement choisies, cela va s dire, auxquelles fut soumise la question s vante :

« Dans les circonstances actuelles du pays, et en vue des chiffres présentés par les ministres de la guerre et des finances, le gouvernement impérial doit-il et peut-il entreprendre la pacification ? »

Chacun des assistants fut successivement invité à prendre la parole et à donner son opinion motivée, tant sur la question elle-même que sur les calculs ministériels dont elle était accompagnée. Sur ce dernier terrain, les avocats de la prolongation de la lutte se montrèrent très-sobres de développements et éludèrent presque tous la discussion ; les plus optimistes la sentaient impossible ; ils se tinrent dans des généralités entourées de réticences. Ceux, par contre, qui élevèrent courageusement la voix pour réitérer le conseil d'abdiquer, n'eurent point de peine à démontrer l'inanité presque dérisoire des ressources avec lesquelles on prétendait reconstituer l'empire démembré. Le maréchal Bazaine, appelé par le désir exprès de Maximilien, était le seul Français présent. Il donna lecture d'une note qui faisait très-clairement ressortir l'issue inévitable de l'aventure où on parlait de se lancer, mais en s'abstenant de conclure. En résumé, de même qu'à Orizaba, on put dire à l'empereur que la majorité s'était prononcée contre l'abandon de la partie, et que, con-

séquemment, le vœu de la nation le retenait au Mexique. C'était tout ce qu'il fallait.

La semaine suivante, Maximilien rentrait enfin dans Mexico et allait se réinstaller au palais, trois mois jour pour jour après l'avoir quitté avec la pensée de n'en jamais repasser le seuil. Il avait mis plus de cinq semaines à revenir d'Orizaba. Par une rencontre de dates qui fournit, dans cette triste histoire, une occasion nouvelle aux rapprochements fatidiques, ce fut le 21 janvier, l'anniversaire de l'exécution d'un roi, qu'il choisit pour consacrer d'une manière irrévocable, en reprenant possession de la résidence impériale, la détermination qui devait le conduire à la mort [1].

Cette détermination, on a vu de quelles étranges vicissitudes, de quelles tergiversations multiples elle était sortie. Étudiée de près, elle apparaît bien moins comme un acte de volonté personnelle et raisonnée, que comme la résultante d'une série de concessions faites de guerre lasse à d'habiles et persistantes suggestions. De même qu'il s'était laissé ramener d'Orizaba, Maximilien se laissa retenir à Mexico plutôt qu'il n'y resta de propos ferme et délibéré. Parmi les sentiments auxquels il obéit en renonçant à partir, l'ambition, telle qu'on la conçoit d'ordinaire, tint certainement la moindre place. Son entourage avait éveillé en lui une sourde animosité contre la France ; il céda,

1. Voir *notes et pièces justificatives*. lettre B.

partie à la satisfaction de prendre le contre-pied de ce que la France voulait, partie à l'espoir chimérique de jouer un rôle éclatant sans elle et malgré elle. La faiblesse de caractère qui le livrait sans défense à qui savait l'exploiter fit le reste. Pendant ces longues semaines de suspens et de combat moral, sa pensée vraie, son désir constant fut, à n'en pas douter, de jeter bas le fardeau du pouvoir. Mais, dominé et circonvenu, il ne trouva jamais le quart d'heure de décision nécessaire pour ajouter la dernière phrase à l'acte d'abdication commencé le 21 octobre. Il finit par le déchirer, à l'heure où le spectacle qu'il avait sous les yeux l'avertissait plus que jamais de le signer.

Le 15 janvier, le général de Castagny avait fait son entrée dans la capitale avec la dernière colonne française venant de l'intérieur. Son arrivée marquait le terme du mouvement de concentration. La descente vers la côte se poursuivait à son tour avec toute la célérité possible. De semaine en semaine, on voyait des convois militaires sans cesse grossissants prendre le chemin de Vera-Cruz, suivis par le flot de la population civile qui préférait tout abandonner que de rester exposée aux représailles du parti juariste. Il n'était plus question de départs échelonnés, d'occupation partielle prolongée jusqu'à l'automne ; l'envoi des bâtiments de transport avait été réglé en France de telle sorte que l'embarquement de l'armée entière s'effectuât presque simultanément. Encore un petit

nombre de jours et l'évacuation totale serait un fait accompli.

Sur les pas de nos soldats, le pays s'était en quelque sorte refermé pour l'empire, rouvert pour la république. Les villes que les commandants français remettaient, en les quittant, aux mains des autorités impériales, y restaient tout juste le temps nécessaire pour qu'un détachement juariste vînt les occuper. Le plus souvent, ce détachement n'avait même pas à brûler une amorce ; s'il lui arrivait par exception de rencontrer sur sa route un des faibles et rares contingents que la fermeté d'un officier dévoué maintenait encore sous le drapeau impérial, c'était l'affaire d'une escarmouche dont l'issue était écrite d'avance. Nulle part, la moindre démonstration de résistance de la part des populations ; presque partout, au contraire, un empressement spontané, une cordialité non équivoque à accueillir le gouvernement qui reprenait possession du territoire. Une administration nouvelle s'organisait ainsi de proche en proche au nom de Juarez, reconnue et obéie de tout le monde, fonctionnant aussitôt installée avec la régularité d'un régime qui n'aurait pas connu d'interrègne. Une égale soumission à l'autorité du président de la République s'établissait parmi les chefs militaires qui, durant l'occupation française, avaient agi plus ou moins au hasard, d'après leurs inspirations, sinon pour leur compte personnel. Une tentative faite par le général Ortega pour re-

vendiquer la présidence en vertu d'une argutie légale, avortait dans le ridicule et se dénouait prosaïquement par l'arrestation du malencontreux prétendant, resté l'unique partisan de sa propre candidature, phénomène sans exemple dans les annales des *pronunciamientos*.

C'était comme un changement à vue, donnant l'exacte contre-partie de la scène à laquelle on avait assisté en 1864, alors que Juarez, reculant sans cesse devant le drapeau de l'intervention, voyait son armée fondre autour de lui, le territoire se dérober sous ses pieds d'étape en étape, et les villes se livrer l'une après l'autre à l'empire récemment proclamé. La conquête matérielle et morale dont M. Zamacona, deux années auparavant, constatait avec une si amère douleur les progrès au profit de l'œuvre de l'intervention, s'accomplissait maintenant en sens inverse, et plus rapidement encore, au profit du fugitif de 1864. Relégué quelques semaines auparavant au fond des solitudes de Chihuahua, Juarez et ses ministres étaient déjà revenus jusqu'à Zacatecas, et se disposaient à établir le siége du gouvernement à San Luis Potosi [1], en attendant le moment de se reporter à Mexico même. De quelques lieux qu'ils fussent datés, d'ailleurs, leurs décrets et leurs

1. Chihuahua est à 1,800 kilomètres de Mexico, Zacatecas à 700, San Luis Potosi à 450.

Le simple énoncé de ces distances permet de mesurer la marche des événements.

ordres faisaient loi aussi complétement que s'ils étaient partis de la capitale.

En face de cette renaissance de la république au-devant de laquelle allaient, pour ainsi dire, d'eux-mêmes tous les éléments de réorganisation, l'empire demeurait réduit à la possession précaire de cinq ou six villes, à quelques milliers de soldats obtenus pour la plupart à l'aide du recrutement forcé, aux expédients pécuniaires les plus misérables et les plus odieux. Pour se procurer des hommes, il fallait faire des razzias de passants dans les rues; pour se procurer de l'argent, on en était réduit à décréter des contributions arbitraires et à jeter en prison les contribuables récalcitrants; puis, comme cela ne réussissait pas encore à faire ouvrir les caisses, on opérait au milieu de la nuit une descente de police chez ceux où il y avait certitude de trouver le coffre-fort bien garni, et l'on enlevait 150,000 francs à l'un, 90,000 francs à l'autre. C'est ainsi que se réalisaient les promesses de concours unanime des populations, solennellement faites et solennellement réitérées au malheureux Maximilien pour le déterminer à reprendre la couronne au nom de la volonté nationale!

Si étrange et si incompréhensible que cela paraisse, il faut dire à l'honneur du malheureux prince qu'il vivait dans l'ignorance à peu près complète des mesures prises par ses ministres, comme de l'état même du pays. La claustration qui avait commencé à Orizaba, que M. Dano et le

général Castelnau avaient constatée à Puebla, était devenue plus étroite que jamais depuis le retour au palais. Le père Fischer cumulait avec ses fonctions officielles, sinon précisément le rôle de geôlier, celui du moins d'un surveillant chargé d'assourdir les échos du dehors avant de leur permettre d'arriver à l'appartement impérial. Les choses en étaient à ce degré que M. Hoorickx, chargé d'affaires de Belgique, voulant faire tenir à l'empereur une lettre reçue d'Europe, se voyait obligé de recourir à un homme de la livrée, gagné à prix d'argent. Un Français, M. Thiele, auquel l'empereur avait confié secrètement une mission, ne put lui en rendre compte qu'en se glissant de nuit, avec mille précautions, à travers les escaliers et les corridors du palais. Il trouva l'édifice à peine éclairé, plongé dans un morne silence et dans une solitude qui n'empêchait pas pourtant de sentir le malaise d'une vigilance occulte. « Quand je suis sorti, racontait-il le lendemain, je me faisais à moi-même l'effet d'un homme qui vient de s'évader d'une prison. » C'était, pour un souverain, une misérable autant que singulière existence, et l'on ne s'explique pas comment, en dépit des incertitudes de son esprit et des faiblesses de son caractère, Maximilien pouvait s'abandonner lui-même au point de la subir. Mais ce qui devient plus inexplicable encore, c'est qu'il avait conscience de l'état auquel il se laissait réduire. Comme M. Thiele, dans l'entrevue dont je viens de parler, lui racon-

tait la peine qu'il avait eue pour pénétrer jusqu'à lui : « Que voulez-vous ? répondit l'empereur d'un ton de nonchalante indifférence, on ne peut pas se fier à ces gens-là ; on me cache tout ; on déchire même mes lettres. » Un autre jour, M. Dano, dans une audience que force avait été d'accorder à son insistance, essayait discrètement de le mettre en garde contre le père Fischer. « Ah ! s'écria Maximilien en l'interrompant, vous ne m'apprenez rien, je le connais mieux que vous. » Et il se mit à faire de son secrétaire intime une telle esquisse biographique que le ministre de France ne put s'empêcher de lui demander : « Mais alors, sire, pourquoi le gardez-vous ? » L'empereur se contenta de hausser les épaules, en homme qui pense : « A quoi cela m'avancerait-il ? » et changea de conversation.

Comme dernier trait à ce triste tableau, l'hostilité latente jusque-là du ministère et du quartier général français éclatait publiquement et dégénérait en conflit déclaré. Depuis le mois de novembre, le président du conseil, M. Teodosio Lares, n'avait laissé échapper aucune occasion d'épancher son amertume contre l'intervention. Dans les divers documents relatifs à l'abdication, notamment dans une circulaire diplomatique des premiers jours de décembre, il avait mêlé à l'exposé des faits les insinuations les plus blessantes à l'endroit de la politique de la France et de la conduite de ses représentants. Ceux-ci avaient répondu par la

publication d'une note semi-officielle, où M. Lares et ses collègues étaient à leur tour assez durement traités. « Les agents de l'intervention, disait cette note, ne veulent prendre aucune part à des menées intéressées, qui n'auront d'autre effet que de raviver les haines et de ranimer la guerre civile qu'ils auraient voulu éteindre. » C'était répudier et condamner dans les termes les plus sévères le parti qui, pour servir ses vues particulières, avait retenu Maximilien au Mexique. Nonobstant cet échange de récriminations, cependant, les relations courantes s'étaient maintenues de part et d'autre sur un pied d'apparente convenance jusque vers le commencement de janvier. Une question d'argent amena la rupture ouverte. En vertu d'une convention signée six mois auparavant, le trésor français percevait directement et pour son propre compte une partie des droits de douane payés à Vera-Cruz. M. Lares entreprit d'obtenir du maréchal Bazaine qu'il renonçât au bénéfice de cette stipulation, en invoquant la pénurie des finances mexicaines et en faisant intervenir l'empereur lui-même. Déçu dans son espérance, il voulut recourir aux grands moyens. Il éleva la prétention de tenir pour nulles les quittances douanières délivrées à Vera-Cruz par l'administration française, et d'exiger des négociants de Mexico un second acquittement des droits avant de permettre qu'ils prissent possession de leurs marchandises. Le commerce, pour qui une pareille

exigence équivalait à la ruine, en appela à M. de Maintenant, devenu le chef de notre mission financière. M. de Maintenant essaya de faire entendre raison au ministère, puis, comme celui-ci faisait mine de passer outre, il requit l'appui du maréchal. Une note du quartier général autorisa publiquement les négociants auxquels la douane de Mexico demanderait un nouveau payement des droits acquittés à Vera-Cruz, à requérir l'assistance de la force armée pour se faire délivrer leurs caisses et leurs ballots.

On n'était pas sorti de ce premier conflit, qu'il en surgissait un autre, encore plus grave et de nature plus délicate. Un voyageur nommé Garay est arrêté en entrant dans Mexico, comme suspect d'entretenir des relations avec les juaristes. Les papiers trouvés sur lui confirment les premiers soupçons et l'arrestation est maintenue. Mais alors le prisonnier exhibe un sauf-conduit délivré par l'autorité militaire française et se réclame du maréchal Bazaine. Celui-ci demande en effet que Garay soit mis en liberté; le ministère s'y refuse et fait publier un récit à la fois insolent et perfide de l'incident, dans le journal *La Patria*. Le maréchal, à son tour, fait arrêter le rédacteur de la feuille officieuse et bientôt après le chef même de la police, le général Ugarte. Pendant quarante-huit heures, il fut assez difficile de prévoir comment se dénouerait l'affaire. Le ministère se décida enfin à laisser aller M. Garay et le quartier gé-

néral relâcha également ses deux prisonniers : mais la rupture demeura irrémédiable.

M. Lares n'avait pas attendu cet incident pour accuser à mots couverts le commandant en chef de l'armée française de pactiser avec les ennemis de l'empire. L'accusation fut désormais articulée tout haut dans le cercle ministériel. On rapprochait la protection accordée à Garay de la tolérance déployée envers les bandes juaristes, dont les coureurs venaient impunément se montrer aux portes mêmes de la capitale ; on faisait en outre ressortir le soin avec lequel ces bandes évitaient, de leur côté, d'inquiéter les détachements ou même les soldats français isolés qui passaient à leur portée. On concluait à l'existence d'une entente secrète, d'un accord d'inaction réciproque. L'imputation arriva à se glisser dans une note officielle, en termes tellement transparents qu'il était impossible de la laisser passer inaperçue. Le maréchal la releva en notifiant à M. Lares qu'il refusait d'avoir à l'avenir aucun rapport avec son ministère. Il écrivit en même temps à l'empereur, pour lui communiquer cette détermination et les motifs qui l'avaient provoquée, une lettre où se trouvait le paragraphe suivant :

« Je crois rendre encore service à l'empereur en essayant de l'éclairer sur les tendances et les insinuations perfides d'une faction qui ne réunit que peu de sympathies et dont les chefs abusent de l'ascendant qu'ils croient avoir, ou de la confiance

qu'ils ont su inspirer, pour préparer au Mexique et à Votre Majesté une ère de sanglantes représailles, de douloureuses péripéties, de ruine, d'anarchie et d'humiliations sans nombre. »

C'était déployer trop tard l'énergie de la vérité. Le moment où cet avertissement aurait dû être donné et aurait pu être entendu était passé depuis longtemps. Maximilien appartenait maintenant aux hommes mêmes qu'on lui dénonçait; ils lui avaient imposé leur cause en affectant de servir la sienne; ils agissaient en son nom et dictaient ses actes. Aussi, la lettre du maréchal, transmise par l'intermédiaire obligé du père Fischer, était-elle renvoyée deux heures plus tard au quartier général avec une note ainsi conçue :

« 28 janvier, 7 heures du soir.

« Monsieur le maréchal,

« Sa Majesté l'Empereur m'ordonne à l'instant de retourner à Votre Excellence la lettre ci-jointe, ne pouvant admettre que vous parliez de ses ministres dans les termes qui s'y trouvent employés.

« A moins que Votre Excellence ne juge à propos de donner une satisfaction au sujet de ces termes, Sa Majesté m'ordonne de faire savoir à Votre Excellence que, dans ces conditions, Elle ne veut plus à l'avenir avoir aucune relation directe avec Votre Excellence.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« *Signé* FISCHER. »

A la réception de ce message, le maréchal jeta feu et flammes, parla de faire sortir immédiatement ses troupes de la ville, chercha quelle réparation il pourrait exiger de l'injure qui lui était faite. Mais force lui fut de reconnaître qu'il était désarmé en face de gens qui savaient n'avoir plus rien à espérer, plus rien à craindre de lui. L'effet de ses ordres étant désormais limité à quelques jours, toute mesure de représailles aurait trahi son dépit sans venger sa dignité. Il se résigna donc à laisser les choses telles quelles. Le dernier mot de l'intervention française au Mexique était dit.

CHAPITRE VII

SOMMAIRE : Evacuation de Mexico par l'armée française. — Perplexités de la population. — Maximilien plus irrésolu que jamais. — Victoire éphémère du général Miramon. — Lettre de l'empereur. Prompte désillusion. — L'empereur demande un plan de conduite à M. Teodosio Lares. — Réponse de celui-ci. — Départ pour Queretaro.

Le 5 février 1867, à dix heures du matin, le drapeau tricolore cessa de flotter sur le palais de Buena-Vista qui, depuis le 10 juin 1863, avait servi de quartier général à l'expédition et de résidence à son chef. C'était le signal de l'évacuation définitive de la capitale. Les quelques milliers d'hommes qui y restaient encore se massèrent sur l'avenue du Paseo ; le maréchal les passa rapidement en revue, puis se mit à leur tête, et la colonne traversa la ville, tambours battant, enseignes déployées, pour aller rejoindre la route de Puebla. Voici en quels termes le maréchal lui-même a rendu compte de ce départ dans une dépêche

adressée au ministre de la guerre : « La population, accourue en foule au point de réunion et groupée sur tout le parcours, resta calme et silencieuse, témoignant par son attitude de sa sympathie pour l'armée qui la quittait et des appréhensions que ce départ lui causait. Les fenêtres du palais étaient complétement fermées. »

L'esquisse est exacte, mais elle n'est pas complète. En dehors des appréhensions et des regrets, un autre sentiment encore se dégageait de l'attitude de la foule, et ce n'était ni le moins profond ni le moins facile à percevoir. Mieux que personne surtout le maréchal put s'en rendre compte. Parmi les groupes pressés de spectateurs, bien des gestes d'adieu, bien des signes de bon souvenir s'échangeaient en silence avec les officiers et les soldats, à mesure que défilaient les bataillons. Sur le passage du commandant en chef, rien que cette immobilité muette et glaciale qui n'est pas seulement la leçon des rois, mais qui devient parfois la plus éloquente et la plus lourde des improbations. Dans tout ce peuple, pas un visage qui ne dît au maréchal avec quelle accablante unanimité le jugement public le rendait responsable des espérances déçues et de la situation qu'il laissait derrière lui. Ce jugement devait lui être d'autant plus cruel qu'il ne pouvait ignorer que l'armée en grande partie s'y associait. Quelques jours auparavant, dans une réunion presque exclusivement militaire où l'on parlait des fautes de Maximilien, un offi-

cier supérieur [1] s'était écrié : « Le plus coupable n'est pas celui qui a commis les fautes; c'est celui qui, devant les empêcher, les a laissé commettre. » Pas une voix n'avait protesté.

Quant au corps expéditionnaire, la dépêche au ministre disait vrai : les sympathies générales l'accompagnaient dans sa retraite. Même chez ceux qu'il avait combattus, pour qui sa présence était une contrainte et qui saluaient son départ comme un signe du triomphe de leur cause, l'estime tempérait l'animosité engendrée par la lutte. De quelque manière en effet qu'on envisage, au point de vue politique, le but, la conduite et le dénoûment de cette lointaine entreprise, elle a droit à une page d'honneur dans nos annales militaires. Rarement la solidité, la constance, la discipline d'une armée ont aussi victorieusement traversé épreuves pareilles et aussi prolongées. Un effectif de trente mille hommes parcourant d'une extrémité à l'autre et dans tous les sens un pays tel que le Mexique, arrivant à installer dans toutes les villes le gouvernement qu'il était chargé d'appuyer, n'échouant dans sa mission que par l'insuffisance de ce gouvernement lui-même et se repliant alors à travers des distances immenses [2] sans être un seul jour entamé, sans que son drapeau soit

1. Le général Neigre.

2. Suivant la pittoresque expression du colonel de Courcy, il est tel de nos régiments qui « rapportait 1,800 lieues de pays à la semelle de ses souliers. »

compromis, un tel spectacle ne pouvait manquer de frapper le peuple qui en était témoin. Au Mexique, d'ailleurs, comme partout où ils passent, nos soldats avaient su entrer dans la vie populaire avec cet entrain familier qui fait oublier de voir en eux des étrangers et des ennemis. La longueur du séjour avait permis aux officiers de nouer des relations sociales où les rapports de courtoisie s'étaient souvent transformés en intimité. Tout se réunissait donc pour que, malgré la tournure déplorable qu'avaient prise les événements, le nom français conservât en grande partie son ancienne place dans les sentiments de la nation mexicaine et ne tardât pas à la reconquérir tout entière. Ce qui s'est passé depuis nos désastres nous en a déjà fourni la preuve; l'avenir le montrera mieux encore.

Sur le moment, toutefois, on restait à Mexico en présence d'une question pleine de perplexités. Tous les Français ne partaient pas. Il y avait d'abord M. Dano qui, malgré les difficultés et les dangers en perspective, se considérait comme retenu par un double devoir auprès de Maximilien et au milieu de ses nationaux. Avec lui restaient le chancelier de la légation, M. Colleau, et M. Forest, consul de France à Mazatlan, revenu dans la capitale après l'évacuation de ce port. Ils demeuraient seuls de tout ce qui, à titres divers, avait officiellement représenté la France pendant l'occupation, et nul ne pouvait dire ce qui leur advien-

drait du périlleux honneur d'être les derniers à personnifier l'intervention. Il y avait ensuite les résidents français attachés au pays par un établissement de longue date ou contraints de demeurer en dépit de toutes les appréhensions, soit par raisons de famille, soit pour veiller à leurs intérêts. Le nombre en était considérable encore [1], malgré l'émigration toujours croissante qui avait suivi les derniers convois militaires. Que se passerait-il aussi pour eux? On savait une partie de l'entourage de l'empereur animée à leur égard de dispositions assez peu amicales; le général Marquez allait devenir le bras droit du gouvernement, et l'on se rappelait de quoi il était capable; enfin la populace est partout facile à soulever, et les provocateurs avaient beau jeu au milieu des émotions de ce qu'ils pouvaient appeler un jour de délivrance.

C'était plus qu'il n'en fallait pour justifier l'inquiétude chez les moins timides, même en mettant de côté le souci plus grave encore de ce que pouvait réserver dans l'avenir le triomphe inévitable du parti de Juarez.

Les heures qui suivirent le départ de nos dernières troupes s'écoulèrent dans une attente pleine d'anxiété, bien que la ville conservât son aspect habituel. Vers six heures du soir, une affiche apprit aux habitants que Marquez, nommé commandant en chef du second corps d'armée, était investi des

1. Deux mille environ.

fonctions de gouverneur militaire de la capitale. Lui-même l'annonçait par une proclamation ainsi conçue :

« Je viens de me charger de cette belle ville. Comme vous me connaissez, je crois inutile de rien vous dire. Vous avez des preuves que je sais me sacrifier pour ce que l'on me confie, et je mourrai avant de permettre le moindre désordre.

« En conséquence, j'ai pris toutes mes précautions pour votre sûreté ; j'ai une force armée suffisante, et vous allez voir vous-mêmes de quelle manière la place sera couverte. Je désire qu'il ne se trouve aucun esprit inquiet qui ait la folle prétention de troubler la paix, afin de ne pas me voir dans la nécessité de lui appliquer la loi, ce à quoi je suis fermement résolu.

« Donné au quartier général de Mexico, le 5 février 1867.

« LÉONARDO MARQUEZ. »

Cette proclamation était complétée par un arrêté portant que, au premier signal donné par la cloche d'alarme, chacun devait rentrer chez soi et y rester, portes et fenêtres fermées, quoi qui pût se passer au dehors, jusqu'à ce qu'une sonnerie générale donnât la permission de sortir. A plus forte raison le port d'armes et les coups de feu dans la rue étaient-ils interdits, quel qu'en pût être le prétexte. Les pénalités attachées aux infractions

n'étaient pas spécifiées; l'arrêté se bornait à dire que les délinquants seraient déférés aux tribunaux compétents. Mais, avec Marquez, on savait ce qui viendrait derrière cette simple indication. Lui-même avait pris soin de rappeler aux lecteurs de sa proclamation « qu'ils le connaissaient [1]. » Les ordres qu'il signifiait pouvaient se passer d'autre sanction; l'ordre public n'avait pas besoin d'autre garantie que ce mot plein de menaces.

Rien en effet ne vint le troubler un seul instant La cloche d'alarme n'eut même pas besoin de sonner pour que la solitude se fît dans les rues. A l'avis donné par le redoutable arrêté vint se joindre, principalement chez les gens du peuple, la crainte salutaire du recrutement forcé qui plus que jamais multipliait ses escouades et enlevait sans merci à peu près tous ceux qui avaient l'imprudence de mettre le pied dehors. Le premier danger était évité. Dégagée pour le moment des préoccupations personnelles, l'attention se porta tout entière vers les décisions de Maximilien et les actes de son gouvernement.

Ainsi que l'avait constaté le maréchal, les fenêtres du palais étaient restées fermées, tandis que défilait au-dessous l'arrière-garde de l'armée française quittant Mexico. Mais derrière une de ces fenêtres qui de l'angle de la place plonge sur

1. On le connaissait si bien que, à son prénom de *Leonardo*, le peuple avait substitué celui de *Leopardo*.

la rue conduisant à la route de Puebla, se tenait l'empereur ayant à ses côtés son secrétaire des commandements, M. de Mangino [1]. Par un coin de rideau soulevé de manière à voir sans être vu, il suivait la marche des troupes. Quand les derniers rangs furent passés, il laissa retomber le rideau.

— Enfin, me voilà libre, dit-il, en se retournant vers M. de Mangino.

Il était assez naturel que tels fussent son premier mot et son premier mouvement. Mais qu'allait-il faire de cette liberté qu'il croyait avoir recouvrée? Comme toujours, l'événement le surprenait sans aucun plan arrêté. L'avant-veille, dans un entretien avec deux libéraux ralliés à sa cause, M. Haro et le général Vidaurri, il s'était montré disposé à reprendre l'idée de la convocation d'un congrès. Ses interlocuteurs l'y avaient encouragé, mais en lui faisant observer que son abdication préalable et solennelle serait la condition nécessaire pour rendre son appel efficace et prouver à la nation mexicaine qu'il voulait sincèrement la mettre à même de régler en toute liberté son avenir.

La proposition, malgré sa hardiesse, n'avait nullement été repoussée. Maximilien avait écouté avec une complaisance attentive le projet d'une

(1) Mort en 1875 à Paris, où il était devenu collaborateur de la *France*. C'est de lui que j'ai recueilli ce détail.

proclamation par laquelle il annoncerait au peuple mexicain que, redevenu maître de ses actions, dégagé de la tutelle qui jusque-là avait pesé sur lui, son premier soin était de déposer la couronne qu'on lui avait fait accepter par surprise. L'attitude à prendre sur ce nouveau terrain avait effectivement de quoi le séduire. Elle était dans la logique des choses et pouvait lui préparer, aux dépens de la politique française, un rôle d'un prestige réel non pas seulement au Mexique, mais aux yeux mêmes des États-Unis et de l'Europe.

Il est malaisé de dire si, dans aucun cas, cette conversation aurait eu une suite sérieuse. Le général Marquez, M. Teodosio Lares et le père Fischer avaient des vues tout autres, vues difficiles à s'expliquer alors et dont le secret ne devait être pénétré que beaucoup plus tard, mais dont le premier objectif était évidemment la continuation d'une guerre à outrance contre Juarez et ses partisans. Le projet développé par M. Haro et le général Vidaurri allant diamétralement à l'opposé, il est peu probable que les conseillers attitrés de l'empereur lui eussent permis de le réaliser. Mais à peine le maréchal venait-il de partir, qu'une nouvelle reçue de l'intérieur changeait du tout au tout le cours de la pensée impériale.

Le 23 décembre, le général Miramon était parti dans la direction de Queretaro et de San Luis, à la tête d'une assez forte colonne formée tant bien que mal et armée avec l'aide du quartier général

français. On n'avait plus guère entendu parler de cette expédition. Tout à coup, on apprend que Miramon, revenant à ses anciennes habitudes de coups de main, s'est porté sur Zacatecas par un mouvement imprévu, a surpris l'ennemi, pénétré dans la ville et failli capturer Juarez lui-même, qui n'a eu que juste le temps de prendre la fuite. Ce succès, réel et non sans importance s'il avait pu avoir une suite, suffit pour ouvrir de nouveaux horizons à la mobile imagination de l'empereur. Déjà il voit Juarez prisonnier avec tout son gouvernement et il expédie sur l'heure les instructions suivantes:

« Palais de Mexico, 6 février 1867.

« Mon cher général Miramon,

« Pour le cas où vous réussiriez à vous emparer de D. Benito Juarez, D. Sebastian Lerdo de Tejada, D. José-Maria Iglesias, D. Luis Garcia ou du général Miguel Negrete, je vous charge d'une façon toute spéciale de les faire juger et condamner par conseil de guerre, conformément à la loi du 4 novembre dernier, actuellement en vigueur; mais la sentence ne sera pas exécutée avant d'avoir reçu notre approbation. C'est pourquoi, vous nous en enverrez immédiatement une copie par l'intermédiaire du ministre de la guerre. Jusqu'à ce que vous ayez reçu notre décision, nous vous recommandons de procurer aux prisonniers un traitement conforme à ce que l'humanité exige, sans

négliger cependant pour cela de prendre toutes les précautions nécessaires pour empêcher une évasion.

« Nous désirons également, et c'est pour cela que nous vous en chargeons, que l'on se conduise de la même manière à l'égard de tous les fonctionnaires civils, judiciaires, financiers ou ecclésiastiques qui se trouvent parmi les dissidents et qui ne seront point arrêtés les armes à la main ; quoique, du reste, ils doivent être soumis comme tous les autres aux dispositions de la loi précitée.

« Quant aux cinq personnes mentionnées nominalement, Nous voulons, quelles que soient les circonstances de leur arrestation, que l'on se conduise à leur égard comme il vient d'être dit.

« Ces mesures sont de la plus grande importance, et Nous comptons sur votre patriotisme et sur votre loyauté pour les exécuter de la manière la plus exacte et la plus efficace.

« Votre affectionné,

« MAXIMILIEN. »

Cette lettre qui, tombée entre les mains du gouvernement de Juarez, était destinée à devenir plus tard un des arguments du procès de Queretaro, n'eut pas même le temps d'arriver à destination. La victoire de Miramon n'avait duré qu'un jour et avait eu le plus désastreux lendemain. Hors d'état de pousser en avant et même de se maintenir dans Zacatecas, il avait dû rétrograder,

poursuivi de près et bientôt rejoint par des forces supérieures. Un combat livré dans de mauvaises conditions avait amené non pas seulement la défaite, mais la dispersion complète de son petit corps d'armée[1]. Il avait dû à son tour s'estimer heureu d'échapper à l'ennemi.

Cette brusque et amère désillusion, suivant de près un si beau rêve, ramenait Maximilien à l'ordre d'idées qui avait fait, quelques jours auparavant, l'objet de son entretien avec M. Haro et le général Vidaurri. Il y revint, en effet, mais pour chercher un nouveau conseil, dans un milieu tout différent et dans une direction politique tout opposée. C'est à M. Teodosio Lares qu'il demanda cette fois un programme. La lettre qu'il lui écri-

1. Ce combat, livré à San Jacinto, eut le plus sanglant épilogue. Joaquin Miramon, tombé aux mains des vainqueurs vers la fin de la journée, fut fusillé à la lueur d'une chandelle. En outre, 103 Français qui figuraient dans les rangs impérialistes furent impitoyablement passés par les armes. On essaya de justifier cet acte de barbarie, d'abord en accusant les victimes d'avoir commis des atrocités pendant leur court séjour à Zacatecas; ensuite en alléguant que l'expédition française avait pris fin, que les Français autorisés provisoirement à prendre du service parmi les *Cazadores* avaient reçu avis de rentrer sous leur drapeau, que ceux d'entre eux qui continuaient à combattre devaient être en conséquence considérés et traités comme des flibustiers. Aucun de ces prétextes toutefois ne pouvait même pallier une atrocité sans excuse.

Il convient d'ajouter que, malgré la théorie mise en avant à cette occasion, les Français faits prisonniers par la suite en assez grand nombre furent traités conformément aux lois de la guerre.

vit à ce sujet, et qui devint, comme on le verra tout à l'heure, le point de départ du fatal voyage de Queretaro, demande à être textuellement citée :

« Mexico, 9 février 1867.

« Mon cher ministre don Teodosio Lares,

« La situation actuelle du Mexique m'émeut profondément. Chaque résolution adoptée pour terminer la guerre civile nous conduit à l'allumer davantage, et partout où l'on prétend consolider l'empire coulent des torrents de sang, sans obtenir le moindre avantage.

« On espérait qu'une fois l'empire émancipé de l'intervention française, notre action se ferait sentir d'une façon salutaire en faveur de la paix et du bien-être des populations. Malheureusement c'est le contraire qui est arrivé, et si les faits à jamais lamentables de San Jacinto et du Monte de las Cruces ne servent pas à nous ouvrir les yeux, ils constitueront le souvenir le plus amer de l'empire.

« On se promettait beaucoup de l'habileté, de l'aptitude, de la loyauté et du prestige des généraux Mejia, Miramon et Marquez. Le premier a quitté le service sous prétexte de son état de santé ; le second a sacrifié, presque sans combattre, dans la première bataille qu'il a livrée, tous les éléments qu'on lui avait confiés ; le troisième, après avoir tout extorqué par les moyens les plus vio-

lents aux citoyens laborieux et pacifiques, a ordonné une expédition mal calculée, dont les sanglants résultats ne seront jamais assez déplorés.

« En même temps, le Trésor est épuisé; pour faire misérablement face aux services de quelques branches de l'administration, il faut imposer des emprunts forcés, impossibles à réaliser, même au moyen des procédés les plus vexatoires, et décréter des contributions extraordinaires plus odieuses que productives.

« L'empire n'a donc pour lui ni la force morale ni la force matérielle; les hommes et l'argent le fuient, et l'opinion se prononce de toutes manières contre lui.

« D'un autre côté, les forces républicaines, que l'on a injustement prétendu représenter comme désorganisées, démoralisées et animées seulement du désir de piller, prouvent par leurs actes qu'elles constituent une armée homogène, stimulée par la valeur et l'habileté de son chef, et soutenue par l'idée grandiose de défendre l'indépendance nationale qu'elle croit mise en péril par la fondation de l'empire.

« Dans une situation si critique, nous n'avons pas même la ressource d'un appel au suffrage universel des populations, parce que le vote des quelques localités occupées par les armes impériales ne signifierait rien quant au résultat. Le moment d'employer ce moyen est passé; nous devons y renoncer pour toujours.

« J'ai contracté envers le Mexique l'engagement solennel de ne jamais être une occasion pour prolonger l'effusion du sang. L'honneur de mon nom et l'immense responsabilité qui pèse sur ma conscience devant Dieu et devant l'histoire me prescrivent de ne pas différer davantage une grande résolution qui fasse immédiatement cesser tant de maux.

« J'espère donc que vous voudrez bien, avec la promptitude qu'exige la circonstance, m'indiquer les mesures que vous jugerez opportunes pour dénouer la crise actuelle, en vous réglant sur les idées exprimées dans cette lettre et en vous préoccupant uniquement du bien et de la prospérité du peuple mexicain, avec un entier détachement de tout intérêt politique ou personnel.

« Signé : MAXIMILIEN. »

De la part de tout autre prince, la première partie de cette lettre serait étrange jusqu'à l'invraisemblance. On a peine à se figurer un chef de gouvernement parlant avec ce dédain acrimonieux des hommes qui essaient encore de le servir, et avec cette élogieuse complaisance de l'ennemi qui cherche à lui porter les derniers coups. Mais, toujours prompt à tomber dans les extrêmes, Maximilien prenait rarement la plume sans céder à l'entraînement de l'hyperbole, soit dans un sens, soit dans l'autre ; peut-être même cette disposition s'exagérait-elle encore quand un pessimisme pas-

sager le dominait. La pondération lui manquait dans le style comme dans les résolutions de la vie. Déjà l'année précédente, en présence de l'armée française et des troupes qu'on travaillait à rallier autour de son trône pour le défendre contre les entreprises juaristes, à la face des partisans de l'empire qui risquaient tout en s'y ralliant, on l'avait vu se complaire à décerner, dans un document public, un brevet de valeur et de constance à M. Juarez. Le préambule de la lettre à M. Lares n'a donc rien qui doive surprendre, pas plus que la conclusion nébuleuse à laquelle aboutit un exorde qui semblait annoncer quelque grande détermination.

A coup sûr, cette lettre ne fut pas un acte purement spontané. Laissé à lui-même, il est peu présumable que Maximilien eût répudié d'avance, d'une façon aussi absolue, le recours à un appel électoral dont la pensée l'avait séduit, depuis Orizaba, chaque fois qu'il s'y était trouvé ramené. Il est moins probable encore qu'il se fût adressé à M. Lares, dont il n'aimait ni la personne, ni les manières de voir, ni le parti. Son penchant naturel le portait à chercher des conseils un peu partout et le plus souvent en dehors des conseillers officiels. Mais, pour cette raison même, le ministère était constamment sur le qui-vive. Averti par le père Fischer des nouvelles hésitations qui agitaient l'esprit de l'empereur, il dut craindre qu'un avis accidentel, recueilli et suivi à l'improviste,

ne vînt renverser les projets auxquels le maintien de la fiction impériale servait de pivot. C'était une éventualité dangereuse qui pouvait à n'importe quel moment déjouer toutes les précautions, aussi longtemps que Maximilien séjournerait à Mexico. Il y connaissait trop de monde. L'intérêt de la politique ministérielle exigeait sa translation dans un milieu où il ne connût personne. L'occasion et le prétexte n'étaient pas toutefois faciles à trouver pour faire entendre une suggestion aussi singulière, aussi hasardeuse que celle d'abandonner la capitale. On s'arrangea de manière à ce que l'empereur lui-même la provoquât, en posant au président du conseil une question dont le vague prêtait à toutes les réponses et ouvrait la porte à tous les programmes. Telle fut assurément l'idée à laquelle obéit la main du père Fischer, tandis qu'il écrivait en apparence sous la dictée de son maître la note consultative du 9 février. En plus d'un endroit, on peut reconnaître que le secrétaire se transforma en collaborateur actif, en inspirateur insinuant. Les voies ainsi préparées au conseil qu'il s'agissait de lancer, voici en quels termes M. Lares répondit à la question qu'il avait eu l'habileté de se faire poser :

« Mexico, 10 février 1867.

« Sire,

« La lettre de Votre Majesté, en date d'hier, m'a profondément troublé et, comme il était de

mon devoir, j'ai réuni sur-le-champ les ministres que j'ai l'honneur de présider. Après avoir examiné consciencieusement les idées développées dans cette lettre, notre premier mouvement fut de résigner les fonctions dont nous a honorés la confiance de Votre Majesté, dans la persuasion que le ministère actuel n'est pas en état de servir la difficile politique que Votre Majesté se propose d'adopter. Le ministère croit que, dans l'extrémité à laquelle nous a réduits la déloyauté du gouvernement français, l'extermination complète de l'un des adversaires peut seule assurer la victoire de l'autre et rétablir la paix. Mais une considération nous a décidés à ne pas donner suite à cette idée de démission. Alors que Votre Majesté a accepté avec tant de courage et d'abnégation le vote de les conseillers et résolu de demeurer à la tête de la nation, nous avons pour devoir de rester auprès du trône et de partager avec Votre Majesté toutes les amertumes du présent, toutes les incertitudes de l'avenir.

« Cette résolution prise, nous prions Votre Majesté de juger notre attachement à sa personne d'après le sacrifice que nous faisons de nos opinions pour seconder son désir de mettre fin à la guerre par des moyens qui nous sont antipathiques.

« Ceci établi, et en vue des dernières déterminations de Votre Majesté, je vais lui exposer l'unique moyen que je crois praticable pour dé-

nouer la crise dont le Mexique souffre depuis près de quatre mois.

« Nous devons avant tout éviter à la capitale les calamités d'un siége et les horreurs d'un assaut; c'est donc ailleurs qu'il faut aller tenter la solution, *à Queretaro par exemple*, où l'empire compte encore de nombreux adhérents. En y concentrant le plus grand nombre possible de troupes régulières sous les ordres des généraux les plus renommés et les plus loyaux, afin de constituer une armée respectable, il conviendrait que Votre Majesté prît le commandement en chef pour étouffer les rivalités et les préférences inévitables entre nous, chaque fois que se trouvent en présence deux ou plusieurs officiers du même grade.

« Ayant ainsi pris une attitude véritablement forte, qui fasse comprendre aux républicains qu'ils rencontreront encore d'énergiques résistances à vaincre, on devra entrer directement en pourparlers avec don Benito Juarez. Il est probable qu'il s'y refusera et ici se présente la difficulté; mais, pour l'y amener, on pourra se prévaloir de l'état de fatigue où est la nation et de la lassitude qui doit nécessairement accabler ceux qui le suivent. L'appel au vote public ne sera proposé dans aucun cas. Juarez est fanatique de la légalité de son titre ; il croit de bonne foi à son mandat et ne consentira jamais à le mettre en doute. Le débat devra donc se limiter à faire stipuler l'in-

troduction des réformes constitutionnelles suivantes par le premier congrès :

« 1° Création d'un Sénat.

« 2° Inamovibilité des ministres de la cour suprême à l'exception du président, qui sera renouvelé tous les huit ans et nommé par le Congrès.

« 3° Election directe du président et des députés.

« 4° Restitution du droit de vote actif et passif au clergé.

« 5° Liberté aux corporations d'acquérir des biens, en réglant un mode d'aliénation périodique pour les valeurs mobilières qu'elles acquerront.

« Il faudrait aussi stipuler expressément que le gouvernement républicain proclamera une franche amnistie, et que les personnes qui n'y seraient pas comprises seront jugées par les tribunaux ordinaires avec toutes les garanties qu'assuraient les lois en vigueur avant le 31 décembre 1861, en considérant comme abrogées toutes celles qui ont été postérieurement promulguées sur la matière.

« Il conviendrait également de faire en sorte que la République reconnaisse la dette intérieure contractée par l'Empire et admette comme valables les concessions et privilèges industriels ou commerciaux accordés par Votre Majesté.

« De cette manière, les réformes constitutionnelles satisferont les aspirations du parti conservateur et les intérêts du clergé ; l'amnistie et le jugement par les tribunaux ordinaires tranquilliseront les personnes qui se sont compromises

pour l'Empire ; si l'on obtient en outre la reconnaissance de la dette et des concessions, ceux qui y sont intéressés n'auront qu'à se féliciter.

« Je considère le plus profond secret comme d'une importance vitale dans toute cette affaire ; il est évident, en effet, que si, avant d'arriver à un arrangement définitif, l'éveil était donné à certains généraux en chef de l'armée, les nobles vues de Votre Majesté se trouveraient aux prises avec leur intérêt personnel mis en péril par la conclusion de la paix et le rétablissement de l'ordre.

« Je ne me berce pas de l'espoir que Votre Majesté verra le succès couronner ses nobles efforts ; mais, quoi qu'il advienne, j'aurai pour moi la satisfaction de n'avoir reculé devant aucune manière d'attester le profond attachement avec lequel je suis, etc.,

« *Le Président du conseil des ministres,*

« TEODOSIO LARES. »

Pas plus comme conception militaire que comme conception politique, le plan tracé dans cette lettre ne soutenait une minute d'examen. Il allait à l'encontre de l'évidence, à l'encontre même du bon sens, et cela était tellement palpable que son auteur, en le développant, n'osait pas y accoler une seule expression de confiance. Il avait su, en revanche, l'entourer avec un art infini des perspectives les mieux faites pour en masquer le vide aux yeux de l'empereur et pour captiver exclusi-

vement son attention. Rappeler à Maximilien le courage et l'abnégation dont il faisait preuve en restant à la tête de la nation; faire appel à sa bonté native en lui parlant d'éviter les horreurs d'un siége à sa capitale, et en même temps lui faire entrevoir un déplacement, l'existence du soldat en campagne, un rôle militaire à jouer; puis, au bout de tout cela, la possibilité, si lointaine et si vague qu'elle fût, du rôle d'arbitre politique; — tenir ce langage à Maximilien, c'était le prendre à la fois par ses sentiments les meilleurs et par ses instincts les plus capricieux, par les côtés généreux de sa nature et par les dispositions les plus versatiles de son tempérament. L'effet était immanquable. Il ne se fit pas attendre. La lettre de M. Lares avait été écrite le 10; le 13, à cinq heures du matin, l'empereur prenait la route de Queretaro. Quarante-huit heures avaient suffi pour entraîner à la plus grave des résolutions cet esprit d'ordinaire si lent à se résoudre, et pour terminer, malgré le manque presque total de ressources, les préparatifs matériels d'un voyage qui n'était pas autre chose au fond qu'une entrée en campagne. Tout avait d'ailleurs été mené avec une telle rapidité, conduit avec un tel mystère, que rien n'avait transpiré. Le départ était un fait accompli depuis plusieurs heures quand la population en eut connaissance [1].

1. Les rares passants que le hasard d'une sortie matinale avaient rendus témoins de ce départ presque furtif, racon-

Le soir, le *Diario oficial* contenait cette note laconique :

« S. M. l'empereur a quitté la capitale ce matin, dans la direction de l'intérieur, pour être plus à portée des opérations de l'armée. »

Maximilien emmenait avec lui les généraux Marquez et Vidaurri et une colonne de quinze cents à deux mille hommes. M. Teodosio Lares, en sa qualité de président du conseil, demeurait investi du droit de gouverner au nom de l'empereur. Toutes les autorités civiles et militaires lui devaient obéissance. Sous ses ordres, le général Tabera était chargé du commandement du deuxième corps d'armée, et le général O'Horan du commandement militaire de la capitale.

Ici se rencontre un document dont je ne parlerais pas, tant la démarche qu'il révèle est inconcevable, si le nom du signataire ne lui imprimait la plus sérieuse autorité. Ce nom est celui du général Porfirio Diaz, un des plus infatigables adversaires de l'intervention et de l'empire, mais en même temps un de ces hommes dont la conduite et le caractère commandent l'estime universelle et ne laissent point place au soupçon d'un acte équivoque. Or, voici ce que nous lisons dans une lettre

tèrent que Maximilien marchait à la tête des troupes en costume national mexicain, ayant à côté de lui le général Marquez en uniforme.

adressée de Huamantla, le 14 février 1867, par Porfirio Diaz, au général Leyva, qui remplissait, au nom de Juarez, les fonctions de commandant militaire dans le troisième district de l'État de Mexico :

« M. E Burnouf, envoyé par Maximilien, s'est présenté dans cette ville pour m'offrir le commandement des forces qui se sont enfermées dans Puebla et Mexico, ajoutant que Marquez, Lares et compagnie seraient chassés du pouvoir et que Maximilien lui-même quitterait bientôt le pays, laissant la situation entre les mains du parti républicain... Il m'a fallu faire un véritable effort pour répondre sérieusement que, comme général en chef du corps d'armée dont le gouvernement a bien voulu me confier le commandement, je ne puis avoir avec l'archiduc d'autres relations que celles que l'ordonnance et les lois militaires autorisent avec le chef d'une troupe ennemie. Mais, comme la présence de M. Burnouf pendant la journée d'aujourd'hui et peut-être pendant celle de demain (car il m'a déclaré que l'état de sa santé ne lui permettait pas de repartir sur-le-champ) peut donner lieu à des commentaires inopportuns, je crois de mon devoir de vous informer de ce qui précède. »

D'après la date de cette lettre, le négociateur dont elle signale l'arrivée au camp juariste avait

dû quitter Mexico le 9 ou le 10 février, pour être à Huamantla le 14. Il en résulte une complète coïncidence entre la lettre écrite par l'empereur à M. Lares pour lui demander un programme et la mission confiée à M. Burnouf pour aller offrir à Porfirio Diaz les conditions qu'on a vues. Maximilien se serait ainsi adressé simultanément aux deux partis. Peut-être le fait fut-il connu ou tout au moins soupçonné du ministère et du général Marquez. Ce serait l'explication complémentaire de la précipitation qu'ils mirent à éloigner le prince de la capitale. Bien que la réponse de Porfirio Diaz aux ouvertures impériales ne fût pas douteuse, ils jugèrent que mieux valait ne pas lui laisser le temps d'arriver.

Quoi qu'il en soit, Marquez et ses amis politiques avaient voulu être maîtres de la situation ; ils l'étaient désormais sans conteste, en pleine sécurité. Maximilien, à Mexico, pouvait encore avoir la velléité et trouver les moyens d'échapper à leur direction ; à Queretaro, ce n'était plus qu'un nom dont ils avaient toute liberté de faire un mot d'ordre à leur guise.

CHAPITRE VIII

SOMMAIRE : La situation militaire. — L'empire réduit à trois villes isolées l'une de l'autre. — Premier emprunt forcé à Mexico. — Conflit entre le corps diplomatique et le ministère. — Instant d'hésitation. — Réapparition soudaine de Marquez avec le titre de lieutenant général de l'empire. — Inauguration d'un régime nouveau. — Expédition manquée. — Chute de Puebla. — Porfirio Diaz met le siége devant la capitale.

En quittant la capitale, le maréchal Bazaine avait annoncé l'intention de descendre à petites journées sur Vera-Cruz, de manière à être le plus longtemps possible à même de revenir sur ses pas, si quelque grave événement l'exigeait. Sa première étape fut effectivement fort courte ; durant vingt-quatre heures, ses bivouacs restèrent à une lieue de Mexico. Mais dès le lendemain, quand les traînards et les détachements laissés en surveillance eurent rallié le camp, il accéléra sa marche. Le 8 février, il arriva à Puebla où il s'arrêta quelques

jours et qui fut définitivement évacuée le 16 [1]. De cette ville, le général Castelnau écrivit une dernière fois à M. Dano, pour l'engager à voir l'empereur, et lui dire que le maréchal pouvait encore lui donner la main pour se retirer, en lui faisant observer que bientôt ce ne serait plus possible. Cette lettre, inspirée par la nouvelle du désastre que Miramon venait d'éprouver à San Jacinto, attestait les préoccupations grandissantes du quartier-général, au moment de laisser le malheureux prince engagé sans retour dans une aventure qui débutait sous de tels auspices. Mais elle ne pouvait plus être que la manifestation platonique d'une stérile sollicitude. Quand elle parvint au ministre de France, celui-ci n'avait même plus le moyen de tenter la démarche qu'elle suggérait. Maximilien était déjà sur la route de Queretaro, et M. Dano dut se borner à répondre (16 février 1867) :

« Le jeune empereur est moins que jamais disposé à accepter cette offre. Je regrette vivement qu'il se soit décidé à tenter les aventures. Il

1. A dater de là, aucune nouvelle de l'armée ne parvint plus à Mexico. On y apprit seulement beaucoup plus tard que le maréchal avait fait une nouvelle halte à Orizaba, que cette ville, évacuée le 26 février, avait été occupée le 27 par les Juaristes ; enfin que l'embarquement des troupes s'était terminé le 12 mars, et que l'expédition française au Mexique avait pris fin ce même jour, par le départ du commandant en chef pour l'Europe.

L'expédition avait duré cinq ans et trois mois.

serait très-fâcheux qu'il lui arrivât quelque malheur, mais personne ne pouvait le retenir, et nous moins que personne. »

Défendue par une assez forte garnison demeurée fidèle à la cause de l'empire, Puebla fit exception à la règle générale : plusieurs semaines devaient s'écouler avant qu'elle ne tombât au pouvoir des juaristes. Mais sur le reste de la ligne de Mexico à Vera-Cruz, les choses se passèrent comme elles se passaient partout depuis huit mois. Les forces républicaines, échelonnées à droite et à gauche de la route, laissaient l'arrière-garde française poursuivre tranquillement sa retraite, sans se montrer, sans rien faire qui pût inquiéter sa marche. Elles avaient ordre évidemment d'éviter le moindre incident de nature à engager à nouveau l'honneur de notre drapeau et à provoquer un retour offensif. Mais aussitôt le dernier de nos soldats disparu, elles prenaient possession du chemin et coupaient les communications ou du moins les réglementaient à leur gré. Dès le 11 février, six jours seulement après avoir été évacué, Mexico voyait sa dernière communication télégraphique interceptée. Les diligences obtenaient encore la permission de circuler, mais à la condition de se soumettre à tous les temps d'arrêt et à toutes les perquisitions qu'il convenait à chaque chef qu'elles rencontraient de leur imposer. Le courrier n'arrivait plus que par accident. Quant aux

marchandises, il leur fallait acheter par un péage, tantôt sur un point tantôt sur un autre, la permission de passer outre.

En fait, Mexico voyait dès lors commencer un blocus destiné à se resserrer chaque jour davantage et à se transformer finalement en siége régulier. Quatre mois durant, la population allait vivre séparée du reste du monde, courbée sous un joug de fer, en proie à toutes les souffrances, depuis celles de l'anxiété jusqu'à celles de la famine. C'est d'une ville cernée de toutes parts, isolée au milieu d'un pays entièrement acquis au parti contraire, privée de tout espoir de secours, sans autres ressources que celles qu'elle pouvait tirer d'elle-même, qu'une folle et coupable obstination prétendait faire le centre d'un nouvel empire mexicain

La détermination soudaine qui entraîna Maximilien à abandonner la capitale, vint pour ainsi dire dédoubler le drame qui se préparait. Au lieu d'une scène unique et d'une seule action, il y en aura désormais deux. A l'heure tragique du dénouement, cette dualité disparaîtra de nouveau dans l'unité d'une même péripétie finale; mais, du 13 février au 19 juin, les événements se déroulent sans lien immédiat entre eux sur deux théâtres entièrement distincts l'un de l'autre : Queretaro et Mexico.

L'enchaînement des faits exige que nous restions quant à présent dans cette dernière ville. Ce qui

va s'y passer est indispensable à connaître d'abord, pour bien comprendre plus tard ce qui se sera passé à Queretaro et la catastrophe qui plongea l'Europe dans la stupeur.

On vient de voir quelle était la situation de la capitale, au point de vue du dehors, au moment où l'empereur prenait la route de Queretaro et déléguait le gouvernement à M. Lares. La situation au dedans était plus précaire encore.

Un millier d'Autrichiens réorganisés sous les ordres du colonel Kevenhüller après le licencement de la légion régulière; deux à trois cents Français formés en contre-guérilla sous les ordres du commandant Chenet; un pêle-mêle de soldats mexicains recrutés par les moyens que j'ai dits, misérablement équipés, à peine exercés au maniement des armes, voilà pour les forces militaires. D'approvisionnements de quelque espèce que ce fût, pas même le soupçon. Il est vrai qu'on affirmait hautement l'impossibilité que Mexico pût jamais être cerné. Quant à la question pécuniaire, dans l'état de séquestration auquel on se trouvait réduit, il n'existait nécessairement plus une seule source de revenu régulier; aux exactions d'y pourvoir.

Le plus pressé était la chasse à l'argent. Elle commença par une contribution d'un pour cent sur tout capital supérieur à cinq mille francs, employé ou susceptible d'être employé dans une industrie quelconque. Le payement devait être effectué en deux fois: moitié dans les six jours de la publication

du décret et l'autre moitié quinze jours après. La brièveté des délais aggravait l'énormité de la taxe. L'article 5 portait en outre « qu'il n'y aurait pas d'exceptions. » Cette formule impliquait que le nouvel impôt devait frapper toutes les classes de la population et les étrangers aussi bien que les Mexicains. Le corps diplomatique, resté au complet, se demanda s'il ne devait pas essayer de protéger ses nationaux respectifs contre une prétention si exorbitante. La situation était des plus délicates. Les représentants européens se trouvaient complétement désarmés en face d'hommes résolus à tout pour en arriver à leurs fins, irrités non pas seulement contre la France mais contre tout ce qui portait un nom étranger, sachant qu'ils n'avaient rien à espérer et rien à craindre de l'Europe, portés à la fois par tempéramment et par situation à faire bon marché des règles ordinaires. Aussi les avis furent-ils d'abord très-partagés parmi les diplomates sur la conduite à tenir. Quelques-uns craignaient que l'on ne s'exposât sans profit à une algarade qui achèverait de gâter les choses. D'autre part, il était évident qu'il fallait agir d'un commun accord ou se résigner en silence. Deux réunions furent nécessaires pour arriver à une décision : elles aboutirent à la conviction que mieux valait affronter de suite le danger d'un conflit, tôt ou tard inévitable, que de se laisser annihiler. Une note collective fut en conséquence rédigée pour protester contre l'applica-

tion de la contribution nouvelle aux résidents étrangers. Cette note fut délibérée, rédigée et signée par MM. Magnus, ministre de Prusse; de Lago, ministre d'Autriche; le marquis de Ribera, ministre d'Espagne; Middleton, chargé d'affaires de la Grande-Bretagne; Hoorickx, chargé d'affaires de Belgique, et Curtopassi, chargé d'affaires d'Italie. Le ministre de France, qui s'était abstenu de prendre part aux délibérations pour ne point paraître pousser à l'opposition vis-à-vis du ministère, apposa néanmoins sa signature à côté de celle de ses collègues. Quant à M. Otterbourg, consul des Etats-Unis, il représentait une puissance avec laquelle le gouvernement impérial n'entretenait point de rapports officiels; bien que destiné à jouer un rôle prépondérant dans tout le cours de la crise, il restait nécessairement en dehors des démarches collectives de la diplomatie régulièrement accréditée.

La réponse ministérielle, après s'être fait attendre vingt jours, se réduisit à une fin de non-recevoir assez dédaigneusement motivée et nullement cordiale. On répliqua par une protestation en règle. Les positions respectives demeuraient ainsi nettement tranchées. Les représentants européens avaient affirmé leur solidarité et leur intention de considérer que rien n'était changé dans leur rôle, leurs attributions et leurs priviléges. Le gouvernement, sans méconnaître en termes exprès la continuation de leur mandat

international, donnait à entendre qu'il ne tiendrait aucun compte de ce qu'ils pourraient dire ou faire. Il fallait bien un peu s'y attendre, et c'était encore quelque chose que, dans la disposition d'esprit qu'il avait précédemment manifestée, M. Lares n'eût pas sommairement renvoyé la note de remontrance aux signataires. La contribution sur le capital tomba d'ailleurs d'elle-même, devant l'impossibilité matérielle d'en régulariser la perception. Elle fut abandonnée, après avoir servi de prétexte à quelques prélèvements arbitraires sur un certain nombre de riches maisons. Un impôt de capitation vint à la suite et servit encore à pressurer la bourgeoisie. Mais aucune taxe générale n'était plus de mise dans une ville fermée, morte au commerce comme à l'industrie, où une partie considérable de la population commençait à souffrir de la disette.

Le semblant de régularité qu'avaient affecté ces premières tentatives fiscales ne tarda pas à disparaître, pour faire place à l'extorsion de vive force sans palliatifs ni ménagements.

Le 21 février, on apprit que l'empereur était heureusement arrivé à Queretaro, après avoir livré en route deux combats victorieux. La nouvelle fut apportée par une lettre du général Marquez à M. Lares, lettre pleine d'enthousiasme, qui dépeignait les forces juaristes comme un ramassis de bandes sans cohésion ni discipline, toujours prêtes à en venir aux mains entre elles. L'état de

l'armée impériale, son ardeur, l'accueil fait à Maximilien étaient, par contraste, décrits en termes où l'exaltation de l'espérance allait jusqu'au lyrisme [1].

En présence de ce tableau, il semblait qu'il n'y eût plus qu'à attendre l'annonce d'une bataille décisive dont l'issue, indiquée d'avance, rétablirait d'un seul coup la fortune de l'empire.

Les jours et les semaines se succédèrent néanmoins dans une vaine expectative. On finit par savoir que, au lieu de prendre la campagne, l'empereur et ses généraux s'étaient laissé enfermer dans Queretaro, où les corps combinés de Corona et d'Escobedo les tenaient étroitement assiégés. Pendant ce temps, Porfirio Diaz, après avoir un moment menacé Mexico, s'était rabattu vers Puebla, dont il avait résolu de s'emparer d'abord. Des trois villes [2] sur lesquelles flottait encore le drapeau de l'empire réduit à l'état de pure fiction, deux se trouvaient ainsi complétement investies, sans espoir de secours; la troisième, la capitale, bloquée à distance, surveillée de tous côtés, à moitié affamée, réduite à l'isolement et à l'im-

1. Voir *Note et Pièces justificatives*, lettre C.

2. Je laisse de côté Vera-Cruz. Protégée par sa situation privilégiée de port de mer contre un siége en règle ou un investissement effectif, elle fut la dernière à capituler. Mais, coupée de toute communication par terre, elle ne comptait et ne pouvait compter pour rien dans les événements de l'intérieur.

puissance, attendait passivement que son tour arrivât. Voilà à quoi avaient abouti, dès les premiers jours de mars, un mois après l'évacuation de Mexico par les troupes françaises, avant même que celles-ci eussent entièrement quitté le territoire mexicain, les plans et les promesses des hommes qui avaient retenu Maximilien au Mexique.

Il était impossible que la crédulité la plus robuste résistât à un pareil spectacle. A l'exception de ceux qui poursuivaient un but secret, et des aveugles qui, entraînés à leur suite, ne voulaient pas avoir le démenti de ce qu'ils avaient prophétisé, une réaction visible commençait à s'opérer dans les esprits. Un courant nouveau se manifestait au sein même du monde politique. Tandis que la *Patria*, restée l'organe des intransigeants, continuait à prêcher la lutte à outrance et à prédire quand même le triomphe de la cause impériale, une autre feuille se fondait avec l'appui avoué de la fraction modérée du parti ministériel, sous le nom significatif de *La Union*, et posait publiquement la thèse d'un appel à la nation pour mettre fin par un vote à la guerre civile. Un membre du cabinet ne craignait pas d'exprimer ouvertement son adhésion à cette idée. D'autres déclaraient qu'on se méprenait sur les intentions comme sur les projets de l'empereur, et que Maximilien était prêt à saisir la première occasion qui lui serait offerte de se retirer avec dignité. On

sondait même quelques-uns des libéraux influents restés dans Mexico pour voir si, par leur entremise, il n'y aurait pas moyen d'ébaucher un compromis qui sauvât les apparences. C'était un effort illusoire. Le tardif accès de sagesse qui l'inspirait ne pouvait rien changer au fond de la situation; mais il pouvait abréger la crise et en adoucir le dénoûment. Le retour inattendu du général Marquez vint anéantir cette frêle espérance.

Depuis plusieurs jours, Mexico était plein de rumeurs contradictoires au sujet de Queretaro. Après avoir cru à la prise de la ville par les juaristes, on avait célébré une éclatante victoire des troupes impériales, victoire qui avait, disait-on, laissé pour trophée aux mains des vainqueurs 8,000 prisonniers et 48 pièces d'artillerie. Cette dernière nouvelle, annoncée par le *Diario oficial* lui-même, avait été néanmoins démentie au bout de quarante-huit heures. On ne savait donc plus que croire lorsque, le 27 mars au matin, on vit arriver à l'improviste les généraux Marquez et Vidaurri à la tête d'un millier d'hommes. Grande fut l'émotion. La colonne que ramenaient les chefs partis six semaines auparavant avec l'empereur, était-elle l'avant-garde d'une armée victorieuse ou représentait-elle les débris d'une armée dispersée? Ni l'un ni l'autre. Aucun fait de guerre marquant n'avait eu lieu à Queretaro. La colonne en était sortie le 21 au matin, en dérobant sa marche aux assiégeants, et avait fait la route en-

tière sans rencontrer l'ennemi; sa mission se bornait à escorter les deux généraux, qui revenaient dans la capitale investis d'une mission spéciale par l'empereur.

Le soir, le journal officiel publiait le décret suivant :

« Maximilien, empereur du Mexique,

« Pour l'accomplissement de la mission extraordinaire et importante que nous avons confiée au général don Leonardo Marquez, nous le nommons notre lieutenant, investi de pleins pouvoirs, suivant les ordres verbaux qu'il a reçus de nous.

« Fait à Queretaro, le 19 mars 1867.

« MAXIMILIEN. »

Cinq lettres impériales accompagnaient ce décret. La première nommait le général Vidaurri ministre des finances et président du conseil; la seconde confiait les portefeuilles de l'intérieur et des travaux publics à M. Iribarren, ancien commissaire de l'empire dans l'Etat de Sinaloa. Les trois autres étaient des lettres de remerciements et d'éloges respectivement adressées à MM. Lares, Marin et Mier y Teran, relevés de leurs fonctions de ministres par suite des nominations nouvelles.

Rien ne transpira des circonstances qui avaient fait prendre ces déteminations à Queretaro, ni de la mission spéciale mentionnée sommairement

dans le décret de nomination du lieutenant de l'empire. Aucune explication, aucune indication de programme n'accompagna l'installation du triumvirat aux mains duquel passait, d'une manière si imprévue, la direction des événements. Les noms, il est vrai, avaient une signification suffisamment éloquente. Celui du général Marquez, à lui seul, dispensait de tout commentaire; il ne pouvait annoncer que la guerre à outrance. Le choix de Vidaurri pour l'administration des finances présageait un système fiscal qui ne connaîtrait plus de demi-mesures. Quant à M. Iribarren, esprit et caractère distingués d'ailleurs, on le connaissait moins; mais on savait qu'il avait déployé, dans la plus difficile des situations, une indomptable énergie. Sa présence à la tête du département chargé de la police et du contrôle de l'esprit public promettait à ses deux collègues un auxiliaire digne d'eux. Tout disait à la population qu'elle n'assistait pas à un simple remaniement ministériel, mais à l'inauguration d'une politique sans ménagements et d'un gouvernement d'action.

Les débuts justifièrent ce titre. Dès le lendemain, le haut commerce et les grands propriétaires, convoqués au ministère des finances, furent informés qu'on attendait de leur patriotisme la souscription immédiate des fonds nécessaires à une vigoureuse reprise des opérations. Pour éviter les discussions superflues, une liste

de répartition dressée d'avance fixait à chacun sa quote-part dans ce don forcé. Les étrangers, mis en réquisition aussi bien que les Mexicains, obtinrent la réduction de moitié, grâce à la ferme intervention de M. Dano, appuyé par les ministres d'Espagne et de Prusse; mais il fallut que tout le monde s'exécutât. Sous le coup de la surprise, non exempte d'une certaine terreur secrète qu'inspiraient l'avénement et les façons d'agir de Vidaurri, la résistance fut moindre que d'habitude. A la fin de la journée, le Trésor avait encaissé plus de 1 million 500,000 fr. Marquez, de son côté, ramassait à la hâte tous les éléments militaires disponibles. Quarante-huit heures à peine après son arrivée dans la capitale, il en repartait pour dégager Puebla, en déléguant à Vidaurri la direction du gouvernement pendant son absence, qu'il annonçait devoir être de quelques jours seulement.

Il s'agissait de remplacer les hommes qu'il emmenait et l'argent qu'il emportait. On donna une impulsion nouvelle au recrutemeut forcé, qui avait quelque peu molli dans les derniers temps. Les racoleurs qui, par tradition, s'en tenaient généralement aux gens du peuple et s'arrêtaient devant la redingote bourgeoise, eurent ordre de tout prendre sans distinction. De plus, la razzia s'étendit aux chevaux. On vit des cavaliers arrêtés en pleine rue et forcés de livrer leur monture, trop heureux quand ils n'étaient pas emme-

nés à la caserne avec elle. Une rigueur plus grande encore présidait au recouvrement de l'emprunt forcé. Comme les perquisitions opérées à l'intérieur des maisons soulevaient trop de clameurs, on imagina un procédé nouveau : au lieu d'envahir et de fouiller la résidence des récalcitrants, on les y bloqua avec leurs familles, sans laisser pénétrer ni vivres, ni eau. Peu importait qu'il y eût des femmes et des enfants ; au contraire, cela n'en valait que mieux. En prenant par la faim et par la soif les enfants et les femmes, on amenait plus vite à composition les pères et les maris. Le nouveau régime donnait d'emblée sa mesure.

Marquez, cependant, en se portant sur Puebla, avait élargi l'horizon des conjectures. Puebla dégagée, soit par la défaite, soit simplement par la retraite de Porfirio Diaz, c'était la liberté des mouvements recouvrée, l'armée impériale renforcée, la route de Vera-Cruz en partie ouverte. Sans rêver des conséquences triomphales qui, de toutes manières, étaient hors de question, le succès du mouvement entrepris n'avait rien d'impossible. Malheureusement, on était revenu trop tard au plan d'opérations qui, à défaut de chances de victoire, eût offert une chance de salut. Porfirio Diaz tenait déjà Puebla dans sa main ; s'il ne s'en était pas encore rendu maître, c'était parce qu'une capitulation lui permettait la clémence, tandis que la prise de vive force lui imposait la sanglante application des lois de représailles. Averti de la

marche de Marquez, il brusqua les choses, donna l'assaut et emporta la ville. La garnison, réfugiée sur les hauteurs avoisinantes, se rendit au bout de deux jours. Sans perdre un instant, les juaristes se portèrent à la rencontre des troupes sorties de Mexico, les surprirent et les refoulèrent en désordre. Le 8 avril, le *Diaro oficial*, inaugurant un système d'impostures qui devait se perpétuer jusqu'au jour même de l'exécution de Maximilien, avait annoncé l'entrée des troupes impériales à Puebla et la retraite précipitée de Porfirio Diaz blessé. Le 11, au milieu de la nuit, Marquez, accompagné de quelques hommes à peine, se présentait à une des portes de Mexico, où il était obligé de se faire reconnaître. Il revenait, non-seulement en fugitif, mais en fuyard, incapable de dire ce qui était advenu de ses soldats qu'il avait littéralement perdus en route et qu'on vit avec grande surprise reparaître peu à peu, presque au complet, par détachements épars. Il y avait eu débandade plutôt que désastre ; mais, comme résultat, cela revenait au même : il ne restait plus aux impérialistes une seule carte à jouer pour essayer de rétablir leur partie.

En quelques heures, les corps volants de l'ennemi, qui s'étaient bornés jusque-là à tenir les abords de la capitale, se resserraient à l'entour, par un mouvement convergent dont la régularité eût fait honneur à la meilleure armée. Le 12, Porfirio Diaz, avec les troupes qui venaient de

prendre Puebla et de battre Marquez, complétait l'investissement en établissant son quartier général entre Tacubaya et Chapultepec et en coupant l'aqueduc principal qui fournissait l'eau à la ville.

Un souffle de bon sens passa dans l'air. La folie de la résistance apparut aux plus aveuglés dans toute son étendue et avec toutes ses conséquences. Parmi les membres mêmes du gouvernement, plusieurs inclinaient ouvertement à ce qu'on ne s'obstinât pas à tenter une défense impossible, dont l'unique effet serait d'exaspérer les juaristes et de rendre leurs vengeances plus redoutables. Madame Baz, femme d'un des hommes les plus importants du parti libéral, ayant demandé l'autorisation d'aller voir son mari qui se trouvait auprès de Porfirio Diaz, fut chargée de sonder les intentions de ce dernier. Elle rapporta la promesse formelle que, si la ville ouvrait ses portes, tout le monde aurait la vie sauve. Le Père Fischer s'étant rendu à son tour auprès du chef des assiégeants, reçut de lui la même assurance. Seulement, il fallait hâter les résolutions. Porfirio Diaz laissait entendre que, si personnellement il était porté à la modération et à l'indulgence, il pouvait d'un moment à l'autre recevoir de San-Luis des instructions qui le forceraient à poser des conditions beaucoup plus rigoureuses. Le conseil des ministres se réunit pour délibérer, en s'adjoignant M. Lacunza, président du conseil d'Etat. Il fut aisé

de voir tout d'abord que la majorité penchait vers une capitulation. Marquez lui-même se serait, assure-t-on, montré incertain, ébranlé. Mais, en pareil cas, la hardiesse manque presque toujours aux opinions les plus sages, parce qu'elles exposent ceux qui les expriment au reproche de faiblesse. Tandis que les partisans d'une reddition immédiate hésitaient dans l'expression de leur avis, M. Lacunza et le ministre de l'intérieur, M. Iribarren, traitaient de lâcheté la seule pensée d'accepter la merci de Juarez. Suivant eux, d'ailleurs, rien n'était perdu ; une journée victorieuse, soit à Queretaro, soit à Mexico, suffisait pour changer la fortune de la guerre ; il y avait devoir d'honneur à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Leur voix l'emporta, non cependant sans une discussion orageuse, pleine de récriminations, où M. Lacunza alla jusqu'à dire à Marquez : « Il n'y a plus ici de lieutenant de l'empire ; il n'y a qu'un général battu. »

Informés de cette inconcevable détermination, les membres du corps diplomatique tinrent conseil. La correspondance de plus en plus aigre qui s'échangeait à chaque emprunt forcé avait amené au dernier degré de tension leurs rapports avec le gouvernement. Chaque nouvelle démarche de leur part les exposait à se voir envoyer leurs passeports, sinon à quelque mesure encore plus sommaire. L'idée d'intervenir dans un tel moment et dans une affaire de cette nature, rencontra donc

des hésitations, principalement chez le chargé d'affaires d'Angleterre, M. Middleton. Entraînée néanmoins par M. Dano, la réunion décida que les représentants de l'Europe ne pouvaient demeurer spectateurs inactifs des malheurs qui se préparaient; ils devaient à leurs gouvernements respectifs, ils se devaient à eux-mêmes de faire au moins une tentative pour conjurer d'inévitables calamités. On se rendit en corps chez le ministre des relations extérieures, M. Pereda, qui répondit par une notification pure et simple des résolutions arrêtées. Une visite au général Vidaurri, dont on connaisssait les dispositions plus sages, n'eut pas plus de succès. Le général laissa seulement percer, dans quelques paroles mélancoliques, qu'il entretenait peu d'illusions sur l'issue.

La proclamation suivante, affichée dans l'après-midi, annonça à la population consternée que les hommes qui la tenaient en leur pouvoir la condamnaient définitivement aux horreurs et aux redoutables éventualités d'un siége :

« Mexicains,

« La rumeur qu'on a fait méchamment circuler de l'abandon de cette capitale par les troupes sous mes ordres est arrivée à ma connaissance. Je crois de mon devoir de vous assurer, pour votre tranquillité, que cette rumeur est absolument fausse et manque de tout fondement; qu'il n'y a aucune raison pour cette détermination ; que j'ai les élé-

ments nécessaires pour la défense de la place, et que je saurai remplir mon devoir dans quelque circonstance que ce soit.

« Votre compatriote et ami,

« RAMON TABERA. »

CHAPITRE IX

SOMMAIRE : Porfirio Diaz ne veut pas emporter Mexico de vive force. — Exactions et misère croissante dans la ville. — Premiers avis de la chute de Queretaro. — Marquez les fait démentir. — Nouvelles preuves. — Dépêche de Maximilien demandant des défenseurs. — Départ de ceux-ci pour Queretaro. — Marquez n'en persiste pas moins à nier la captivité de l'empereur et à résister. — Tentative de sortie avortée. — La population aux abois. — Une dernière imposture. — Marquez enfin contraint de céder.

En dépit des journaux ministériels qui, pour réconforter l'esprit public, rappelaient sur tous les tons que « Mexico n'avait jamais été pris de vive force par aucune armée », la ville était à la discrétion des assiégeants. Il n'eût tenu qu'à eux de s'en emparer par une attaque combinée, à laquelle ni l'effectif ni l'état de la garnison ne permettaient de faire face. Aussi les habitants passèrent-ils les premiers jours de l'investissement dans une perplexité de toutes les heures. La perspective de l'entrée de l'ennemi à la suite d'un combat prenait

ici des proportions plus terribles que partout ailleurs, en raison des colères, des rancunes, des vengeances qui, chez les chefs comme chez les soldats, ne pouvaient manquer de se mêler aux emportements inséparables d'un assaut victorieux. On avait par bonheur affaire, dans le général Porfirio Diaz, à un homme qui s'était fait une loi de sacrifier l'impatience du succès au souci de ses conséquences. Il écarta la tentation d'emporter la capitale par un coup de main, en raison précisément des scènes qu'il prévoyait devoir suivre et des actes de sanglante rigueur que lui eût imposés, vis-à-vis des vaincus, un triomphe à main armée. Résolu, comme devant Puebla, à ne livrer l'assaut que le jour où il ne pourrait faire autrement, il ne se laissa ébranler par rien.

Cette généreuse fermeté ne fut ni sans difficulté ni sans mérite. A part le petit corps d'armée formé dans sa province d'Oajaca, qui guerroyait avec lui depuis deux ans et dont il était sûr en toute circonstance, le reste des forces massées sous ses ordres n'obéissait qu'à une discipline relative. Elles se composaient d'éléments hétérogènes, commandés par des chefs longtemps habitués à suivre leurs seules inspirations et à ne subir aucune autorité hiérarchique. Parmi ces personnalités remuantes et souvent jalouses, plus d'une ne subordonnait qu'à demi son goût d'aventures et ses instincts d'indépendance aux ordres du général investi du commandement régulier. Pour beaucoup

d'entre eux, Porfirio Diaz commandait en vertu de sa supériorité personnelle et de ses services bien plus qu'en vertu de son grade officiel. Dans un camp ainsi constitué, il était impossible que la tactique de temporisation qui retardait l'occupation de Mexico ne fît pas des mécontents et ne rencontrât pas des censeurs. L'opposition se manifesta sous toutes les formes : remontrances, murmures, menaces de défection, accusations plus ou moins ouvertes, plaintes portées jusqu'au président Juarez. Porfirio Diaz persista. Au plus fort des obsessions de son entourage, malgré l'irritation qu'éveillait chez lui-même l'aveugle obstination qui, longtemps après la chute de Queretaro et la captivité de l'empereur, tint fermées les portes de la capitale, il disait au consul des Etats-Uuis venu à son quartier général : « Ces gens-là mériteraient tout ; mais je maintiens ma résolution : je n'attaquerai qu'à la dernière extrémité. Personne n'est maître de ce qui se passe dans une prise d'assaut. Je ne veux pas qu'on puisse dire en Europe que les soldats de Porfirio Diaz ont mis Mexico à feu et à sang. Si malheur arrive, que ce soit par la faute des autres. J'aurai fait tout ce qui dépendait de moi pour l'éviter. »

Ce fut un grand allégement pour la population que de voir au moins ajourner la catastrophe qu'elle avait redoutée comme imminente. Elle connaissait trop exactement les positions respectives pour ne pas comprendre que l'allure imprimée aux

opérations du siége, alors qu'il eût été si facile de le brusquer, venait d'une pensée de ménagement à son égard. Pas une seule démonstration résolûment offensive ne se produisit, en effet, pendant les dix semaines qui s'écoulèrent jusqu'à la reddition de la ville. Une fusillade engagée tantôt à l'une des portes, tantôt à l'autre ; un feu d'artillerie intermittent, qui ne fut pas cependant sans occasionner d'assez sérieux ravages dans les faubourgs; une alerte soudaine causée de temps en temps par un obus venant éclater sur la place du palais ou au milieu de quelqu'une des rues principales; à cela se réduisirent les incidents militaires de ce long investissement, incidents plus féconds en émotions qu'en dangers. La garnison, de son côté, ne fit à peu près rien, soit pour se dégager, soit pour contrarier les travaux d'approche et le tir de l'ennemi. Sur trois tentatives de sortie, une seule eut le caractère d'un effort sérieux, celle par laquelle Marquez essaya de s'ouvrir un chemin dans la direction de Puebla quand il vit tout perdu. Elle fut repoussée comme les autres. Chacun des engagements livrés, d'ailleurs, eut pour résultat invariable de prouver avec quelle solidité et quelle vigilance les juaristes étaient établis sur toutes les avenues aboutissant à la capitale.

C'est à l'intérieur de la ville qu'il faut aller chercher l'histoire de ce siége, si monotone à ne le regarder que du dehors.

Il restait, je l'ai dit, fort peu de chose à faire

pour affamer complétement la place, quand acheva de se refermer sur elle le cercle dans lequel l'ennemi la tenait captive depuis le lendemain même du départ des troupes françaises. Sauf quelques menues denrées, apportées au jour le jour en quantité minime par les Indiens des environs, lorsque l'éloignement momentané des détachements républicains leur en laissait la liberté, rien n'avait été reçu durant les deux mois qui venaient de s'écouler. On avait vécu sur les approvisionnements existants et ceux-ci avaient baissé d'autant plus vite que le blocus, auquel personne n'était préparé, avait brusquement interrompu la saison des arrivages annuels. Quand, le 14 avril, les dernières communications furent coupées, la disette avait commencé pour tout le monde et la famine pour la population pauvre. L'autorité militaire eut recours aux moyens empiriques que ramène avec elle toute crise de ce genre, malgré les enseignements vingt fois réitérés de l'expérience : tarif maximum, pénalités contre les accapareurs, réglementation du débit, saisie des réserves pour être emmagasinées, aménagées et vendues sous le contrôle officiel. Le résultat fut ce qu'il a toujours été en pareil cas. Plus le gouvernement s'en mêla, plus le mal s'aggrava par la disparition du peu qui restait sur le marché. Au bout de quelques jours, l'argent ne suffisait plus pour se procurer les choses les plus essentielles : il fallait vaincre la défiance des détenteurs qui, dans la crainte de voir confisquer

leurs marchandises, recevaient l'acheteur inconnu comme un dénonciateur déguisé.

La misère se compliqua rapidement de nouvelles exactions fiscales. Les loyers, à Mexico, se fractionnent par mois; on exigea simultanément que chaque propriétaire versât au trésor l'équivalent d'un mois et chaque locataire l'équivalent d'un demi-mois du montant de leurs conventions locatives. Cette première contribution, qui représentait sous sa double forme un impôt de 12 1/2 pour 100 sur toutes les locations, fut suivie de près par une seconde taxe ayant la même base : les commerçants et industriels furent astreints à une redevance de 50 pour 100 du taux de leurs loyers; toutes les autres professions à une redevance de 10 pour 100. Vint enfin une contribution *quotidienne* établie d'après un tarif proportionnel qui, pour certaines maisons opulentes, s'élevait jusqu'à 3,000 francs par jour, variait de 600 à 250 francs pour les grands magasins et ne descendait guère au-dessous de 25 francs pour le plus modeste des boutiquiers. Dans l'état des affaires, cette exaction dépassait de beaucoup la recette brute de la journée [1].

1. Il y avait, en outre, les expédients d'urgence auxquels on avait recours par voie d'exécution instantanée, lorsqu'il fallait se procurer de l'argent sur l'heure et à tout prix. Rien de plus sommaire. Les agents du fisc se présentaient dans quelque riche maison, comme les Barron ou les Beistegui, et extorquaient tantôt 50,000, tantôt 500,000 francs, suivant la circonstance. Ou bien ils faisaient une descente dans les

Le commerce n'avait qu'un parti à prendre; il ferma ses portes d'un accord unanime. Le corps diplomatique intervint encore une fois, au nom des négociants étrangers que l'impôt quotidien atteignait d'une façon particulièrement onéreuse. Pour unique réponse, on lui donna à entendre qu'il pactisait avec les récalcitrants et encourageait leur résistance. Il fut sur le point de demander collectivement ses passeports, mais renonça à cette idée par suite du refus du ministre d'Espagne de s'y associer, et se contenta de notifier au ministère que les représentants des puissances européennes suspendaient tous rapports avec lui. Au fond, cela devait être assez indifférent à un gouvernement qui ne reconnaissait plus d'autre loi que son bon plaisir. Il s'émut cependant plus qu'on ne l'aurait supposé. La notification des diplomates fut discutée en conseil et l'on agita la proposition de les arrêter tous, comme coupables d'exciter leurs nationaux à la rébellion contre les autorités du pays. Peut-être l'eût-on fait, dans le but de frapper l'imagination publique, sans l'attitude résolue du consul des Etats-Unis, M. Otterbourg, qui, nonobstant sa position purement officieuse, avait pris à tâche de faire du prestige de son pays une égide à toutes les nationalités étran-

maisons de jeu, dont le gouvernement avait autorisé la réouverture, et « réquisitionnaient » l'argent répandu sur les tables, en laissant d'ailleurs les joueurs libres de reprendre la partie sur nouveaux enjeux.

gères. Il déclara que le moindre acte de violence envers un membre du corps diplomatique serait envisagé comme une violation du droit des gens, à Washington aussi bien qu'en Europe, et mettrait hors la loi internationale les hommes qui s'en seraient rendus coupables. On en resta donc à la rupture des relations officielles.

L'accord, d'autre part, avait cessé de régner entre Marquez et Vidaurri. Ce dernier, à côté d'une énergie indomptée, parfois sauvage, possédait un grand fonds de droiture. La situation ne lui apparaissait plus sous le même jour que lorsqu'il était revenu de Queretaro et il lui semblait que sa place était auprès de l'empereur. Il avait en conséquence voulu repartir; Marquez s'y était opposé. On racontait une altercation entre eux qui avait failli aboutir à une provocation personnelle. Un incident envenima le démêlé. Mécontent du produit des impôts, dont le recouvrement était confié au général O'Horan, Vidaurri signifia à celui-ci qu'il eût à lui rendre ses comptes, en ajoutant qu'il se chargerait désormais lui-même de la perception. O'Horan, blessé du procédé et de la suspicion peut-être fondée que cette détermination laissait entrevoir, en appela à Marquez. Il s'ensuivit une nouvelle scène plus violente encore que la première, au cours de laquelle le mot d'arrestation fut prononcé par le lieutenant de l'empire. Vidaurri donna sa démission et, sur le conseil de ses amis, jugea prudent de se dérober aux ran-

cunes de son ci-devant collègue. Bien lui en prit. L'ordre de mettre la main sur lui était en effet donné. A son défaut, on voulut arrêter le général Quiroga, son compagnon ou pour mieux dire son frère d'armes, auquel le liaient vingt années de combats et de vie en commun; mais Quiroga avait autour de lui un escadron de ses cavaliers du Nord, qu'il avait amenés en venant se rallier à l'empire; il déclara ironiquement qu'on pouvait venir le chercher au milieu d'eux, ce qu'on se donna bien garde de faire. Lui-même, à son tour, se montrait fort tenté d'en finir avec la dictature de Marquez. Ce fut, dit-on, Vidaurri qui, du fond de sa retraite, le dissuada d'un projet dont la réalisation eût pourtant prévenu encore bien des malheurs.

Un long mois s'était ainsi écoulé. Malgré les promesses renouvelées tous les soirs par la presse officielle et officieuse, malgré les bulletins triomphants qu'elle enregistrait chaque fois qu'on entendait la fusillade, l'unique changement perceptible dans la situation était le resserrement progressif des lignes de l'assiégeant et la rareté croissante des vivres. De Queretaro, point de nouvelles certaines depuis bien longtemps. Le 15 mai, on entend des acclamations enthousiastes retentir tout le long des avant-postes ennemis; les cloches de Tacubaya et des localités environnantes sonnent à toute volée; le bruit des pétards et des salves d'artillerie se mêle à ces manifestations de réjouissance. Que se passe-t-il donc ou que s'est-il

passé? Le bruit pénètre en ville que les juaristes célèbrent la prise de Queretaro, à la suite de laquelle l'empereur a été fait prisonnier avec ses troupes. Bientôt des grenades, lancées par les batteries assiégeantes, viennent éclater au milieu des rues et sèment avec leurs débris des bulletins imprimés dans le camp de Porfirio Diaz. Ces bulletins reproduisent une dépêche officielle datée de San Juan del Rio et ainsi conçue :

« *Au général Diaz.*

« La place de Queretaro est tombée en notre pouvoir ce matin à six heures. Je vous donnerai des détails. Maximilien, les troupes qu'il avait dans la place, leurs chefs, les armes, les munitions l'artillerie, tout est tombé en notre pouvoir. On s'est rendu à discrétion.

« ALCERRECA. »

Un autre télégramme ne tarde pas à circuler; la forme et les termes en sont encore plus explicites; il porte en lui-même le cachet de son authenticité; c'est l'annonce de la victoire, telle qu'elle a été expédiée par le général Escobedo au président Juarez :

« Camp devant Queretaro, 15 mai 1867.

« *Au citoyen ministre de la guerre*
à San Luis Potosi.

« Ce matin, à trois heures, la position de la Cruz a été enlevée par nos forces, qui ont surpris l'ennemi sur ce point. Peu après, la garnison a été faite prisonnière et la place occupée par nos troupes, tandis que l'ennemi, avec une partie de son effectif, se retirait en grand désordre vers la hauteur de las Campanas, sous le feu efficace de notre artillerie. Enfin, vers huit heures du matin, Maximilien s'est rendu à discrétion, avec ses généraux Castillo et Mejia, sur la hauteur susdite.

« Veuillez présenter au citoyen président mes félicitations, pour cet important triomphe des armes nationales.

« MARIANO ESCOBEDO. »

On n'invente pas une pareille nouvelle de toutes pièces. Le caractère et les actes du général Diaz excluent d'ailleurs jusqu'à la supposition d'une monstrueuse supercherie dans laquelle il aurait consenti à tremper. L'événement est donc certain; tout au moins est-il annoncé dans des conditions qui imposent au gouvernement de Mexico le devoir de s'enquérir de la vérité, d'éclairer le public, et, si le fait lui est confirmé, de prendre les résolutions qu'il comporte.

Pendant trois jours, le gouvernement et tous ses organes attitrés gardent un silence absolu; le reste de la presse est depuis longtemps sous un régime qui lui interdit de dire un seul mot des affaires militaires, en dehors de ce qu'auront publié les journaux officiels ou officieux. La population, plongée dans la stupeur et l'angoisse, discute à demi-voix les dépêches que des milliers de personnes ont lues, et se demande ce qu'il faut penser, ce qu'on lui prépare, où on la mène. Le 18 mai, enfin, la *Union* se décide à parler; voici ce qu'elle dit : « Il nous semble inutile de dire que la nouvelle est fausse. Tout ce qui touche à Queretaro est satisfaisant pour la cause de l'ordre. *On a des avis certains et indubitables que tout va bien de ce côté.* »

L'affirmation était si audacieusement formelle, qu'elle ébranla la croyance publique. Comment imaginer une pareille effronterie, malgré les preuves que Marquez et ses amis avaient précédemment données de leur sans-gêne en matière de véracité? Comment s'expliquer leur obstination à tenir la chute de Queretaro pour non-avenue, s'ils la savent vraie, et la continuation d'une résistance désormais sans but, comme elle est depuis longtemps sans espoir? Les plus convaincus et les mieux informés s'y perdaient eux-mêmes. On vécut ainsi dans une anxiété plus fiévreuse que jamais, jusqu'au 26 mai. Ce jour-là, un émissaire dévoué apporta à la famille du général Vicente

Riva Palacio une lettre de cet officier, qu'on savait à la tête d'une des divisions de l'armée de siége devant Queretaro. Cette lettre, adressée à sa femme, était ainsi conçue :

« Ixtapalapa, 26 mai 1867.

« Très-chère Joséphine,

« Je t'ai écrit deux fois depuis que je suis revenu de Queretaro; j'ignore quel aura été le sort de mes lettres.

« Je croyais te voir sous peu; mais je suis stupéfait de la mauvaise foi des hommes en qui Maximilien avait mis sa confiance. Lui-même m'a dit qu'en partant pour sa funeste expédition, il avait laissé entre les mains de Lacunza son abdication en due forme, avec engagement du dépositaire de la rendre publique le jour où Maximilien serait mort ou prisonnier. Eh bien! ils savent, à n'en pas douter, que l'archiduc est prisonnier; que, s'il vit, il le doit à la générosité des républicains, et ils s'obstinent à continuer la guerre sans drapeau. Qu'ils continuent, puisqu'ils le veulent; sur eux seuls retombera le sang qui sera versé.

« Adieu, nous nous verrons bientôt.

« VICENTE. »

De même que la signature du général Diaz, la signature du général Vicente Riva Palacio était à elle seule une attestation de sincérité. En lisant

ce qu'il écrivait, son père, M. Mariano Riva Palacio, qui allait devenir un des défenseurs de Maximilien, devant le conseil de guerre, comprit qu'il avait un devoir à remplir. Si le gouvernement de Mexico était dans une illusion sincère au sujet de Queretaro, il fallait le détromper ; dans le cas contraire, il fallait le mettre en face de l'évidence, l'obliger à la reconnaître et à agir en conséquence. M. Mariano Riva Palacio se rendit donc chez le ministre de l'intérieur, M. Iribarren, lui montra la lettre de son fils et insista, d'une part, sur le caractère désormais indubitable de la nouvelle qu'elle confirmait ; de l'autre, sur la nécessité de rendre publique l'abdication de l'empereur, si réellement elle existait aux mains de M. Lacunza. M. Iribarren suggéra qu'il était essentiel, avant tout, de voir ce dernier, et accompagna chez lui M. Mariano Riva Palacio. Là se passa une scène incroyable. M. Lacunza qui, certainement, savait d'avance et mieux que personne dans la ville à quoi s'en tenir, affecta de conserver des doutes, même en présence de la lettre qu'on lui mettait sous les yeux. Il avoua bien avoir entre les mains un acte d'abdication de l'empereur ; il consentit à en donner communication à ses visiteurs ; mais il allégua qu'avant de le rendre public, sa conscience exigeait « quelque preuve plus évidente » de la captivité de Maximilien. Il y avait à ce moment douze jours que Queretaro avait succombé !

La conclusion de l'entretien fut que, pour donner satisfaction aux scrupules qui lui étaient opposés, M. Mariano Riva Palacio se rendrait au quartier général des assiégeants et demanderait les données positives dont avait besoin la conscience de M. Lacunza. Il alla, en effet, trouver, le surlendemain, le général Diaz, qui, en réponse à ses premiers mots, lui mit entre les mains le télégramme suivant, daté du 25 mai :

« *L'empereur Maximilien au baron Magnus, ministre de Prusse à Mexico.*

« Ayez la bonté de venir me voir au plus vite, avec les avocats Mariano Riva Palacio et Rafael Martinez de la Torre, ou tel autre que vous jugerez apte à défendre ma cause. Mais je désire que ce soit de suite, car il n'y a pas de temps à perdre. N'oubliez pas les documents nécessaires.

« MAXIMILIEN »

Depuis vingt-quatre heures tout au moins, ce télégramme, par lequel l'empereur demandait des avocats pour le défendre, devait être à la connaissance du gouvernement de Mexico, et le gouvernement n'avait pas averti le baron Magnus ! Et il continuait à nier la chute de Queretaro ! Et, enfin, il fallait la démarche fortuite de M. Mariano Riva Palacio pour que lui-même et le ministre de Prusse eussent connaissance de l'appel qui leur était adressé par le prince captif! On eut bientôt, du

reste, une preuve nouvelle et surabondante que la situation réelle de l'empereur était parfaitement connue depuis plusieurs jours dans les régions officielles. En apprenant le nom des défenseurs demandés par l'infortuné monarque, le Père Fischer avoua avec embarras que, dans la prévision du procès, il s'était adressé par avance à un autre avocat, M. Eulalio Ortega, lequel avait accepté la mission qui lui était proposée. L'adjonction de M. Ortega à la défense ne fit aucune difficulté ; mais la précaution prise par le secrétaire particulier de l'empereur était une édifiante révélation, de la part d'un homme qui collaborait chaque jour aux mensonges de la presse officieuse.

Aussitôt après avoir pris connaissance de la dépêche impériale, le baron Magnus adressa à l'homme qui osait conserver le titre de lieutenant de l'empire la demande du laisser-passer nécessaire à sa sortie de la place, avec les avocats qu'il emmenait. Marquez n'osa refuser ; mais il apporta encore un nouveau délai à ce départ, déjà retardé de deux jours par son fait. Il avait été convenu avec le général Diaz que les batteries assiégeantes suspendraient leur feu dans l'après-midi du 31 mai, pour permettre au ministre de Prusse et à ses compagnons de voyage de franchir les lignes. Cet arrangement s'étant ébruité, nombre de familles voulurent essayer de le mettre à profit pour fuir une ville où régnaient la misère, la terreur et le désespoir. Il en résulta qu'une foule énorme de

personnes de toutes classes, les unes en voitures ou à cheval, les autres à pied, s'amoncela aux abords de la porte désignée pour la sortie. Instruit du fait, Marquez fit prévenir M. Magnus que le départ était renvoyé au lendemain matin. Ce fut une journée perdue pour rien. L'éveil était donné et les gens qui avaient hâte de quitter Mexico n'en étaient pas à un dérangement près. La multitude des fugitifs se retrouva à son poste de la veille, quand le diplomate prussien et les défenseurs se présentèrent pour sortir. Alors surgit une autre difficulté. Les assiégeants, n'ayant pas été prévenus du changement de programme, avaient rouvert le feu. Il fallut envoyer, sous la pluie des projectiles, un parlementaire qui demanda en même temps le passage pour tout le monde, et l'obtint pour quelques-uns. Le reste dut attendre que M. Mariano Riva Palacio eût rejoint Porfirio Diaz, qui, sur ses instances, consentit à élargir la permission. L'exode se poursuivit librement durant le reste de la journée, sans autres restrictions que celles qu'y mirent les chefs d'avant-poste du côté des assiégés.

Parmi les personnes qu'empêcha de sortir une consigne inexplicable, figurait M. le baron de Lago, ministre d'Autriche, qui ne parvint à s'échapper de la capitale que plusieurs jours après et par une voie détournée. Plus heureux, le chargé d'affaires de Belgique, M. Hoorickx, se glissa inaperçu au fond d'une voiture remplie de dames dont les robes étalées le cachaient. M. Dano avait inutilement

revendiqué le droit et continua à demander sans plus de succès les moyens de se rendre aussi à Queretaro. Il fut suppléé par M. Forest, notre ancien consul à Mazatlan, que les défenseurs purent emmener comme leur secrétaire. Quant au Père Fischer, le refus péremptoire d'un passeport par le général Diaz le contraignit à rester dans Mexico.

On s'imagine sans doute que, pour le coup, tout est fini. Quelle incertitude le général Marquez et M. Lacunza peuvent-ils, je ne dirai pas conserver, mais alléguer touchant le sort de l'empereur ? Lui-même ne vient-il pas de constater qu'il est captif, accusé, en péril de mort? On sait de plus, par la lettre de M. Vicente Riva Palacio, qu'il a invoqué l'acte d'abdication éventuelle laissé à Mexico. Rendre cet acte public, abandonner toute prétention de résistance au nom d'un gouvernement qui a disparu avec son chef, les mandataires du souverain n'ont plus d'autre devoir devant eux. Ce devoir est d'autant plus sacré que, s'il reste une chance de sauver la vie du prince prisonnier, elle est dans une cessation immédiate de la lutte. Toute prolongation de ce qui n'est plus désormais qu'une guerre civile sans motif légitime retombera fatalement sur sa tête. Mais qu'importe aux prétendus impérialistes dont l'unique objet, depuis Orizaba, a été d'abriter leurs desseins personnels derrière le drapeau impérial ? L'accomplissement de ces desseins, dont ils ne désespèrent pas encore,

demande que Mexico tienne à toute extrémité[1]; cela suffit; ils ne s'arrêtent pas aux conséquences inévitables de leur obstination, pour le trop faible souverain dont ils ont capté et exploité la confiance.

Tandis que les hommes de cœur qui vont disputer à la mort l'accusé de Queretaro se mettent en route pour accomplir leur triste et stérile mission, le *Boletin oficial* du général Marquez réitère l'affirmation que l'empereur victorieux s'avance au secours de la capitale :

« Déjà, dit-il, Sa Majesté est près de Mexico, à la tête de son héroïque armée, avec tous ses convois. » Le lendemain, il ajoute : « L'heureuse nouvelle se confirme de plus en plus. On explique que la marche de l'armée impériale est lente en raison de ses lourds convois et des obstacles nombreux qu'elle a à vaincre sur sa route. Avant peu nous saluerons dans notre belle capitale cette vaillante armée et notre illustre souverain. » Vingt-quatre heures plus tard, l'empereur est signalé au Penon, à deux lieues de Mexico !

Et cela continuera ainsi pendant trois semaines, — trois semaines de mensonge en permanence de la part du soi-disant gouvernement, trois semaines d'angoisses, de tortures et d'alertes quotidiennes pour la population.

1. On verra plus tard à quelle combinaison secrète se rattachait l'opiniâtreté du général Marquez.

Il n'y a plus dans la ville ni pain, ni maïs, ni riz, ni charbon. L'eau se fait rare. Cafés, restaurants, débits de comestibles, tout est fermé. On voit des femmes et des enfants tomber d'inanition au milieu de la rue. Le rapport des commissaires constate, dans l'espace de trois jours, soixante-six cas de mort par la faim. La foule commence à assaillir les magasins. La misère est telle, en un mot, qu'elle touche le cœur de l'assiégeant; le général Diaz se relâche des rigueurs de l'investissement et fait laisser, chaque matin pendant deux heures, le passage libre aux malheureux qui demandent à sortir de cet enfer. Dans les hôpitaux et les prisons, des journées entières se passent sans nourriture pour les malades et les détenus. La troupe est à peine mieux partagée; la plupart du temps les soldats en son réduits à chercher leur subsistance comme ils peuvent. La cavalerie nourrit ses chevaux avec des feuilles d'arbre et parfois avec des copeaux.

Rien n'y fait. Marquez continue de gouverner et d'extorquer au nom de l'empereur. Au nom de l'empereur, il arrache un jour 750,000 francs à la maison Barron; un autre jour 500,000 francs à la maison Beistegui. Au nom de l'empereur, ses émissaires pénètrent de vive force partout où l'on croit trouver quelque chose à prendre et prennent ce qu'ils trouvent. Au nom de l'empereur, on arrête les habitants les plus honorables, on les enferme sans leur donner même une chaise pour s'asseoir,

on les met au régime de la diète forcée, jusqu'à ce qu'ils se décident à payer rançon [1]. Ce ne sont plus des réquisitions, ce ne sont plus des contributions ou des emprunts forcés; ce sont les procédés de grand chemin transformés en moyens administratifs et mis en pratique avec la sanction du lieutenant de l'empire.

Au dehors, la canonnade s'est rapprochée et gronde maintenant presque sans interruption. Les assiégeants sont littéralement aux portes de la ville. Pour y entrer, il leur suffirait de le vouloir et l'on sent que la patience commence à échapper à leur chef lui-même. Chaque soir, on se demande anxieusement si l'assaut ne va pas être pour la nuit suivante. Plus que jamais, les suites en seraient terribles; pourtant l'existence est devenue tellement intolérable qu'on n'est pas éloigné de le souhaiter pour en finir.

Le 9 juin, on crut toucher au dénoûment. Le bruit d'une fusillade nourrie, mêlée aux détonations de l'artillerie, éclata au milieu du silence des dernières heures de la nuit et alla grandissant à mesure que le jour se fit. Vers cinq heures du matin, il n'y avait plus à douter qu'une action sérieuse ne fût engagée du côté de la route de Puebla. La population, groupée sur les terrasses

1. Comme certains détails peuvent paraître incroyables, je citerai le nom de M. Bennecke, que son titre de consul de Prusse ne parvint pas à exempter de traitement: il n'obtint d'être relâché qu'en payant 30,000 francs.

des maisons, se mit à suivre anxieusement les phases du combat qui allait probablement décider de son sort. Au nuage de fumée qui planait sur le champ de bataille, on ne tarda pas à reconnaître que l'engagement se livrait en dehors et à quelque distance des travaux de défense. Il ne s'agissait donc pas d'un assaut des assiégeants, mais d'une attaque dirigée contre les lignes ennemies par les assiégés. L'avantage paraissait d'abord se dessiner en faveur de ces derniers; mais au bout d'une heure on les vit reculer peu à peu. A huit heures, ils rentraient dans la ville. Les républicains, se bornant à les refouler, n'essayèrent pas de poursuivre leur avantage. L'affaire, d'ailleurs, avait été meurtrière de part et d'autre; l'infanterie autrichienne surtout avait grandement souffert.

Les soldats qui avaient pris part au combat confirmèrent la supposition d'une sortie. Ils révélèrent en outre que presque toute la partie de la garnison encore en état de combattre y avait pris part, que l'artillerie n'entrait que pour un très-faible appoint dans la composition de la colonne d'attaque et que Marquez commandait en personne. De ces détails et de la direction dans laquelle avait eu lieu la tentative, on inféra sans peine que le but du mouvement n'avait pu être ni de dégager la ville, ni de s'ouvrir la route de Queretaro, mais bien de se frayer un passage pour s'échapper du côté de Vera-Cruz, en abandonnant la capitale. Cette certitude porta au comble le

sentiment mêlé d'exaspération, de haine et de mépris sourdement amassé dans le cœur de la population tout entière, contre celui qui la vouait à de si cruelles et de si inutiles misères. Des placards menaçants furent affichés pendant la nuit : « Il faut, disait un de ces placards, il faut en finir avec l'homme qui, pour lui seul, fait souffrir toute une ville. Mort à Marquez ! » L'écho ne manquait pas, mais il fallait un signal, et il ne se trouva personne pour le donner.

Les jours qui suivirent sont de ceux qui ne se racontent pas. Acculé, sans possibilité d'en sortir désormais, dans l'impasse où il s'était enfermé lui-même, déjoué dans son dernier effort pour s'en échapper, Marquez personnifiait véritablement le fauve dont la terreur populaire lui avait donné le nom [1]. On l'aperçut deux ou trois fois, allant par les rues désertes, sombre, farouche, sondant du regard cette solitude désolée qui était son œuvre, et paraissant chercher par quels moyens il pourrait faire sentir encore le poids de son pouvoir expirant aux malheureux abrités derrière ces portes fermées. On s'attendait, d'une heure à l'autre, à voir sa fureur concentrée éclater en quelqu'une de ces extrémités désespérées qu'inspire la rage de l'impuissance. A cette appréhension, se joignait celle du déchaînement de

1. J'ai dit ailleurs comment, de son nom de Leonardo, on avait fait Leopardo.

l'émeute, dont les clameurs éclataient au milieu du silence de mort qui planait sur la capitale, chaque fois qu'on signalait un dépôt réel ou imaginaire de vivres à la foule affamée. A deux reprises déjà, on n'avait pu en avoir raison qu'en tirant sur elle. L'obscurité profonde où la ville demeurait plongée pendant la nuit, par suite du manque d'huile de schiste, qui servait d'ordinaire à l'éclairage, ajoutait encore au péril. Tenus sur un qui-vive perpétuel, tous ceux qui avaient quelque chose à défendre durent former une ligue secrète pour se prêter main-forte au cas d'une explosion soudaine. Deux centres de ralliement et de résistance, tenus en communication par des signaux convenus, furent établis à la banque anglaise et au consulat des Etats-Unis, où M. Otterbourg avait improvisé une sorte de garde composée d'une vingtaine de ses compatriotes. De plus, le général Diaz avait fait savoir que, dans un cas extrême, il se tiendrait prêt à intervenir, dès que le drapeau américain arboré ou une fusée lancée du consulat lui en donnerait le signal. Mais il était permis de se demander si un tel remède ne viendrait pas ajouter au mal. On n'eut heureusement pas à y recourir. Malgré tous les motifs qui la rendaient imminente, la terrible éventualité d'une guerre des rues ne vint pas du moins s'ajouter à tant d'autres calamités.

Avant le dénoûment, toutefois, le plus étrange des intermèdes devait encore faire diversion pen-

dant quelques heures à la consternation universelle. Au moment où le son du tocsin était le seul qu'on attendît, les cloches de la cathédrale se mettent à lancer leurs plus joyeuses volées; les fanfares de la musique militaire éclatent dans les rues; des groupes bruyants mais pacifiques, composés principalement d'employés du gouvernement, se répandent par la ville, faisant partir des pièces d'artifices et poussant des vivats enthousiastes. Quelle heureuse nouvelle célèbre-t-on ainsi? Une affiche officielle ne tarde pas à l'apprendre au public. Cette affiche reproduit la communication suivante, adressée par le général Tabera à l'adjudant-général de l'armée de défense :

« Mexico, 15 juin 1867.

« Son Excellence le lieutenant de l'empire me fait savoir ce qui suit, en date de ce jour, neuf heures du matin :

« Excellence, hier soir, à dix heures et demie,
« s'est présenté à moi le général Manuel Ramirez
« Arellano, venant du camp de S. M. l'empereur,
« après avoir perdu quatre jours à Tacubaya, où
« il a dû se tenir caché.

« Ledit général m'a donné l'heureuse nouvelle
« que l'*armée impériale de Queretaro est en*
« *marche pour venir au secours de la capitale*,
« sous le commandement du souverain, qui bien-
« tôt sera en vue et tombera sur l'ennemi.

« Faites connaître cette heureuse nouvelle par « un ordre général extraordinaire à l'armée et par « une affiche spéciale au public. Ordonnez, en « outre, qu'on la célèbre par des sonneries de « cloches et de musique militaire. »

« Veuillez prendre vos dispositions conformé- « ment à ce que me prescrit cette communication.

« *Le général en chef*,

« RAMON TABERA. »

On a vu la date : 15 juin. L'empereur, dont on annonçait l'approche, n'était plus seulement prisonnier; il était condamné à mort; il devait être fusillé le lendemain!

Dans l'inqualifiable imposture ainsi lancée au milieu de la population de Mexico, il n'y avait qu'un détail exact, et ce détail même ajoutait à l'odieux de la comédie sacrilége que Marquez ne craignait pas de jouer sur le cercueil déjà prêt à recevoir le cadavre du malheureux Maximilien. Le général Arellano était effectivement parvenu à pénétrer dans la capitale sous le costume d'un charbonnier indien; mais, loin d'apporter les nouvelles qu'on mettait dans sa bouche, il avait confirmé comme témoin oculaire la chute de Queretaro, où il commandait l'artillerie; il avait raconté la captivité de l'empereur et donné les détails du procès, recueillis pendant son séjour forcé dans le camp des assiégeants. M. Arellano a

essayé plus tard d'expliquer par quelles considérations Marquez, malgré sa répugnance, l'avait décidé à devenir le complice de la plus infâme des manœuvres. Rien ne saurait l'excuser. Quant à Marquez lui-même, cette nouvelle insulte à la vérité en même temps qu'au malheureux prince dont il se disait le représentant, ne fut que le digne couronnement du système qu'il suivait depuis des semaines. Tout lui était bon, dès qu'il s'agissait de gagner quelques jours.

On aura peine à le croire ; mais telle est l'influence d'une assertion audacieuse que, malgré la certitude depuis longtemps acquise à l'endroit des événements de Queretaro, une partie de la population se demanda sérieusement ce qu'elle devait croire et si la comédie, le mensonge, l'échafaudage de fausses nouvelles n'étaient pas du côté des juaristes. Par contre, grande fut l'indignation parmi ceux pour qui ne pouvaient faire doute ni la triste réalité, ni le caractère et le but de l'acte de Marquez. M. Otterbourg crut devoir demander, par l'intermédiaire du général O'Horan, des explications sur les intentions ultérieures du lieutenant de l'empire ; il reçut une réponse insolente, qui faillit être suivie d'un ordre d'arrestation. Une réunion, tenue au consulat américain, agita alors la question de savoir s'il ne valait pas mieux, à tous risques, demander au général Diaz d'entrer dans la ville que de rester plus longtemps sous un régime qui marchait d'énormités en

énormités. De l'aveu de tout le monde, il n'y avait plus de ménagements à garder; cependant, on recula devant la responsabilité que les conséquences d'une pareille résolution pouvaient faire peser plus tard sur ceux qui l'auraient provoquée.

On sut bientôt, heureusement, qu'après s'être procuré un dernier répit vis-à-vis de la population par l'imposture du 15, Marquez comprenait lui-même l'impossibilité de se maintenir plus longtemps et faisait sous main les préparatifs d'une nouvelle sortie, qui serait un départ définitif. Pendant quarante-huit heures, ses agents redoublèrent de violences pour réunir en argent, en hommes et en chevaux valides, tout ce que pouvait encore fournir une ville plus qu'épuisée. L'indiscrétion d'un officier, qui alla prendre congé de sa maîtresse, révéla le but de cet effort suprême et la date fixée pour la sortie. Elle devait avoir lieu dans la nuit du 17 au 18 juin; mais un vent impétueux, accompagné d'une pluie diluvienne, força de la remettre au lendemain. Ce retard la fit avorter et modifia le dénoûment.

Dans la journée du 18, en effet, le colonel Kevenhuller reçut une lettre du baron de Lago, revenu de Queretaro à Tacubaya. Le ministre autrichien, après avoir mis son compatriote au courant de la situation, lui faisait comprendre que son devoir était de ne pas s'associer plus longtemps à la conduite de Marquez. Il ajoutait que le général Diaz se montrait disposé à laisser

partir librement les étrangers qui, ayant combattu jusque-là sous le drapeau de l'empire, déposeraient immédiatement les armes. Le colonel notifia, en conséquence, au général O'Horan qu'il ne fallait plus compter sur son concours, non plus que sur celui de sa légion. Le commandant Chenet, averti, fit une déclaration analogue au nom de la guérilla française. Avec la garnison affaiblie de ces deux contingents, il ne fallait plus penser à franchir les lignes ennemies, encore moins à tenir la campagne, en admettant qu'on fût parvenu à les traverser. La journée se passa en irrésolutions.

Le général O'Horan, comprenant à son tour que tout était fini, voulut se donner vis-à-vis du parti juariste, qui avait longtemps été le sien, le mérite d'une démarche spontanée. Il fit demander au commandant en chef de l'armée assiégeante, par l'entremise de M. Otterbourg, une entrevue secrète qui lui fut accordée et qui eut lieu à deux heures du matin, dans la nuit du 18 au 19. Sur sa déclaration qu'il était prêt, en ce qui le concernait, à faire cesser la résistance dès qu'il saurait d'une manière précise à quoi s'en tenir sur le compte de l'empereur, le général Diaz lui mit sous les yeux les documents du procès de Queretaro et la dépêche officielle annonçant que, presque à cette heure même, l'arrêt de mort devait recevoir son exécution. O'Horan se retira en donnant sa parole que, si Marquez s'obstinait plus

longtemps, il saurait le mettre de côté. Rentré dans la ville, il alla en effet trouver le général Tabera d'abord, puis le colonel Kevenhuller, et se rendit avec eux chez Marquez. Celui-ci s'inclina avec moins de difficulté qu'on ne l'aurait supposé devant la notification comminatoire qui lui était faite, et convoqua pour trois heures de l'après-midi un conseil de tous les généraux, en annonçant qu'il irait le présider. On l'attendit toutefois vainement[1]; il se borna à envoyer un billet ainsi conçu :

« Comme il est prouvé que l'empereur est prisonnier, je soussigné cesse d'être chargé de la lieutenance de l'empire.

« MARQUEZ. »

Délivrés du maître qui leur imposait ses volontés et qui les avait, par un ascendant inexplicable, rendus si longtemps complices de ses desseins particuliers, les officiers supérieurs commandant à divers titres dans Mexico se prononcèrent à l'unanimité pour l'ouverture des pourparlers de capitulation avec l'assiégeant.

1. Personne, à partir de ce moment, ne sut dire ce qu'était devenu l'ancien lieutenant de l'empire. Ce fut seulement bien des mois plus tard qu'on entendit parler de sa présence à la Havane. Rien n'a jamais transpiré sur la manière dont, après avoir échappé à toutes les recherches, il parvint à sortir de Mexico d'abord, du pays ensuite.

Cette même après-midi, le *Boletin oficial* publiait son dernier numéro en tête duquel on lisait :

« Nous n'avons point de nouvelles positives. L'absence de communications où vit la place assiégée ne permet pas de savoir ce qui se passe au delà des portes. Toutefois, on dit dans le public que l'armée impériale a commencé à arriver à Toluca. *Nous espérons avoir sous peu des détails relatifs à la marche de Sa Majesté.* »

On était au 19 juin. L'empereur avait été fusillé le matin même à Queretaro !

CHAPITRE X

SOMMAIRE : Queretaro. — Etat des choses à l'arrivée de l'empereur. — Plan de campagne manqué. — Commencement du siége. — Attaques et sorties sans résultat. — Mission de Marquez. — On attend vainement son retour. — Derniers efforts. — La trahison de Lopez. — Les Juaristes maîtres de la ville. — Reddition de Maximilien.

Que s'était-il passé dans Queretaro durant ces quatre longs mois de séquestration, où des bruits mensongers promettaient de semaine en semaine à la population de la capitale la réapparition de l'empereur à la tête d'une armée victorieuse ?

Nous avons laissé Maximilien partant de Mexico le 13 février avec les généraux Marquez et Vidaurri, livrant deux combats sur sa route, et faisant, le 19, son entrée triomphale à Queretaro. L'avant-veille, à l'étape de San Juan del Rio, il avait lancé une proclamation dans laquelle, après avoir annoncé qu'il prenait en personne le commandement de l'armée, il ajoutait :

«.... Ce jour, mes vœux ardents l'appelaient depuis longtemps. Des obstacles indépendants de ma volonté me retenaient. Aujourd'hui, libre de toute entrave, je puis ne prendre conseil que de mes sentiments de bon et fidèle patriote.

« Notre devoir de bons et loyaux citoyens nous oblige à combattre pour les deux principes les plus sacrés du pays : pour son indépendance menacée par des hommes qui, dans leurs vues égoïstes, veulent trafiquer même du territoire national ; et pour le bon ordre intérieur que nous voyons chaque jour troublé de la façon la plus cruelle au préjudice de nos pacifiques compatriotes. Notre action, libre de toute influence, de toute pression étrangère, n'a pour but que de soutenir et de porter haut l'honneur de notre glorieux drapeau tricolore.

« .... J'ai nommé le brave général Marquez mon chef d'état-major et réparti l'armée en trois corps : le premier sous le commandement du général Miramon ; le second, sous les ordres de son chef actuel [1]; le troisième sous ceux de l'intrépide général Mejia.

« .... Ayons confiance en Dieu qui protége et protégera le Mexique, et combattons avec une indomptable énergie sous cette invocation sacrée : Vive l'indépendance ! »

1. Cette désignation de second corps s'appliquait aux troupes restées dans Mexico sous les ordres du général Tabera.

Quelques jours plus tard, le 2 mars, paraissait un nouveau manifeste impérial sous forme de lettre adressée à M. Aguirre, ministre de l'instruction publique, qui se trouvait mêlé au personnel militaire de l'expédition de Queretaro, en raison d'une prédilection spéciale du souverain. Cette lettre semble avoir eu pour but de répondre à des objections soulevées, dans l'entourage de Maximilien, au sujet de la continuation de la guerre, peut-être à une tentative nouvelle pour remettre sur le tapis la convocation d'un congrès. Elle débute en effet par une allusion à la nécessité d'empêcher qu'on ne se méprenne sur les intentions de l'empereur « grâce aux mille calomnies que nos ennemis répandent contre notre gouvernement. » Maximilien déclare ensuite que rien n'est changé au programme d'Orizaba, et que l'idée d'un congrès domine toujours chez lui comme l'unique solution susceptible de donner un avenir durable et une base de rapprochement entre les partis.

« ..... Cette idée du congrès, — poursuivait la lettre impériale, — je la nourrissais dès mon arrivée dans le pays ; elle a été émise par moi aussitôt que j'ai eu la certitude que les représentants de la nation pourraient se réunir libres de toute influence étrangère. Tant que les Français dominaient les grands centres du pays, il n'y avait pas possibilité de penser à un congrès délibérant

en pleine franchise. Mon départ pour Orizaba accéléra le départ des troupes françaises, et ainsi arriva le jour où l'on put parler librement d'un congrès constituant. L'impossibilité de prendre auparavant une pareille résolution est ressortie d'une manière évidente de la violente opposition déployée par les autorités françaises, déjà prêtes à partir, contre l'idée émise. »

Rien de plus injuste que cette imputation, rien de plus contraire à la réalité des faits. Bien plutôt, les autorités françaises eussent-elles été en droit de reprocher au souverain qui les accusait, d'avoir fait lui-même obstacle à la solution qu'il prétendait avoir voulue. Mais nous sommes ici en présence d'une de ces théories que la mobile imagination de Maximilien embrassait tour à tour, sous l'influence des circonstances et selon les besoins du moment. Le but de la lettre à M. Aguirre était d'établir — et peut-être bien de se démontrer à lui-même encore plus qu'aux autres — que la situation était excellente, que l'on avait seul le bon droit de son côté et raison contre tout le monde. Après avoir rejeté sur la France la responsabilité de la non-convocation du congrès aussi longtemps que son drapeau avait flotté au Mexique, le manifeste impérial faisait peser sur le parti libéral cette même responsabilité depuis le départ de nos troupes. Il dénonçait les chefs de ce parti comme ayant repoussé les ouvertures qui leur

avaient été faites et empêché un appel immédiat à la nation. « Les hommes qui invoquent le progrès n'ont pas voulu, disait-il, ou n'ont pas pu se soumettre au jugement du pays ; ils ont repoussé la main fraternelle qui cherchait à rétablir la paix entre les frères. Hommes de parti aveugles, ils veulent dominer seuls, l'épée à la main... Il n'y a donc pas à compter sur eux, et nous n'avons plus d'autre devoir que de travailler avec toute notre énergie à rendre au plus tôt la liberté aux populations, afin qu'elles puissent alors exprimer librement et franchement leur volonté. »

Cette conclusion a donné naissance à la supposition d'une tentative faite par Maximilien, postérieurement à son arrivée à Queretaro, pour amener Juarez à s'entendre avec lui en vue d'élections constituantes. La réponse à toute proposition de ce genre était tellement écrite d'avance que, si une démarche quelconque eut lieu, elle se réduisit forcément à un pur simulacre. Mais il n'y en a même aucun indice. La proclamation de San Juan del Rio avait fermé déjà la voie des négociations, à supposer qu'elle eût jamais été ouverte, en appelant « les bons et loyaux citoyens » à combattre pour l'indépendance du pays menacé par les Juaristes. On ne doit voir dans la lettre à M. Aguirre que l'exposé justificatif d'une résolution qui n'avait point varié et à laquelle, dans aucun cas, le général Marquez n'aurait permis de prendre une

direction autre que celle de la lutte à outrance. Son ascendant sur l'empereur avait encore grandi pendant la marche qu'ils venaient d'accomplir ensemble, et ce n'était pas pour faire de la politique de conciliation qu'il avait entraîné Maximilien loin de Mexico.

Il s'agissait maintenant d'arrêter un plan de campagne. Les ressources militaires dont on disposait étaient fort médiocres. Les généraux Miramon, Mejia et Severo Castillo, déjà réunis dans Queretaro, n'avaient sous leurs ordres que de faibles contingents complètement désorganisés. La colonne amenée de la capitale était un appoint et rien de plus. Les troupes qui avaient jusque-là combattu dans le Michoacan avec le général Mendez, et qui étaient en train de se replier à leur tour, ne pouvaient pas non plus compter pour un renfort bien considérable. Le tout combiné représentait, comme effectif, une douzaine de mille hommes au plus. Il n'y avait cependant pas à hésiter sur la tactique à suivre. L'ennemi s'avançait vers Queretaro en deux corps : l'un, sous la conduite d'Escobedo, venant du nord-est ; l'autre, commandé par Corona, venant du sud-ouest. Une distance de cinquante lieues environ séparait encore ces deux armées. En marchant de suite soit sur l'une, soit sur l'autre, on livrait bataille à forces à peu près égales et l'on avait chance d'arrêter le mouvement de jonction des troupes républicaines, peut-être même de les battre

séparément. La donnée était tellement évidente, l'opération tellement indiquée, que toutes les voix s'y rallièrent dans un conseil de guerre tenu le 22 février. Il fut décidé qu'on se mettrait en marche le 26, pour se porter d'abord à la rencontre d'Escobedo.

Comment et pourquoi cette détermination, reconnue nécessaire par tout le monde, ne fut-elle pas suivie d'exécution? Le fait n'a jamais été expliqué d'une manière satisfaisante ou même plausible. Dans son récit des *Dernières heures d'un empire*, le général Arellano accuse Marquez d'avoir abusé de l'influence qu'il exerçait sur Maximilien, pour lui conseiller en secret l'inaction, par jalousie contre Miramon. Il est certain que ces deux chefs étaient sortis de la conférence où avait été résolue l'entrée en campagne, à l'état d'antagonisme déclaré. Pour couper court à une dissidence assez vive qui s'était manifestée au cours de la discussion stratégique, Maximilien avait cru devoir dire que, en sa qualité de marin, il ne lui appartenait pas de trancher les questions relatives aux opérations de terre, mais qu'il laissait ce soin au général Marquez, appelé à jouer le rôle de commandant en chef de l'armée. A peine le conseil terminé, arrivait une lettre de Miramon dans laquelle celui-ci déclarait ne pouvoir servir sous les ordres de Marquez, dont il était l'ancien et le supérieur, et que lui-même avait promu à son grade actuel. L'empereur arrangea les choses

en expliquant que le mot de général en chef prononcé par lui était une simple manière de parler; qu'en fait, il conservait seul la direction suprême des troupes, et que Marquez n'aurait à intervenir que comme son chef d'état-major général. Miramon accepta ce biais et la rupture ouverte fut conjurée; mais l'incident laissa subsister une sourde mésentente qui se fit jour en plus d'une occasion jusqu'au moment où Marquez quitta Queretaro. Il est, par conséquent, fort possible que cette mésentente ait contribué aux irrésolutions qui firent avorter l'offensive projetée. Mais il est aussi malheureusement trop vraisemblable que l'empereur lui-même, grâce à ses funestes habitudes d'atermoiement, eut la plus large part dans la faute qui devait se retourner contre lui. A la dernière heure du siége, nous le verrons encore rendre inutiles, en perdant un temps précieux, les dévouements qui cherchaient à lui ménager une suprême chance de salut.

Toujours est-il qu'on laissa perdre douze jours, douze de ces précieuses journées qui, à la guerre, ne se retrouvent pas. Pendant ce temps, l'ennemi poursuivait sa marche convergente. Le 6 mars, les corps de Corona et d'Escobedo apparaissaient presque simultanément devant la ville, dont ils commençaient l'investissement. Non-seulement désormais l'empereur se trouvait enfermé et hors d'état de prendre l'offensive, mais il avait à se défendre dans une ville à peu près ouverte, domi-

née de trois côtés par des hauteurs, contre un ennemi qui, à l'avantage du nombre et de la position, joignait celui de rester maître de la campagne. Rien n'avait été fait dans Queretaro en prévision d'un siége. Les fortifications étaient à l'état d'ébauche, l'approvisionnement de munitions nul, les réserves de vivres et de fourrages à peine suffisantes pour quelques jours. On n'avait même pas songé à faire entrer dans la place les récoltes accumulées dans les propriétés rurales de la banlieue, où il fallut aller opérer de maigres razzias sous le feu de l'assiégeant quand la disette eut commencé. Les chefs et la garnison qui, surpris dans de pareilles conditions, parvinrent à tenir deux mois entiers, malgré des assauts réitérés, n'accomplirent certes pas une œuvre sans honneur.

Le siége de Queretaro, en effet, ne ressemble nullement, sous le rapport militaire, à celui de Mexico. Dès le 14 mars, les républicains essayèrent d'enlever la ville par une attaque de vive force qui, après avoir été un moment sur le point de réussir, fut victorieusement repoussée. Le 17, les assiégés, à leur tour, combinèrent une sortie générale que vint arrêter, à l'instant même où l'action s'engageait, une fausse alerte donnée à l'extrémité opposée de la ligne de défense. Le surlendemain, nouveau combat très-vif dans un faubourg de la place, à la suite d'une expédition de ravitaillement entreprise par Miramon. L'idée d'abandon-

ner la ville et de tenter un effort suprême pour s'ouvrir la route de Mexico fut alors mise en avant et discutée dans un nouveau conseil de guerre tenu le 20 mars. On la rejeta comme ne pouvant aboutir qu'à un inévitable désastre. A supposer que la petite armée impériale parvînt à rompre sur un point la ligne d'investissement et à se jeter dans la campagne, comment espérer qu'elle réussît à gagner la capitale, à travers un pays entièrement occupé par l'ennemi, ayant sur ses derrières les forces assiégeantes qui ne manqueraient pas de se lancer à sa poursuite? Les membres du conseil furent unanimes à reconnaître qu'il fallait, au contraire, que le secours vînt de Mexico. A cet effet, on décida qu'un des généraux serait chargé de s'y rendre, avec mission de réunir à la hâte tout ce qu'il pourrait en hommes et en argent, pour revenir dans le plus bref délai possible donner la main aux assiégés de Queretaro.

Tels furent le but et l'origine du mandat confié à Marquez, avec le titre de lieutenant de l'empire, dont nous l'avons vu faire un usage tout différent et un si étrange abus. La facilité avec laquelle il rentra dans la capitale, sans avoir même à engager une seule fois la petite colonne volante qui lui avait été donnée pour escorte, montre que le plan dont il était chargé de préparer l'exécution n'avait rien d'irréalisable, s'il se fût conformé à ses instructions et renfermé dans le rôle qui lui était assigné. Il lui eût suffi de reprendre immédiate-

ment la route de Queretaro avec les forces et les fonds qu'il employa à tenter sa malencontreuse expédition vers Puebla. Ici éclate la première preuve de sa trahison morale à l'égard de Maximilien et de l'abus de confiance par lequel il fit servir aux vues personnelles dont il poursuivait l'accomplissement les pouvoirs qu'il avait reçus du trop facile souverain.

Marquez avait quitté Queretaro dans la nuit du 22 au 23 mars. Le lendemain, l'assiégeant donnait un nouvel assaut qui fut repoussé comme celui du 14, mais au prix de pertes plus grandes encore. Malgré l'affaiblissement de la garnison, Miramon à son tour tenta, le 1er avril, une sortie dans laquelle il commença par enlever plusieurs positions importantes; mais, menacé de se voir coupé de la ville, il dut battre en retraite, ramenant deux obusiers comme trophée de sa victoire momentanée. Il devenait de plus en plus évident que l'ennemi, constamment renforcé, ne pouvait plus être entamé. On renonça à des efforts dont le résultat le plus clair était de perdre du monde et d'épuiser les munitions qu'on ne parvenait à renouveler que par des prodiges de travail et d'habileté. Tenir le plus longtemps possible, en réservant toutes les forces pour la défensive, fut désormais la tactique adoptée.

Le 11 avril, le délai de vingt jours, au bout desquels Marquez s'était engagé à reparaître avec des secours, étant expiré, les généraux Miramon

et Arellano prirent sur eux de conseiller à l'empereur une résolution extrême. Ils lui proposèrent de prendre avec lui un millier de chevaux et de s'échapper de la place assiégée comme l'avait fait Marquez lui-même. Maximilien s'y refusa. Il fut toutefois décidé, à la suite d'un conseil de guerre tenu le 19 avril, que le général Morett serait expédié afin d'aller chercher au dehors des nouvelles et d'activer l'arrivée des renforts vainement attendus. Le général Morett devait être muni des pouvoirs les plus étendus, allant jusqu'à destituer Marquez au besoin. Le prince de Salm, attaché à l'empereur en qualité d'aide-de-camp et désigné pour faire partie de l'expédition, emportait en outre des instructions personnelles écrites sous la dictée de Maximilien par le docteur Basch, son médecin particulier[1]. Il serait difficile de dire dans quelle mesure le cours des événements pouvait encore être modifié, même si les nouveaux représentants de l'autorité impériale eussent réussi à atteindre Mexico. Mais la vigilance des assiégeants ne leur permit pas de sortir de Queretaro. Surpris dans sa tentative de départ, le général Morett se vit rejeter dans la place après une escarmouche où il laissa une partie de son escorte.

1. Ces instructions se trouvent reproduites dans le livre publié plus tard par le docteur Basch sous le titre de *Souvenirs du Mexique*. Elles renferment plus d'un trait caractéristique du prince qui les dictait à la veille d'une catastrophe imminente. — Voir *Notes et pièces justificatives*, lettre D.

La situation ne comportait plus que des résolutions désespérées. La ville était littéralement aux abois ; ses défenseurs épuisés voyaient leurs rangs s'éclaircir de jour en jour, malgré les appels incessants faits au recrutement forcé pour combler les vides. La population civile, aux prises depuis des semaines avec toutes les privations, commençait à sentir les horreurs de la famine. Pour organiser et prolonger une résistance dont tous les éléments manquaient au début du siége, il avait fallu lui imposer les plus lourds sacrifices, et faire passer avant tout l'intérêt militaire. Ici comme à Mexico, les réquisitions, les emprunts forcés, les contributions arbitraires, les mesures sommaires de toute sorte, avaient dû subvenir à tous les besoins de l'administration et de l'armée. Les ressources ainsi obtenues avaient reçu, à la vérité, un meilleur emploi que dans la capitale, et la vaillance déployée justifiait dans une certaine mesure les moyens auxquels la nécessité avait contraint de recourir ; mais cela n'empêchait pas qu'on ne fût à bout de forces et à bout de tout. La cessation des attaques de l'assiégeant montrait qu'il savait à quoi s'en tenir à cet égard et que, sûr de voir la place tomber d'elle-même entre ses mains, il avait pris le parti d'attendre que l'heure de la chute eût sonné. Au dehors comme au dedans, personne n'ignorait que c'était une question de jours, de semaines tout au plus.

Miramon, dont l'activité, l'énergie, la bra-

voure, l'inspiration militaire, furent au-dessus de tout éloge durant tout le cours de cette terrible épreuve, se dissimulait moins que personne à quelle extrémité on en était réduit et le dénoûment qui se préparait. Il se résolut à tenter de nouveau la fortune des sorties en masse et en organisa trois coup sur coup. La première, qui eut lieu le 27 avril, débuta par une victoire éclatante ; l'assiégeant, délogé dans une attaque impétueuse de ses travaux avancés du côté sud, laissa vingt et une pièces d'artillerie aux mains de la garnison. Celle-ci, toutefois, menacée bientôt par des forces supérieures, ne put ni pousser l'avantage obtenu ni même conserver le terrain conquis. Deux autres efforts analogues, renouvelés le 1er et le 3 mai, eurent un début non moins brillant, une issue non moins stérile. Comme tous les combats livrés depuis le commencement du siége, ce furent de glorieux engagements couronnés d'un succès momentané, mais aboutissant à un résultat négatif[1].

1. Pour les détails de ce siége, digne d'être mieux étudié au point de vue militaire que je ne puis le faire ici, je renverrai le lecteur au volume très-exact et très-sincère d'un de nos compatriotes qui faisait partie de la brigade Mendez : *Queretaro,* souvenirs d'un officier de l'empereur Maximilien, par M. Albert Hans, publié chez Dentu.

Les Dernières heures d'un empire, du général Arellano, dont j'ai eu déjà occasion de parler, fournissent aussi de curieux renseignements, utiles à consulter, mais en se tenant en garde contre la partialité et les préoccupations personnelles de l'auteur.

Quelques jours de morne abattement suivirent. Miramon n'avait plus qu'une pensée et ne voyait plus qu'un but : faire en sorte que Maximilien ne se trouvât pas dans la place lorsqu'elle tomberait au pouvoir de l'ennemi. Il revint à la proposition qu'il avait déjà essayé de faire accepter un mois auparavant et pressa l'empereur de mettre à profit une dernière affaire, que l'on engagerait sur deux ou trois points à la fois, pour s'échapper à la tête d'une colonne légère composée d'hommes d'élite. Une fois hors du cercle dans lequel il était enfermé, il agirait selon les circonstances ; mais, du moins, il serait libre de ses mouvements et de ses résolutions. Sans repousser l'idée, Maximilien insista pour qu'avant toutes choses on rédigeât une relation de ce qui s'était passé depuis le début du siége, de l'héroïque résistance opposée à l'ennemi et du rôle inconcevable joué par Marquez. Il voulait, disait-il, que cette relation, revêtue de la signature de tous les généraux, restât comme un document justificatif aux yeux de l'histoire, et déclarait y tenir plus qu'à la vie. Pour obtempérer à ce désir, les généraux Miramon, Mejia, Severo Castillo et Arellano signèrent une sorte de procès-verbal, dressé sous forme de rapport à l'empereur et qui, après avoir résumé les diverses phases par lesquelles avait passé la situation dans Queretaro depuis le 20 février, se terminait ainsi :

« ..... Les généraux soussignés n'aborderont

pas aujourd'hui le terrain des justes accusations qu'ils croient pouvoir formuler contre l'ancien chef d'état-major général de Votre Majesté ; l'histoire se chargera de cette tâche ingrate. Mais il importe à l'héroïsme de Votre Majesté et de l'armée qui, avec elle, s'est stérilement sacrifiée dans Queretaro, de faire connaître au monde que, sans éléments d'aucune espèce, après la perte des meilleurs chefs, 5,000 soldats maintiennent aujourd'hui cette place, après un siége de soixante-dix jours, siége établi par 30,000 hommes qui ont à leur disposition toutes les ressources du pays, et que pendant cette longue période de temps, cinquante-quatre journées ont été perdues à attendre le général Marquez, qui devait revenir de Mexico sous vingt jours...

«..... Votre Majesté et l'armée entière ont droit à la noble satisfaction d'avoir placé très-haut l'honneur des armes nationales, en donnant au monde l'exemple d'un héroïsme peu commun, d'un héroïsme capable des plus audacieuses entreprises, lorsqu'une volonté énergique et un sentiment de véritable patriotisme le dirigent. L'immense responsabilité des événements funestes qui vont se précipiter sur le Mexique est par conséquent complétement étrangère à Votre Majesté et à sa fidèle et vaillante armée. »

Cette satisfaction donnée aux scrupules de Maximilien, Miramon obtint de lui la fixation de la

sortie finale pour le 10 mai. Il n'y avait plus de temps à perdre ; la disette, arrivée à son comble, faisait de la reddition une nécessité imminente, sous peine de voir les habitants et les soldats eux-mêmes mourir littéralement d'inanition. A peine une partie des troupes, exténuées par les privations, étaient-elles en état de faire le dernier effort qu'on allait leur demander. Malgré ces considérations d'urgence, cependant, on se laissa aller à de nouveaux retards. Le mouvement projeté, d'abord ajourné de vingt-quatre heures, resta en suspens jusqu'au 14. Ce jour-là, un conseil de guerre fut jugé nécessaire pour arrêter les dispositions définitives. Il décida que la tentative aurait irrévocablement lieu la nuit suivante et commencerait vers minuit. Mais, à onze heures du soir, il y eut encore une fois contre-ordre ; l'affaire était remise au lendemain.

Dans le récit du général Arellano, ces inexplicables délais sont mis en grande partie sur le compte de la faiblesse des généraux Mendez et Mejia. Il leur impute d'avoir poursuivi la chimère d'une capitulation, de s'être laissé endormir par des pourparlers avec certains chefs ennemis et d'avoir, par suite, apporté dans l'accomplissement de leurs devoirs militaires une mollesse qui aurait paralysé l'activité de Miramon. La supposition ou plutôt l'accusation — car c'en est une — ne repose absolument sur rien. Les deux officiers auxquels elle s'adresse ont payé de leur sang une fidélité

restée inaltérable jusqu'à la fin envers l'empereur. Cette mort écarte tout soupçon des derniers actes de leur vie. Il n'est point nécessaire d'ailleurs de chercher une explication si compliquée aux ajournements successifs de la tentative où Maximilien aurait pu trouver, à défaut de la délivrance, la mort glorieuse du champ de bataille. Ici comme en tant d'autres occasions, l'inaction et la perte de temps vinrent surtout des fluctuations de la volonté impériale. Il est certain, notamment, que l'ordre qui fit renvoyer au 15 mai l'exécution du plan arrêté pour la nuit du 14, fut donné par l'empereur lui-même, presque à l'instant où la garnison attendait le signal de la sortie.

Quelques heures plus tard, l'armée juariste était maîtresse de Queretaro et l'empereur prisonnier.

L'accusation d'avoir livré aux assiégeants l'entrée de la place s'est élevée contre le colonel Miguel Lopez avec un ensemble et une énergie qui la mettent hors de discussion. En dehors de cette accablante unanimité et des indices matériels sur lesquels je reviendrai tout à l'heure, elle est corroborée par une circonstance que l'accusé n'a jamais pu expliquer. Le colonel Lopez est le seul des officiers supérieurs ayant joué un rôle marquant auprès de Maximilien, qui n'ait pas été traduit devant un conseil de guerre par le gouvernement de Juarez ; il n'a point partagé la captivité de ses compagnons d'armes pris à Queretaro ; dès le 24 mai, il partait librement, muni d'un

sauf-conduit du général Escobedo, pour se rendre dans l'État de Puebla. Ce traitement privilégié n'est-il pas, à lui seul, la révélation de relations d'un caractère suspect et ne devient-il pas la condamnation sans appel de l'homme qui en a été l'objet ?

Lopez, au surplus, a été forcé de reconnaître lui-même que, dans la soirée du 14 mai, il était allé au camp des assiégeants et avait vu le général Escobedo. Pour colorer cette compromettante démarche, il a allégué une mission qu'il aurait reçue de Maximilien, et qu'il raconte en ces termes, dans une brochure justificative publiée six semaines après la catastrophe [1] :

« A plusieurs reprises, l'empereur m'avait manifesté son désir de sortir de la place... Le 14 mai au soir, le malheureux prince me demanda si je me sentais le courage de quitter mon poste pour aller trouver l'ennemi et traiter avec lui. Sur ma réponse affirmative, il m'ordonna de sortir dans le plus grand secret et d'aller demander qu'il lui fût permis de partir avec le régiment de l'impératrice et un certain nombre de personnes de sa suite. J'obéis et fus conduit auprès du général Escobedo, avec les formalités usitées envers les parlementaires, bien que ma mission fût secrète.

1. *Miguel Lopez à ses concitoyens et au monde.* Mexico, 31 juillet 1867.

Dans une conférence qui ne dura pas cinq minutes, j'exposai le désir de l'empereur. M. Escobedo me chargea de lui rapporter pour réponse que ses instructions ne lui permettaient d'accorder aucune garantie et se bornaient à le contraindre de se rendre à discrétion ou à le battre. Sur cette déclaration, je me retirai et rentrai à mon campement vers minuit. Contre son habitude de se coucher entre huit et neuf heures du soir, l'empereur veillait encore ; il m'avait fait demander plusieurs fois et envoyé à ma recherche les aides de camp du général Castillo. Dès qu'il me sut de retour, il me fit appeler et fit sortir soit le prince de Salm, soit le lieutenant-colonel Pradillo, qui se trouvait auprès de lui, je ne sais lequel des deux, mais l'un ou l'autre peut attester mon dire. Il m'interrogea d'un ton anxieux sur le résultat de ma démarche. Lorsqu'il le sut, il me demanda si j'avais parlé au général en chef en personne. Sur ma réponse affirmative, il me donna avec un découragement visible l'ordre de faire desseller ses chevaux, ceux de sa suite et du régiment de l'impératrice, qui étaient prêts pour la sortie ; puis il se retira pour s'aller coucher. »

Une partie de cette version se retrouve dans un récit du siége de Queretaro, publié par M. Juan de Dios Arias, alors attaché en qualité d'officier à l'état-major du général Escobedo, et devenu plus tard un des employés supérieurs du ministère des

affaires étrangères de la République mexicaine. M. Arias confirme la requête présentée par Lopez, de la part de l'empereur, au commandant en chef des forces assiégeantes, et le refus opposé par ce dernier à la demande qui lui était faite. Le témoignage est toutefois suspect, venant d'un narrateur qui avait nécessairement à cœur de prouver que la trahison n'était pour rien dans le triomphe de l'armée dont il faisait partie. M. Arias, en outre, laisse échapper un aveu singulièrement compromettant pour le soi-disant messager de Maximilien. Il raconte que Lopez, interrogé par Escobedo, n'hésita pas à lui exposer la situation désespérée de la place et que cette revélation détermina le général juariste à tenter sans retard un coup de main décisif. En admettant même, par conséquent, que Lopez se soit abouché avec les assiégeants en vertu d'une mission quelconque de Maximilien, il demeure avéré qu'il alla au delà de cette mission, puisqu'il trahit le secret de l'extrémité à laquelle se trouvaient réduits les assiégés. De là à une connivence complète établie séance tenante, moyennant certaines conditions débattues, il n'y avait qu'un pas, et ce pas fut certainement franchi.

Comment s'expliquer autrement que, trois heures à peine après cette entrevue mystérieuse, un détachement de troupes juaristes soit arrivé sans tirer ni essuyer un seul coup de fusil sur le point précis de la ligne de défense où commandait

Lopez, et qu'il y ait trouvé, par une merveilleuse coïncidence, une embrasure dégarnie pour pénétrer dans la place? Les preuves accusatrices ne s'arrêtent pas là. Il est constant que Lopez en personne était au milieu des soldats ennemis, lorsqu'ils désarmèrent les premiers postes impériaux en dedans des fortifications. Ne pouvant nier le fait, il a prétendu avoir été fait prisonnier dès le début de la surprise, et emmené comme tel par les envahisseurs vers l'intérieur de la ville. Il s'est même vanté d'avoir profité d'une minute où il n'était point surveillé, pour faire avertir l'empereur de ce qui se passait. Mais des témoignages accablants établissent que tout autre fut son rôle et qu'il marchait avec les juaristes, non comme un captif, mais comme un guide. M. Albert Hans, qui se rencontra un des premiers sur son passage, donne à cet égard des détails aussi précis que curieux et irréfutables[1]. Tous les officiers de l'armée impériale qui vinrent successivement se heurter aux nouveaux arrivants ont également attesté l'étrangeté et l'embarras de l'attitude de Lopez vis-à-vis d'eux. Une question fort simple se pose d'ailleurs d'elle-même. S'il eût été réellement prisonnier, pourquoi les assiégeants, au lieu de l'enfermer ou de l'envoyer dans leur camp, eussent-ils traîné à leur suite un témoin incom-

1. *Queretaro,* souvenirs d'un officier de l'empereur Maximilien, p. 274 et suiv.

mode et que le moindre incident pouvait rendre dangereux, dans une opération aussi délicate, aussi pleine de périls imprévus que l'occupation d'une ville enlevée par une surprise nocturne ? La sûreté de leurs mouvements révèle la direction d'un complice qui non-seulement possède une connaissance minutieuse du terrain et de la distribution des postes, mais qui, de plus, exerce parmi les assiégés une autorité dont il se sert pour écarter les obstacles et dérouter les soupçons. Ce complice, quel pouvait-il être, sinon l'homme qui prétendra plus tard avoir été contraint de les suivre, et auquel il aurait suffi, pour donner l'alarme, d'un mot glissé en passant à l'oreille d'un soldat de la garnison ?

Le général Velez, qui commandait l'avant-garde des assiégeants dans cette nuit trop mémorable, a eu beau délivrer à Miguel Lopez ce qu'on pourrait appeler un certificat de captivité, corroboré par la déclaration identique de quatre ou cinq de ses officiers, il n'y a pas de méprise possible sur le véritable rôle du soi-disant prisonnier. C'est un traître qui, après avoir introduit l'ennemi, le conduit jusqu'au cœur même de la ville et l'y fait arriver à bas bruit, avec une abominable habileté. Sa trahison est flagrante. Qu'elle n'ait fait qu'avancer de quelques jours ou de quelques heures un dénoûment inévitable, cela ne saurait la rendre moins odieuse. Elle l'est doublement de la part d'un misérable comblé des bienfaits de

l'empereur, dont celui-ci avait naguère tenu l'enfant sur les fonts du baptême, auquel il avait la veille conféré la médaille militaire et qui, plus que pas un autre, avait le devoir de se faire tuer à ses côtés [1].

Maximilien logeait précisément dans le couvent de la Cruz, par le jardin duquel arrivèrent les assiégeants. Un peu plus, et il eût été pris dans son lit. Réveillé à temps, néanmoins, il put s'habiller et s'élancer au dehors en compagnie du prince de Salm. Il s'était coiffé d'un grand *sombrero* mexicain et avait jeté un caban par-dessus son uniforme. Cette circonstance le sauva pour le moment. Un détachement ennemi, dans lequel il alla donner en sortant, le laissa passer, croyant avoir affaire à un civil. On a raconté que le colo-républicain Rincon Gallardo, commandant de ce détachement, aurait lui-même provoqué l'erreur de ses soldats par un sentiment de générosité chevaleresque, bien qu'ayant reconnu l'empereur. Celui-ci se dirigea en hâte vers le Cerro de las Campanas (la Colline des Cloches), hauteur fortifiée et couronnée par une redoute, située à l'extrémité occidentale de la ville. Il avait été rejoint

1. On a parlé diversement du prix dont fut payée cette trahison; c'est naturellement un point qui ne saurait être éclairci. Mais la version la plus accréditée à l'époque fixait ce prix à 200,000 francs. On ajoutait que la plus grande partie de la somme avait été perdue par Lopez au jeu, avec des officiers républicains, avant de quitter Queretaro.

par les généraux Severo Castillo et Mejia, qui assignaient ce point comme rendez-vous à tout ce qu'ils rencontraient d'officiers et de soldats sur leur chemin. Un immense tumulte succédait au profond silence dans lequel s'était accomplie l'entrée des juaristes. Eux-mêmes avaient lancé à toute volée les cloches du couvent de San Francisco, dont l'occupation rendait leur victoire définitive. Les troupes impériales couraient effarées par les rues. Çà et là, éclatait une fusillade engagée au hasard. Miramon, entouré d'une poignée d'hommes ramassés à la hâte, essayait d'arrêter l'ennemi; mais blessé au visage d'un coup de feu, il était obligé d'abandonner la partie pour aller se faire panser chez un médecin où il ne tarda pas à être fait prisonnier. Il n'y eut pas d'autre tentative de résistance.

Les républicains, cependant, croyaient avoir un dernier combat à livrer. Le gros de la garnison s'était peu à peu rallié sur le Cerro de las Campanas. L'empereur avait autour de lui trois à quatre mille hommes, encore en désarroi, mais qui commençaient à se reconnaître, et avec lesquels on pouvait craindre de lui voir tenter un coup de main désespéré. Escobedo détacha le général Corona, avec mission de parer à cette éventualité; mais au moment où Corona s'avançait vers la hauteur en ordre de bataille, Maximilien venait de renoncer à livrer le combat. Le général Mejia, consulté par lui sur ce qu'on pouvait faire, avait

répondu, en montrant les masses profondes de l'ennemi qui fermaient l'horizon de toutes parts : « Sire, passer est impossible : mais si Votre Majesté l'ordonne, nous tâcherons de le faire ; quant à moi, je suis prêt à mourir. » Au même instant arrivait un cavalier apportant la nouvelle que Miramon était blessé. L'empereur, après quelques minutes de silence, déclara qu'il ne voulait point d'une inutile effusion de sang, et donna ordre d'envoyer un parlementaire à l'ennemi. Ici, je laisse parler le rapport adressé par le général Corona à son commandant en chef :

« ... On m'annonça qu'un parlementaire se dirigeait vers moi, avec son drapeau déployé. Je m'avançai à sa rencontre, accompagné du général Cortina, qui, avec son corps d'armée, avait poussé en avant sur l'ennemi.

« Le parlementaire m'exposa qu'il était envoyé auprès du général en chef par Maximilien et Mejia. Je lui donnai mon nom, pour qu'il pût retourner à son camp et informer ceux qui l'avaient envoyé que j'avertissais le général en chef et que je faisais suspendre le feu sur toute la ligne, avec l'espoir qu'on en ferait autant de l'autre côté.

« Le parlementaire revint une seconde fois de la colline, et les troupes ennemies commencèrent à avancer vers nous, dans une attitude pacifique. Un officier s'en détacha et vint jusqu'à moi pour

m'annoncer que Maximilien et Mejia désiraient me parler. Je me dirigeai immédiatement vers eux, toujours accompagné du général Cortina et de mon état-major.

« Maximilien m'exprima le désir de me parler à part, ce à quoi je consentis. Il me déclara alors qu'il n'était plus empereur, attendu qu'il avait abdiqué devant le conseil de gouvernement à Mexico. Comme il ne m'appartenait pas de traiter cette question dans un pareil moment, je le lui fis observer sans rudesse, en l'assurant que lui-même, aussi bien que tous ceux qui l'entouraient, trouveraient près de moi toute garantie jusqu'à ce que je les présentasse au général en chef.

« Bientôt après arriva un aide-de-camp de votre quartier-général, accompagné d'une escorte, pour me demander de votre part la remise des prisonniers. Cette remise eut lieu immédiatement, à l'exception de Maximilien et de Mejia, que j'accompagnai moi-même jusqu'au moment où je vous les présentai sur le Cerro de las Campanas, où vous vous trouviez déjà.

« RAMON CORONA. »

Voici en quels termes M. Arias, dans le récit dont j'ai déjà parlé, raconte la suite de cette scène :

« Escobedo, suivi de son état-major, arriva peu d'instants après. Maximilien fit quelques pas en

avant pour le recevoir : puis, après un salut grave mais poli, il lui manifesta l'intention de lui parler en particulier. Le général fit retirer sa suite et se prépara à entendre ce que le prince avait à lui dire.

« — Permettrez-vous, dit-il, que, sous la garde d'une escorte, je me rende à un point quelconque de la côte où je pourrai m'embarquer pour l'Europe? Je promets, sous la garantie de mon honneur, de ne jamais remettre les pieds au Mexique.

« — Il m'est impossible, répondit laconiquement Escobedo, de vous accorder ce que vous demandez.

« — Puisqu'il en est ainsi, répliqua Maximilien, vous ne permettrez pas, je l'espère, qu'on m'insulte, et vous me traiterez avec la considération due à un prisonnier de guerre.

« — Vous êtes, en effet, mon prisonnier, répondit Escobedo.

« Après ces quelques mots, le prince détacha son épée et la présenta au général, qui la fit recevoir par son chef d'état-major. »

Escobedo, de son côté, écrivait à son gouvernement :

« Queretaro, 16 mai 1867.

« Hier, au moment de se rendre prisonnier, Maximilien m'a fait les déclarations suivantes :

« 1° J'ai envoyé mon abdication dans la première moitié de mars dernier. La copie de cet acte, certifiée et contresignée par le ministre, se trouve parmi les papiers qu'on m'a pris au couvent de la Cruz. L'original a été envoyé au président du Conseil d'État, M. José M. Lacunza, avec ordre de le publier aussitôt que je me trouverais légalement prisonnier;

« 2° S'il est nécessaire qu'il y ait une victime, que je sois au moins la seule;

« 3° Je désire que mes domestiques et ma suite soient bien traités, car ces gens-là m'ont servi avec loyauté dans les périls et l'instabilité de ma situation.

« Il m'a déclaré aussi que son unique désir était de quitter le Mexique, et qu'il espérait qu'on lui donnerait une escorte pour le conduire au lieu où il devrait s'embarquer. Je lui ai répondu que je ne pouvais moi-même lui rien accorder; que je pouvais seulement faire part de ses intentions au gouvernement suprême, ce que je fais pour qu'il donne à ce sujet les ordres qui lui paraîtront le plus convenables.

« M. Escobedo. »

CHAPITRE XI

SOMMAIRE : Erreurs et illusions de l'empereur. — Premiers jours de captivité. — Réception des instructions relatives à la mise en jugement. — Commencement de la procédure. —Interrogatoires. — Lettre et dépêche de Maximilien à Juarez. — Réponse de celui-ci. — Tentative infructueuse pour soulever un déclinatoire. — Présentation d'un mémoire justificatif.

On a entendu Maximilien invoquer, au moment de sa reddition, l'acte d'abdication dont il a déjà été question à Mexico, lors de la sortie des avocats appelés à le défendre. Rien ne met mieux en lumière la nature d'esprit du malheureux prince que l'idée de s'abriter derrière une pareille fiction, dans les circonstances où il remettait son épée au général Escobedo. La situation même donnait un démenti à ses paroles. Il ne renonçait à la lutte que par impossibilité de la continuer ; il déclarait avoir cessé volontairement d'être empereur, alors que l'empire lui échappait des mains par la défaite. Mais le pire de tout était le docu-

ment même dont il imaginait pouvoir se faire une égide, et que la saisie de ses papiers allait livrer en texte authentique au gouvernement républicain. L'abdication qu'il alléguait n'en était pas une, ou, plutôt, c'était la constatation écrite qu'il n'avait jamais songé à déposer la couronne, aussi longtemps qu'il serait vivant et libre. C'était un testament politique, dans lequel le souverain se bornait à prévoir l'éventualité de sa captivité ou de sa mort. Pour ce cas, et pour ce cas seulement, il instituait une régence composée du général Marquez, de MM. Teodosio Lares et Lacunza, qu'il chargeait de gouverner provisoirement d'après le statut de l'empire, et ensuite de convoquer un congrès constituant. Il en résultait qu'après avoir conservé le pouvoir jusqu'à l'heure où il ne serait plus en état de l'exercer, il le déléguait aux ennemis les plus irréconciliables du parti libéral. Comment se fit-il l'illusion de croire qu'un pareil acte pouvait plaider en sa faveur auprès du gouvernement de Juarez ? Comment ne comprit-il pas que cette prétendue abdication, emportée par Marquez à Mexico, se réduisait à un blanc-seing donné au lieutenant de l'empire et à ses alliés, pour abriter leur politique sous le drapeau impérial, même après la disparition de l'empereur[1] ?

La tranquille assurance avec laquelle il parlait d'être conduit dans un port où il s'embarquerait

1. Voir *Notes et Pièces justificatives* : lettre E.

pour l'Europe, ne montre pas moins combien il était éloigné du sentiment exact de sa position. Ce sentiment, du reste, lui vint très-lentement; peut-être même ne l'eut-il d'une manière complète que dans les dernières heures de sa vie. La cruelle réalité qui l'étreignait ne suffisait pas encore pour le faire redescendre de la région des chimères où l'emportait son imagination. Dans l'après-midi de ce premier jour de captivité, racontant son entrevue avec les généraux dont il était le prisonnier, il disait au docteur Basch: « Ils sont meilleurs que je ne le pensais. J'ai eu grand plaisir à leur entendre dire qu'ils approuvaient ma conduite durant le siége. » Voilà ce qui l'avait frappé, dans un entretien où l'attitude des vainqueurs et chacune de leurs paroles pouvait être un avertissement du sort qu'on lui réservait.

« Je suis prisonnier de guerre, faisait-il télégraphier à Vienne, mais ne vous inquiétez pas; on me traite d'une manière qui ne viole en rien les lois et coutumes des peuples civilisés. » Cela était rigoureusement vrai; mais il oubliait d'ajouter ou plutôt il ne s'apercevait pas que, dans le traitement dont il parlait, n'entrait aucun des égards accoutumés avec un prisonnier de distinction, envers lequel on veut faire acte de magnanimité. Le premier lieu de détention qui lui fut assigné fut la chambre qu'il occupait d'habitude au couvent de la Cruz; seulement, il ne

trouva en y rentrant rien de ce qu'il y avait laissé le matin, à l'exception de son lit. Meubles, vêtements, linge, bijoux, livres, papiers, tout avait disparu. Il passa là deux jours, gardé à vue, sans que personne parmi ses gardiens se préoccupât le moins du monde de son bien-être ou même de ses besoins les plus essentiels ; il aurait souffert de la faim si un négociant de la ville, M. Rubio, n'eût pourvu à ses repas. Son médecin, son secrétaire particulier, le prince de Salm et quelques autres personnes de son entourage qui partageaient sa captivité en étaient réduits à vivre du surplus de sa table. Les visites d'officiers juaristes, amenés par la curiosité plus souvent que par leur service, se succédaient avec une fréquence qui, pour tout autre, eût été blessante et irritante; il les recevait avec une courtoisie tantôt pleine de dignité, tantôt familière, parfois de bonne humeur, semblant y trouver une distraction plutôt qu'un ennui, sans remarquer que pas un de ces visiteurs, même lorsque la conversation prenait un certain tour d'abandon, ne laissait échapper l'ombre d'une allusion aux dispositions et aux intentions du gouvernement de Juarez.

Comme il était en proie à une de ses crises de dyssenterie aiguë, le docteur Basch avait sollicité sa translation dans un local plus aéré et la faculté de se promener dans un jardin. On le transporta en effet, le troisième jour, du couvent de la Cruz à celui de Santa Teresa où on lui donna une

chambre avec deux fenêtres plongeant sur une cour plantée d'arbres. Mais ce déplacement n'était en rien une condescendance ou une attention. L'autorité militaire avait jugé dangereux de laisser ses principaux prisonniers trop près des remparts. L'empereur trouva son nouveau logement aussi dégarni que celui qu'il venait de quitter; il fallut que les dames de la ville envoyassent jusqu'aux draps de lit pour lui faire une installation à peu près supportable. Les familiers qui continuaient à partager sa captivité n'eurent qu'une chambre pour eux tous.

Le 20 mai, arriva la princesse de Salm, venant de San Luis Potosi, où elle était allée chercher la permission de rejoindre son mari. Les indications qu'elle rapportait n'étaient rien moins que rassurantes. Quoique Juarez et ses conseillers ne se fussent pas encore expliqués, l'impression à peu près unanime autour d'eux était qu'ils se préparaient à exercer dans sa rigueur la plus extrême leur droit de vainqueurs. Un ordre d'Escobedo, reçu dans l'après-midi et qui mandait Maximilien au quartier-général, fit croire d'abord que l'instant décisif était arrivé. Mais le commandant en chef des forces républicaines était toujours sans instructions et l'entretien, qui dura plus d'une heure, ne paraît pas avoir eu de but précis. Le prince de Salm, qui y assistait, a rapporté que l'empereur renouvela, au cours de l'entrevue, sa demande d'être conduit à Vera-Cruz pour s'y em-

barquer, offrant de faire cesser la résistance qui se prolongeait tant dans cette ville qu'à Mexico, et s'engageant à ne plus s'occuper des affaires du Mexique. La proposition reçut la même réponse que lorsqu'elle avait été faite une première fois au moment de la reddition, ce qui n'empêcha pas Maximilien d'oublier les nouvelles reçues le matin et de rentrer dans sa prison avec une recrudescence d'illusions. Quarante-huit heures après, on vint le chercher de nouveau. C'est alors qu'on le mena au couvent des Capuchinas d'où il ne devait plus sortir que pour marcher à la mort. Il passa la première nuit dans un réduit du rez-de-chaussée qui, du temps où l'édifice était occupé par les religieuses, avait servi de dépôt provisoire pour les cadavres et conservait toutes les apparences d'un sépulcre. On le transféra le lendemain dans une petite chambre ouvrant sur une cour de quelques pieds carrés ; enfin il alla occuper, au premier étage, la cellule destinée à devenir sa dernière résidence en ce monde. Cette cellule recevait le jour et l'air par une porte et une baie de fenêtre sans vitrage, donnant sur un corridor intérieur. Deux cellules à proximité étaient affectées aux généraux Miramon et Mejia. Les autres prisonniers laissés jusque-là avec l'empereur avaient été conduits ailleurs. Le docteur Basch et un domestique étaient les seules personnes qu'on lui permît désormais de conserver auprès de lui. En outre, la consigne assez large des premiers jours faisait

place à une ombrageuse surveillance. Plus de visites admises; défense de parler une autre langue que l'espagnol, afin que les gardiens pussent comprendre tout ce qui se disait; il y eut même un instant où l'on interdit les couteaux et les fourchettes aux prisonniers. Le déploiement de vigilance militaire prenait, de son côté, des proportions formidables. Un corps entier de troupes formait un cordon de postes autour du carré de constructions dans lequel se trouvait enclavé le couvent. Pour arriver à l'escalier, il fallait traverser des cours remplies de soldats. L'escalier lui-même et les corridors étaient constamment parcourus par quinze à vingt hommes de garde. A la porte de la cellule, un factionnaire; au-dessous de la croisée qui s'ouvrait à côté, un officier assis ou étendu sur un canapé et n'ayant qu'à se soulever pour plonger du regard dans la chambre. Ce traitement, ce luxe de précautions disaient assez que les juaristes voyaient autre chose qu'un prisonnier de guerre dans le détenu qu'ils réduisaient à une si dure et si étroite séquestration. Tout le monde en était frappé et la ville pleine déjà de sombres pressentiments. Maximilien seul continuait à n'apercevoir l'avenir que par échappées. Tout en parlant à certaines heures de sa fin prochaine et de ses dispositions dernières, il berçait son imagination tantôt du rêve d'une entrevue avec Juarez dans laquelle les choses s'aplaniraient comme par enchantement, tantôt de la vision non moins chimérique

d'une évasion impossible. Un jour que la garde avait été doublée et semblait avoir reçu ordre de le surveiller plus rigoureusement encore que d'habitude, il eut un de ces mots qui donnaient la mesure de son état d'esprit : « Cela me plaît, dit-il, les gens d'en bas tremblent parce que le lion s'agite dans sa cage. »

A plusieurs reprises le bruit avait couru que Juarez et ses ministres continuant à avancer sur les pas des troupes victorieuses, comme ils l'avaient fait jusqu'alors, se préparaient à transporter à Queretaro le siége de leur gouvernement. Mais il devenait visible au contraire que leur intention était de ne pas quitter Sans Luis[1] de quelque temps encore et cette détermination de rester éloignés s'ajoutait aux autres indices pour faire considérer l'empereur comme condamné sans recours dans la pensée des arbitres de son sort. La prolongation de leur silence permet cependant de supposer qu'il y eut délibération.

Bien que les événements qui ont suivi, joints à divers indices antérieurs, ne laissent guère de doutes sur le fait que la mise en jugement de Maximilien était chose depuis longtemps arrêtée dans l'esprit des chefs républicains, peut-être y eut-il un instant d'hésitation, maintenant qu'était arrivée l'heure de passer du projet à la réalisation. Qui sait même si, dans le silence de six

1. Sans Luis est à 160 kilomètres environ de Queretaro.

jours qui suivit, de la part de Juarez et de ses conseillers, la capture de leur ennemi, il n'y eut pas pour ce dernier une chance de salut qui aurait pu être saisie au passage? Qui sait si, durant cette phase de suspens, la proclamation officielle à Mexico de la chute de l'empire et la reddition immédiate de la capitale n'auraient pas modifié la conduite du gouvernement juariste?

Le 24 mai, enfin, arrivèrent les instructions suivantes, qui étaient en même temps un acte d'accusation préliminaire :

« San Luis Potosi, 21 mai 1867.

Au citoyen général Mariano Escobedo, commandant en chef le corps d'armée du Nord.

« Après avoir occupé par un fait d'armes la ville de Queretaro, vous m'avez informé que l'on y avait fait prisonniers 8,000 soldats et plus de 400 chefs ou officiers ennemis, parmi lesquels Ferdinand Maximilien de Hapsbourg, qui a pris le titre d'empereur du Mexique.

« Avant de prendre aucune résolution touchant les prisonniers, le gouvernement a voulu délibérer avec le calme et la maturité qui conviennent à la gravité des circonstances. Il a mis de côté les sentiments que pourrait inspirer une guerre si longue et n'a voulu écouter que la voix de ses importants devoirs vis-à-vis du peuple mexicain. Il a pesé non-seulement la manière la plus juste d'appli-

quer les lois, mais aussi la nécessité qu'il peut y avoir de les appliquer. Il a examiné jusqu'où pouvaient aller la clémence et la magnanimité et quelles limites leur assignaient la justice et la stricte nécessité d'assurer la paix, de sauvegarder les intérêts légitimes, d'affermir les droits de la République et son avenir tout entier.

« Après tous les malheurs d'une guerre civile de cinquante ans subie par le Mexique ; lorsque le peuple était parvenu à faire respecter les lois et la constitution du pays ; lorsqu'il avait réprimé et vaincu les classes corrompues qui sacrifiaient à la satisfaction de leurs intérêts particuliers tous les intérêts et tous les droits sociaux ; lorsque la paix et la tranquillité commençaient à renaître par la volonté générale du peuple et grâce à l'impuissance de ceux qui avaient voulu le subjuguer ; à ce moment, les restes les plus vils des classes vaincues firent appel à l'étranger, espérant avec son aide satisfaire leurs convoitises et leurs vengeances. Ils allèrent exploiter l'ambition et l'ignorance d'un monarque étranger, et la République vit surgir contre elle, dans une association inique, l'intervention étrangère et la trahison.

« L'archiduc Ferdinand Maximilien de Hapsbourg se prêta à être l'instrument principal de cette œuvre d'iniquité qui, pendant cinq années, a affligé la République de crimes et de calamités de tout genre. Il vint pour opprimer un peuple dont il prétendait détruire la constitution et les lois, sans

autres titres que quelques votes dénués de toute valeur, puisqu'ils étaient arrachés par la présence et la force des baïonnettes étrangères. Il vint encourir volontairement les plus graves responsabilités que condamne la loi de tous les pays, responsabilités prévues par diverses lois préexistantes de la République, dont la dernière est celle du 25 janvier 1862, promulguée pour définir les délits contre l'indépendance ou la sûreté de la nation, contre le droit des gens, contre les garanties individuelles, contre l'ordre et la paix publique.

« Les faits notoires de la conduite de Maximilien établissent à sa charge la plupart des responsabilités spécifiées dans cette loi.

« Non-seulement il s'est prêté à servir d'instrument à une intervention étrangère; mais, pour faire lui-même une guerre de flibustier, il a appelé dans le pays d'autres étrangers, des Autrichiens et des Belges, sujets de nations qui n'étaient pas en guerre avec la République.

« Il a voulu renverser à jamais les institutions politiques et le gouvernement que la nation s'était librement donnés, prétendant s'arroger le pouvoir suprême sans autre titre que les votes de quelques personnes nommées et déléguées par l'envahisseur étranger, ou contraintes par la présence et les menaces des forces étrangères.

« Il a disposé, en vertu du seul pouvoir de la force, sans aucun titre légitime, de la vie, des droits et des intérêts des Mexicains.

« Il a promulgué un décret aux prescriptions barbares pour assassiner les Mexicains qui défendaient l'indépendance et les institutions de leur patrie, ou même ceux qui ne dénonçaient pas ces défenseurs.

« Il a fait perpétrer des exécutions sanglantes en grand nombre d'après ce décret barbare et en a fait la première application sur des patriotes distingués, avant même que l'on pût présumer qu'ils en connaissaient la promulgation.

« Il a ordonné, par la main de ses propres soldats, l'incendie et la destruction de nombre de villages entiers dans toute l'étendue du territoire mexicain, spécialement dans les États de Michoacan, Sinaloa, Chihuahua, Coahuila et Nouveau-Léon, ou a laissé faire les soldats de l'envahisseur étranger en se prévalant du faux titre de chef de la nation.

« Il a ordonné que ses propres agents ou consenti à ce que les agents de l'étranger assassinassent des milliers de Mexicains auxquels on imputait à crime la défense de leur patrie.

« Et, lorsque les armées de la puissance étrangère se furent retirées, lorsqu'il vit la république tout entière levée contre lui, il voulut encore s'entourer de quelques-uns des fauteurs les plus coupables de la guerre civile, employant tous les moyens de violence, de déprédation, de désolation et de mort, pour soutenir son faux titre jusqu'au dernier moment. Il n'a prétendu s'en dépouiller

que lorsqu'il s'est vu obligé de l'abandonner, non plus par sa volonté, mais par la force.

« Parmi les hommes qui ont voulu le soutenir jusqu'au bout et pousser jusqu'aux dernières conséquences la trahison envers la patrie, figurent comme chefs principaux les soi-disant généraux don Miguel Miramon et don Tomas Mejia qui ont joué un rôle proéminent à Queretaro comme commandants de corps dans l'armée de Maximilien. Tous deux avaient encouru auparavant une grave responsabilité pour avoir entretenu la guerre civile durant de longues années, sans reculer devant les actes les plus coupables, restant toujours à l'état d'obstacles et de menace constante contre la paix et l'affermissement des institutions de la république.

« L'article 28 de la loi citée plus haut prescrit que les peines qu'elle porte soient appliquées, sur la seule constatation d'identité, aux coupables pris en flagrant délit ou dans une action de guerre quelconque. Ces deux circonstances se trouvant réunies dans le cas actuel, la notoriété des faits suffirait pour procéder conformément audit article de loi.

« Néanmoins, le gouvernement voulant, dans le cas actuel, user de ses pouvoirs de telle sorte qu'aucune justification ne manque, a résolu d'adopter la procédure indiquée par la même loi pour certains autres cas. On entendra donc la défense que voudront faire valoir les accusés, et il sera

prononcé telle sentence qu'il appartiendra à la justice.

« Dans ce but, le citoyen président de la République a décidé que vous fassiez juger Ferdinand de Hapsbourg et ses soi-disant généraux don Miguel Miramon et don Tomas Mejia, en procédant conformément aux articles 6 à 11 de la loi du 25 janvier 1862 qui ont trait aux formes de procédure judiciaire.

« Quant aux autres chefs, officiers ou fonctionnaires pris à Queretaro, vous voudrez bien en envoyer la liste au gouvernement, avec mention du rang ou des fonctions qu'ils avaient chez l'ennemi, pour qu'il puisse être statué suivant le cas.

« *Signé :* MEJIA [1].»

La loi du 25 janvier 1862, visée dans ces instructions comme base de la procédure, avait été promulguée par Juarez au début de l'intervention, contre ceux qui s'y associeraient. Elle n'admettait qu'une peine : la mort, et accordait un délai de vingt-quatre heures à l'accusé pour préparer sa défense, dans le cas ou l'exécution n'avait pas lieu d'une façon sommaire. Invoquer cette loi, par conséquent, c'était assigner d'avance au pro-

1. Le ministre de la guerre de Juarez se trouvait porter le même nom que le général impérialiste qui, après avoir pris une part si active à la défense de Queretaro, partagea la fin tragique de l'empereur et de Miramon. Il n'y avait d'ailleurs aucun lien de parenté entre eux.

cès son dénoûment inévitable. Les délais seuls furent prolongés, par suite de plusieurs circonstances. La première fut un scrupule légal du commissaire nommé par Escobedo pour instruire la procédure. Comme il y avait trois accusés à juger ensemble, ce commissaire fit demander à San-Luis si les vingt-quatre heures fixées par la loi devaient être communes à tous les trois, ou si chacun d'eux devait avoir son délai particulier. La question fut résolue dans ce dernier sens, en sorte que les trois délais s'ajoutant l'un à l'autre changèrent les vingt-quatre heures en trois jours. Cette règle fut étendue à la première et à la seconde prorogation qu'accorda plus tard le gouvernement sur la demande des défenseurs. C'est ainsi que le jugement, dont la date primitive devait être le 1er juin, se trouva reporté d'abord au 4 juin, puis au 13.

Aussitôt l'ordre reçu, le général Escobedo confia l'instruction de la cause à M. Manuel Azpiroz, lieutenant-colonel d'infanterie, attaché à son état-major, en le nommant commissaire rapporteur du gouvernement (*fiscal*) avec M. Jacinto Melendez, simple soldat, comme greffier, et M. Joaquin M. Escoto comme conseiller légal. Le même jour, M. Manuel Azpiroz se rendit au couvent des Capuchinas et procéda auprès de l'empereur à un premier interrogatoire dont je traduis textuellement le procès-verbal :

PREMIER INTERROGATOIRE DE MAXIMILIEN

« — A lui demandé quels sont ses noms, prénoms, lieu de naissance, âge, etc...

« — A déclaré qu'il était prêt à répondre avec franchise et loyauté, mais qu'il lui paraissait de son devoir de faire observer que, dans le cas d'un procès, il croyait, conformément à la loi, avoir le droit de réclamer qu'on lui présentât par écrit l'accusation portée contre lui, et qu'on lui accordât trois jours pour l'étudier et faire choix d'un défenseur. Il a dit en second lieu qu'il ne pensait pas qu'un conseil de guerre fût compétent pour le juger, parce que les accusations qu'on pouvait porter contre lui étaient des accusations politiques, et que la situation qu'il avait occupée dans le pays depuis trois ans le plaçait, à son avis, en dehors de la compétence d'un tribunal militaire. — Enfin, il a ajouté qu'on ne devait pas interpréter son refus de répondre d'une manière catégorique à la demande qu'on venait de lui adresser, comme un manque de calme ou comme résultant de certains points de vue étroits, mais comme une manifestation des droits qu'il croyait avoir et dont il usait pour sa défense légitime.

« Le fiscal lui a dit qu'il prenait acte de la promesse qu'il venait de faire de répondre en tout avec franchise et loyauté, et lui a demandé, pour la seconde fois, son nom, son pays, son âge, etc..

« — Le prisonnier a répondu qu'il se nommait

Ferdinand-Maximilien-Joseph, né au palais de Schœnbrunn, près de Vienne, le 6 juillet 1832, archiduc d'Autriche, prince de Hongrie et de Bohême, comte de Hapsbourg, prince de Lorraine, et que, depuis trois ans, il avait porté jusqu'à son abdication le titre d'empereur du Mexique, sous le nom de Maximilien.

« — A lui demandé s'il connaissait les motifs et les particularités de son arrestation ?

« — A répondu qu'il croyait avoir été arrêté pour avoir été empereur du Mexique et que les particularités de son arrestation se réduisent à ceci : que, sur le cerro de las Campanas, il avait fait hisser un drapeau blanc et demandé à parlementer parce qu'à son avis, en continuant le combat, il aurait prolongé inutilement l'effusion du sang ; qu'un général dont il ne se rappelait pas le nom s'était avancé en conséquence auprès de lui et qu'il s'était rendu audit général, pour être conduit en présence du général en chef des assiégeants, lequel lui avait dit de rendre son épée, ce qu'il avait fait en la remettant entre ses mains.

« — A lui demandé pourquoi il était venu au Mexique ?

« — A répondu que cette question était une question politique, et qu'il croyait ne pas devoir y faire droit avant d'avoir consulté certains documents qu'il avait en son pouvoir.

« — A lui demandé de se rappeler avec exactitude les motifs de son arrivée dans le pays ?

« — A répondu comme précédemment.

« — A lui demandé pour la troisième fois de répondre catégoriquement, autant du moins que pouvait le lui permettre sa mémoire?

« — A répondu de nouveau que cette question étant une question politique il pensait que sa conscience ne lui permettait pas de répondre devant un juge militaire et avant d'avoir consulté les papiers dont il a parlé.

« — A lui demandé où se trouvaient les documents ou papiers dont il parlait?

« — A répondu que, d'après ses ordres, ils devaient se trouver entre les mains du ministre de Prusse accrédité auprès de lui et demeurant à Mexico.

« — A lui demandé pourquoi il a pris le titre d'empereur du Mexique?

» — A répondu comme auparavant que c'était une question politique.

« En présence de ce refus, le fiscal lui a renouvelé par deux fois encore la même question et chaque fois Maximilien a répondu de la même manière. Alors le fiscal a passé à un autre ordre de questions.

« — A lui demandé pourquoi il avait fait la guerre à la république mexicaine?

« — A répondu que cette question était une question politique et que, pour les motifs exposés ci-dessus, il lui était impossible d'y répondre.

« Le fiscal a répété deux fois encore sa question

et chaque fois Maximilien a répondu de la même manière.

« Le fiscal l'a exhorté à répondre à ces demandes et à celles qu'il aurait encore à lui faire, en le prévenant que son refus n'aurait d'autre résultat que de nuire à sa défense, et de placer les juges dans la nécessité pénible, mais inévitable, de le juger comme étant en rébellion contre les lois générales du Mexique, et particulièrement contre celles qui devaient être évoquées dans le procès ; c'est-à-dire, qu'il se placerait lui-même en dehors des garanties du droit commun et de la loi militaire.

« A quoi Maximilien a répondu :

« — Que sa conscience, ainsi qu'il l'avait déjà « dit, et le manque de documents lui permettaient « d'autant moins de répondre pour le moment à « des questions politiques, qu'il ne croyait pas le « conseil de guerre compétent pour le juger. »

« Le fiscal ne pouvant faire avancer davantage l'instruction a terminé ici son interrogatoire et donné à Maximilien jusqu'au lendemain, dix heures du matin, pour réfléchir sur sa situation.

« Pour établir l'authenticité de ce qui précède, le prince en a signé et paraphé le procès-verbal, en compagnie du fiscal et du greffier.

« *Signé :* MANUEL AZPIROZ.
MAXIMILIEN.
JACINTO MELENDEZ. »

Cette séance laissa une certaine satisfaction chez l'empereur, à en juger par la confidence suivante au docteur Basch après le départ de l'officier rapporteur : « Moi aussi je suis un peu avocat ; ils auront fort à faire avec moi ; je ne me rends pas si aisément que cela. »

Le début du second interrogatoire fut la reproduction à peu près textuelle du premier. Aux mêmes questions, le commissaire rapporteur reçut les mêmes réponses. Maximilien ajouta seulement qu'il désirait un exemplaire des lois d'après lesquelles il devait être jugé, pour les étudier, et qu'il avait besoin de plusieurs personnes compétentes pour l'assister dans une affaire de si grande importance. Le fiscal lui remit en conséquence les lois qu'il demandait et lui annonça qu'il était autorisé à appeler les défenseurs de son choix ; puis il aborda le fond de la cause dans une série de treize questions représentant autant de chefs d'accusation. A chacune, l'empereur opposa le même refus de répondre, par la raison que c'étaient autant de questions politiques. Dans cette énumération de charges qui se répétaient l'une l'autre, les principales étaient :

1° De s'être prêté à servir d'instrument à l'intervention française.

2° D'avoir fait la guerre à la République mexicaine, à côté et même, en plusieurs circonstances, sous la direction du général en chef de l'armée française.

3° D'avoir fait lui-même une guerre de flibustier, en engageant et amenant avec lui des étrangers de plusieurs nations, entre autres des Autrichiens et des Belges, qui n'étaient pas en guerre avec la République mexicaine.

4° D'avoir édicté et exécuté contre les Mexicains qui ne voulaient pas se soumettre à son pouvoir le décret du 3 octobre 1865, décret qui autorisait les moindres officiers du soi-disant empire à exécuter sommairement tout prisonnier tombé entre leurs mains.

5° D'avoir voulu conserver son faux titre d'empereur après la retraite de l'armée française; d'avoir employé dans ce but la violence, la mort, la dévastation.

6° D'avoir abdiqué le faux titre d'empereur en s'y prenant de telle sorte que cette abdication sortît son effet non pas au moment où il la signait, mais quand il serait vaincu, c'est-à-dire quand il serait obligé de déposer ce titre usurpé, non par un effet de sa volonté, mais par la force des choses.

De même que la veille, le prisonnier signa les procès-verbaux de cette seconde séance avec le commissaire rapporteur et le greffier.

Ce fut à la suite de cet interrogatoire et en vertu de l'autorisation qui venait de lui être donnée, qu'il expédia au baron Magnus le télégramme par lequel il l'appelait auprès de lui et demandait pour défenseurs MM. Mariano Riva

Palacio et Rafaël Martinez de la Torre. Il n'est pas sans intérêt de constater, en passant, que ces deux avocats, ainsi que M. Eulalio Ortega, qu'ils s'adjoignirent dans les circonstances que j'ai dites ailleurs, appartenaient à l'opinion républicaine et étaient du nombre de ceux qui, pendant toute la durée de l'intervention, s'étaient tenus à l'écart du nouvel ordre de choses. Le fils de M. Riva Palacio figurait même, ainsi qu'on a eu occasion de le voir, au premier rang des chefs juaristes qui, après avoir combattu sans trêve ni relâche contre l'empire, venaient de lui porter le dernier coup à Queretaro.

Le 26 mai, dans la matinée, eut lieu une troisième visite du commissaire rapporteur au prisonnier, mais cette fois à la demande de ce dernier, qui fit prier le colonel Azpiroz de venir recevoir certaines déclarations qu'il avait à lui faire. Ces déclarations et la réponse qui y fut faite se trouvent consignées dans un nouveau procès-verbal ainsi conçu :

« ..... Il (Maximilien) a dit qu'après avoir entendu la veille les accusations portées contre lui, et avoir médité sur la procédure qu'on se disposait à suivre, il demandait que l'on déclarât d'une manière formelle si on le considérait comme empereur, titre que lui donnait la liste officielle des prisonniers et qui lui avait été reconnu par presque tous les gouvernements du monde, ou si on le considérait du moins comme chef d'une

partie de la nation, ainsi que cela résultait des nombreux actes d'adhésion venus de tous les points du pays, dont les originaux se trouvaient déposés à Londres, et qui, dans l'opinion des juriconsultes, représentaient la majorité de la nation. Il a ajouté que, dans le cas où il ne serait pas considéré comme empereur, il devait être considéré comme archiduc d'Autriche, titre avec lequel il était né et qu'aucune puissance humaine ne pouvait lui enlever; que, pour cela, il en appelait, à la face du monde entier, à la justice reconnue du général en chef et à celle du président, afin d'être jugé, dans le premier cas, par le congrès, seule autorité compétente pour se prononcer sur des questions politiques aussi transcendantes et aussi élevées que celles qui résultaient de sa qualité de souverain, et qui ne pouvaient tomber sous l'appréciation de juges purement militaires; dans le second cas, afin qu'on n'oubliât pas à son égard les immunités et les priviléges qui appartiennent en toute occasion à un archiduc d'Autriche, et qui permettaient seulement de le remettre prisonnier à bord d'un bâtiment de guerre autrichien.

« Il a encore ajouté qu'en tout état de cause, il ne connaissait assez ni les lois, ni la langue de la République, pour se défendre seul, sans l'aide et la direction de quelques conseillers compétents à la fois en législation et en politique, capables de se prononcer sur les situations passées; qu'il dési-

rait et demandait, pour le bien du pays, une entrevue personnelle avec le président, afin de l'entretenir de certaines choses de la plus haute gravité; qu'ayant à régler des affaires de famille qui avaient le caractère de questions internationales entre l'Autriche et la Belgique, et qui auraient dû être réglées depuis longtemps, il avait besoin, à cet effet, de s'entendre avec le baron Magnus et les ministres d'Autriche et de Belgique accrédités auprès de sa personne; enfin, qu'il réclamait une copie des accusations qu'il avait entendues la veille, afin de pouvoir les étudier avec calme.

« Le fiscal a donné au greffier ordre d'insérer ces différentes demandes au procès-verbal, pour qu'on y pût faire droit après les avoir constatées légalement; puis, abordant les différents points qu'elles avaient en vue, il a dit à Maximilien qu'il pouvait s'adresser directement au président de la République, pour lui demander l'entrevue dont il venait de parler et l'autorisation de recevoir les ministres d'Autriche et de Belgique, accrédités précédemment auprès de sa personne, ainsi que le baron Magnus et les avocats qu'il avait déjà chargés de sa défense, ou bien, si cela lui convenait, d'autres légistes demeurant soit à Queretaro, soit ailleurs; qu'il pouvait pour cela se servir du télégraphe ou de tout autre moyen de communication, employer un messager particulier ou bien l'intermédiaire du général en chef, dont il connaissait

les bonnes dispositions à son égard, dans la limite de ses pouvoirs, sans autre condition que celle de donner connaissance de ce qu'il ferait au rapporteur qui lui parlait en ce moment; enfin, qu'on lui remettrait un double de son interrogatoire et de toutes les pièces que nécessitait son procès, sous réserve de l'obligation où se trouvait ledit rapporteur de continuer l'instruction dans la forme et dans les termes déterminés par la loi.

« Maximilien, après avoir entendu la lecture de ce qui précède, a signé avec le rapporteur et le greffier.

« *Signé :* MANUEL AZPIROZ.
« MAXIMILIEN.
« JACINTO MELENDEZ »

Ainsi qu'il venait d'en exprimer l'intention, Maximilien se proposait de demander une entrevue à Juarez; mais il commença par lui adresser une première lettre conçue en ces termes :

« Queretaro, 25 mai 1867.

« Monsieur,

« Ne connaissant pas suffisamment la langue espagnole, dans le sens légal, je désire que, au cas où mes défenseurs arriveraient un peu tard, on m'accorde le temps nécessaire pour ma défense et pour le réglement de mes affaires privées.

« *Signé :* MAXIMILIEN. »

Expédiée par le courrier ordinaire, cette lettre ne reçut de réponse qu'au bout de trois jours, sous forme du télégramme suivant :

« San Luis Potosi, 28 mai 1867.

« *Au citoyen général M. Escobedo.*

« Le citoyen président de la République a reçu aujourd'hui une lettre de Maximilien, en date du 25 courant, exposant que, faute de connaître suffisamment la langue espagnole dans le sens légal, il demande, pour le cas où les défenseurs appelés par lui n'arriveraient pas à temps, le délai nécessaire à la préparation de sa défense et au réglement de ses affaires privées.

« En vue de cette lettre, le citoyen président a décidé que, si les défenseurs de Maximilien n'arrivent pas dans le délai assigné par la loi à la défense, ou arrivent vers la fin de ce délai, vous pourrez, dans l'un ou l'autre cas, consentir à ce que le délai légal assigné à la défense commence à courir de nouveau, en faisant profiter de cette prorogation les deux autres personnes en cause.

« Veuillez faire savoir cette résolution à Maximilien, comme réponse à sa lettre.

« *Signé :* MEJIA. »

Dans l'intervalle, le télégramme appelant le baron Magnus et les avocats de Mexico avait été arrêté devant Mexico par le général Porfirio Diaz,

qui avait déclaré ne pouvoir laisser pénétrer une dépêche de cette importance dans la ville assiégée, sans une autorisation expresse du gouvernement. Pour demander cette autorisation, l'empereur s'adressa de nouveau directement à Juarez; mais cette fois par un télégramme dont voici la traduction :

« De Queretaro à San Luis Potosi, 27 mai 1867, 4 h. 45 soir.

« Monsieur le président,

« J'ai envoyé à Mexico, avec l'autorisation et la permission de M. le général Escobedo, un télégramme appelant ici le baron Magnus avec deux avocats, pour se charger de ma défense.

« M. le général Diaz a répondu, par télégramme en date d'hier, qu'il ne peut permettre que ma demande entre à Mexico sans ordre du gouvernement suprême.

« Je désire, monsieur le président, que vous vouliez bien expédier cet ordre pour que les personnes que j'appelle et qui sont indispensables à ma défense viennent le plus tôt possible, en y adjoignant les représentants d'Autriche et de Belgique, ou, à leur défaut, ceux d'Angleterre et d'Italie, attendu qu'il m'est indispensable de régler avec eux des affaires de famille d'un caractère international qui auraient dû être réglées il y a deux mois.

« *Signé :* MAXIMILIEN »

Cette requête à peine partie, l'empereur, ramené comme par une impulsion soudaine à la pensée qu'il avait manifestée la veille devant le commissaire rapporteur, faisait expédier une seconde dépêche que voici :

« De Queretaro à San Luis Potosi, 27 mai 1867, 5 h. 5 soir.

« Monsieur le président,

« Je désire parler personnellement avec vous d'affaires graves et très-importantes pour le pays. L'aimant comme vous l'aimez, j'espère que vous ne vous refuserez pas à une entrevue. Je suis prêt à me mettre en chemin pour cette ville, malgré les souffrances que me causent mes infirmités. »

« *Signé :* MAXIMILIEN. »

La réponse à ces deux télégrammes, séparés seulement par un intervalle de vingt minutes, arriva le soir même, dans les termes suivants :

« San Luis Potosi, 27 mai 1867.

Au citoyen général Mariano Escobedo.

« Le citoyen président de la République a pris connaissance de la demande faite par Maximilien pour que le général Diaz permette la sortie de la ville de Mexico, occupée par les ennemis et étroitement assiégée par lui, au baron de Magnus et à deux avocats chargés de sa défense, ainsi qu'aux

personnes qui ont rempli auprès du même Maximilien les postes de ministres d'Autriche et de Belgique, ou à leur défaut, ceux d'Italie et d'Angleterre, afin de régler avec eux des affaires de famille.

« Sur cette demande, le citoyen président a daigné répondre que, si les personnes appelées par Maximilien peuvent venir à Queretaro en temps utile pour répondre à son désir, sans interrompre la procédure de son jugement et les délais assignés par la loi, on n'y mette aucun obstacle.

« A cet effet, vous transmettrez le présent télégramme au citoyen général Porfirio Diaz, en ce qui le concerne.

« Au cas où les personnes appelées ne pourraient arriver en temps opportun, le procès suivra son cours régulier, et l'accusé pourra se servir d'autres personnes qui soient à portée de le défendre.

« Quant à la seconde requête de Maximilien, relative à l'entrevue qu'il désire avoir avec le citoyen président, comme cela ne peut se réaliser en raison de la distance qui les sépare et des délais péremptoires du jugement, vous lui ferez notifier qu'il lui est loisible de faire constater tout ce qui lui conviendra dans le procès en voie d'instruction. . . . . , ...

. . . . . .

« Je vous le communique à telle fin que de raison, en réponse aux télégrammes respectifs de

vous et de Maximilien, reçus ce soir à cinq heures.

« *Signé :* MEJIA. »

Cette dépêche ne permettait plus de doute sur la détermination arrêtée du gouvernement de ne se prêter à aucun rapport direct avec le prisonnier et de le laissser face à face avec le tribunal chargé de le juger. Le terrain politique sur lequel Maximilien s'était flatté d'amener Juarez était décidément fermé; il s'agissait de prendre position sur le terrain judiciaire. On était sans réponse au télégramme expédié pour appeler le baron Magnus et les avocats de Mexico; les délais sommaires assignés à la procédure ne donnaient pas de temps à perdre. L'empereur se décida à prendre parmi les membres du barreau local un défenseur qui, du reste, lui était désigné depuis plusieurs jours et avait déjà commencé à l'aider de ses conseils : M. Jesus Maria Vazquez.

Celui-ci rédigea aussitôt et fit signer par l'empereur un mémoire adressé au général Escobedo, pour décliner la compétence du conseil de guerre et l'application de la loi de 1862 dans un procès qui devait être purement politique. Cet exposé, très-habilement fait, n'était pas un simple déclinatoire; c'était en quelque sorte la défense de Maximillen présentée par lui-même [1], en même

1. L'empereur écrivit de sa propre main, à cette occasion, un sommaire des arguments à faire valoir en sa faveur qui

temps qu'un plaidoyer indirect pour ramener le gouvernement de San Luis vers des idées moins vindicatives. Il débutait ainsi :

« Monsieur le général en chef de l'armée d'opérations,

« Le soussigné, Maximilien, prisonnier dans l'ex-couvent des Capuchinas de cette ville, expose ce qui suit :

« Des principes de justice et de dignité m'obligent à ne point accepter la procédure suivie contre moi, conformément à la loi du 25 janvier 1862, et à ne point reconnaître la juridiction militaire créée par elle, attendu que cette juridiction est incompétente pour instruire et rendre un jugement dans le procès actuel. En faisant la présente déclaration que je rendrai aussi courte que possible, pour ne pas perdre de temps, je suis très-éloigné de vouloir esquiver un jugement. Je le désire, au contraire, avec anxiété, afin de faire connaître publiquement ma conduite au monde entier; mais j'ai la juste prétention de la faire examiner et qualifier par des juges compétents, avec le soin, la mesure et la circonspection que réclame un procès aussi grave, aussi exceptionnel, l'unique de son espèce qui se soit présenté dans le pays. »

fut lithographié par son ordre. La base principale du système de défense qu'il y indiquait consistait à rejeter toutes les responsabilités sur les Français, contre lesquels il formulait les accusations les plus violentes.

Après avoir établi que la loi de 1862, par ses dispositions comme par son caractère, n'était applicable qu'à des faits d'une nature spéciale, évidents par eux-mêmes, susceptibles d'être jugés d'un coup d'œil, le mémoire abordait l'historique des circonstances dans lesquelles l'archiduc avait consenti à venir au Mexique. Il rappelait la première démarche faite auprès de lui à Miramar, par un groupe de Mexicains, et son refus d'accepter la couronne qu'on lui apportait, aussi longtemps que l'offre ne serait pas appuyée par une manifestation de la volonté nationale. Quelques mois plus tard, une députation de la junte des notables était venue lui présenter le résultat des votes recueillis. Même alors, il ne s'était prononcé qu'après s'être entouré de conseils sur la valeur de ces votes. Persuadé qu'il répondait véritablement à l'appel d'une très-grande partie de la nation mexicaine, il s'était mis enfin en route, non avec une armée, mais simplement avec sa famille. L'accueil enthousiaste qu'il avait trouvé en débarquant, sur le parcours de Vera-Cruz à Mexico et dans tous ses voyages ultérieurs, l'avait confirmé dans la certitude qu'il était agréé par le pays. C'est dans ces conditions qu'il avait fondé un gouvernement reconnu par toutes les puissances de l'Europe.

L'exposé continuait en ces termes :

« ... Il est arrivé un moment où j'ai douté de la

consolidation de mon trône. Comme je n'avais en vue, en venant l'occuper, que le bien et la prospérité du Mexique, je suis sorti de la capitale et me suis rendu à Orizaba, pour réfléchir sur la situation en dehors de toute pression étrangère et prendre en connaissance de cause une résolution définitive. J'ai appelé auprès de moi les ministres et les membres du conseil d'Etat; je leur ai exposé franchement les motifs de mes doutes ; je leur ai demandé leur avis, et, après les avoir entendus, j'ai pris le parti de retourner dans la capitale avec l'intention d'y convoquer un congrès pour m'assurer de la volonté du pays. Des obstacles invincibles, que tout le monde connaît, se sont opposés à mes desseins. Je suis alors parti pour me mettre à la tête de l'armée de l'intérieur, avec l'idée de chercher un dénoûment pacifique et honorable, un moyen qui mît fin aux difficultés sans effusion de sang, et non pour soutenir quand même mon trône les armes à la main. Mais, à mon grand regret, il s'est élevé devant cette ville une lutte terrible dans laquelle j'ai succombé.

« La relation très-abrégée qui précède renferme à première vue un ensemble de faits très-compliqués, d'événements d'une importance hors ligne, de questions politiques et internationales d'un examen laborieux et d'une solution très-difficile. Ces faits, ces événements, ces questions peuvent-ils être résolus dans les quelques heures assignées à la procédure par la loi du 25 janvier ?

Peuvent-ils être qualifiés et déterminés, d'après l'ordonnance militaire, par des personnes qui, tout en appartenant à la noble et honorable profession des armes, n'ont pas cependant et ne peuvent avoir la science et les connaissances indispensables pour les qualifier et les déterminer ?... Général, répondez-moi la main sur la conscience ! Que votre gouvernement réponde également, car, parmi ses devoirs, il en est un auquel il ne saurait manquer : le devoir d'être juste ! »

Entrant dans un autre ordre d'arguments, le mémoire invoquait l'exemple de la conduite tenue par le gouvernement des Etats-Unis à l'égard de M. Jefferson Davis, bien que la situation et les actes de celui-ci, comme chef de la rébellion confédérée, fussent loin de présenter les mêmes circonstances justificatives que les actes et la situation de Maximilien comme empereur du Mexique. Au Mexique même et tout récemment, le général Gonzalez Ortega avait tenté de provoquer un mouvement contre l'autorité du président Juarez ; fait prisonnier en état d'insurrection flagrante, il n'avait cependant pas été mis en jugement.

« ..... En vous soumettant ces réflexions, — poursuivait le mémoire, — je n'ai certes pas, monsieur le général, la prétention de me poser en

censeur de votre gouvernement ni en accusateur de M. Gonzalez Ortega; je les ai faites parce qu'elles m'ont paru de nature à servir à la défense de mes droits et à la démonstration de l'incompétence que je soutiens en ce moment.

« On ne saurait opposer à ma demande un refus basé sur ce que je me suis déjà prêté à quelques actes de la procédure intentée contre moi, parce qu'il est reconnu que le consentement et la comparution des parties ne peuvent, en aucun cas, créer une compétence en faveur d'un tribunal qui ne la possède pas.

« C'est pourquoi, n'ayant pas le temps d'en dire davantage, je conclus en demandant :

« 1° Que vous vous déclariez incompétent ;

« 2° Que vous fassiez suspendre l'instruction qui se poursuit contre moi en vertu de la loi du 25 janvier 1862 ;

« 3° Qu'on ne nomme et par conséquent qu'on n'installe aucun conseil de guerre créé par cette loi, dont je ne reconnais pas la compétence, et dont je décline dès maintenant la juridiction ;

« 4° Qu'on rende compte à qui il appartient de ma protestation pour qu'il y puisse être fait droit.

« Enfin, conformément à la franchise de mon caractère, je ne dois pas vous cacher, monsieur le général, que j'ai remis une copie de cet écrit entre les mains du consul de Hambourg pour la

transmettre le plus tôt possible au corps diplomatique accrédité auprès de ma personne.

« Queretaro, 26 mai 1867.

«*Signé :* MAXIMILIEN. »

Transmis au gouvernement par le général Escobedo, cet exposé rencontra la même fin de non-recevoir que tous les autres efforts tentés pour arrêter ou pour faire dévier le procès. La thèse fondamentale qui s'y trouvait développée ne manquait pourtant ni de force ni de vérité. Elle écartait de Maximilien la responsabilité d'avoir troublé la paix du Mexique et faisait remonter cette responsabilité aux événements accomplis antérieurement à son arrivée dans le pays. Le seul chef d'accusation sur lequel il pouvait, à son point de vue, être mis en cause, était sa gestion des affaires publiques pendant les trois années de son règne. C'est donc sur ce terrain qu'il appelait la discussion. Il faisait, de plus, entrevoir que les révélations et les pièces qu'il serait en mesure de produire au cours du procès ne seraient pas seulement d'une efficacité complète pour sa défense, mais jetteraient, au profit du Mexique lui-même, un jour tout nouveau sur l'histoire secrète de l'intervention française. Maximilien comptait beaucoup sur l'effet de cette insinuation qu'il renouvela à plusieurs reprises. Mais il oubliait que, pour condescendre à discuter les actes du régime impé-

rial, le gouvernement républicain devait commencer par reconnaître une sorte d'existence légale à ce régime. Or, la théorie de Juarez et de ses conseillers consistait précisément à ignorer l'empire, à considérer qu'il n'avait jamais existé qu'à l'état d'usurpation violente, et que la seule chose sur laquelle la loi eût à prononcer était le fait même de cette usurpation. Le parti pris à cet égard ressortait suffisamment du choix de la loi de 1862 pour base et pour règle unique du procès. La situation s'était dessinée d'une façon si nette dès la première heure, qu'on peut s'étonner que le prince ne l'ait pas jugée de suite. La résolution inflexiblement arrêtée qu'il avait en face de lui aurait dû l'avertir que la seule attitude à prendre, de son côté, était de se retrancher dans la dignité d'une protestation silencieuse et de dédaigner tout essai de défense.

CHAPITRE XII

SOMMAIRE : Arrivée à Queretaro des défenseurs appelés de Mexico. — Distribution de la défense. — MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre vont plaider la cause de l'empereur auprès du gouvernement à San Luis. — Inutilité de leurs efforts pour arrêter la procédure. — Présentation d'un recours préliminaire en grâce. — Réponse dilatoire du gouvernement. — Démarches également infructueuses du baron Magnus. — Histoire de l'essai d'interposition des Etats-Unis.

Retardé par les obstacles qu'avait rencontrés son départ de Mexico et par les difficultés de la route, le baron Magnus ne put atteindre Queretaro que le 4 juin, à minuit. Avec lui arrivèrent les cinq personnes sorties en même temps de la capitale : MM. Mariano Riva Palacio, Martinez de la Torre et Eulalio Ortega, défenseurs de Maximilien ; M. Hoorickx, chargé d'affaires de Belgique, et M. Forest, appelé à suppléer éventuellement M. Dano, qui n'avait pu obtenir l'autorisation de faire le voyage. Le ministre d'Autriche, M. de Lago, arriva seulement quelques jours après,

ayant dû tromper la surveillance de Marquez pour se mettte en chemin.

Le 5 au matin, les avocats se réunirent en conférence. M. Vazquez soumit à ses confrères de Mexico la marche et l'état de la procédure dont il avait dirigé les préliminaires en leur absence. Tous se rencontrèrent dans une même conviction touchant le dénoûment du procès, et une visite faite collectivement au général Escobedo ne servit qu'à confirmer cette triste certitude. Ce fut sous le coup de ces douloureuses impressions qu'ils se rendirent au couvent des Capuchinas, pour avoir une première entrevue avec le prisonnier qu'ils pressentaient déjà ne pouvoir arracher à la mort.

MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre ont publié, de leur mission et de leur rôle dans ce tragique épisode des annales de leur pays, un récit où l'histoire puisera ses renseignements les plus authentiques[1]. Ecrit au lendemain même du drame qu'il raconte, par deux hommes qui s'y étaient trouvés mêlés d'une façon aussi active que douloureuse, ce récit respire une émotion contenue qui ajoute à sa valeur comme document. On y sent à chaque ligne la sincérité d'impressions encore toutes vivantes. On y sent aussi, malgré la modestie que les défenseurs mettent à effacer leur personnalité, avec quel profond dévouement, avec

1. *Memorandum du procès de l'archiduc Ferdinand Maximilien d'Autriche*, par MM. Mariano Riva Palacio et Rafael Martinez de la Torre. (Mexico, septembre 1867).

quelle infatigable énergie ils se sont acquittés d'une tâche malheureusement sans espoir. Des convenances faciles à comprendre leur ont inspiré une extrême réserve sur quelques détails; néanmoins, il est facile de démêler, dans les lignes suivantes, un certain étonnement de la disposition d'esprit où ils trouvèrent l'empereur :

« L'archiduc, disent-ils, ne comprit sans doute pas l'angoisse de défenseurs qui envisagent de près la mort de l'homme qu'ils vont défendre, lorsque nous eûmes avec lui notre première entrevue, le 5 juin à dix heures du matin. Il nous reçut avec émotion, et, sans s'occuper de sa situation, nous demanda des nouvelles de différentes personnes tant de la capitale que d'ailleurs. Il ne comprenait pas pourquoi son abdication n'avait pas été rendue publique, ni comment il se faisait que Mexico continuât à se défendre. Il fallut interrompre cette conversation à bâtons rompus et quelque peu étrange dans un moment si solennel, pour déterminer les points de la défense. »

En sortant de la prison, les défenseurs expédièrent à San Luis la dépêche suivante :

Queretaro, 5 juin 1867.

« Je suis arrivé ici cette nuit à minuit et demi avec les autres défenseurs de Maximilien. La ré-

solution de le juger étant prise, son procès sera lu et examiné partout avec une sévère attention. C'est le sort de Maximilien qui est en jeu; mais vous savez de quel intérêt il est, pour l'honneur du pays, que la défense soit une réalité et non pas une affaire de simple apparence. Comment serait-il possible de la préparer en vingt-quatre heures, quand le double de ce temps sera à peine suffisant pour lire les documents que Maximilien doit nous remettre ce soir ?

« Un pareil laps de temps rendrait la défense impossible et nous n'aurions rien à répondre si l'on nous imputait d'avoir laissé sans moyens de se défendre un homme qui croit avoir, dans ses documents, un de ses principaux moyens de justification. Pour nous préparer, il faut quelques jours; nous supplions M. le président de les accorder, en me permettant d'aller parler avec lui sur les points que je viens d'indiquer. Mais, pour entreprendre ce voyage, j'ai besoin de savoir que mes collègues pourront compter sur un délai suffisant pour faire leur travail.

« Si, comme je vous en supplie, vous accédez à mon désir, je prendrai la diligence au reçu de votre réponse.

« *Signé :* M. RIVA PALACIO. »

La requête trouva à San Luis un accueil qui devint presque un motif d'espoir momentané. Le délai précédemment assigné à la défense fut pro-

rogé, non plus cette fois de vingt-quatre heures mais de trois jours et comme, en vertu de la théorie qui avait été adoptée, la prolongation se supputait séparément pour chacun des prisonniers, c'était en réalité un sursis de neuf jours qui leur était octroyé.

Ce premier point conquis, les défenseurs tombèrent d'accord qu'à côté du plaidoyer à préparer pour le conseil de guerre, la défense avait un autre devoir bien plus essentiel encore : celui d'intercéder auprès du gouvernement. La situation de MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre, leurs relations avec l'entourage du président et avec le président lui-même, les gages de fidélité qu'ils avaient donnés au parti aujourd'hui triomphant pendant l'intervention, tout les désignait pour la mission délicate qui consistait à fléchir les hommes appelés en définitive à prononcer véritablement sur le sort de Maximilien.

On convint donc qu'ils se rendraient à San Luis, pour plaider la cause politique, tandis que MM. Vazquez et Ortega resteraient exclusivement occupés de la partie judiciaire de la tâche commune.

« Ce projet[1] fut soumis à la décision de l'archiduc, qui accueillit avec une satisfaction indicible l'idée de ce départ, en y applaudissant comme à une chance probable de quelque espérance. Nos

1. *Memorandum*, p. 21.

préparatifs achevés, nous revîmes l'archiduc qui nous donna ses dernières instructions. »

Dès leur entrée à San Luis, le 8 au matin, MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre purent mesurer les difficultés de la mission qu'ils venaient remplir. La majorité de la population inclinait vers la clémence, mais tout le monde s'accorda à leur avouer que le sentiment public n'espérait rien du gouvernement. Une entrevue de trois heures qu'ils eurent presque immédiatement avec M. Lerdo de Tejada confirma cette douloureuse conviction. Le ministre les reçut en anciens amis, en hommes à qui il devait toute déférence, et à qui il avait résolu de laisser la plus entière liberté de parole. Mais, sous la courtoisie des formes, il resta impénétrable et inflexible. Les défenseurs abordèrent tour à tour le thème d'une amnistie entière, puis celui de l'incompétence du conseil de guerre, pour arriver en dernier ressort à tâcher d'obtenir un sursis d'un mois, considérant que, avec du temps devant soi, l'opinion publique aiderait sûrement à gagner la partie. A tout ce qu'ils purent alléguer, M. Lerdo répondit invariablement : « Nous avons tout pesé et réfléchi à tout, sans passion, sans haine, sans esprit de vengeance ; le gouvernement n'est guidé dans sa conduite que par les exigences de la justice, et ces exigences ne permettent aucune dérogation au texte de la loi. Nous avons, par équité, accordé quelques jours pour attendre votre arrivée, et le délai de la dé-

fense a été étendu de trois jours encore. Mon opinion est qu'il nous est impossible d'aller plus loin. Toutefois, je désire que vous voyiez tantôt le président, et, nonobstant l'avis que je vous exprime, je m'engage à soumettre tout ce que vous venez de m'exposer au conseil des ministres. »

Les défenseurs rencontrèrent la même attitude, le même langage, les mêmes idées arrêtées chez Juarez. Aussi, dès le soir de ce premier jour, leur certitude du dénoûment était telle qu'ils télégraphiaient à leurs confrères de Queretaro : « Nous avons perdu tout espoir; il faut néanmoins que, dans le cas d'une sentence défavorable, vous fassiez tout au monde pour nous mettre à même de la porter à la connaissance du citoyen président avant qu'elle ne soit exécutée. »

La journée du 9 se passa en conférences identiques à celles de la veille et tout aussi stériles. Le 10, au matin, les défenseurs présentèrent un mémoire en règle démontrant que la loi du 25 janvier 1862 portait à faux dans le cas auquel on voulait l'appliquer, et qu'un conseil de guerre n'était pas en mesure de connaître d'une cause dont les détails embrassaient une période de trois années. Il leur fut répondu que la procédure adoptée n'avait rien qui fût contraire à la constitution; que la constitution elle-même se trouvait d'ailleurs suspendue par suite de l'état de guerre; qu'il n'y avait ni question évidente, ni doute légal sur les-

quels le gouvernement pût être appelé à prononcer; que le gouvernement, par conséquent, n'avait aucune résolution à prendre sur la requête qui lui était présentée.

Tous les recours étant épuisés désormais au point de vue d'un changement de juridiction ou de l'obtention d'un délai, MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre ne songèrent plus qu'à porter leurs efforts du côté d'un recours en grâce. Avec une loi comme celle dont le gouvernement maintenait l'inexorable application, il pouvait arriver que l'arrêt se confondît presque avec l'exécution; il importait de s'y prendre de suite pour ne pas être devancés par l'événement. Ils présentèrent donc, le 12 juin, un exposé des motifs de tout ordre qui militaient pour que la vie de Maximilien fût épargnée. Parmi ces motifs, reparaissait notamment l'intérêt qu'il y avait à laisser se produire au grand jour les révélations et les documents relatifs aux événements des quatre dernières années. Les défenseurs y revenaient à plusieurs reprises, répétant les déclarations que Maximilien leur avait faites à ce sujet; ils y insistaient d'une façon toute particulière dans ce passage :

« ... Si la mort doit être le châtiment de Maximilien, le procès qui préparera cette mort doit être, du moins, à la hauteur de la plus grave question de violation internationale que présente l'histoire

du continent américain. On n'a pas encore approfondi l'histoire de cette invasion entreprise contre nos ports par trois grandes nations européennes, et avant d'avoir fait cette importante recherche, avant d'éclaircir les immenses responsabilités qui en ressortent, on va tarir la source de tout renseignement, au grand et irréparable dommage de la République. Maximilien vivant, il est de son honneur de faire luire la vérité, et nous promettons en son nom qu'il le fera, parce que, dans les instructions qu'il nous a données, il a insisté à plusieurs reprises sur le devoir formel qui lui incombait de faire connaître l'histoire mystérieuse, la partie secrète de nos rapports internationaux. Que ne donneraient pas certains autres peuples de la terre pour avoir sous la main une preuve vivante d'un si haut intérêt pour leur avenir? »

Les défenseurs s'attachaient ensuite à démontrer que l'archiduc avait pu se croire de bonne foi appelé par une partie de la nation mexicaine; qu'il avait accepté la couronne alors que le gouvernement républicain était loin de la capitale et commandait à peine à quelques États; qu'il n'avait donc pas été par lui-même une cause de bouleversement pour le pays; qu'il avait d'ailleurs essayé de gouverner et d'administrer au point de vue purement mexicain; enfin, qu'il avait, en tant que cela avait dépendu de lui, usé de ména-

gements envers le parti libéral, même aux heures où les mesures les plus rigoureuses lui étaient imposées par l'intervention. Les défenseurs faisaient valoir également les heureux effets que produit toujours la modération au lendemain d'une victoire complète, la force que donnerait au Mexique auprès de l'Europe un grand acte d'indulgence, et l'avantage qu'on en pourrait tirer pour les relations ultérieures; enfin, l'intérêt qu'il y aurait à tenir compte des conseils de clémence donnés par les Etats-Unis, conseils qu'il fallait envisager non pas à travers le prisme de susceptibilités nationales exagérées, mais avec la calme réflexion d'hommes politiques chargés d'assurer l'avenir de leur pays.

Au cours de cet exposé, se trouvaient cités à plusieurs reprises des passages de l'entretien que les défenseurs avaient eu avec l'accusé avant de quitter Queretaro. Ces citations appartiennent à l'histoire; je les traduis.

« Je ne suis pas venu, — avait dit l'empereur, — pour fouler aux pieds les institutions de ce pays; agité par la guerre civile, il était, bien avant mon arrivée, victime d'une invasion que j'avais le projet de combattre, en obtenant pour ma nouvelle patrie le bon vouloir des gouvernements d'Europe, sans humiliation pour le plus pur sentiment national. On pourra mettre en doute la possibilité du succès et l'issue de l'entreprise, mais non la bonne

foi de ma conduite. Je n'ai jamais supposé, en venant, que l'on me rendrait responsable d'une situation que je n'avais pas créée et de laquelle ni Dieu ni la postérité ne me jugeront coupable. Je puis être responsable des actes de mon administration, mais non d'événements auxquels je n'ai pris aucune part. Dans l'avenir du gouvernement que je devais fonder, j'engageais aussi mon propre avenir, mon nom et celui de ma famille. Pendant bien des mois, de sang-froid, sans l'excitant de la passion, j'ai cru pouvoir faire le bien de cette nation que j'aimais par reconnaissance [1].

« .... L'insuccès de l'entreprise démontre la force des sentiments républicains dans le pays, mais nullement un crime de ma part, à moi qui, en agissant comme je l'ai fait, étais animé de droites et patriotiques intentions. Si l'instinct de l'humanité est de faire le bien, j'ai voulu le faire, et j'ai pensé pouvoir le faire pour un peuple par lequel je me croyais appelé [2].

» .... Je veux que le Mexique me juge sans la précipitation d'un procès exclusivement militaire, parce que je désire qu'il connaisse des révélations importantes pour son existence, pour son bonheur [3].

« .... Je regrette du fond du cœur que ma mort

1. *Memorandum*, p. 41
2. *Memorandum*, p. 42.
3. *Memorandum*, p. 48.

puisse causer à la République quelques jours de chagrin. Ma vie ne pourrait jamais nuire au pays pour la félicité duquel je fais mille vœux... On m'a accusé d'un crime que l'on veut identifier ou tout au moins assimiler au délit de trahison à la patrie; or, on ne peut me juger que pour ma conduite pratique et pour les mesures que j'ai prises [4].

« .... La personnalité de M. Juarez ne trouvera pas, dans la multitude de lois et de décrets promulgués, un seul mot qui blesse sa réputation. J'ai toujours cru honorable la constance de ses efforts... Mon retour d'Orizaba eut pour unique objet de ne pas jeter le pays dans un nouveau réseau de discordes où les forces françaises prétendaient le pousser en m'obligeant à partir, pour hâter le résultat d'une œuvre qu'elles poursuivaient depuis plusieurs mois. Je revins à Mexico avec la ferme résolution d'arriver à un arrangement avec le chef de la République, au moyen d'un congrès qui donnerait la paix au pays, et dont les personnes qui m'accompagnaient avaient accepté l'idée avec empressement. La lutte militaire et la ferme résolution de M. Juarez de n'accepter aucune transaction me firent perdre toute espérance. J'en avais cependant encore en venant à Queretaro avec cet objet et je chargeai M. Antonio Garcia de préparer les voies à un accommodement. Rien ne put être obtenu. De là résulte le

4. *Memorandum*, p. 50.

procès qui m'est fait. Pressentant le malheur qui devait m'arriver, si l'on n'acceptait pas le congrès ou quelque autre moyen de pacification, je fis déposer mon abdication entre les mains d'une personne en qui j'avais toute confiance, pour le cas précisément où je serais fait prisonnier. C'était, de ma part, un acte spontané que je n'ai pas voulu qu'on pût interpréter comme un acte forcé. Je faisais tout en vue de la pacification à laquelle je n'ai pas eu le bonheur d'arriver[1]. »

La requête des défenseurs se terminait par ces mots :

« La vie de Maximilien, si le citoyen président veut bien accorder la grâce, en cas de condamnation à la peine de mort, sera le témoignage éclatant que le même gouvernement qui a su tenir tête à une guerre étrangère injuste, sut être généreux avec les vaincus, et grandira ainsi le nom du Mexique indépendant et libre. »

Toujours renfermé dans sa correcte froideur, le gouvernement répondit qu'il n'était pas possible de prononcer sur un recours en grâce avant de savoir si l'accusé était condamné ; que, dans l'éventualité d'une condamnation, si le gouvernement était appelé en temps opportun à prendre une décision, il pèserait les considérations expo-

1. *Memorandum*, p. 53

sées par les requérants en même temps que les autres motifs qui devraient régler sa conduite.

Les choses en étaient là lorsque arriva à San Luis le baron Magnus, venant solliciter à son tour, au nom de la Prusse, de l'Autriche, de la Belgique, de l'Europe entière. Conduit par les défenseurs chez MM. Lerdo de Tejada et Iglesias, il plaida sa cause avec une chaleur communicative, invoquant tour à tour les longues relations d'amitié entre la Prusse et le Mexique, l'intérêt qu'il y avait pour celui-ci à se concilier l'Europe et la solidarité des sentiments qui devaient nécessairement animer tous les gouvernements européens dans une circonstance comme celle qui se présentait. M. Lerdo écouta le diplomate comme il avait écouté les avocats, puis, le moment venu de parler : « Le gouvernement, dit-il, a agi suivant les règles de la justice en soumettant Maximilien à un conseil de guerre conformément à une loi préexistante, dont il n'est pas possible aujourd'hui d'écarter les prescriptions. Il faut donc attendre la décision du conseil. Cette loi a été appliquée à des Mexicains ; rien ne pourrait justifier une exception en faveur précisément du chef de la rébellion. » Le président Juarez qui reçut, lui aussi, M. de Magnus, déclara également inadmissible toute modification dans la procédure, en se tenant d'ailleurs sur une extrême réserve touchant ce qui pourrait être finalement décidé quant au sort de l'empereur.

Le lendemain, on recevait de Queretaro la nouvelle que le procès venait de commencer et M. Magnus tentait un nouvel effort. Cette fois c'était par écrit qu'il s'adressait à M. Lerdo. Après avoir rappelé l'entretien de la veille et les considérations qu'il avait fait valoir, il ajoutait :

« La haute pénétration qui distingue Votre Excellence comme homme d'Etat, ne peut se dissimuler que les Etats-Unis aussi bien que les gouvernements européens estiment au plus haut prix la vie du prisonnier ; par suite, la reconnaissance envers ceux qui auront épargné cette vie les obligera à offrir toutes les garanties que peut désirer la nation mexicaine pour conserver son indépendance et sa liberté. Mon gouvernement a toujours porté et porte encore un intérêt sincère à la paix du Mexique, à ses destinées. Si ma médiation aussi insistante que respectueuse était couronnée de succès, je ne doute pas que le gouvernement de Sa Majesté le roi de Prusse ne fût heureux de travailler et d'aider de tout son pouvoir au bonheur et à la paix du Mexique. Je me permets donc, dans l'intérêt du Mexique, comme dans l'intérêt de l'humanité, de réitérer avec pleine confiance auprès de Votre Excellence ma respectueuse supplique, et saisis l'occasion d'assurer Votre Excellence de ma haute considération.

Signé : « A.-V. MAGNUS. »

M. Lerdo répondit en date du 15 juin :

« Les personnes qui composent le gouvernement de la république apprécient à leur juste valeur les bonnes relations d'amitié que le gouvernement de la Prusse a autrefois entretenues avec lui. Elles apprécient également et respectent les sentiments qui vous portent à prendre intérêt au sort de l'archiduc dans son malheur.

« En réponse à votre communication d'hier, je répèterai ce que j'ai déjà eu l'occasion de vous dire dans notre conférence antérieure : que, dans une question d'importance aussi grave et aussi digne de la plus profonde attention que celle qui concerne le sort de l'archiduc Maximilien et de tous les prisonniers de Queretaro, les personnes qui composent le gouvernement de la république ont médité et méditeront, en même temps que ce que vous avez exposé, toutes les considérations qu'il y a lieu d'avoir en vue pour mettre en balance avec la plus mûre délibération tous les motifs de clémence et de bonté et tous les devoirs qu'imposent la justice et la nécessité d'assurer la paix de la république.

« Je saisis l'occasion de vous assurer, monsieur le baron, que je suis votre très-respectueux et très-obéissant serviteur.

Signé : « S. LERDO DE TEJADA. »

Toujours la réponse immuable, attestant par sa

glaciale uniformité, plus encore que par ses termes, qu'elle était l'expression d'une résolution non moins immuable.

Cette résolution, au surplus — on pourrait dire cet arrêt — se trouvait écrite en toutes lettres, depuis deux mois, dans un document officiel qu'on ne connaissait pas alors. La tentative d'interposition du gouvernement des Etats-Unis, à laquelle les défenseurs de Maximilien faisaient allusion dans un de leurs exposés à M. Lerdo, s'était produite bien avant la chute de Queretaro. Dès les premiers jours d'avril, dans la prévision de la catastrophe qui, pour tout le monde, n'était qu'une question de temps, M. Wydenbruck, ministre d'Autriche à Washington, avait sollicité, au nom du gouvernement, l'intervention du secrétaire d'État américain en faveur du futur prisonnier. La note du diplomate autrichien se terminait par ces mots : « Nous n'hésitons pas à vous faire cette demande, monsieur le secrétaire, non-seulement parce que nous avons confiance dans les dispositions amicales du gouvernement américain, mais parce que ce gouvernement paraît avoir le droit de contraindre Juarez à respecter les prisonniers de guerre, attendu que c'est à l'appui moral des Etats-Unis que le Mexique doit ses avantages actuels. » Sans s'arrêter au reproche indirect qu'il aurait pu voir dans ces dernières lignes, M. Seward admit la requête et expédia sur-le-champ des instructions conformes à

M. Lewis D. Campbell, revêtu depuis six mois du titre de représentant des Etats-Unis près le gouvernement de la République mexicaine. Ce diplomate à distance, qui s'était présenté, on se le rappelle peut-être, en rade de Vera-Cruz vers la fin de novembre 1866 avec le général Sherman et avait repris la mer après avoir su que l'empereur ne quittait pas le Mexique, attendait depuis lors à la Nouvelle-Orléans le moment d'aller présenter au président Juarez ses lettres de créance sans s'exposer à trop de fatigues. C'est là qu'il reçut la dépêche suivante :

Washington, 6 avril 1867.

« *M. L. D. Campbell, ministre des Etats-Unis au Mexique.*

« La capture du prince Maximilien, à Queretaro, par les armées républicaines, semble probable. La sévérité déployée envers les prisonniers à Zacatecas fait craindre que la même rigueur ne soit exercée envers le prince et ses troupes étrangères. De telles extrémités seraient fâcheuses pour la cause nationale du Mexique et pour le système républicain dans le monde entier. Vous communiquerez au président Juarez, promptement et par les moyens à votre disposition, le désir de ce gouvernement que, dans le cas où ils seraient faits prisonniers, le prince et ses défenseurs

reçoivent le traitement humain accordé par les nations civilisées aux prisonniers de guerre.

« *Signé:* Wm. H. SEWARD. »

Que serait-il advenu si, au reçu de cette dépêche, M. Campbell, se faisant débarquer à Tampico par un steamer de la marine américaine, fût allé prendre possession de son poste à San Luis et s'y fût, par conséquent, trouvé au moment de la chute de Queretaro pour soutenir en personne les vues de son gouvernement en faveur de la clémence? Il serait assurément téméraire de se prononcer. Mais une prière ou une remontrance directe faite au nom d'un puissant voisin à qui le Mexique ne devait certainement pas tout ce que l'on a cru, mais devait cependant quelque chose, une telle prière ou une telle remontrance, soutenue avec l'insistance que permet la discussion orale, aurait eu à tous égards une portée, une efficacité autre que celle d'une froide missive. M. Otterbourg avait montré durant le siége de Mexico ce que peut un simple consul, même vis-à-vis d'un gouvernement auprès duquel il n'est pas accrédité, lorsqu'il sait rappeler à propos qu'il a derrière lui un grand pays. M. Campbell comprit différemment son rôle, ou plutôt ne le comprit pas. Au lieu de se mettre en route pou San Luis, il se contenta d'y expédier un expr porteur d'une note maladroite et sèche. M. L

répondit, sur un ton de froide et altière ironie, en termes qui revenaient à dire que le Mexique, ayant reconquis son autonomie sans l'appui de personne, n'avait ni ordres ni conseils à recevoir au sujet des décisions qu'il croirait devoir prendre. En ce qui concernait l'empereur, le ministre de Juarez se bornait à dire :

« Après la retraite de l'armée française, l'archiduc Maximilien a voulu continuer à répandre stérilement le sang des Mexicains. Si l'on excepte trois ou quatre villes dominées encore par la force, la République tout entière s'est levée contre lui. Cependant il a voulu poursuivre son œuvre de désolation et de ruine, en compagnie de quelques hommes connus par leurs vols et leurs assassinats, déshonorés par la conduite qu'ils ont toujours tenue dans les malheurs de la République. Dans le cas où des personnes sur lesquelles pèse une pareille responsabilité viendraient à tomber entre nos mains, *il ne me paraît pas qu'elles puissent être considérées comme de simples prisonniers de guerre*, car leurs crimes sont définis par le droit des gens et par les lois de la République. Le gouvernement, qui a donné jusqu'ici tant de preuves de ses principes d'humanité et des sentiments de générosité qui l'animent, doit peser actuellement, dans le fond de sa conscience, ce qu'exigent de lui la justice et ses devoirs envers le peuple mexicain. »

Dans ce paragraphe, écrit le 27 avril, on trouve déjà mot pour mot l'invariable argumentation et l'inexorable formule contre lesquelles vinrent se briser, six semaines plus tard, toutes les instances de MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre, tous les efforts du baron Magnus.

Quant aux Etats-Unis, ils n'allèrent pas au delà de leur première démarche. Les cinq semaines qui s'écoulèrent entre la reddition de l'empereur et sa mort eussent amplement donné au cabinet de Washington le temps de tenter une nouvelle intercession en faveur du captif ; il ne jugea pas à propos de le faire ou, dans tous les cas, il s'y prit trop tard. M. Otterbourg, par le rôle qu'il venait de jouer, par la situation qu'il avait su se faire, était l'intermédiaire indiqué pour agir dans la circonstance avec le plus d'efficacité. Malheureusement, les lettres de créance qui lui apportaient, avec le titre de ministre plénipotentiaire, le droit de parler officiellement à Juarez et à ses conseillers au nom des Etats-Unis, ne lui parvinrent que le 21 juin. Il ne dépendait plus d'aucun pouvoir humain de rendre la vie à Maximilien [1].

1. Voir aux *Notes et pièces justificatives*, lettre F.

CHAPITRE XIII

Sommaire : L'empereur dicte son testament. — Projet d'évasion. — Piége tendu aux diplomates. — Ils sont sommairement expulsés de Queretaro ainsi que la princesse de Salm. — Le procès devant le conseil de guerre. — Réquisitoire et plaidoieries. — Arrêt de mort. — Suprême effort pour obtenir la grâce. — Refus définitif. — L'exécution fixée au 16 juin. — Elle est reportée au 19.

Les journées remplies à San Luis par tant de démarches infructueuses s'écoulaient à Queretaro dans une muette et passive attente. Tous les déclinatoires soulevés dans le but d'enrayer la procédure ayant été repoussés, les délais assignés suivaient leur cours. MM. Vazquez et Ortega, auxquels était restée dévolue la tâche délicate et stérile de porter la parole devant le conseil de guerre, préparaient leur plaidoyer avec un dévoûment de travail que ne décourageait pas la perspective certaine de l'inutilité de leurs efforts. M. Hoorickx et M. de Lago passaient plusieurs heures chaque jour dans la cellule du prisonnier.

L'empereur les avait reçus, à leur arrivée, avec une grande effusion ainsi que M. Forest, à qui il avait parlé en termes chaleureux de la France. La dyssenterie dont il était atteint s'aggravait de plus en plus, et il quittait rarement son lit ; il s'y tenait assis, vêtu d'une sorte de jaquette sans col. De loin en loin, il se levait, s'habillait à demi, et allait passer quelques instants dans un fauteuil devant la porte pour respirer, à défaut d'air extérieur, l'air du couloir, moins épais que celui de sa chambre.

Après les premières conversations, les deux diplomates amenèrent peu à peu l'empereur à s'occuper sérieusement des dispositions qu'il avait à prendre ; jusque-là, il en parlait fréquemment mais toujours d'une manière générale ; le moment était venu de leur donner une forme précise et valable. Il commença à dicter son testament. Le jeune chargé d'affaires de Belgique tenait la plume. Plus sympathique à Maximilien que le ministre d'Autriche, il jouissait d'un franc-parler qui servit plus d'une fois, durant ce pénible travail, pour écarter les idées imprévues qui venaient trop souvent se jeter à la traverse. Une des grandes préoccupations du testateur était de savoir à qui il laisserait ses papiers, auxquels il attachait la plus haute importance pour sa mémoire. « Je tiens, répétait-il, à ce qu'on écrive mon histoire, à ce qu'on dise toute la vérité sur mon règne. » Il avait pensé d'abord à M. Ramirez, qui avait rempli les

fonctions de ministre des affaires étrangères pendant les premiers mois de l'empire. Il parla ensuite du prince de Joinville, puis de son dernier secrétaire, le père Fischer. M. de Lago lui suggéra un prince de la famille impériale d'Autriche. « Non, s'écria Maximilien ; en ces sortes de choses, je me méfie des parents. » En définitive, la question ne fut pas tranchée.

Sur le chapitre des legs, il y eut d'abord beaucoup de confusion. Les noms recommandés par le prince à ses héritiers se multipliaient à l'infini. On lui fit l'observation qu'il arrivait ainsi à accumuler sur sa succession des charges écrasantes. M. Hoorickx objecta aussi que, parmi les noms proposés, beaucoup étaient indignes de souvenir. « Oh ! je sais à quoi m'en tenir, répondit l'empereur, et je sais ce que je fais. Je connais les hommes. Une de mes consolations, c'est que j'ai trente-cinq ans et que je n'ai été trompé par personne. »

Ses volontés principales une fois fixées, il procéda à la répartition des quelques bijoux qui lui restaient. Un médaillon, contenant des cheveux de l'impératrice, fut laissé à la reine Victoria, qui le lui avait fait tenir secrètement au temps où il n'était encore que fiancé, déjouant l'austère vigilance du roi Léopold. Il légua sa montre au comte de Flandre, son beau-frère, « et plus que mon beau-frère, ajouta-t-il, mon ami intime. » A l'impératrice douairière du Brésil, il destina une médaille bénite, qui lui avait été donnée par l'impératrice

Eugénie. Cette distribution était accompagnée de souvenirs anecdotiques qu'il racontait avec le même laisser-aller que s'il eût été au palais de Mexico.

Un moment, il eut l'étrange inspiration de conférer aux diplomates qui étaient venus l'assister les grand'croix et les grands cordons de ses deux ordres. Pour l'en détourner, M. Hoorickx dut lui démontrer que ce serait faire un acte de chef d'Etat et reprendre la souveraineté dont il importait qu'on le considérât comme s'étant dépouillé depuis longtemps.

Bien des choses d'ailleurs restèrent à l'état de projet ou inachevées, par suite des digressions qui prolongèrent à l'infini le règlement des détails, par suite aussi du départ forcé de MM. de Lago, Hoorickx et Forest, dont je parlerai tout à l'heure. L'empereur s'était, entre autres choses, proposé de dicter un nouveau procès-verbal de ses interrogatoires, qu'il disait avoir été défigurés. Il avait aussi commencé une protestation contre les faits et gestes de Marquez, flétrissant sa conduite et désavouant la mission que s'était arrogée le lieutenant de l'empire. Le codicille même qui complétait son testament ne fut pas signé en la forme régulière, mais ratifié par une lettre écrite le 15 juin à M. de Lago. Cette lettre remerciait en outre les diplomates de leur dévouement, et chargeait M. Hoorickx d'écrire au capitaine Pierron et à Mme de Beauvais, ancienne institutrice de la princesse Charlotte. Maximilien annonçait en

post-criptum qu'il venait d'apprendre la mort de l'impératrice. « Bien que cette nouvelle, disait-il, me brise le cœur, elle m'est d'un grand soulagement dans le moment actuel. De plus, elle me donne l'assurance que toutes mes intentions pourront être remplies. Survivant à l'impératrice, j'hérite d'une partie de sa fortune et mes héritiers seront en mesure de faire honneur à tous mes souvenirs. »

Tout en procédant à ces préparatifs solennels de la dernière heure, l'empereur ne cessait pas de nourrir le rêve d'une évasion. Déjà deux tentatives, probablement plus imaginaires que réelles, avaient avorté. Néanmoins, à son arrivée, M. Hoorickx trouva le prisonnier plein d'illusions à l'endroit d'un nouveau projet de fuite. Il se hasarda à parler des difficultés que lui paraissait présenter la sortie d'une prison où lui-même et ses collègues avaient tant de peine à pénétrer. On lui répondit qu'on possédait les moyens de surmonter tous les obstacles ; que, de plus, le docteur Basch avait insisté sur le transfert de l'empereur dans un local moins étouffé, en raison de son état de maladie qui s'aggravait chaque jour, et que ce transfert allait être accordé. Le changement de prison eût été un premier point de gagné sans doute, bien qu'il n'impliquât nullement un relâchement dans les précautions et la surveillance ; mais le général Escobedo, revenant sur les dispositions favorables qu'il avait manifestées, refusa le déplacement

demandé. Ce n'était pas seulement un grave contre-temps ; ce refus devenait un avertissement que l'éveil avait dû être donné de manière ou d'autre au général en chef. Malgré tout, les illusions persistèrent chez Maximilien, entretenues par sa propre imagination autant que par les avis décevants qui lui venaient du dehors. Par moments, il se voyait déjà libre, traçait son itinéraire et arrêtait ses projets futurs, Il avait choisi M. Forest pour l'accompagner dans sa fuite. Ils devaient gagner ensemble un repli de la côte dans le voisinage de Tampico, s'y procurer une embarcation et se faire conduire à Vera-Cruz où l'on savait rencontrer une garnison restée fidèle au drapeau impérial. De là, on traiterait avec Juarez.

L'âme de la petite conjuration qui fournissait prétexte à ces espérances était la princesse de Salm. Née à New-York de parents français, Mme de Salm s'appelait de son nom de jeune fille Mlle Leclère. Elle avait connu et épousé son mari pendant la guerre de sécession, alors qu'il servait dans les rangs de l'armée du Nord. Forte de sa nationalité américaine, elle avait, dès son arrivée à Queretaro, commencé à parler hautement en faveur de Maximilien et à s'agiter dans le but de le sauver. La maison qu'elle occupait, ouverte aux officiers de l'armée libérale et que fréquentait notamment le colonel Villanueva, ami intime d'Escobedo, n'en était pas moins un foyer de sympathies impérialistes. Son esprit ardent et

romanesque rêvait d'en faire quelque chose de plus : le centre d'un complot ourdi en badinant et qui amènerait la galanterie à se mettre au service de la délivrance du prisonnier. Elle faisait entrer en ligne de compte, parmi ses moyens d'action, les conversions qu'elle se flattait d'opérer chez les vainqueurs, grâce à sa vivacité mutine et à son charme entraînant. Qu'y eut-il en réalité, au fond de cette généreuse vision ? Peu de chose probablement : quelques paroles banales de condescendance envers une femme aimable, ou de commisération pour un prince tombé au dernier degré de l'infortune, et que la princesse interprétait comme des adhésions ; quelques ouvertures plus ou moins prudemment risquées, accueillies par des demi-mots, et écoutées peut-être uniquement pour être rapportées. Les troupes qui occupaient Queretaro étaient, de toute l'armée de la république, celles chez qui on pouvait le moins recruter les coopérations actives et les connivences secrètes sans lesquelles il était puéril de rêver et d'entreprendre l'évasion de Maximilien. Elles appartenaient aux bandes du nord, c'est-à-dire à la partie des forces juaristes qui nourrissait les rancunes les plus vivaces et les sentiments les moins mitigés vis-à-vis de tout ce qui se rattachait à l'intervention ou à l'empire. Les officiers et les soldats qui avaient combattu dans un rayon plus rapproché de la capitale avaient pu perdre, dans les rapports momentanés que la guerre

amène entre adversaires, dans l'échange de certains procédés courtois, quelque chose de leur animosité préconçue et de leur haine traditionnelle pour l'étranger. Porfirio Diaz et Vicente Riva Palacio, par exemple, poursuivaient depuis longtemps déjà une lutte purement nationale et politique, qui n'avait plus rien de la guerre de haine et d'extermination. Il en était autrement d'Escobedo et des hommes qu'il commandait. Pour eux l'idée de clémence envers l'ennemi qu'ils venaient de vaincre n'était pas admissible ; encor moins la proposition de favoriser sa fuite et d'e devenir les auxiliaires pouvait-elle trouver da leurs rangs des complices prêts à l'accepter.

Sachant à quoi s'en tenir sur le sentiment à peu près unanime de l'armée, MM. de Lago, Hoorickx et Forest s'étonnaient de la facilité avec laquelle Mme de Salm croyait avoir trouvé des auxiliaires de ses projets. Ils soupçonnaient vaguement un piége et se tenaient en garde à mesure qu'on leur rapportait les trop rapides progrès de l'entreprise. Leurs soupçons augmentèrent lorsqu'on leur dit qu'une somme de 200,000 piastres (un million de francs) avait été stipulée pour prix de l'évasion, mais qu'il fallait la trouver en or. Ils firent observer que réunir une pareille somme de numéraire en ce moment était chose matériellement impossible et que, de plus, le fait seul d'un semblable appel fait aux caisses des banquiers équivaudrait à dénoncer le complot aux autorités

qui commandaient dans la ville. Sur ces objections, la princesse entama de nouveaux pourparlers et annonça qu'elle avait obtenu de ceux qui devaient favoriser l'évasion qu'ils accepteraient deux traites de 100,000 piastres chacune, signées du prisonnier, mais endossées collectivement par tous les membres du corps diplomatique présents à Queretaro. Ces traites furent en effet préparées, elles reçurent la signature de l'empereur et celle du baron de Lago qui n'osa pas la refuser. Mais, lorsqu'on demanda celle de M. Hoorickx et celle de M. Forest, ils déclarèrent d'un commun accord que l'exigence qu'on élevait cachait indubitablement une arrière-pensée. La seule signature ayant une valeur réelle pour celui qui la présenterait plus tard à l'encaissement était celle de Maximilien, puisque sa vie était le gage de la somme à payer. En demandant l'endos des membres du corps diplomatique, on ne pouvait avoir qu'un but, celui de les compromettre. La conviction de M. Hoorickx était telle à cet égard, qu'il prit les traites qu'on lui présentait et coupa le nom de M. Lago en déclarant à la princesse que, si ceux avec qui elle traitait étaient sincères, le nom de Maximilien leur suffirait en payement.

Cette clairvoyance et cette énergie sauvèrent probablement les diplomates d'un grand danger. On cherchait certainement à se procurer une preuve matérielle de leurs tentatives en faveur du prisonnier, pour les arrêter et les mettre en

cause. Leur présence était importune. A défaut d'action sérieuse pour sauver le prisonnier, ils contribuaient à entretenir et à propager dans la ville un certain sentiment public en sa faveur. N'ayant pu réussir à les faire tomber dans le piége, on prit le parti de les expulser sommairement. Le 14 au matin, ils reçurent à l'improviste l'ordre de quitter la ville. M. Forest fut personnellement appelé chez Escobedo. Il se voyait déjà prisonnier et n'était que médiocrement rassuré en pensant aux notes peu bienveillantes pour le gouvernement juariste, qu'on pourrait trouver si on fouillait la chambre qu'il occupait en commun avec MM. Hoorickx et de Lago chez un Allemand établi dans la ville. Il en fut quitte pour une fausse alerte. Le général en chef avait simplement voulu lui répéter de vive voix l'injonction de déguerpir lui et ses amis, sur l'heure (*ahora mismo*). La pricesse de Salm, que M. Forest rencontra au quartier général, avait été mandée pour recevoir le même ordre. Il n'y avait pas à se le faire répéter. On prit bien juste le temps de boucler les valises et de se procurer une voiture. Au moment où celle-ci s'ébranlait, un officier d'Escobedo, le colonel Davalos, se pencha à la portière et dit aux voyageurs malgré eux :

« — Rappelez-vous qu'il y va de la vie, si vous reparaissez à Queretaro d'ici cinq ou six jours. »

Le soir, dans la dépêche par laquelle il informait le gouvernement de San Luis de la marche

du procès, Escobedo annonçait « qu'il avait fait sortir de la ville la princesse de Salm et divers étrangers, parce qu'ils agissaient avec trop d'effronterie et que leurs agissements étaient très-dangereux. »

L'unique danger qui pouvait exister était celui de manifestations plus ou moins vives le jour où serait exécutée la sentence trop facile à prévoir ; mais quant à une tentative sérieuse d'évasion ou à un mouvement assez fort pour délivrer l'empereur gardé comme il l'était, il n'en pouvait être et n'en fut jamais question, ailleurs que dans les entretiens où s'agitaient des sympathies plus ardentes que sages et habiles.

Le 13 juin à huit heures du matin, le conseil de guerre se réunit dans la salle du théâtre Iturbide. Il était présidé par le lieutenant-colonel Platon Sanchez [1], et composé de six juges : les commandants José Vicente Ramirez et Emilio Logero ; les capitaines Ignacio Jurado, Juan Rueda y Auza, José C. Verastegui et Lucas Villagran. Le tribunal occupait le fond de la scène, où l'on avait posé un décor représentant une sorte de portique avec colonnade fuyant à l'horizon. A droite, étaient les siéges pour les accusés et leurs défenseurs ; à

1. Le colonel Platon Sanchez mourut dans les premiers jours du mois de décembre suivant, assassiné par ses propres soldats à San Luis.

gauche siégeait le capitaine-rapporteur. Le public remplissait la salle.

L'audience s'ouvrit par la lecture de toutes les pièces.

L'empereur étant souffrant, il avait été décidé que Mejia et Miramon comparaîtraient seuls d'abord. Ils furent conduits au tribunal dans une voiture escortée par deux détachements de cinquante hommes chacun. Mejia comparut le premier, et fut défendu par M. Prospero C. Vega. Puis vint le tour de Miramon, pour qui portèrent successivement la parole MM. Jauregui et Moreno. Les deux accusés eurent une attitude pleine de dignité, qui leur concilia d'une façon visible les sympathies de l'auditoire.

Le tour de l'empereur était arrivé. Le commissaire du gouvernement se rendit au couvent des Capuchinas pour constater en personne l'impossibilité où était le prisonnier de se présenter. Il revint en déclarant que cette impossibilité était réelle, et la cause suivit son cours. MM. Vazquez et Ortega prirent tour à tour la parole. Leurs plaidoyers, fortement étudiés et convaincus, ne furent d'ailleurs que le développement des arguments qu'on a pu voir dans les conversations de San Luis et dans le mémoire signé par Maximilien.

L'audience, levée à neuf heures du soir, fut reprise le lendemain matin, à huit heures, pour le réquisitoire du ministère public. Aux objections d'incompétence et d'illégalité qui lui avaient été

opposées, M. Azpiroz répondit qu'elles étaient sans fondement ; mais que, fussent-elles même fondées, il n'y avait aucun argument valable à tirer d'un défaut de forme dans une affaire où l'on aurait pu se passer de toute procédure. Les accusés ayant été pris les armes à la main, on aurait été en droit de les fusiller sans autres préliminaires que la constatation de leur identité. Quant aux points de fait, le réquisitoire énumérait longuement tous les actes qualifiables, d'après la loi du 25 janvier 1862, de trahison, de rébellion et d'attentats à la paix publique. En ce qui concernait l'empereur, il appuya particulièrement sur sa persistance à agir en souverain et à perpétuer la guerre après le départ de l'armée française. La conclusion était naturellement la peine de mort.

Les répliques des défenseurs furent d'une extrême énergie. Ils attaquèrent l'un après l'autre, avec une égale véhémence, la doctrine avancée par M. Azpiroz quant à la régularité de la procédure. Du moment où il y avait procès, on ne devait pas en faire un vain simulacre. Un d'eux alla jusqu'à demander si les membres d'un tribunal jugeant d'après de pareilles données n'avaient pas à craindre qu'on les accusât un jour de s'être réunis, non pour juger, mais pour condamner, et d'avoir obéi à une consigne, non à leur conscience. M. Vazquez s'écria ; « Si vous condamnez à mort l'archiduc, je ne redoute ni la coalition de l'Europe, ni la colère des Etats-Unis qui

peuvent se déchaîner contre la République; j'ai confiance dans les armes triomphantes de l'armée libérale qui a arraché notre sol des serres de la France; mais je redoute la réprobation universelle qui tombera comme un anathème sur notre patrie, moins encore pour la sentence elle-même que pour la nullité des formes du procès. »

L'impression produite sur l'auditoire par cette série de plaidoyers fut telle que, lorsqu'à une heure de l'après-midi les débats furent clos, nombre de personne emportèrent presque un commencement d'espérance. On ne pouvait se flatter que le tribunal acquitterait les accusés, ou que, les condamnant, il prononcerait contre eux une peine autre que la mort; mais on se disait que peut-être, effrayé de la responsabilité en face de laquelle on l'avait mis, il se récuserait et renoncerait à prononcer une sentence quelconque.

On apprit le lendemain matin qu'il avait passé outre et rendu, à onze heures du soir, l'arrêt dont voici la teneur :

« Vu l'ordre du citoyen général en chef, en date du 24 du mois de mai dernier, et la décision du ministre de la guerre, en date du 21 du même mois citée dans l'ordre sus-énoncé, en vertu desquels Ferdinand Maximilien de Hapsbourg, qui se dit empereur du Mexique, et ses généraux Miguel Miramon et Tomas Mejia ont été mis en jugement pour crimes contre la nation, contre l'ordre et la

paix publique, le droit des gens et les garanties individuelles ;

« Vu la procédure suivie contre les coupables susdits, y compris les actes et les pièces qui en font partie ; toutes choses dont le rapporteur, citoyen lieutenant-colonel Manuel Azpiroz, a donné connaissance au conseil présidé par le lieutenant-colonel d'infanterie permanente, citoyen Rafael Platon Sanchez ;

« Après avoir examiné le tout et entendu le réquisitoire du susdit rapporteur et les défenses que les avocats des accusés ont prononcées de vive voix ou dont ils ont donné lecture ;

« Le conseil de guerre a déclaré Ferdinand Maximilien suffisamment convaincu des crimes spécifiés dans les paragraphes, 1, 3, 4 et 5 de l'article premier, dans le paragraphe 5 de l'article second et dans le paragraphe 10 de l'article 3 de la loi du 25 janvier 1862, contre la nation, le droit des gens, l'ordre et la paix publique.

« Il a également déclaré les accusés Miguel Miramon et Tomas Mejia coupables des crimes spécifiés dans les paragraphes 1, 3, 4 et 5 de l'article second de la même loi, contre la nation et le droit des gens, avec la circonstance aggravante d'avoir été tous les trois pris en flagrant délit, dans une action de guerre, le 15 du mois de mai dernier, dans cette même place, cas prévu par l'article 28 de la susdite loi.

« En conséquence, et conformément aux termes

exprès de la loi sus-énoncée, le conseil condamne les susdits coupables Ferdinand Maximilien, Miguel Miramon et Tomas Mejia à la peine de mort.

« Queretaro, le 14 juin 1867.

« R. PLATON SANCHEZ. — IGNACIO JURADO. — EMILIO LOJERO. — JOSÉ V. RAMIREZ. — JUAN RUEDA Y AUZA. — LUCAS VILLAGRAN. — JOSÉ C. VERASTEGUI. »

Les résultats de la première journée des débats avaient été portés à San Luis par le télégraphe dans la matinée du 14. MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre, poursuivant leur mission avec une persévérance que rien ne décourageait, essayèrent de préparer, par une nouvelle conversation avec M. Lerdo, les voies à une indulgence dont ils ne pouvaient se résoudre à désespérer.

A l'éloquent exposé qu'ils firent encore une fois des considérations qui devaient suggérer à la clémence, M. Lerdo fit une réponse plus explicite, mais en même temps plus décourageante que celles dans lesquelles il s'était renfermé jusque-là.

« Nous continuons, dit-il, à débattre une question de grâce, parce que vous voyez la décision du conseil comme devant infailliblement prononcer la mort de Maximilien. Sans pouvoir dire que le gouvernement ait une résolution prise, attendu que la question est réservée à un mûr et attentif

examen, je désire répondre quelques mots aux considérations que vous venez de me présenter.

« La grâce de Maximilien pourrait être funeste au pays, parce que, avec ce que l'on connaît de son caractère versatile, il y aurait peu de probabilités qu'il résistât à une nouvelle tentation. Qui peut assurer que Maximilien vivrait à Miramar ou dans n'importe quel autre endroit sans aspirer à revenir dans un pays dont il s'est cru l'élu ? Quelles garanties les souverains européens pourraient-ils nous donner que nous n'aurions pas une nouvelle invasion en faveur de l'empire ? L'inspiration fatale qui a amené l'intervention peut revivre ; les gouvernements européens peuvent, sous prétextes de nous moraliser, armer de nouvelles légions qui, bien qu'étrangères, viendraient sous un drapeau mexicain rétablir le pouvoir de celui qu'on a appelé empereur. La grâce accordée deviendrait alors funeste. Au dédain et à l'ingratitude qu'elle inspirerait, viendrait s'ajouter l'animosité des partis parmi nous. Nous aurions enflammé leurs haines encore davantage, et plus que jamais on entendrait retentir le cri terrible de trahison. Un de ces partis ayant toujours les yeux fixés sur Miramar, il pourrait se faire que l'indépendance du Mexique eût à passer par des périls plus grands même que ceux qui ont été conjurés dans la crise actuelle au prix de tant de sacrifices... Le retour de Maximilien en Europe serait peut-être une arme mise entre les mains des ca-

lomniateurs et des ennemis du Mexique, un prétexte de restauration dont ils se serviraient pour provoquer d'incessants conflits dans le but d'arriver à la transformation des institutions de la République. »

M. Lerdo termina en disant : « Le gouvernement, qui a lutté pour la République avec une foi aveugle dans son avenir, ne compromettra aucun de ses grands intérêts par une résolution précipitée accordant la grâce de Maximilien. »

Tout en déclarant que le moment n'était pas venu de se prononcer, le ministre indiquait de plus en plus nettement dans quel sens on se prononcerait.

Le 15, à 11 heures du matin, arriva une seconde dépêche annonçant le résultat de la délibération du conseil de guerre. MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre rédigèrent à la hâte un nouveau recours en grâce. Une fois encore, ils se heurtèrent à cette froide réponse que leur requête était prématurée, que l'arrêt du conseil de guerre n'était pas définitif, puisqu'il n'avait pas encore reçu la sanction du commandant en chef de l'armée. Il fallait attendre cette confirmation avant de savoir s'il y avait lieu d'exercer le droit de grâce ; du reste, les raisons exposées par les défenseurs seraient prises en considération, s'il arrivait que la question eût à être examinée par le gouvernement.

L'agitation était extrême à San Luis. Une partie notable de la population appelait hautement une mesure de clémence. Dans les rangs mêmes de l'armée, les sentiments qui se manifestaient semblaient être en majorité pour qu'on ne poussât pas les choses à l'extrême. Aux démarches officielles dont nous avons fait l'historique, s'étaient jointes de nombreuses démarches particulières, des instances venant de toutes les classes de la société, des observations présentées par des hommes dont le dévouement au parti républicain n'était pas douteux et par des officiers qui avaient payé de leur sang le droit d'exprimer leur avis. A tous, le gouvernement opposait la même attitude impassible, les mêmes réponses glaciales qui, sous les apparences de la réserve, confirmaient d'heure en heure davantage une détermination arrêtée sans retour.

Le 16, à midi, un nouveau télégramme apporta aux défenseurs le dernier avis qui leur restait à recevoir. L'arrêt de mort, ratifié par Escobedo, venait d'être signifié aux condamnés et devait être exécuté à 6 heures du soir.

Ils se dirigèrent en toute hâte vers la maison occupée par le gouvernement. Le baron Magnus s'était joint à eux. En route, ils rencontrèrent un employé du télégraphe qui leur apprit que l'exécution, indiquée pour 6 heures dans leur dépêche, par suite d'une erreur de transmission, devait avoir lieu à trois heures de l'après-midi : le temps

pressait, par conséquent, plus encore qu'ils ne l'avaient pensé.

Ils portaient à M. Lerdo une dernière requête, dans laquelle ils avaient résumé, avec l'éloquence d'une angoisse suprême, tout ce que la raison politique et les motifs d'humanité avaient pu leur suggérer, à l'appui d'un appel désespéré aux sentiments du président. Le ministre prit la requête et passa dans le salon de M. Juarez où étaient déjà réunis ses collègues MM. Iglesias et Mejia. Trois quarts d'heure se passèrent. M. Lerdo rentra ; il tenait une feuille de papier à la main. Sans répondre un mot aux muettes interrogations que lui adressait le regard des trois personnes présentes, il donna lecture de ce papier. C'était la dépêche que le gouvernement venait de rédiger à l'adresse du général Escobedo ; elle était ainsi conçue :

San Luis Potosi, 16 juin 1867, 1 heure de l'après-midi.

Au général Escobedo, à Queretaro.

« Les défenseurs de Maximilien et de Miramon viennent d'exposer au gouvernement que la sentence du conseil de guerre qui les a condamnés, ainsi que Mejia, à la peine de mort, a été confirmée et que l'exécution en a été fixée à l'après-midi d'aujourd'hui. On a demandé la grâce des trois condamnés. Le gouvernement l'a refusée après les plus mûres délibérations

« Afin que les condamnés aient le temps néces-

saire pour régler leurs affaires, le citoyen président de la République a décidé que l'exécution aurait lieu seulement le mercredi 19 courant au matin. Veuillez donner vos ordres en conséquence et m'aviser sans retard de la réception de ce message.

« *Signé :* MEJIA. »

Les défenseurs recevaient en même temps la réponse officielle suivante à leur recours en grâce :

« Après avoir examiné, avec toute l'attention que demande la gravité des circonstances, cette requête ainsi que toutes les autres présentées en vue du même objet, le citoyen Président de la République a daigné décider qu'il était impossible d'y accéder, parce que les plus graves considérations de justice et la nécessité d'assurer la paix du pays s'opposent à l'acte de clémence demandé. »

Un moment de lugubre silence suivit cette double lecture. M. Lerdo quitta la salle pour faire expédier la dépêche qui devait suspendre l'exécution. A sa rentrée, MM. Riva Palacio et le baron Magnus essayèrent encore de faire entendre quelques paroles de supplication, par suite de ce sen-

1. Les défenseurs de Maximilien reçurent en outre copie d'un procès-verbal de cette conférence, rédigé en la forme officielle et signé par le ministre de la guerre de Juarez. Voir *Notes et pièces justificatives :* lettre G.

timent qui fait qu'on ne peut abdiquer complétement l'espérance tant qu'on a des heures devant soi. M. Lerdo lui-même avait perdu quelque chose de sa rigide impassibilité. Ce fut d'une voix émue qu'il termina la conférence en disant : « C'est avec un indicible chagrin que le gouvernement a pris cette résolution qu'il considère comme la garantie d'un avenir de tranquillité pour le pays. La justice et l'intérêt public l'exigeaient. Si le gouvernement commet une erreur, cette erreur n'aura pas été fille de la passion. C'est notre conscience qui nous dicte le pénible refus que nous vous opposons. »

Dans le public, l'effet de la confirmation de la sentence fut provisoirement atténué par le sursis de trois jours qui en différait l'exécution. On se plut à voir dans ce répit un délai donné avec intention à de nouvelles instances, devant lesquelles le gouvernement finirait par se laisser fléchir. Pour les défenseurs et pour le baron Magnus, cette illusion dernière n'existait pas. Ils savaient que le retard n'était point dû à une inspiration spontanée du gouvernement, pouvant se rattacher à quelque arrière-pensée de clémence définitive. C'était simplement une concession faite aux sollicitations du ministre de Prusse qui, en dernier ressort, avait demandé qu'on lui accordât du moins le temps nécessaire pour retourner de San Luis à Queretaro et recevoir les suprêmes recommandations de l'empereur.

Restait à savoir si la dépêche qui portait ce contre-ordre momentané arriverait au général Escobedo en temps utile. Elle n'avait été expédiée qu'à une heure de l'après-midi ; l'exécution était fixée pour trois heures, et le télégraphe ne fonctionnait pas toujours avec une régularité parfaite. Effectivement, si l'on avait procédé à Queretaro avec une exactitude rigoureusement militaire, le sursis eût été annihilé. Il était près de quatre heures quand Escobedo en reçut l'avis. Les condamnés s'étaient confessés; les voitures qui devaient les conduire au lieu de l'exécution attendaient à la porte de la prison. Si tout n'était pas déjà consommé, c'est qu'évidemment Escobedo n'avait pas voulu prendre sur lui la responsabilité d'un acte irréparable sans attendre un mot d'ordre définitif du gouvernement.

A huit heures du soir, MM. Ortega et Vazquez adressaient à leurs co-défenseurs de San Luis, une dépêche ainsi conçue :

Queretaro, 16 juin 1867.

« Les trois accusés s'étaient confessés et avaient communié lorsque est arrivé l'ordre de suspension. Ils étaient donc morts déjà moralement à cette heure où ils attendaient qu'on vînt les chercher pour les exécuter. Il serait horrible de leur donner une seconde fois la mort mercredi, alors qu'ils l'ont subie une première fois aujourd'hui. »

C'était une thèse nouvelle qui s'offrait, toute fragile qu'elle pût être, pour motiver un dernier effort. L'arrivée à San Luis de madame Miramon, qui venait solliciter en personne pour son mari, dans un état voisin de la folie, amenait en même temps une auxiliaire dont peut-être la voix serait entendue. Ce fugitif espoir ne tarda pas à s'évanouir, comme s'étaient évanouis tous les autres. A la demande de recevoir madame Miramon, Juarez répondit : « Dispensez-moi d'une pénible entrevue où cette dame aurait cruellement à souffrir, par suite du caractère irrévocable de la résolution prise. » A MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre qui prenaient congé de lui, en résumant leurs angoisses dans quelques phrases étouffées par l'émotion, ses dernières paroles furent : « Vous avez, Messieurs, beaucoup souffert dans l'accomplissement de votre tâche de défenseurs, par suite de l'inflexibilité du gouvernement. Vous ne pouvez aujourd'hui comprendre combien cette inflexibilité était nécessaire, ni à quel point elle s'appuie sur la justice. Le temps se chargera de la justifier. La loi et la sentence sont en ce moment inexorables parce que le salut public l'exige. Peut-être, plus tard, ce même salut public nous conseillera-t-il l'économie du sang, et ce sera alors le plus grand bonheur de ma vie. »

La promesse faite au baron Magnus avait été tenue. Une diligence fut mise à sa disposition et il put partir, dans la soirée du 16, de San Luis pour

Queretaro, où il arriva le 18 au matin. Dans la journée, il expédia à M. Lerdo de Tejada la dépêche suivante, qui arriva à San Luis à neuf heures et demie du soir :

Queretaro, 18 juin 1867.

« Arrivé ici aujourd'hui, j'ai reconnu que les trois condamnés du 14 sont moralement morts dimanche dernier, et que tout le monde le considère ainsi, vu qu'après avoir pris toutes leurs dispositions pour mourir, ils ont attendu à chaque minute durant une heure entière qu'on les menât à l'endroit où ils devaient recevoir la mort, avant d'apprendre par le télégraphe l'ordre de sursis. Les mœurs de notre époque ne permettent pas qu'après avoir subi cet horrible supplice, on les fasse mourir une seconde fois demain. Au nom de l'humanité, au nom du ciel, je vous conjure d'ordonner qu'on ne touche pas à leur vie. Je vous répète que, j'en suis certain, mon souverain, S. M. le roi de Prusse, et tous les monarques d'Europe unis par les liens du sang au prince prisonnier, c'est-à-dire, son frère l'empereur d'Autriche, sa cousine la reine de l'empire britannique, son beau-frère le roi des Belges, ses autres cousins les rois d'Italie et de Suède et la reine d'Espagne, s'entendront facilement pour donner à Son Excellence don Benito Juarez toutes les garanties nécessaires qu'aucun des trois pri-

sonniers ne remettra le pied sur le territoire mexicain.

Signé: « A. V. MAGNUS. »

A dix heures cinq minutes du soir, partait de San Luis, en réponse à cette requête, un télégramme réitérant une dernière fois l'invariable formule du gouvernement, sur « les graves considérations de justice et la nécessité d'assurer la paix au pays, » qui ne permettaient pas d'accorder la grâce.

CHAPITRE XIV

SOMMAIRE : Les dernières heures. — Le dénoûment.

Quelques heures seulement séparaient désormais les condamnés du moment fatal que rien ne pouvait plus reculer. A l'approche de la mort, une fermeté sereine remplaça chez Maximilien l'allure tantôt abattue, tantôt fébrile, souvent d'une légèreté oublieuse qu'il avait montrée au cours de ce drame dont il était le principal personnage. Longtemps, à coup sûr, il n'avait pas cru au dénoûment qui se dressait aujourd'hui devant lui. Il avait compté tour à tour sur sa qualité de prisonnier de guerre, sur la possibilité de conclure une sorte de traité avec Juarez, sur les chances d'une évasion, sur le succès possible de sa défense judiciaire, sur la réussite des démarches tentées par ses défenseurs. Maintenant qu'il était face à face avec l'inévitable, le gentilhomme de race reparut tout entier. Il ne songea plus qu'à

mourir de telle manière que sa mort jetât un dernier éclat sur sa vie.

Dans la journée du 18, il avait prié le général Escobedo de transmettre à San Luis la dépêche suivante :

Queretaro, 18 juin 1867.

A don Benito Juarez.

« Je désirerais qu'on accordât la vie à don Miguel Miramon et à don Tomas Mejia, qui ont souffert avant-hier toutes les tortures et les amertumes de la mort, et que je fusse la seule victime, comme je l'ai demandé au moment où je fus fait prisonnier.

Signé : « MAXIMILIEN. »

Il passa l'après-midi à écrire ou à dicter des lettres : l'une, dont il a été déjà question, au baron de Lago avec ses remerciements pour les membres du corps diplomatique ; d'autres, à chacun de ses défenseurs. Pour MM. Ortega et Vazquez, il se bornait à quelques lignes contenant l'expression de sa gratitude. Il se montrait plus expansif vis-à-vis de MM. Mariano Riva Palacio et Martinez de la Torre. Je me borne à reproduire la première de ces lettres et celle qu'il laissa pour son ancien chef de cabinet, le capitaine Pierron.

Prison des Capuchinas, Queretaro, 18 juin 1867.

« Mon cher Riva Palacio,

« La persévérance et l'énergie avec lesquelles j'ai su que vous aviez défendu ma cause à San Luis et la peine que vous vous êtes donnée dans ce but, malgré vos années et l'état délicat de votre santé, exigent que je vous manifeste ma sincère gratitude pour un service si noble et si généreux, qui demeure profondément gravé dans mon cœur.

« Je regrette de ne pouvoir vous dire cela de vive voix et vous recommander en personne, comme je le fais par écrit, de ne pas oublier dans vos prières

« Votre très-affectionné,

« MAXIMILIEN. »

« Mon cher capitaine Pierron,

« A ma dernière heure, je pense encore à votre bonne amitié si cordiale et aux services que vous m'avez rendus avec tant de loyauté.

« Je profite de ces derniers instants pour vous envoyer un suprême adieu; je veux vous remercier de votre franchise, de votre attachement et du dévouement que vous m'avez montré en toute occasion.

« Cet épanchement est cher à mon cœur.

« J'espère que vous conserverez mon souvenir

après ma mort, et je fais des vœux pour que vous viviez heureux et tranquille.

« N'oubliez pas celui qui a été, jusqu'à son dernier soupir, votre tout affectionné,

« MAXIMILIEN. »

C'est à ce moment qu'il aurait également écrit à l'impératrice une lettre dont l'authenticité a toutefois été contestée et paraît en effet douteuse, puisque, par suite d'une nouvelle erronée, il croyait depuis quelques jours à la mort de son infortunée compagne. Voici, sous toutes réserves, cette lettre telle qu'elle a été publiée :

« Ma bien-aimée Charlotte,

« Si Dieu a permis que ta santé s'améliore et que tu arrives à lire ces lignes, elles t'apprendront avec quelle cruauté le destin m'a traité depuis ton départ pour l'Europe. Tu avais emporté avec toi mon cœur, mais, ô malheur, pourquoi n'ai-je pas écouté ta voix ?

« Tant d'événements malheureux, tant de coups violents de fortune ont brisé toutes mes espérances, et aujourd'hui la mort, loin d'être une angoisse, est un bonheur pour moi.

« Je vais mourir, comme soldat avec gloire, comme souverain en homme vaincu, mais non déshonoré.

« Si tes souffrances sont grandes et que Dieu

t'ordonne de venir te joindre à moi, je bénirai sa main divine qu'il a si lourdement appesantie sur moi.

« Adieu, adieu !

« Ton pauvre

« MAXIMILIEN. »

La dernière de toutes ces lettres fut celle que l'empereur, prêt à mourir, voulut adresser au président de la République. Bien que portant la date du 19, elle fut écrite la veille et postdatée sans doute pour lui donner la solennité d'une parole de mourant. Elle était ainsi conçue :

Queretaro, 19 juin, 1867

A don Benito Juarez,

« Près de recevoir la mort pour avoir voulu essayer si de nouvelles institutions publiques pourraient mettre fin à la guerre civile qui a déchiré ce malheureux pays depuis tant d'années, je perdrai la vie avec plaisir si ce sacrifice peut contribuer à la paix et à la prospérité de ma nouvelle patrie. Intimement persuadé que rien de solide ne peut être fondé sur un terrain imprégné de sang et agité par de violentes commotions, je vous conjure de la façon la plus solennelle, avec la sincérité que comporte un moment tel que celui où je me trouve, de faire que mon sang soit le

dernier versé et de consacrer cette même persévérance que vous avez mise à défendre la cause qui vient de triompher, persévérance que je me plaisais à reconnaître et à estimer au milieu de la prospérité, à la tâche plus noble de réconcilier les esprits et de fonder d'une manière stable et durable la paix et la tranquillité de ce pays infortuné.

« MAXIMILIEN. »

Ses lettres terminées, l'empereur se coucha vers huit heures du soir. Bientôt après, il reçut un message d'Escobedo lui promettant que, selon le vœu qu'il avait exprimé, son corps serait embaumé avec soin. Il manifesta le désir de prendre congé du général en chef, puis resté seul ne tarda pas à s'endormir. On vint le réveiller vers onze heures et demie pour recevoir la visite d'Escobedo qui se rendait à son appel. L'entrevue n'eut pas de témoins, mais on observa qu'en sortant de la chambre le général avait l'air plus ému qu'il n'était dans ses habitudes de le laisser paraître. Le prisonnier s'endormit de nouveau au bout de quelques instants et se réveilla de lui-même un peu après trois heures du matin. Il commença aussitôt à s'habiller. A quatre heures arriva le confesseur; l'empereur assista à la messe avec Miramon et Mejia; vers six heures, il déjeûna d'un morceau de poulet, but un peu de vin et prit une tasse de café. Il remit alors au docteur Basch

son alliance, lui confia ses dernières instructions, et, montrant un scapulaire que son confesseur lui avait donné et qu'il portait dans la poche de son gilet, il ajouta : « Vous porterez cela à ma mère. »

A six heures et demie, le colonel Palacios se présenta avec les soldats désignés pour former l'escorte. L'empereur se plaça au milieu d'eux, serra de nouveau la main au docteur Basch avec un léger signe de tête et un sourire amical, et descendit l'escalier de son pas ordinaire.

Trois voitures attendaient à la porte du couvent, entourées par deux bataillons d'infanterie et un escadron de cavalerie. Maximilien prit place dans la première, avec son confesseur, Miramon dans la seconde et Mejia dans la dernière. A ce moment, les cloches de la ville annoncèrent que les condamnés se mettaient en marche pour le lieu du supplice. Toutes les troupes étaient sur pied, contenant à grand'peine la population qui se pressait sur le parcours du triste cortége. De temps à autre, un mouvement de houle se produisait parmi les spectateurs ; des cris de sympathie s'échappaient çà et là, poussés principalement par des voix de femmes. Des manifestations plus vives se produisirent même en faveur de Mejia, pour lequel le peuple professait une véritable idolâtrie. Quelques hommes, malgré les soldats qui les repoussaient, suivirent tout le temps les voitures en courant le chapeau à la main.

Le lieu choisi pour l'exécution était ce même

Cerro de las Campanas où, cinq semaines auparavant, Maximilien avait remis son épée entre les mains du général Corona. Au moment où les condamnés, ayant mis pied à terre, entraient dans le carré formé par quatre mille hommes de troupes sur la hauteur, le major-général fit lire devant chaque compagnie l'ordre suivant :

« Soldats, au nom de la nation, quiconque demandera la grâce des trois condamnés ou de l'un d'entre eux sera passé par les armes. »

Il y avait une cinquantaine de pas à faire pour arriver à la place assignée aux condamnés. Tous trois parcoururent cet espace avec une égale fermeté d'allure ; puis, ils prirent position avec la même régularité que s'ils eussent assisté à une parade.

L'empereur se trouva d'abord au milieu ; mais en embrassant Miramon pour prendre congé de lui, il lui dit : « Un vaillant a droit aux égards même des souverains. Permettez qu'avant de mourir je vous cède la place d'honneur. » Ce mouvement le porta à gauche de la ligne sur laquelle ils se trouvaient tous les trois. Après avoir également embrassé Mejia, il s'avança vers les soldats pour demander quels étaient ceux qui devaient tirer sur lui. Le peloton lui ayant été désigné, il distribua à chacun des hommes qui le composaient une once d'or (quatre-vingts francs), en leur re-

commandant de viser au cœur. Il retourna alors à l'endroit où il devait mourir et, élevant la voix, prononça d'un ton assuré une allocution qui a été rapportée de différentes manières. Une lettre écrite de Queretaro dans la journée même du 19, la donne en ces termes :

« Mexicains, les hommes de mon rang et de mon origine sont destinés par Dieu ou à faire le bonheur des peuples ou à être martyrs. Appelé par une partie d'entre vous, je suis venu pour le bien du pays, non par ambition. Je suis venu animé des sympathies les plus ardentes pour l'avenir de ma patrie adoptive et pour les braves que je tiens, avant de mourir, à remercier de leur sacrifice. Mexicains ! puisse mon sang être le dernier versé et puisse-t-il régénérer ce malheureux pays. »

Ce texte est reproduit dans la brochure des défenseurs, mais à titre de renseignement seulement. Suivant eux, les paroles réellement prononcées par Maximilien seraient celles-ci :

« Je vais mourir pour une cause juste, la cause de l'indépendance et de la liberté du Mexique. Puisse mon sang mettre un terme aux malheurs de ma nouvelle patrie. Vive le Mexique ! »

Miramon, à son tour, lut quelques lignes qu'il

avait préparées et qu'il termina par le cri retentissant de « Vive l'empereur ! » Quant à Mejia, quoique faisant bonne contenance, il luttait contre une angoisse qui avait été, du moins, épargnée à ses deux compagnons. Sa femme, qu'on avait en vain tenté d'éloigner de lui, était littéralement folle depuis vingt-quatre heures. Portant dans ses bras son enfant nouveau-né, elle s'était cramponnée au condamné au moment du départ de la prison avec une énergie telle qu'il avait fallu employer la force pour la détacher. Elle s'était ensuite lancée par les rues, suivant la voiture avec des cris déchirants. Ce spectacle, qui avait provoqué parmi la foule et jusque chez les soldats des mouvements de compassion non déguisés, était fait, on en conviendra, pour ébranler l'âme la plus forte ; un peu de faiblesse était bien permis à l'homme qui venait de passer par une pareille épreuve. Mejia ne prononça donc pas de harangue. Ses dernières paroles furent pour recommander sa femme et son fils à Escobedo, qui autrefois lui avait dû la vie.

Tous les préliminaires étaient terminés. Il se fit un instant de silence solennel. On vit Maximilien prendre sa barbe de ses deux mains par un geste qui lui était familier, puis indiquer une dernière fois sa poitrine aux soldats comme le but qu'ils devaient viser. Une triple décharge secoua l'air et les trois condamnés tombèrent foudroyés.

On a dit que l'empereur s'était agité dans une

agonie pénible et qu'un soldat avait dû s'approcher pour lui donner le coup de grâce à bout portant. Mais le fait a été démenti et ne paraît pas être exact.

Le corps de l'empereur fut immédiatement relevé pour être ramené au couvent des Capuchinas, tandis que celui de Mejia était transporté à San-Antonio et celui de Miramon dans une autre église.

Une heure après, l'officier de service rendait compte en ces termes au quartier-général de l'acte qui venait de s'accomplir :

Corps d'armée du Nord. — Division mixte.
Etat-major général.

« Conformément aux ordres du quartier général, aujourd'hui, à sept heures du matin, ont été passés par les armes. sur le Cerro de las Campanas, les condamnés Ferdinand-Maximilien de Hapsbourg et ses soi-disant généraux Miguel Miramon et Tomas Mejia. La sentence a été exécutée par le 1er bataillon de Nuevo-Leon en présence des forces de la place.

« L'exécution accomplie, les cadavres ont été examinés par les docteurs Melesio Calvillo et Mariano Becerra, puis, celui de Maximilien a été remis au citoyen colonel Miguel Palacios pour être transféré au couvent des Capuchinas où il a été reçu et sera embaumé par l'inspecteur médical de

l'armée le citoyen général Ignacio Rivadeneira. Ceux de Miramon et de Méjia ont été remis à leurs familles respectives suivant la demande qu'en avaient faite les condamnés eux-mêmes.

« Ce que j'ai l'honneur de vous communiquer pour votre gouverne.

« Indépendance et République, place de Queretaro, 19 juin 1867.

« *Signé* : J. IPOLITO SIERRA. »

Escobedo, à son tour, télégraphiait à San Luis :

Queretaro, 19 juin 1867.

« *Au citoyen ministre de la guerre.*

« Le 14 du présent mois, à 11 heures du soir, le conseil de guerre désigné pour connaître de leur cause a condamné à la dernière peine Maximilien de Hapsbourg, Miguel Miramon et Tomas Mejia. La sentence ayant été confirmée le 13 par ce quartier général, l'exécution en avait été fixée au 16, mais elle fut suspendue jusqu'aujourd'hui par ordre du gouvernement suprême.

« Il est 7 heures du matin. Les susdits Maximilien, Miramon et Mejia viennent d'être passés par les armes.

« Veuillez le communiquer au citoyen président de la République.

Signé : « M. ESCOBEDO »

Le télégraphe de San Luis répondit par l'accusé de réception suivant :

San Luis Potosi, 19 juin 1867.

Au citoyen général Mariano Escobedo, commandant en chef de l'armée du nord.

« J'ai reçu votre message en date d'aujourd'hui, dans lequel vous m'annoncez que Maximilien de Hapsbourg, Miramon et Mejia ont été passés par les armes à 7 heures du matin.

Signé : « MEJIA »

A quatre heures de l'après-midi, Escobedo partait pour San Luis, emportant l'épée de l'empereur qu'il allait remettre au président de la République.

CHAPITRE XV

Sommaire : Impression produite en Europe et au Mexique par l'exécution de Maximilien. — Diversité de points de vue. — Arguments invoqués pour justifier l'inflexibilité de Juarez et de ses ministres. — Quelle en fut la cause principale. — Responsabilité du génénal Marquez. — Explication de son opiniâtreté à ne pas rendre Mexico. — Projet d'une restauration au profit de Santa Anna.

L'impression produite au Mexique par l'exécution de Queretaro ne pouvait manquer d'être profonde ; elle fut loin toutefois d'avoir la même intensité qu'en Europe. A distance, la nouvelle éclata avec le retentissement soudain d'une catastrophe considérée comme dépassant les bornes du possible, à la pensée de laquelle personne n'aurait voulu s'arrêter la veille encore. Chez les populations qui venaient d'y assister de près, l'état d'esprit était très-différent. Elles vivaient au milieu des bouleversements et des scènes tragiques de la guerre ; lasses d'appréhensions et d'angoisses, elles avaient pris l'habitude de s'attendre

à tout. L'événement n'était pas absolument une surprise pour elles; bien que sans y croire, elles l'avaient vu en quelque sorte se préparer sous leurs yeux, elles l'avaient entendu discuter et discuté elles-mêmes à l'avance. C'était toujours un coup de foudre, mais un coup de foudre qui éclatait dans une atmosphère chargée d'orages et chaque jour sillonnée d'éclairs. Les épisodes les plus terribles perdent quelque chose de leur horreur, lorsqu'on y est ainsi amené par degrés. Quel que soit d'ailleurs le saisissement causé par un fait d'ordre général, les préoccupations individuelles n'abdiquent jamais leurs droits. Dans la transformation politique dont la mort de Maximilien et la reddition de Mexico marquaient presque à la même heure la dernière phase, grand était le nombre de ceux qui avaient tout à redouter pour eux-mêmes. Ceux-là, par un instinct naturel, songeaient à leur propre sort ; ils se demandaient avec une anxiété trop justifiée quel traitement leur réservait un régime qui inaugurait sa victoire sous de tels auspices.

Le premier effet d'émotion et de stupeur se trouva donc sensiblement amorti. Quelques cris de triomphe saluèrent, dans le camp libéral, ce que les exaltés considéraient comme une juste vengeance ; mais ils restèrent isolés et s'éteignirent sans écho. Des actes de courageuse protestation y répondirent. Dans beaucoup de villes, à Queretaro et à Mexico même, les dames ne craignirent pas

de prendre, sous les yeux des vainqueurs, le deuil du prince dont ils avaient fait une victime. Des messes furent ostensiblement célébrées pour les morts du 19 juin. On publia et l'on vendit à des milliers d'exemplaires, avec le titre de *Croix des Martyrs*, une carte photographique où une croix se trouvait en effet figurée par la juxtaposition de cinq portraits-médaillons : au sommet l'empereur; au-dessous, l'impératrice Charlotte ; en bas, le général Mendez ; à droite et à gauche de l'impératrice, les généraux Mejia et Miramon. Ces manifestations néanmoins ne dépassèrent pas les limites d'un cercle social assez restreint ; elles ne rencontrèrent rien qui ressemblât, ni comme généralité, ni comme véhémence, ni comme durée, à l'explosion du sentiment public européen.

Il y eut à cela une autre raison encore que la différence matérielle des situations. En Europe, le jugement porté sur le drame du Cerro de las Campanas fut à peu près universel comme l'indignation qu'il inspira : le mot de forfait partit en même temps de toutes les lèvres. Les appréciations se trouvèrent forcément plus partagées au Mexique. Je ne parle pas des juaristes qui, même en désapprouvant la conduite inexorable de leur président, ne pouvaient entièrement la répudier, ni surtout lui infliger une condamnation publique. Je ne parle pas non plus du silence forcé ou des restrictions de langage qu'imposait aux conservateurs la crainte du parti victorieux. La

masse de l'opinion, placée en dehors des courants de parti, parut elle-même éprouver une certaine perplexité à se prononcer. Unanime et très-décidée dans l'expression de ses regrets, elle ne se montrait plus aussi affirmative lorsqu'il s'agissait de qualifier l'opiniâtre résolution qui avait poussé jusqu'à la dernière extrémité l'exercice des droits de la victoire. On eût assurément trouvé peu de gens disposés à ratifier l'arrêt de mort de Maximilien ; mais beaucoup admettaient que, en le signant, Juarez et M. Lerdo avaient pu croire faire acte de juges rigoureux, non de bourreaux. On les blâmait de s'être montrés inflexibles ; le blâme n'allait pas jusqu'à la réprobation, parce que, dans les arguments opposés avec une si froide persistance par M. Lerdo à MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre, il en était un devant lequel les défenseurs mêmes de Maximilien, malgré leur habileté et leur dévoûment, étaient demeurés sans réponse.

Le 5 février, le départ de l'armée française avait laissé Maximilien libre de ses actions. Il ne tenait qu'à lui de pacifier de suite le pays en abdiquant le reste d'un pouvoir qui lui échappait ; il avait continué la guerre. Le 5 février même, il avait écrit à Miramon, momentanément victorieux à Zacatecas, de mettre en jugement Juarez, ses ministres et ses généraux, si l'on arrivait à s'emparer d'eux. Il avait, dans sa proclamation de San Juan del Rio, dénoncé les républicains comme les enne-

mis de l'indépendance et de la paix du pays. Enfermé dans Queretaro, il avait prolongé de trois mois une stérile effusion de sang qu'un mot de lui eût suffi pour arrêter. Il n'avait invoqué un simulacre d'abdication que le jour où la force des événements le contraignait à se constituer prisonnier. Cette série de résolutions et d'actes émanaient de sa seule volonté ; l'intervention n'avait plus rien à y voir.

En les tournant contre lui, pour y puiser un chef d'accusation spécial, détaché des faits antérieurs, le gouvernement de San Luis s'était placé sur le terrain d'une logique implacable, mais d'une logique impossible à méconnaître. Il avait donné, par ce côté, une raison d'être à sa procédure.

Les considérations politiques alléguées pour refuser obstinément la grâce du prisonnier, une fois la condamnation prononcée, avaient aussi sur le moment leur apparence spécieuse. Etant donné la faiblesse de Maximilien et sa facilité aux entraînements, M. Lerdo pouvait avec quelque raison signaler le risque de le voir, malgré tous les engagements pris, laisser les agitateurs s'emparer de son nom et lui-même se prêter un jour ou l'autre à l'aventure d'un retour au Mexique, sur l'appel d'un parti quelconque en quête d'un drapeau. Le rôle joué par le prince entre les mains de son entourage, depuis le voyage d'Orizaba, n'autorisait que trop cette hypothèse et, parmi ceux

qui déploraient le plus l'acte sanglant du 19 juin, quelques-uns n'étaient pas éloignés d'admettre qu'il avait eu peut-être sa circonstance atténuante dans la raison d'Etat.

A ces sortes de questions, l'avenir seul donne la dernière réponse par les résultats qu'il développe; les faits ont déjà prononcé sur celle-ci. Pour que le raisonnement de M. Lerdo devînt la justification de la mort infligée à Maximilien, il aurait fallu que cette mort fermât sans retour l'ère des révolutions mexicaines. Loin qu'il en ait été ainsi, quelques mois s'étaient à peine écoulés que les déchirements recommençaient, provoqués par l'obstination de Juarez lui-même à détenir le pouvoir. M. Lerdo, à son tour, était destiné à jouer le rôle de prétendant exilé, conspirant à l'étranger pour renverser le gouvernement de son pays. Le général Escobedo, enfin, s'est vu condamner à mort comme rebelle, par un conseil de guerre le jugeant au nom du président Porfirio Diaz. La théorie d'un acte de rigueur suprême, commandé par l'intérêt national comme garantie d'une paix permanente, tombe devant le spectacle de cette recrudescence d'anarchie où figurent au premier rang les trois hommes qui étaient, en 1867, les arbitres du sort de Maximilien. N'ayant pas réalisé l'apaisement promis, n'ayant même pas su maintenir au sein de leur parti l'union qui s'y était faite durant la dernière période de l'empire, ils n'ont plus l'excuse d'avoir

obéi à une nécessité de salut public en persistant à frapper sans merci l'empereur détrôné et l'adversaire vaincu.

Ce qu'on peut dire, c'est que l'arrêt de Maximilien fut dicté non par l'animosité personnelle, mais par une idée systématique. Juarez, M. Lerdo et les autres ministres, — MM. Iglesias et Mejia, — qui composaient seuls le conseil du gouvernement, venaient de passer trois années à une distance énorme du centre du pays, suivant les événements comme on les suit de loin, dans leurs traits absolus. De ce long exil, durant lequel ils avaient vécu repliés sur eux-mêmes, absorbés dans une pensée unique, ils rapportaient la notion d'une mission de délivrance et de vindicte nationale à accomplir, telle qu'ils se l'étaient formée le jour où ils avaient dû évacuer Mexico à l'approche de l'armée française. Par un effet d'optique morale commun à tous ceux qui rentrent dans le courant de la vie ordinaire après une période d'isolement, ils voyaient le présent avec les yeux d'hommes qui n'avaient point cessé de vivre dans le passé. 1867 les retrouvait avec toutes leurs impressions de 1863 ; les faits intermédiaires n'existaient pas pour eux. Ils reprenaient la situation au point où ils l'avaient laissée, sans se rendre compte des atténuations de sentiment, des transitions d'opinion sur les hommes et sur les choses, que le cours même de ces faits avait graduellement amenés parmi ceux qui y étaient restés

mêlés. Les entretiens de M. Lerdo avec MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre, ses réponses à chacune de leurs requêtes, ses dépêches au général Escobedo portent à un degré frappant l'empreinte de cet état d'esprit. Le langage pour ainsi dire martelé du ministre a la rigidité non pas d'une volonté arrêtée seulement, mais d'une volonté sur laquelle pèse une idée fixe. On sent qu'il envisage encore comme une nécessité de salut public l'application textuelle de la terrible loi du 25 janvier 1862 à tous ceux contre qui elle avait été faite dans le temps, c'est-à-dire à tous ceux qui, ayant de près ou de loin, de manière ou d'autre, pactisé avec l'intervention et participé à l'œuvre de l'empire, seraient pris les armes à la main.

Cette donnée préconçue excluait, à l'égard de Maximilien, toute distinction de titre ou de rang, sinon comme aggravation de culpabilité. Elle commanda les exécutions de Queretaro, comme elle avait commandé les exécutions en masse du mois de février, après la défaite de Miramon à San Jacinto. Elle aurait fait couler des flots de sang, si elle ne se fût heureusement modifiée au contact des hommes qui, tout en demeurant fidèles au drapeau républicain, avaient puisé des idées moins intransigeantes dans le spectacle immédiat des événements. Ceux-là comprenaient que la législation draconienne dictée par les besoins de la défense au début d'une invasion étrangère, n'était

plus de mise après trois années d'un régime établi auquel avait obéi, adhéré ou même coopéré une partie considérable de la nation. Mais les conseils destinés à faire prévaloir prochainement des tendances plus modérées n'avaient pu encore se faire entendre ; Juarez et les membres du cabinet groupés autour de lui depuis le commencement de la guerre continuaient à vivre dans l'atmosphère des ressentiments sans mélange. La voix des défenseurs de Maximilien était la première qui leur apportât des suggestions de clémence entièrement nouvelles pour eux. Malgré l'influence et l'autorité que lui donnaient les souvenirs d'une ancienne communauté d'opinions qui n'avaient pas varié, on s'explique qu'elle ait été impuissante à vaincre d'emblée une prévention si fortement enracinée. MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre avaient de plus contre eux leur situation d'avocats cherchant à sauver la vie de leur client, et peut-être cette situation affaiblit-elle la portée des considérations politiques qu'ils s'efforçaient de faire valoir. L'intervention du ministre de Prusse et sa tentative de parler au nom des puissances étrangères n'était pas non plus de nature à produire un résultat bien efficace ; en évoquant le souvenir de ces puissances, M. de Magnus rappelait au gouvernement de Juarez qu'elles l'avaient toutes abandonné pour reconnaître l'empire. Quant aux Etats-Unis, on a vu à quoi se réduisit la protestation de pure forme et médiocrement habile de

leur représentant. A en juger par la réponse qu'y fit M. Lerdo, on serait presque autorisé à dire qu'elle ne servit qu'à éveiller des susceptibilités et à jeter de l'huile sur le feu.

Une seule chose aurait pu sauver Maximilien : la reddition de Mexico le jour même où l'on y apprit sa captivité. Avec la capitale ouverte au gouvernement de Juarez, eût commencé aussitôt le règne des influences modératrices. Plusieurs des hommes les plus importants du parti juariste s'y trouvaient renfermés ; d'autres y avaient leurs familles, dont ni l'intervention ni l'empire n'avaient jamais inquiété le foyer. C'étaient autant de voix acquises sans hésitation à la cause de l'indulgence. Dans les rangs de l'armée assiégeante elle-même, plus d'un chef, à commencer par le général Porfirio Diaz, se serait prononcé contre les résolutions extrêmes, la lutte une fois terminée. Leur exemple eût entraîné bien des compassions hésitantes, bien des sympathies timides qui n'osaient se manifester les premières. Malgré la brièveté du délai, le temps occupé par le procès de Queretaro eût suffi pour déterminer un mouvement d'opinion devant lequel le président Juarez et M. Lerdo n'auraient pu faire autrement que de s'arrêter. La prolongation de la résistance eut pour effet de paralyser ce mouvement, tandis que, par contre, elle fournissait à la politique de rigueur son argument principal, en confirmant que le nom de Maximilien vivant risquait

d'être à perpétuité un mot d'ordre de guerre civile.

La culpabilité du général Marquez achève ainsi de s'accuser, et l'histoire, à bon droit, le tiendra pour coupable en grande partie de la mort de l'empereur. Il avait manqué dès le début à sa mission en ne retournant pas au secours du prince assiégé, comme le lui enjoignaient les instructions qu'il avait reçues en quittant Queretaro. Il manqua à tous ses devoirs d'homme et de soldat en continuant à abuser de son titre de lieutenant de l'empire, sans prendre souci des dangers que son obstination et ses impostures faisaient courir au souverain prisonnier.

Cette conduite alors inexplicable a trouvé, depuis, son explication. Un rapprochement de faits accablants établit que Marquez, en tenant dans Mexico jusqu'à la dernière extrémité, en mentant à l'évidence même par les moyens qu'on a vus, pour prolonger son pouvoir, poursuivait un but personnel. Dans tout ce qu'il fit du 15 mai au 19 juin, la défense de l'empire et le salut de l'empereur n'entraient pour rien. Ses regards n'étaient plus tournés vers Queretaro, mais vers Vera-Cruz. Il attendait, pour s'y joindre, le résultat d'un *pronunciamiento* tenté sur la côte par l'ancien dictateur Santa Anna.

Celui-ci, en effet, s'était présenté le 3 juin devant Vera-Cruz, à bord du vapeur américain *Virginia*, venant de New-York, avec un petit groupe

de ses anciens partisans. Au cours de la traversée, le *Virginia* avait touché à Sisal, sur la côte de Yucatan, et de là Santa Anna avait lancé une proclamation annonçant à ses compatriotes qu'il venait les sauver des horreurs de l'anarchie en reprenant le pouvoir. Arrivé en rade de Vera-Cruz, il descendit au fort San Juan de Ulloa, et fit prier M. Bureau, qui remplissait dans la ville les fonctions de commissaire impérial, de venir le trouver. M. Bureau accepta l'entrevue et s'y rendit accompagné du général Taboada, chef militaire de la place. Santa Anna leur exposa que, Queretaro étant pris et l'empereur prisonnier, il venait s'offrir pour relever le drapeau de la République conservatrice, à laquelle il n'avait pas cessé d'appartenir tout entier, et leur demanda de déterminer, par leur adhésion, celle des troupes de la garnison. Les deux interlocuteurs n'osèrent assumer la responsabilité d'une pareille initiative, mais répondirent qu'ils soumettraient la proposition à leurs collègues respectifs. Fidèles à cette promesse, ils convoquaient le soir même, à l'hôtel de ville, tous les fonctionnaires civils, tous les officiers supérieurs, et leur faisaient part de ce qui se passait. Un procès-verbal officiel, qui a conservé les détails de cette réunion, constate que les ouvertures de Santa Anna ne soulevèrent pas la moindre marque d'indignation, et qu'il eût suffi d'une voix hardie pour entraîner l'acceptation. Mais le commissaire impérial d'une part, et le général

Taboada de l'autre, avaient commencé par déclarer que leur situation personnelle leur ferait un devoir de rester à l'écart, si les résolutions prises concluaient au *pronunciamiento* proposé. Cette réticence des deux principaux membres de l'assemblée, bien que fort anodine en elle-même, imposa la réserve aux autres. Quelques-uns laissèrent entendre à mots couverts qu'ils ne répugneraient pas à écouter l'appel de Santa Anna; mais aucun n'osa attacher le grelot assez ouvertement pour enlever la solution que tous à peu près désiraient en secret. On se sépara après avoir conclu qu'il n'y avait pas lieu de laisser Santa Anna entrer dans la ville, sans protester d'ailleurs contre sa présence dans la rade et sans lui enjoindre de s'éloigner.

La déception causée à l'ancien dictateur par ce résultat ne fut que relative. Il comprit que la forme trop solennelle et trop publique donnée à la délibération en avait seule amené l'avortement, et que la plupart des assistants restaient, au fond, tout disposés à lui prêter la main. Il poursuivit, en conséquence, l'exécution de son plan sous une forme moins ostensible. Par l'entremise de son secrétaire, M. Vidal y Rivas, auquel une complaisance significative laissait toute liberté d'aller et de venir, il eut bien vite noué parmi la garnison impériale des intelligences suffisantes pour lui promettre le succès. Le coup de main qui devait lui livrer la ville fut arrangé pour la nuit du 8 au

9 juin; des signaux lancés de terre devaient l'avertir du moment de débarquer. Mais, le 7 dans l'après-midi, le commandant Roe, du navire de guerre américain *Tacony*, se présenta à bord du *Virginia*, accompagné du commandant d'un bâtiment de la marine anglaise qui se trouvait également en rade. Les deux officiers signifièrent à Santa Anna qu'il était leur prisonnier. Transporté sur le *Tacony*, il s'y vit, en effet, détenu jusqu'au moment où le *Virginia*, prêt à appareiller, le reçut de nouveau à son bord, avec ordre péremptoire de prendre immédiatement le large [1].

Le prétexte allégué par le commandant Roe pour justifier son intervention fut que Santa Anna, en préparant un mouvement révolutionnaire à bord d'un navire qui portait le pavillon des États-Unis, semblait agir sous le patronage du gouvernement de Washington et compromettait celui-ci vis-vis du gouvernement régulier du Mexique. Quelles que soient la valeur de l'argument et la légitimité de l'acte, toujours est-il que cette arrestation sommaire fit seule échouer le plan prêt

1. Forcé de s'éloigner, Santa Anna n'avait cependant pas abandonné la partie; il comptait débarquer à la Havane, y prendre un navire dont le pavillon le mettrait à l'abri de la mésaventure qui venait de lui arriver et retourner à Vera-Cruz. Ses amis avaient reçu avis de tenir bon et de l'attendre avant peu; mais il se laissa prendre à Sisal par les partisans de Juarez. Contre toute prévision, le conseil de guerre chargé de le juger, après quelques mois de détention préventive, se contenta de le renvoyer en exil.

à aboutir. Les chances de réussite dans la ville étaient certaines; la meilleure preuve en est que, malgré le résultat négatif de la délibération du 3, le *pronunciamiento* avait pu s'organiser presque au grand jour. Le succès serait-il allé plus loin? Maître de Vera-Cruz, Santa Anna avait encore à rompre la ligne de siége, à s'ouvrir le chemin de Mexico, à réunir des éléments suffisants pour entreprendre une campagne en règle contre Juarez. Tout cela était difficile, mais non impossible. Le nom de l'ancien dictateur conservait un grand prestige en dépit, ou peut-être à cause des vicissitudes de sa carrière. Le drapeau qu'il arborait, bien que portant le nom de république, offrait un refuge à tous ceux que la chute de l'empire laissait exposés aux représailles des juaristes victorieux. Le concours du clergé lui était acquis d'avance. Enfin, il avait dans la capitale Marquez, n'attendant que la nouvelle de sa marche pour se déclarer en sa faveur. Le Mexique a vu triompher des révolutions qui étaient loin, au début, d'avoir de pareils points d'appui.

La coïncidence des faits et la comparaison des dates établissent d'elles-mêmes la connivence de Marquez dans ce plan de restauration santanniste. Le lieutenant de l'empire connaissait la tentative qui se préparait, et que peut-être il avait provoquée lui-même, lorsque, le 27 mai, ayant sous les yeux le télégramme par lequel Maximilien de-

mandait des défenseurs, il faisait démentir officiellement la chute de Queretaro. Il connaissait l'arrivée de Santa Anna sur la côte lorsque, le 9 juin, il essayait, pour la première et la seule fois de tout le siége, une sortie dirigée non vers la route de Queretaro, mais vers la route de Puebla et de Vera-Cruz. Ce qu'il ne connut pas, ce fut l'incident impossible à prévoir qui avait fait avorter l'entreprise. Aussi continua-t-il à attendre. Il ne désespérait pas encore, lorsque le 15 juin, pour gagner quelques jours, il rendait le général Arellano complice d'une dernière imposture et faisait célébrer publiquement la prochaine arrivée de l'empereur victorieux. Celui qu'il se flattait toujours de voir apparaître, c'était Santa Anna.

Marquez ne fut certainement pas seul, dans la capitale, à connaître ces projets et à entretenir ces espérances. M. Lacunza, les ministres, les principaux chefs de la garnison et les principaux personnages de l'ancien parti conservateur, lequel n'était autre que le parti même des précédentes administrations de Santa Anna, ne purent pas ne pas être initiés au secret des motifs qui faisaient prolonger la résistance. On ne saurait, en effet, admettre sérieusement qu'ils ignorèrent jusqu'au dernier jour le véritable état des choses à Queretaro et qu'ils subirent passivement, comme le gros de la population, le joug de Marquez, alors qu'il ne tenait qu'à eux de s'en affranchir et de remettre la situation dans la voie normale. Leur inac-

tion, sinon leur conduite, les associe moralement tout au moins aux responsabilités qui pèsent sur le lieutenant de l'empire. Celui-ci, toutefois, en raison de sa position spéciale, de l'autorité suprême qu'il exerçait et de l'ensemble de ses actes, reste le premier coupable. C'est à lui surtout qu'on doit demander compte d'avoir fait obstacle, par calcul d'intérêt personnel, à la seule chance qui existât de sauver la vie du prince dont il affectait de servir la cause en le trahissant.

CHAPITRE XVI

SOMMAIRE : Les restes mortels de l'empereur. — Le gouvernement de Juarez refuse de les laisser emporter en Europe. — L'amiral Tegethoff est envoyé pour les réclamer au nom de la famille. — Nouveau refus. — Demande officielle de M. de Beust comme chancelier de l'empire d'Autriche. — Remise du cercueil. — L'embarquement.

La veille de sa mort, Maximilien avait écrit au général Escobedo en demandant que, après l'exécution, son corps fût remis au docteur Basch, pour être embaumé, transporté en Europe et rendu à sa famille. Cette satisfaction dernière ne lui fut pas accordée. La même requête, présentée personnellement au gouvernement de San Luis par le baron Magnus, avait rencontré une fin de non-recevoir motivée en termes généraux par « de graves considérations. » A la suite de cette démarche, le commandant en chef avait reçu de M. Lerdo des instructions minutieuses et formelles, aux termes desquelles les cadavres de Miramon et

de Mejia pouvaient être remis à leurs proches; mais celui de Maximilien devait rester entre les mains de l'autorité militaire. Celle-ci demeurait seule chargée du soin des funérailles ou de l'embaumement, suivant le cas. Dans cette dernière hypothèse, l'opération devait être exclusivement confiée à des médecins mexicains.

En vertu de ces ordres, les restes mortels de l'empereur, placés sous la garde du colonel Palacios et transportés dans l'église du couvent des Capuchinas, furent remis au docteur Rivadeneira, chirurgien en chef de l'armée, désigné pour procéder à l'embaumement. M. Rivadeneira s'adjoignit un de ses collègues, M. Dorbscastel, et un médecin civil, M. Licea. La perforation des régions thoracique et abdominale par les balles ne permettant d'employer que partiellement le système de l'injection, on eut recours au procédé égyptien. L'opération dura une semaine entière. Le corps fut ensuite placé dans un double cercueil de zinc et de bois [1].

Trois nouvelles demandes, tendant à en obtenir la remise, faites successivement par le ministre d'Autriche, par le ministre de Prusse et par le docteur Basch, reçurent la même réponse que précédemment : de graves considérations de di-

1. Le *Globo* de Mexico raconta à l'époque que, ne pouvant trouver d'yeux artificiels à Queretaro, les médecins empruntèrent ceux d'une statue de sainte Ursule appartenant à l'hôpital, et les adaptèrent au cadavre impérial.

verse nature ne permettaient pas au gouvernement d'accéder au désir qui lui était exprimé. M. Lerdo laissa toutefois entrevoir que ce refus n'était pas irrévocable et qu'une demande directe de la cour de Vienne aurait chance d'être accueillie.

On se conforma à cette indication. L'amiral Tegethoff, dont le nom brillait encore du lustre récent de sa victoire navale de Lissa, reçut de l'empereur d'Autriche la mission d'aller faire auprès du président Juarez la démarche exigée. Ce choix devait, supposait-on, donner pleine satisfaction aux susceptibilités mexicaines. Arrivé le 26 juillet en rade de Vera-Cruz avec les navires *Élisabeth* et *Novara*, l'amiral fit demander par télégraphe l'autorisation de se rendre dans la capitale. Non-seulement elle lui fut accordée sur-le-champ, mais les attentions dont il se vit entouré pendant la route lui montrèrent qu'ordre avait été donné de ne négliger à son égard aucune marque de déférence et de courtoisie. Il était donc plein de confiance, lorsqu'il alla trouver MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre pour les prier de rendre un dernier service à la mémoire du malheureux prince qu'ils avaient si chaleureusement défendu, en lui servant d'intermédiaires et d'introducteurs auprès de M. Lerdo. Tous trois pensaient que l'audience se réduirait à une affaire de pure forme; il en fut tout autrement. A près avoir laissé l'amiral exposer sa requête, le ministre lui demanda en quelle qualité il se présentait. M. de Tegethoff

répondit qu'on avait jugé préférable à Vienne de ne point donner à sa mission le caractère d'un acte officiel du gouvernement autrichien; qu'il était venu, en conséquence, avec le simple mandat d'un envoyé de famille, parlant au nom de la mère et du frère de l'archiduc Maximilien. Sur une seconde question de M. Lerdo, il ajouta qu'il n'était muni d'aucun document écrit et que la mission qu'il avait reçue de la famille impériale d'Autriche était purement verbale.

L'entrevue se termina par la formule consacrée « que la demande serait soumise au président de la République. » Mais déjà, d'après la tournure donnée à l'entretien, la suite était facile à prévoir. Le lendemain, en effet, M. Lerdo communiqua à l'amiral la réponse suivante, résumée dans un memorandum signé de sa main :

« La permission de transporter les restes mortels de l'archiduc a été déjà demandée par M. le baron de Lago qui avait rempli auprès de lui les fonctions de chargé d'affaires d'Autriche, par M. le baron de Magnus, également accrédité auprès de lui comme ministre de Prusse, et par M. le docteur Basch, son médecin particulier.

« A tous trois, le gouvernement a répondu qu'il avait des motifs pour ne point accéder à leur demande. Cette réponse a été faite parce que, pour décider s'il doit permettre la translation du cadavre de l'archiduc en Autriche, le gouvernement

a cru de son devoir d'attendre qu'il se trouvât en présence soit d'un acte officiel du gouvernement autrichien, soit d'un acte exprès de la famille de l'archiduc, demandant le cadavre au gouvernement de la République.

« Bien que M. le vice-amiral Tegethoff, par sa position en Autriche et par sa situation personnelle, mérite toute considération du gouvernement du Mexique, il est impossible de lui permettre d'emporter le cadavre de l'archiduc, attendu qu'il n'est muni d'aucun document répondant à l'une ou à l'autre des conditions nécessaires dans la circonstance.

« M. le président de la République a autorisé le ministre des affaires étrangères à dire à M. le vice-amiral Tegethoff que, lorsque l'une de ces deux conditions sera remplie, soit par un acte officiel du gouvernement autrichien, soit par un acte exprès de la famille demandant le cadavre de l'archiduc, le gouvernement de la République sera disposé à en permettre la translation en Autriche, par égard pour les sentiments de piété qui auront dicté la requête.

« Mexico, 4 septembre 1867. »

La pensée demeurée jusque-là à l'état de sous-entendu se dévoilait enfin. Il n'y avait pas à espérer que Juarez et son ministre se départissent d'une exigence évidemment tenue en réserve et caressée en secret, dès le début, comme le cou-

ronnement public de leur triomphe. Il était impossible, d'autre part, que la famille impériale d'Autriche, quelque pénible que pût lui être le sacrifice d'amour-propre auquel on la soumettait, laissât le cercueil de Maximilien au Mexique. La cour de Vienne se résigna à subir la condition qui lui était dictée. Le 3 novembre, l'amiral Tegethoff se présenta de nouveau chez M. Lerdo et lui remit la lettre suivante de M. de Beust, alors chancelier de l'empire d'Autriche :

Vienne, le 23 septembre 1867.

« Monsieur le ministre,

« Une mort prématurée ayant enlevé feu l'archiduc F. Maximilien à la tendresse des siens, S. M. impériale et royale apostolique éprouve le désir bien naturel que les dépouilles mortelles de son infortuné frère puissent trouver le dernier repos dans le caveau qui renferme les cendres des princes de la maison d'Autriche.

« Ce désir est partagé avec la même ardeur par le père, la mère et les autres frères de l'auguste défunt, comme en général par tous les membres de la famille impériale.

« L'empereur, mon auguste maître, a la confiance que le gouvernement mexicain, cédant à un sentiment d'humanité, ne se refusera pas à

soulager la juste douleur de Sa Majesté impériale, en facilitant la réalisation de ce vœu.

« En conséquence, M. le vice-amiral de Tegethoff a été envoyé à Mexico avec ordre d'adresser au président la prière de lui faire remettre les restes du frère chéri de Sa Majesté impériale, afin qu'ils puissent être transportés en Europe.

« De mon côté, je suis chargé, en ma qualité de ministre de la maison impériale, de réclamer l'obligeante entremise de Votre Excellence, dans le but d'obtenir pour le vice-amiral l'autorisation nécessaire à cet effet.

« En ayant l'honneur, monsieur le ministre, de vous prier par avance de vous faire auprès du chef de l'Etat l'organe de la gratitude de l'auguste famille impériale, pour l'accomplissement de nos désir, et d'en accueillir vous-même l'expression pour les bons offices par lesquels vous voudrez bien y contribuer, je saisis cette occasion d'offrir à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

« *Le chancelier de l'empire, ministre de*
« *la maison impériale,*

« DE BEUST. »

Quelques heures après la remise de cette lettre, l'amiral fut informé que le président de la République déférait au vœu exprimé par M. de Beust, et M. Lerdo lui fit tenir la réponse officielle sui-

vante à l'adresse du chancelier de l'empire d'Autriche :

Mexico, 4 novembre 1867.

« Monsieur le ministre,

« M. le vice-amiral Tegethoff m'a remis la note que Votre Excellence m'a adressée sous la date du 25 septembre dernier.

« Votre Excellence a daigné me communiquer que S. M. l'empereur d'Autriche éprouve le désir très-naturel que les dépouilles mortelles de son frère l'archiduc F. Maximilien reposent avec les restes des princes de la maison d'Autriche; que le père, la mère et les autres frères du défunt partagent le même désir, ainsi qu'en général tous les membres de la famille impériale et que S. M. l'empereur, confiant dans l'espérance que le gouvernement mexicain facilitera par un sentiment d'humanité la réalisation de ce vœu, le vice-amiral de Tegethoff a été envoyé à Mexico pour prier le président de lui permettre d'emporter en Europe les restes de l'archiduc.

« Le président de la République, informé des sentiments si justes exprimés dans la note de Votre Excellence, n'a point hésité à donner les ordres pour satisfaire d'une manière convenable les désirs naturels de S. M. l'empereur d'Autriche et de la famille impériale.

« Conformément à ce qui a été décidé par le président, j'ai déclaré à M. le vice-amiral Tegethoff, que les restes de l'archiduc F. Maximilien lui seraient immédiatement remis, pour qu'il puisse les ramener en Autriche et accomplir ainsi l'objet de sa mission.

« J'ai l'honneur, M. le ministre, d'offrir à Votre Excellence l'assurance de ma considération la plus distinguée.

« S. LERDO DE TEJADA »

Une fois la satisfaction qu'il désirait obtenue, le gouvernement mexicain se fit un point d'honneur d'entourer de toutes les marques d'égards possibles le départ de ces restes mortels qu'il avait tant résisté à livrer. Quelques jours furent nécessaires pour faire venir le corps de Queretaro où il était toujours resté, terminer les préparatifs et régler les détails de la translation. Ce fut seulement le 10 novembre que le *Diario oficial* annonça que tout était prêt, en donnant des renseignements minutieux sur les précautions et les mesures prises à cette occasion.

« Le corps de Maximilien — disait-il — est parfaitement embaumé ; malgré les calomnies répandues si gratuitement à l'étranger relativement à l'état dans lequel il se trouve, nous affirmons qu'il ne présente d'autres décompositions que celles qui toujours se manifestent après la mort,

telles que le changement de couleur de la peau qui se rembrunit et la chute partielle de la chevelure ; toutes les autres parties du corps sont mieux conservées qu'on n'avait osé l'espérer. Les médecins qui ont embaumé le corps ont pris un soin tout particulier de remédier aux influences climatériques qui luttent contre les réactifs les plus connus dont se sert la science pour éviter la putréfaction, et ils sont parvenus à empêcher que le cadavre ne subît d'altérations importantes.

« Le corps est vêtu de noir, étendu sur des coussins de velours noir, dans un cercueil de bois de rose, fort élégamment ouvragé.

« Ce cercueil est placé dans une caisse en zinc qui ne permet pas à l'air d'y pénétrer, et cette caisse est enfin renfermée dans une autre caisse de cèdre très-fortement construite.

« Un chariot a été préparé tout spécialement pour transporter le cercueil, et tous les moyens employés pour éviter que les cahotements de la route et le transport par mer ne puissent endommager les restes de l'archiduc Maximilien d'Autriche. »

La note du journal officiel, purement descriptive jusque-là, revenait au ton politique dans ces deux derniers paragraphes :

« Le gouvernement mexicain a cru, dans cette circonstance, que son devoir l'obligeait à procé-

der avec un luxe et un décorum dignes de la nation qu'il représente. Et, si l'on a des reproches à faire, en Europe, sur la conduite du gouvernement de la République, il déclare que c'est par une impérieuse nécessité politique qu'il a été contraint d'appliquer la peine de mort à un envahisseur étranger, mais que cependant il sait imposer silence à ses ressentiments devant un cercueil.

« En rendant à l'Europe le corps de Maximilien, de graves et profondes réflexions doivent être faites et la leçon ne doit pas être perdue pour l'histoire, car le sort d'Iturbide n'a encore rien enseigné d'utile aux ennemis des libertés du Mexique [1]. »

Le départ de Mexico s'effectua avec un certain appareil. Le 12 novembre, à cinq heures du matin, le cercueil, parti de la chapelle de l'hôpital San Andres où il avait été déposé, traversa une partie de la ville pour aller gagner la porte de San Antonio Abad et la route de Puebla. Un détachement de cavalerie le précédait ; derrière le chariot funèbre, venait une diligence renfermant les membres de la mission autrichienne et les délégués désignés par le gouvernement mexicain pour accompagner le corps jusqu'au port d'embarquement ; un second détachement de cavalerie fort

1. On sait qu'Iturbide qui, de même que Maximilien, porta le titre d'empereur, avait été fusillé en 1824.

de trois cents hommes fermait la marche. Une vingtaine de personnes, appartenant à la population étrangère de la capitale, s'étaient jointes au cortége.

La route se fit lentement, dans toutes les conditions voulues de respect et de convenances. Arrivé le 28 novembre à Vera-Cruz, le cercueil fut porté à l'église paroissiale où, après une courte cérémonie, le gouverneur, M. Ortegat, entouré de tous les fonctionnaires civils et militaires de la ville, procéda officiellement à la remise définitive entre les mains de l'amiral Tegethoff. Quelques heures après, la *Novara* recevait à son bord le funèbre dépôt qu'elle était venue chercher, hissait le pavillon de deuil et reprenait le chemin de l'Europe.

C'était le même navire qui, le 20 mai 1864, avait débarqué dans ce même port l'empereur et l'impératrice du Mexique, pleins de vie et d'avenir, allant au devant de leurs nouvelles destinées.

CHAPITRE XVII

Sommaire : Les vainqueurs après la victoire. — Occupation de Mexico par l'armée juariste. — Premiers actes du général Porfirio Diaz. — Mesures préliminaires à l'endroit des adhérents de l'empire. — Deux exécutions. — Entrée de Juarez dans la capitale. — Appels à la clémence. — Politique contradictoire. — Départ de M. Dano. — Trouble des esprits et divisions dans le camp libéral. — Obstination impolitique de Juarez et de M. Lerdo. — Réélection de Juarez à la présidence. — Le Mexique rejeté par sa faute dans les révolutions.

L'occupation de Mexico par le général Porfirio Diaz s'effectua quarante-huit heures après les exécutions de Queretaro. Le tragique dénouement du Cerro de las Campanas était en effet accompli depuis le matin lorsque, dans l'après-midi du 19 juin, Marquez consentit enfin à reconnaître que l'empereur était prisonnier et à se démettre de sa dictature. Les négociations pour la reddition de la place, entamées dès le soir même, traînèrent en longueur pendant toute la journée du lendemain,

en raison de l'insistance que mettaient les chefs de la garnison à obtenir une capitulation en règle, tandis que Porfirio Diaz exigeait que la ville se rendît à discrétion. Les pourparlers furent même un moment rompus et la canonnade reprise par les batteries de siége. Ce fut seulement le 20 à dix heures du soir, sous le coup d'une menace d'assaut avec toutes ses conséquences, qu'on se résolut à subir la condition du vainqueur. La convention signée se réduisit au règlement de quelques détails matériels. L'article 2 déclarait seulement que la vie, la propriété et la liberté des citoyens paisibles demeuraient placées sous la sauvegarde du général Porfirio Diaz. Tous ceux qui avaient porté les armes devaient se constituer prisonniers en se réunissant sur des points désignés, où ils auraient à attendre les décisions du gouvernement. Quant aux personnes qui avaient fait acte d'adhésion politique à l'empire, la convention restait muette à leur égard.

Ce fut dans ces conditions que la première division de l'armée assiégeante fit son entrée, le 21 au lever du jour, ayant à sa tête le commandant en chef. Les premières paroles qu'eut occasion de prononcer le général Diaz donnèrent de suite la mesure de ses dispositions. Quelques vivats ayant éclaté sur son passage, il détourna vivement son cheval vers le groupe d'où les cris étaient partis : « Messieurs, dit-il à ceux qui l'acclamaient, je « vous remercie ; mais permettez-moi de vous

« demander le silence. Un cri peut en provoquer « d'autres et je tiens à ce qu'aucune manifestation « de rancune ne se mêle à notre victoire. » Tous ses actes furent à la hauteur de ce langage. Après avoir eu soin de choisir pour l'occupation de la capitale les soldats dont il était sûr comme discipline et comme conduite, il avait pensé aux misères de cette population en proie à la famine. Des chariots chargés de pain fabriqué pendant la nuit suivaient sa colonne; la distribution s'en fit avec le plus grand ordre aux pauvres gens, aux malades des hôpitaux et aux détenus privés de vivres depuis plusieurs jours. La prévoyance ne s'arrêta pas là. A peine M. Baz, nommé gouverneur de la ville, avait-il eu le temps de s'installer au palais municipal qu'on affichait des arrêtés préparés d'avance pour régler le ravitaillement, le faciliter en suspendant les droits d'octroi et préserver les habitants des exactions des pourvoyeurs en fixant un prix de vente maximum aux marchandises de première nécessité. Un autre arrêté, destiné à prévenir les désordres de l'ivresse, interdisait pendant trois jours l'introduction de la liqueur nationale le *Pulque*, de l'eau-de-vie et de la bière, sous peine de confiscation de la marchandise et d'une forte amende. L'amende et la prison étaient décrétées contre la détérioration des édifices. Toute visite domiciliaire, toute arrestation, tout enrôlement forcé pratiqué sans un ordre exprès de l'autorité supérieure était puni d'un emprison-

nement pouvant aller jusqu'à cinq ans. Enfin le vol, l'incendie, l'homicide, les actes de violence personnelle entraînaient peine de mort, avec exécution immédiate en cas de flagrant délit.

Chacune de ces mesures était une marque de sollicitude et une garantie de sécurité. Le général Diaz les compléta en ne laissant pénétrer dans la ville les différents corps de son armée que par détachements successifs, à mesure qu'il eut pris ses dispositions pour les tenir dans sa main et maîtriser leur turbulence. Il poussa la précaution jusqu'à éviter le recours à un emprunt forcé, qui eût été cependant presque normal en vue des circonstances, dans la crainte que la perception ne devînt une occasion d'abus. Il fit face aux premiers besoins de ses troupes à l'aide d'un prêt d'un million négocié sous sa garantie personnelle et par l'entremise de M. Otterbourg. La somme, fournie en grande partie par les négociants américains, fut ponctuellement remboursée.

Avant la fin de cette journée si redoutée, la capitale rassurée respirait plus librement qu'elle ne l'avait fait depuis bien des mois et présentait l'aspect d'une ville délivrée plutôt que celui d'une ville prise. Le soulagement et la satisfaction causés par la façon inespérée dont s'installait le nouveau régime n'étaient cependant pas sans mélange pour tout le monde. Si la masse de la population saluait avec joie la fin de ses privations, le retour à sa vie ordinaire, la perspective d'une re-

prise prochaine du travail et des affaires, l'anxiété était vive parmi ceux qui avaient un compte politique à régler avec le parti victorieux. Ils savaient déjà que ce n'était pas au général Diaz qu'ils auraient affaire. Le gouvernement de San Luis se réservait le droit exclusif de prononcer sur leur sort et les dispositions préliminaires prises à leur égard n'étaient pas faites pour les tranquilliser. Ordre était donné à tous ceux qui avaient voté pour l'empire, en qualité de notables, à tous ceux qui l'avaient servi et reçu de lui des émoluments ou une solde, d'avoir à se présenter dans un délai de vingt-quatre heures; passé ce temps, ceux qui viendraient à être arrêtés seraient fusillés sans autre forme de procès. Les employés et les officiers supérieurs étaient prévenus qu'ils auraient à attendre en prison les décisions du gouvernement. Tous les habitants de Mexico étaient tenus de laisser fouiller leurs maisons, sous peine d'amende et d'emprisonnement. Le fait de cacher un délinquant était puni de six mois de prison à deux ans de travaux forcés, à moins qu'il ne s'agît d'un père, d'un fils, d'un frère ou d'un mari. De rigoureuses perquisitions, entreprises sans perte de temps dans tous les quartiers de la ville et suivies d'arrestations fréquentes, avertirent les partisans qu'ils auraient tort de considérer ces mesures comme purement comminatoires.

Le nombre des personnes qui répondirent à cette mise en demeure fut tout d'abord assez res-

treint. On éprouvait une hésitation très-compréhensible à se livrer spontanément et, si le délai de vingt-quatre heures primitivement fixé eût été maintenu, longue eût été la liste des exécutions qui auraient ensanglanté la capitale. Mais, ici encore, le général Diaz apporta toutes les atténuations compatibles avec ses instructions. Le terme assigné fut prolongé de deux jours. Deux semaines plus tard, la sommation fut renouvelée avec un délai nouveau de trente heures. Grâce à ces temporisations, grâce en outre aux avis donnés en sous-main à des réfractaires connus de ne point s'obstiner à éluder une nécessité inévitable, la pénalité suprême édictée contre les insoumis ne trouva que deux occasions d'être appliquée. Dans l'un et l'autre cas, elle frappa précisément des hommes dont le rôle avait été considérable et qu'entouraient, même dans le camp libéral, de vives sympathies. Le premier fut le général Vidaurri, découvert le 8 juillet dans l'asile où il se croyait en sûreté, chez un Américain que la voix publique accusa de l'avoir trahi. Il fut, conformément à la loi établie, fusillé le jour même de sa capture. C'était, entre tous, un des personnages ralliés à l'empire qui méritaient le moins un tel sort. Le général Diaz eût voulu le sauver; mais la situation commandait; il ne put que donner une marque publique de ses regrets en contre-mandant une fête qui devait avoir lieu ce soir-là au quartier-général. - Il essaya en outre de mettre à

profit le douloureux exemple qu'il avait été contraint de faire, pour en éviter le retour. Un dernier sursis de vingt-six heures fut accordé aux personnes compromises qui persistaient à ne point se présenter.

Au mois d'août, le général O'Horan fut surpris à son tour dans une propriété rurale distante de quelques lieues de Mexico, où il croyait avoir trouvé une retraite assurée. Les choses se passèrent pour lui d'une façon moins sommaire que pour Vidaurri. Il y eut une instruction et un procès en règle[1]; les efforts en sa faveur se multiplièrent; le résultat néanmoins fut le même : l'exécution eut lieu le 21 août.

Il ne devait pas y avoir d'autre sang versé; mais rien ne le disait alors et les détenus, qui se comptaient par centaines, attendaient leur arrêt dans des transes mortelles. Une soixantaine avaient, à la vérité, été relaxés au bout de quelques jours, soit à cause de leur état de santé, soit en raison de leur peu d'importance. C'était un indice que le

1. Il se produisit, à l'occasion de ce procès, un acte de générosité qui doit être recueilli.

Pendant le siége de Mexico, madame Iglesias, femme du ministre des finances de Juarez, avait vu arracher son fils de chez elle, par ordre d'O'Horan qui l'avait envoyé aux tranchées sous le feu des assiégeants.

Appelée à déposer comme témoin contre l'ennemi politique qui avait mis à une si cruelle épreuve son cœur de mère, madame Iglesias refusa de comparaître, en déclarant qu'elle n'avait rien à dire à la charge de l'accusé.

gouvernement comptait au moins procéder par catégories et prendre en considération les circonstances atténuantes ; mais la question restait dans un inconnu menaçant pour ceux qui pouvaient se regarder comme plus compromis. Dans le nombre figuraient quelques étrangers, notamment M. Eloin, le premier et trop célèbre chef du cabinet de l'empereur ; le colonel Becker, qui avait rempli les fonctions d'aide-de-camp de Marquez et joué un rôle assez bruyant ; le baron Tindal, commandant de la gendarmerie dans les derniers temps de l'empire. Parmi les Mexicains, Marquez continuait à déjouer toutes les recherches ; M. Lacunza, le collaborateur principal de ses impostures et de ses combinaisons était parvenu à gagner les Etats-Unis ; plusieurs des anciens ministres avaient également réussi à quitter le pays ; cependant il n'y avait guère de famille importante qui ne comptât un de ses membres ou un de ses proches en état de détention préventive.

La seule indication que l'on eût des intentions du gouvernement était dans les dispositions prises à l'endroit du gros des prisonniers militaires de Queretaro. Pour les officiers de grades inférieurs et pour les simples soldats, ces dispositions étaient assez douces : au-dessous du grade de lieutenant, les Mexicains avaient obtenu la permission de se retirer dans une localité quelconque à leur choix, sans autre condition que la résidence forcée et l'obligation de rester sous la surveillance de l'au-

torité ; les étrangers avaient reçu l'autorisation de quitter le territoire. Mais les capitaines, les commandants, les lieutenants-colonels et les colonels s'étaient vu infliger un emprisonnement variant de deux à six ans. De plus, trois groupes d'accusés, mis en dehors de cette mesure générale, avaient été déférés aux conseils de guerre. Si on procédait d'après les mêmes données à Mexico, où les culpabilités, à la fois plus graves et plus vagues, se prêtaient à toutes les distinctions que voudrait établir la vengeance du vainqueur, quels seraient le poids et la mesure adoptés ? Où seraient la limite et les lignes de démarcation des représailles ? Le silence derrière lequel se dérobaient les intentions et les décisions ultérieures de Juarez et de ses ministres, prenait une signification menaçante par le soin qu'ils mettaient sans cesse à évoquer la loi du 25 janvier 1862. Même alors qu'ils faisaient acte d'indulgence relative, ils commençaient par rappeler le droit d'exécution sommaire dont les armait cette loi, comme pour avertir qu'ils se réservaient d'y revenir et de l'exercer dans toute son étendue quand bon leur semblerait.

On sentait, d'autre part, que le général Diaz soutenait une lutte sourde ; on le devinait mécontent, à la gêne, entre ses idées de généreuse modération et des instructions qui lui enlevaient toute initiative, en lui dictant des mesures qu'il répugnait à appliquer. Un ordre du gouvernement l'avait contraint de retenir à Puebla le contingent

autrichien et les Français du commandant Chenet, auxquels il avait d'abord accordé la liberté d'aller s'embarquer à Vera-Cruz. Depuis lors, son attitude s'était complètement modifiée. Les questions anxieuses dont le pressaient les amis et les parents des détenus ne recevaient plus de lui que des réponses évasives. Il eludait les instances du corps diplomatique pour savoir quelles étaient les intentions à l'égard du ministre de France. Il se renfermait, en un mot, dans le rôle tout passif d'un homme réduit à subir une politique qui n'est pas la sienne, ne pouvant la désavouer, ne voulant pas en accepter la solidarité et ne conservant plus que par devoir une autorité intérimaire dont il lui tarde d'être déchargé.

Le président Juarez, cependant, avait quitté San-Luis le 1er juillet et, après s'être arrêté quarante-huit heures à Queretaro, était arrivé le 12 au palais de Chapultepec; le 15, il fit son entrée solennelle dans Mexico. Quel rapprochement pour ceux qui se reportaient à la journée du 14 juin 1864, et quelle mise en scène des vicisssitudes humaines, que le spectacle de cette capitale reprenant la parure qui lui avait servi à recevoir l'empereur du Mexique, pour souhaiter la bienvenue au président de la république mexicaine! On eût dit que la pensée de ce contraste et les souvenirs qu'il évoquait planaient sur la population. La foule se montra remarquablement sobre de manifestations sur le passage du cortége. Elle resta

même assez froide devant un coup de théâtre préparé sur la place d'armes. Au moment où Juarez ayant pénétré dans le palais apparut au balcon principal, un étendard se déroula au-dessus de sa tête et laissa voir l'aigle national tenant dans ses serres les morceaux d'une couronne brisée. Les troupes furent à peu près seules à acclamer cette image allégorique qui, en rappelant le triomphe, rappelait aussi la vengeance exercée et celles qu'on redoutait de voir exercer encore.

La journée, dans son ensemble, laissa une impression de mécompte et de malaise. A défaut d'un acte général de clémence, sur lequel on ne comptait plus, on avait espéré qu'elle apporterait au moins une amnistie partielle, une définition précise des culpabilités que le gouvernement se réservait de rechercher et de punir, une limitation légale des peines qu'il entendait appliquer. Un éloquent appel en ce sens avait été lancé quelques jours auparavant par le général Vicente Riva Palacio, qui venait de déposer l'épée du soldat pour reprendre la plume du journaliste. Dans un article admirable de bon sens et de patriotisme, il conseillait à Juarez de laisser tomber pour tout châtiment le mot de pardon sur la tête des vaincus. Le matin même, cet appel avait été renouvelé sous une forme encore plus directe, dans le discours de bienvenue prononcé aux portes de la ville par M. Antonio Martinez de Castro, chef de la commission municipale. « Nous

« vous devons d'être libres, avait dit M. de Castro; « il ne nous manque plus que d'être heureux, pour « que vous couronniez dignement votre entreprise. « Mais, pour arriver à un si noble but, il est néces- « saire que la paix conquise soit durable; il est « nécessaire que les esprits troublés se tranquilli- « sent; il est nécessaire que la confiance et la tran- « quillité perdues renaissent; il est nécessaire enfin « qu'il y ait une véritable réconciliation entre « tous les Mexicains, que toutes les haines de parti « soient déposées sur l'autel de la patrie, afin que « personne ne conspire à l'avenir sinon pour la « prospérité de la République. Si vous obtenez ce « résultat, citoyen président, non-seulement votre « nom sera immortel, mais encore il sera béni à « toujours par nos compatriotes. » Ces suggestions si claires n'avaient obtenu pour réponse que des paroles banales. Une proclamation présidentielle, affichée dans la journée, se bornait à répéter la formule tant de fois employée au cours du procès de Maximilien : « Le gouvernement n'a pas voulu « et n'a pas dû dans le passé, il doit encore moins « au moment du triomphe complet de la Répu- « blique, se laisser inspirer par aucun sentiment « de passion contre ceux qui l'ont combattu. Son « devoir a été et est de mettre en balance les exi- « gences de la justice avec les considérations de ma- « gnanimité. La modération de sa conduite, dans « tous les lieux où il a résidé, a démontré son « désir de modérer, dans la mesure du possible, la

« rigueur de la justice en conciliant l'indulgence « avec le devoir étroit imposé par les lois dont « l'application est indispensable pour assurer la « paix et l'avenir de la nation. » C'était annoncer que l'ère des rigueurs n'était pas fermée, sans dire jusqu'où on se réservait de les faire aller.

Le sentiment public se trouvait déçu encore sur un autre point. Arrivé au terme de ses pouvoirs constitutionnels depuis le 30 novembre 1865, Juarez n'avait continué à diriger les affaires nationales que par suite d'une sorte de convention tacite, née des circonstances, entre la nation et lui. On s'attendait donc à le voir abréger de lui-même l'exercice de l'autorité dictatoriale que la force des choses l'avait conduit à assumer. Or, sa proclamation parlait bien d'appeler le peuple à dire par la voix du scrutin en quelles mains il voulait remettre ses destinées; mais la date de convocation, laissée dans le vague, restait à la discrétion des hommes mêmes qui détenaient le pouvoir, et ne paraissaient point disposés à s'en dessaisir de si tôt. On se voyait en présence d'un provisoire indéfini, manifestement destiné à n'être que la continuation du gouvernement personnel de Juarez et de M. Lerdo. On pressentait en outre que cette prolongation de règne serait mise à profit pour influencer l'élection future et préparer le maintien du gouvernement entre les mêmes mains. Aux yeux de la très-grande majorité des gens éclairés, les deux choses étaient d'une loyauté douteuse et

d'un effet indubitablement funeste pour l'avenir du Mexique. Une scission morale, provoquée par la faute de Juarez et de son ministre, se produisait au sein du parti libéral le jour même qui, en célébrant son triomphe, aurait dû marquer le point de départ d'une inaltérable union.

Un décret publié le lendemain de cette fête de la victoire régla le sort des prisonniers militaires de la capitale, d'après les mêmes règles qui avaient été adoptées pour l'armée de Queretaro. Les peines appliquées commençaient aux capitaines, frappés d'une année d'emprisonnement. Elles allaient ensuite s'élevant de grade en grade jusqu'aux généraux de division, pour lesquels la détention était de sept années. Quant aux détenus civils, un petit nombre de privilégiés furent remis en liberté, sous la condition de résider dans la ville et de répondre à tout appel de l'autorité. Pour les autres, l'incertitude et la captivité préventive se prolongèrent avec des vicissitudes diverses. Une décision prise un peu plus tard infligea quatre années d'emprisonnement à vingt-six d'entre eux, parmi lesquels M. Eloin, le père Fischer et M. Schaffer qui avait fait partie de la garde palatine [1]; dix furent condamnés au bannissement et quarante relâchés moyennant le paiement d'amendes plus ou moins

1. La plupart des étrangers, et notamment M. Eloin, le colonel Becker, le baron Tindal et son fils furent toutefois libérés vers la fin de novembre et le commencement de décembre de la même année.

fortes; cent dix sortirent de prison avec obligation de rester sous la surveillance du gouvernement. Des mesures analogues et assez incohérentes se succédèrent pendant plusieurs mois. Au commencement de septembre, intervint un décret spécial relatif aux officiers supérieurs qui avaient joué un rôle marquant à Queretaro et dont plusieurs, après avoir passé en conseil de guerre étaient sous le coup d'une condamnation à mort. Là, le déploiement de sévérité fut beaucoup plus grand. Il n'y eut point d'exécutions ; mais, au lieu de l'emprisonnement, le gouvernement appliqua les travaux forcés pour des périodes variant de deux à quinze ans. Somme toute, une indulgence relative tempéra graduellement la politique de rigueur qu'on avait pu craindre de voir ériger en système. Mais cette indulgence, exercée comme à regret, procédant par saccades; s'arrêtant à mi-chemin, gâtée par les restrictions, demeura sans effet pour l'apaisement des esprits. La reconnaissance ne s'éveille qu'en présence des actes spontanés ; ici, on voyait trop que la modération était imposée par la pression de l'opinion publique et par la difficulté même de sévir contre tant de coupables. Les grâces concédées, d'ailleurs, qu'elles fussent partielles ou entières, ne portaient jamais que sur les peines matérielles : elles laissaient les amnistiés dans un état d'ostracisme et d'indignité civique qui en faisait autant de déclassés et de parias politiques au sein de la nation, alors que le

premier besoin eût été d'y ramener l'unité par la réconciliation et l'oubli.

Les alternatives par lesquelles passa la question relative aux membres du corps diplômatique, et en particulier au ministre de France, caractèrisent mieux encore que tout le reste le conflit d'idées auquel le gouvernement fut en proie durant cette période. Il serait délicat d'affirmer que les bruits répandus au lendemain de la prise de Mexico étaient exacts de tout point ; que Juarez et M. Lerdo eurent la pensée de se faire de M. Dano un ôtage et d'exiger que le cabinet des Tuileries leur livrât le général Almonte en échange de son représentant ; qu'enfin ordre d'emprisonner le diplomate français et de saisir ses archives eût été donné de San Luis au général Diaz. L'embarras de ce dernier, chaque fois que M. Otterbourg essaya d'engager avec lui des explications sur ce terrain, attestait néanmoins l'existence d'un projet quelconque auquel il lui répugnait de s'associer, et d'instructions qui lui interdisaient toute liberté d'action et même de parole. Une conversation du ministre américain avec M. Lerdo, à la suite du banquet du 15 juillet, est plus significative encore. M Otterbourg avait cru trouver, dans la liberté d'entretien que favorise la fin d'un dîner, l'occasion d'obtenir quelques éclaircissements du ministre des affaires étrangères. Celui-ci se renferma dans la réponse stéréotypée « qu'il ignorait à quelle décision s'arrêterait le président. »

« Dans tous les cas, reprit sèchement M. Otterbourg, j'espère que cette décision sera conforme au droit des gens. » Il a avoué depuis que cet espoir était loin d'être chez lui une conviction.

Il venait heureusement de recevoir de Washington les lettres de créance qui élargissaient son mandat et augmentaient son autorité, en l'investissant du titre de ministre plénipotentiaire des Etats-Unis. Il en profita pour s'interposer d'une manière plus active et plus décidée. Son action fut secondée par l'arrivée à Vera-Cruz de la frégate américaine *Susquehannah*, portant le pavillon de l'amiral Palmer, qui venait chercher des nouvelles du ministre de France au nom de son gouvernement. C'était un avertissement que la surprise et l'inquiétude commençaient à s'éveiller aux Etats-Unis comme en Europe, et qu'une dérogation aux garanties du droit des gens soulèverait une réprobation universelle. Quel qu'eût été à l'origine le projet nourri en secret par Juarez et M. Lerdo, ils comprirent qu'il fallait y renoncer. Dans les premiers jours du mois d'août, M. Otterbourg put enfin faire savoir officiellement à M. Dano, ainsi qu'aux chargés d'affaires de Belgique et d'Italie, que le ministre des affaires étrangères était prêt à leur délivrer leurs passe-ports, dès qu'ils en adresseraient directement la demande. Les trois diplomates quittèrent en effet Mexico le 8 août, en toute liberté; on leur donna même une escorte chargée de protéger leur voyage jusqu'à Vera-Cruz. Mais

on avait hésité et résisté pendant sept semaines avant de les laisser partir.

Ce mélange de velléités vindicatives et de modération à contre-cœur était la pire des choses et pour le pays et pour le gouvernement lui-même. Il rejetait le premier dans les divisions du passé et multipliait les embarras sous les pas du second. Le parti des rancunes et des représailles, qui avait à peu près abdiqué devant l'élan général en faveur de la politique d'amnistie, se reformait et élevait de nouveau la voix. Encouragé et irrité à la fois par le système de demi-rigueurs suivi à l'égard des adhérents de l'empire, il se montrait plus emporté et plus exigeant, à mesure que le président et son ministre reconnaissaient davantage mais trop tard la nécessité d'abandonner la théorie des sévérités à outrance, qui avait aussi été la leur. S'il ne parvenait pas à entraîner le gouvernement aussi loin qu'il l'aurait voulu, il ravivait parmi le peuple les passions mauvaises et attisait la haine contre l'étranger. Le cri de « mort aux traîtres ! » retentissait en plein théâtre. Des journaux demandaient que tous les traités internationaux fussent déchirés, le Mexique ne devant plus subir l'entrave d'engagements contractés avec aucune puissance. On prétendait dénier à tout ce qui ne portait pas le nom mexicain le droit de passer des contrats ou des marchés, d'ester en justice, en un mot de jouir de la protection des lois ; il fallut un décret pour contre-

balancer les effets de cette propagande d'excommunication. D'autres proposaient l'expulsion des étrangers qui s'étaient mal comportés durant l'intervention et l'empire. Enfin, des intransigeants allaient jusqu'à vouloir que nul Mexicain ne parlât désormais d'autre langue que la sienne et, tombant dans la puérilité, comme cela finit par arriver en pareil cas, dénonçaient à l'égal d'un acte de lèse-patriotisme l'habitude de rédiger les menus de dîners en français. L'esprit d'ostracisme et de révolte contre toute influence du dehors ne s'arrêtait même pas devant les Etats-Unis. On repoussait leur patronage comme un danger à peine moins grand pour le Mexique que celui de l'intervention européenne; on leur reprochait de s'en être tenus à une assistance purement platonique pendant toute la guerre; on signalait, dans la démarche qu'ils avaient faite à San Luis en faveur de Maximilien, une ingérence exorbitante de leur part et l'indice d'une arrogante prétention à régenter les affaires de la nation mexicaine.

Juarez et son ministre avaient méconnu le premier devoir de tout gouvernement appelé à reprendre la direction d'un pays au sortir d'une crise violente; ils en portèrent la peine. Ils avaient cru pouvoir se dispenser de trancher la situation par un acte d'amnistie plénière que tout appelait, conseillait et favorisait au moment de leur rentrée dans la capitale; ils se voyaient maintenant aux prises avec un sentiment public inquiet et sur-

excité, partagé entre le passé et le présent, marchant à des divisions nouvelles parce qu'on n'avait pas su lui ouvrir le chemin de l'apaisement, de la réconciliation et de l'unité. Aux récriminations des exaltés qui voulaient l'impossible, répondaient les amers reproches des modérés contre la persistance de persécutions impolitiques. Parmi ces derniers, les plus indulgents se bornaient à taxer le gouvernement d'étroite obstination et d'aveuglement rancunier; mais d'autres plus sévères, peut-être aussi plus clairvoyants, lui imputaient d'avoir sacrifié de propos délibéré la paix morale qu'il ne tenait qu'à lui de rétablir, aux calculs de son ambition, à ses combinaisons électorales, à une mesquine jalousie contre le général Porfirio Diaz. La formation d'un ministère où l'on n'eut pas même le bon goût d'offrir au vainqueur de Puebla et de Mexico la place que tout lui assignait, fournit bientôt un élément de plus à cette imputation. Une partie considérable de la population montra qu'elle s'y associait, en redoublant de démonstrations enthousiastes partout où se montrait le généreux soldat auquel la capitale devait d'avoir été sauvée du pillage et du massacre. M. Riva Palacio, M. Zamacona et d'autres notabilités du parti libéral manifestèrent leur improbation d'une manière plus directe, en refusant les postes qui leur étaient offerts. Seuls le patriotisme et la modestie du général Diaz empêchaient que son nom ne devînt dès lors le drapeau d'une opposi-

tion organisée et qui n'eût reculé devant rien. « Personne — disait un journal — n'a cessé de rendre justice au gouvernement ; mais on voit que les arcs de triomphe sont à terre, que l'apothéose est finie et que le prestige s'évanouit. »

Le 17 août parut enfin le décret appelant les électeurs à nommer les membres de la chambre des députés, en même temps que le président de la république et les magistrats de la cour suprême. On l'attendait depuis un mois et le retard apporté à sa promulgation n'était pas un des moindres griefs de l'opinion publique contre les hommes qui prolongeaient au-delà de toute nécessité l'exercice de facultés dictatoriales qui n'avaient plus raison d'être. Loin d'apaiser les mécontentements, l'apparition de ce document les porta à leur comble. Il ne laissait plus de doute sur l'intention de Juarez et de M. Lerdo de se perpétuer au pouvoir. Les élections primaires étaient fixées au 22 septembre, le vote pour l'élection présidentielle au 8 octobre ; la réunion du congrès était renvoyée au 20 novembre et l'installation du futur président au 1er décembre. Le régime provisoire se trouvait ainsi consacré pour trois grands mois encore. De plus, le gouvernement appelait le suffrage populaire à se prononcer directement sur diverses réformes constitutionnelles dont l'initiative aurait dû être réservée au congrès ; dans le nombre figuraient la création d'une seconde chambre et le droit de veto conféré

au président. Enfin, les dispositions prises pour le vote étaient telles que le décret devenait en fait une loi électorale toute nouvelle élaborée pour les besoins du moment. Il prononçait arbitrairement des exclusions qui réduisaient le scrutin à un pur simulacre en faisant par avance des candidatures officielles une sorte de carte forcée. A part les simples soldats, quiconque avait adhéré d'une manière active à l'empire demeurait frappé d'incapacité électorale et à plus forte raison élective. La détermination d'empêcher que le pouvoir exécutif sortît des mains qui le détenaient se révélait dans chacun des articles.

Telles furent la surprise et l'indignation, qu'il ne se rencontra pas dans toute la presse un seul journal pour prendre la défense de ce décret. Le gouvernement en fut réduit à se faire l'avocat de sa propre cause dans un manifeste publié quelques jours après et qui aurait pu s'appeler plus exactement un mémoire justificatif. Mais le commentaire ne fut pas mieux accueilli que l'acte lui-même. La junte patriotique de Mexico y répondit par une circulaire aux électeurs dans laquelle on lisait :

« ... Une fois les envahisseurs du territoire « mexicain disparus, les facultés extraordinaires « ont cessé immédiatement d'exister. Dans cette « conjoncture, le gouvernement, qui n'a d'autre « origine que le décret du 8 novembre 1865, n'a pu

« élever la voix que pour restituer au peuple les « pouvoirs que celui-ci lui avait autrefois confiés « constitutionnellement.

« Les limites assignées à un gouvernement légi- « time ont été rompues par un gouvernement de « circonstance. S'il trouvait des complices dans « certains électeurs ; si d'autres se laissaient en- « traîner par surprise ; si l'influence du pouvoir « altérait les votes ; si enfin, ce qui nous espérons « n'arrivera pas, les réformes devenaient une réa- « lité conformément à l'acte de convocation, loin « de voir dans cette énormité la sanction du peuple, « le peuple lui-même déclarerait immédiatement « qu'il s'est produit un bouleversement public, « par suite de l'établissement d'un gouvernement « contraire aux principes démocratiques et pro- « gressistes. »

La plupart des conseils municipaux protestèrent par des délibérations conçues dans le même sens. Celui de Puebla entre autres, vota les résolutions suivantes :

1° Protester contre ledit acte, comme attentatoire au pacte fondamental ;

2° Demander son abrogation, en même temps que la démission du ministère qui a ainsi démérité de la confiance publique ;

3° S'opposer moralement à la mise à exécution du décret, dans le cas inadmissible où le gouvernement insisterait.

Le *Monitor republicano* ne craignit pas de qualifier ce qui se passait de calamité publique.

Quand des gouvernants encourent un pareil désaveu de la part de l'opinion et des corps constitués eux-mêmes, il se peut que la victoire leur reste grâce aux moyens d'action qu'ils ont faussés à leur profit ; mais cette victoire est toujours remportée au détriment de l'avenir du pays. Au lieu de lui donner la stabilité, elle lui prépare la révolution.

Dans le discours prononcé par Juarez à l'ouverture du nouveau Congrès, on trouve cette phrase : « L'exécution de Queretaro a été nécessitée par les plus graves motifs de justice, par le « besoin impérieux d'assurer la paix à venir et de « mettre un terme aux convulsions intestines et à « toutes les calamités dont la guerre a affligé notre « société. » Ni Juarez ni M. Lerdo n'étaient plus en droit de parler ainsi, car ils venaient eux-mêmes de semer le germe de nouvelles discordes civiles. Le premier s'était fait réélire président de la république par 7,422 votes sur 10,380 suffrages exprimés ; le second se voyait proclamer chef de la cour suprême [1], grâce à une majorité relative de 3,874 voix que le congrès changeait en majorité définitive. Mais ils avaient acheté ce maigre triomphe électoral au prix de la paix qu'ils

1. La présidence de la cour suprême entraînait avec elle la vice-présidence de la république.

revendiquaient l'honneur d'avoir assurée à jamais. Derrière les protestations soulevées par les moyens qu'ils avaient employés pour rester en possession du gouvernement, devaient venir les *pronunciamientos* et la résurrection de la guerre civile.

Tous deux manquèrent de clairvoyance et de désintéressement; tous deux oublièrent que certaines œuvres, à un moment donné, appellent d'autres ouvriers que ceux qui en ont jeté les fondements. Les grandes évolutions politiques sont de ce nombre. L'intensité de l'effort qu'elles exigent, le poids des responsabilités qu'elles accumulent usent les hommes qui ont eu les premiers à en supporter le fardeau. Le rôle de ceux-ci finit le jour où commence l'avenir qu'ils ont préparé. Ce jour-là, ils doivent savoir s'effacer et faire place à des continuateurs nouveaux.

La faute de Juarez et de son ministre fut d'autant plus impardonnable que la voix publique leur donnait tout haut l'avis de la retraite et leur désignait un successeur qui ne pouvait leur être suspect. Le général Diaz avait été l'un des adversaires les plus constants, les plus résolus, les plus efficaces de l'intervention et de l'empire. Il offrait l'avantage de n'avoir exercé son action que sur le terrain militaire, de n'avoir par conséquent contre lui ni les rivalités que soulève une longue possession du pouvoir, ni les ressentiments qu'enfantent et amassent les actes de rigueur commandés par la politique emportée des jours de lutte. La part

considérable qu'il avait prise à la victoire lui constituait le plus solide de tous les titres à la confiance des vainqueurs. La modération dont il avait donné des preuves et des gages réitérés lui assurait la docilité et plus tard l'adhésion des vaincus. Il personnifiait le triomphe de la cause nationale dans ce qu'il avait de plus glorieux et de plus pur; il personnifiait l'oubli des dissensions passées dans ce qu'il avait de plus nécessaire. Il était assuré de l'obéissance de l'armée et du respect de tous les partis. Il réunissait ainsi au plus haut degré les conditions que demande le lendemain d'une commotion violente pour rétablir l'union, le calme et la légalité.

Son avénement à la présidence, à ce moment, eût fermé pour longtemps, pour toujours peut-être, l'ère des révolutions au Mexique. L'acclamation presque unanime qui l'y portait lui eût donné cette force de la popularité spontanée que rien ne remplace chez un chef de gouvernement. Sa fermeté et sa sagesse éprouvées auraient fait le reste. En lui barrant le passage, pour obtenir une prolongation éphémère de leur propre règne, contre les vœux évidents de la nation, Juarez et M. Lerdo frustrèrent leur pays des fruits de l'indépendance qu'il venait de reconquérir et le vouèrent à de nouvelles agitations. Le premier mourut à temps pour ne pas être renversé par l'insurrection qui grondait autour de lui; le second ne recueillit la succession présidentielle qu'il avait tenu à se pré-

parer que pour se la voir bientôt arracher des mains. Il devait leur arriver ce qui arrive à tout gouvernant qui dépasse la juste mesure de sa mission. Aveuglés par un sentiment exagéré des droits que leur conféraient les services rendus, ils avaient semé la résistance à la volonté nationale ; ils récoltèrent la révolution.

NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

A

LE GOUVERNEMENT ET LA COUR DE MEXICO

Il ne sera pas inutile de réunir ici quelques détails qui permettront à chacun de juger par lui-même ce que fut le règne de Maximilien et de quelle manière il entendait et pratiquait le gouvernement.

Un fait trop peu remarqué domine l'histoire de l'empire mexicain : c'est que, du premier jour au dernier, il fonctionna sans institutions d'aucune sorte. Les notables avaient proclamé l'empereur; la commission de régence avait exercé en son nom une autorité intérimaire; le principe monarchique avait été substitué au principe républicain; mais il restait à établir les bases constitutionnelles du nouveau régime, à en créer les rouages politiques, administratifs et financiers. Cette la-

cune ne fut jamais comblée. Maximilien s'installa dans la souveraineté qu'on lui avait préparée, comme un particulier prend possession de son domaine, sans paraître se souvenir que le gouvernement le plus absolu se compose d'un ensemble de corps constitués et que le pouvoir personnel lui-même est tenu de s'entourer de certaines formes, de s'astreindre à des règles déterminées. Il resta le seul législateur, le seul gouvernant, le seul administrateur de son empire; l'arbitre exclusif de toutes les questions; le dispensateur unique des fonctions, des grades, des émoluments, des honneurs, de la faveur ou de la disgrâce vis-à-vis de ses sujets. Les quelques simulacres de lois organiques élaborées dans l'intimité du palais n'aboutirent qu'à un pêle-mêle de dispositions contradictoires, au milieu duquel émergeait toujours, comme seul instrument effectif de gouvernement, la volonté impériale sans contrôle ni contre-poids.

Si l'organisation telle quelle laissée debout par la république renversée n'avait servi de point de repère à travers cette confusion, la monarchie nouvelle, avant d'aboutir à une catastrophe, eût abouti au chaos.

En matière de finances particulièrement, la loi du bon plaisir régna en souveraine maîtresse. L'empire ne connut ni système budgétaire, ni mode arrêté pour les ordonnancements et les ouvertures de crédit, ni évaluation des recettes,

ni fixation des dépenses. Le Trésor encaissait ce qu'il pouvait et déboursait au hasard des ordonnancements qui se présentaient, toujours soumis à l'éventualité d'un décret imprévu. Il n'y avait de service réglé que celui de la liste civile. L'empereur y avait pourvu, dès le jour de son arrivée, en donnant ordre qu'une somme de cinq mille piastres (25,000 fr.) prélevée sur les recettes journalières de la douane de Mexico, lui fût apportée chaque matin; une somme complémentaire de 2,500 francs était remise en même temps chez l'impératrice.

La trace des préoccupations dominantes de Maximilien est facile à suivre dans le répertoire de ses décrets. Les plus nombreux, les plus étudiés se rattachent à la mise en scène de la souveraineté; ce furent aussi les plus ponctuellement exécutés, quoiqu'ils entraînassent pour la plupart de grosses dépenses sans compensation. L'organisation de la maison impériale et le règlement de la cour avaient été le premier souci du nouvel empereur avant d'aborder au Mexique, avant même de quitter l'Europe; elle resta l'objet de sa constante et minutieuse attention. On le reconnaît à la fréquence des instructions publiées sur ce point capital, aux modifications répétées du personnel et des attributions, aux nominations multipliées de chambellans, de dames d'honneur et de fonctionnaires du palais. Le code du cérémonial, imprimé dès l'arrivée à Mexico, eut une édition nouvelle revue et corrigée en 1866, au plus

fort des complications qui préparaient et présageaient la fin de l'empire. Au mois de novembre de la même année, tandis qu'il était à Orizaba, hésitant entre le départ pour l'Europe et le retour dans la capitale, Maximilien songeait à réclamer le cérémonial et le bâton du maître des cérémonies oubliés au palais. Le docteur Basch, dans ses *Souvenirs*, révèle un détail encore plus frappant. Le jour même de la chute de Queretaro, sur le triste Cerro de las Campanas, quelques minutes avant de rendre son épée à Escobedo et d'invoquer son acte d'abdication, l'empereur tira de sa poche deux papiers qu'il remit à son secrétaire intime, M. Blasio, en le chargeant de les détruire. De ces papiers, l'un était un projet de remaniement des subdivisions militaires de l'empire, l'autre un plan de simplification du service de la maison impériale.

Un programme que je retrouve dans le *Diaro del imperio* (Journal de l'empire) du 6 septembre 1865, où il occupe une page entière, précisera ce qu'étaient le cérémonial et les cérémonies. Il s'agit de la formation d'un cortége devant aller du palais à la cathédrale, c'est-à-dire ayant à se déployer sur un parcours que représente assez bien la place du Palais-Royal à Paris. Voici comment est réglée la marche :

« 1re voiture, 4 places, 2 chevaux : second secrétaire des cérémonies, chambellan de service, deux dames d'honneur. — 2e voiture, 2 places,

2 chevaux : deux dames du palais. — 3e voiture, 2 places, 2 chevaux : deux dames du palais, — 4e voiture, 4 places, 2 chevaux : quatre dames du palais. — 5e voiture, 4 places, 2 chevaux : quatre dames du palais. — 6e voiture, 4 places, 4 chevaux : première dame du palais, dame du palais de service, grand-maître des cérémonies, intendant de la liste civile. — Six gardes palatins à cheval. — Un officier d'ordonnance honoraire. — Six officiers d'ordonnance, deux par deux. — Deux aides de camp. — Deux généraux aides de camp. — Le capitaine de la garde palatine. — S. M. l'EMPEREUR. — Le grand maréchal de la cour. — Les généraux de division. — 7e voiture, 6 chevaux : S. M. l'IMPÉRATRICE et son grand chambellan. »

Le cortége ainsi formé dans les cours du palais fait le tour de la place, afin de pouvoir se développer, et arrive à la cathédrale. Là, il est rejoint par le maréchal commandant l'armée française, qui prend la droite de l'empereur « mais un peu en arrière; » le grand maréchal de la cour, ministre de la maison impériale, prend la gauche sur la même ligne. Entre ce haut dignitaire et l'intendant de la liste civile, est marqué le rang de l'archevêque et de son clergé, venus au seuil de l'église pour offrir l'eau bénite à leurs majestés. La suite des souverains se reforme alors dans l'ordre suivant, pour se rendre du portail au chœur :

« 1. Secrétaires des cérémonies. 2. Officiers

d'ordonnance. 3. Chapelains de la cour. 4. Médecins de la cour. 5. Le secrétaire de l'Intendance ; le Trésorier. 6. Le médecin de l'Empereur. 7. Les écuyers. 8. Les chambellans. 9. Aides de camp. 10. Généraux de division. 11. Intendant-général de la liste civile. 12. Grand maréchal de la cour ; S. M. l'EMPEREUR. 13. Grand maître des cérémonies. 14. Le capitaine de la garde palatine. 15. Chambellan de service; S. M. l'IMPÉRATRICE. 17. Dames du palais. 18. Dames d'honneur. »

Le défilé et la réception qui doivent suivre la cérémonie religieuse sont réglés avec le même détail, d'après les mêmes données.

Qu'on se figure maintenant, pour encadrement à cette pompeuse mise en scène, une population plus railleuse que curieuse, choquée plus qu'éblouie, parmi laquelle dominent les costumes sommaires et souvent dépenaillés des foules hispano-américaines, frappée surtout du contraste que présente son propre aspect avec le spectacle auquel elle assiste. On comprendra sans peine combien il s'en fallait que l'effet moral de ces fêtes ruineuses, si méticuleusement préparées, répondît à ce qu'en attendait l'ordonnateur.

Après ce sujet de prédilection, vint la création du corps diplomatique. Non-seulement Paris, Londres, Vienne, Madrid, et Rome, mais Saint-Pétersbourg, Constantinople, Athènes, Rio Janeiro eurent leurs légations du Mexique au grand complet. On imagina même une mission chargée

d'aller inspecter les Saints-Lieux. Dans le même ordre d'idées se rencontrent la refonte des statuts de l'ordre de Guadalupe; la fondation de l'ordre de l'aigle mexicaine; l'institution de la croix de Saint-Charles, réservée aux dames, sous la grande-maîtrise de l'impératrice; l'établissement d'une académie à l'instar de l'Académie française; l'installation du théâtre de la cour; l'inauguration de monuments de fantaisie; toutes les superfluités, en un mot, que pourrait accumuler la monarchie la plus opulente, pour se donner l'occasion de largesses et de cérémonies d'apparat.

Quand l'empereur touche aux questions plus sérieuses, c'est presque toujours en rêveur. Il s'avise que l'expédition des affaires a besoin d'être activée: il croit y pourvoir par un règlement en quatre-vingts articles qui se perd dans les prescriptions puériles d'un manuel de discipline scolaire. Les employés du ministère sont, entre autres choses, avertis qu'ils ne doivent jamais quitter leurs bureaux, même après les heures de travail, sans la permission du sous-secrétaire d'Etat; le secrétaire d'Etat ne peut s'absenter de son cabinet sans la permission du ministre; celui-ci, enfin, est tenu de donner l'exemple de l'assiduité. Un autre jour, le *Diario del Imperio* promulgue un code naval, établissant une hiérarchie du corps de la marine dans toutes les règles, depuis le capitaine de vaisseau jusqu'au mousse; il ne manque qu'une chose: la marine elle-même,

car le Mexique possède pour toute flotte deux ou trois embarcations affectées à la police de la douane. La colonisation agricole du territoire est décrétée dans des conditions à peu près semblables; le pays entier est déclaré ouvert à l'immigration ; mais les quelques immigrants qu'attirera cet appel ne trouveront pas un arpent de terrain prêt à les recevoir.

Dans ses intentions les meilleures, cette législation personnelle, conçue et préparée à huis-clos, portait le cachet d'une œuvre d'imagination, comme la vie même du prince inexpérimenté qui s'en était réservé le monopole.

C'est par là que périt l'empire.

B

RAPPROCHEMENTS FATALISTES

Sans tomber dans la superstition des présages, il y a réellement quelque chose de frappant dans la fréquence avec laquelle se présentent, au cours de ce règne, les coïncidences néfastes et les incidents de sinistre augure.

Il en est deux surtout qui, lorsqu'on s'y reporte, évoquent le souvenir de ces signes prophétiques

devant lesquels les Romains reculaient parfois au début d'une entreprise.

Le jour même de leur débarquement à Vera-Cruz, en se rendant de cette ville à Cordova, l'empereur et l'impératrice s'étaient vus arrêtés dans leur voyage par la rupture d'un essieu de leur voiture et forcés de passer plusieurs heures sous la pluie battante, au milieu de la route déserte.

Le soir de leur entrée triomphale à Mexico, pendant le tir du feu d'artifice, l'explosion prématurée d'une bombe avait tué deux hommes presque sous le balcon où se tenaient les souverains. J'entendis un officier français, témoin de ce malheur, évoquer le souvenir des accidents analogues, quoique beaucoup plus terribles, qui marquèrent les fêtes du mariage de Louis XVI et, cinquante ans plus tard, celles du mariage du duc d'Orléans.

Dans la dernière partie du règne, s'accumulent les dates réputées fatidiques.

L'impératrice s'embarque pour l'Europe le vendredi 13 juillet 1866.

Maximilien, après avoir renoncé à l'abdication qui l'eût sauvé, rentre dans le palais de Mexico le 21 janvier 1867, anniversaire de la mort de Louis XVI.

C'est le 13 février qu'il part de Mexico pour aller s'enfermer dans Queretaro.

C'est enfin le 13 juin qu'il [illegible] son procès devant le [illegible] qui allait le condamner à mort.

C

LETTRE DU GÉNÉRAL MARQUEZ ANNONÇANT L'ARRIVÉE DE L'EMPEREUR A QUERETARO

Queretaro, 19 février 1867.

Mon cher ami,

Vous savez déjà qu'une fois la capitale évacuée par l'armée française, l'empereur a résolu de mettre à exécution, le projet qu'il avait conçu, de se placer à la tête de l'armée et de faire la campagne de l'intérieur. C'est pour cela que, le 13 courant, il est parti de Mexico pour cette ville avec une colonne de trois mille hommes de toutes armes, qu'il a eu la bonté de mettre sous mes ordres. Vous savez aussi que, le même jour, nous avons battu l'ennemi qui s'était présenté à nous à l'hacienda de la Lecheria. Dans cette affaire, S. M. a fait preuve d'une sérénité et d'une valeur que tous ceux qui l'accompagnaient n'ont pu qu'admirer. Je vous ai informé également de l'autre rencontre que nous avons eue avec les bandes de Gelista et Cosio, aux portes de Calpu-

lalpam, et dans laquelle nous avons encore eu l'avantage. Dans cette journée, comme de coutume, S. M. se porta sur tous les points en danger, donnant l'exemple de la fermeté et de la décision aux soldats qu'il commande. Nous sommes ensuite arrivés à Queretaro, après une marche entièrement heureuse et tranquille, car, excepté dans les deux occasions dont j'ai parlé, nous n'avons pas rencontré un seul ennemi.

Vous ne pouvez vous figurer, mon bon ami, tous les avantages qui ressortent de cette expédition de l'empereur. S. M. a pu voir de ses propres yeux, pendant le voyage, qu'il n'y a rien de vrai dans ce qu'on disait de la situation du pays. Ce qu'on représentait à l'empereur comme des brigades et des divisions de l'armée juariste, agissant de concert et obéissant à une direction universellement reconnue, S. M. a vu que ce n'est autre chose que de misérables bandes de malfaiteurs, qui maraudent pour leur propre compte en ruinant les populations; que ces bandes ne reconnaissent aucune autorité; que ce à quoi elles songent le moins c'est à Benito Juarez; que, loin d'être unies, elles vivent dans une perpétuelle anarchie et se font la guerre entre elles, et qu'enfin, incapables de combattre, elles prennent la fuite aux premiers coups de fusil de nos troupes, quel que soit le nombre d'hommes qu'elles comptent dans leurs rangs.

En même temps, l'empereur, accueilli avec en-

thousiasme de toutes parts, entendait les acclamations de tous les habitants des endroits situés sur son passage ; écoutait les plaintes qu'on lui présentait contre les hordes de dissidents ; constatait le désir unanime d'arriver au rétablissement de la paix sous le sceptre de l'empire et à la destruction de ces bandes de sauvages.

Aujourd'hui enfin, l'empereur a fait son entrée dans cette ville, au milieu des troupes de la garnison qui formaient la haie et lui rendaient les honneurs militaires. S. M. était entourée d'une foule de peuple, qui, de même que l'armée, l'acclamait sans interruption. A mesure qu'il pénétrait dans la ville, ce n'étaient que des détonations de pétards ; l'air retentissait des vivats, des sonneries de cloches et du bruit des salves d'artillerie. C'était un spectacle vraiment grandiose et difficile à décrire, qui remuait les fibres les plus insensibles du cœur et exaltait l'amour de la patrie jusqu'au paroxysme.

La journée a été certainement mémorable, tant pour l'empereur que pour tous ceux qui aiment notre patrie, d'autant plus que la perspective dépeinte jusque-là à S. M. représentait les choses sous les plus sombres couleurs.

Après l'arrivée de l'empereur, les troupes ont défilé devant lui en colonne d'honneur. Pleines d'enthousiasme, elles ont renouvelé leurs cris de « Vive le souverain du Mexique », et lui ont donné le nom de *Libertador*.

Un autre avantage a résulté de ce voyage : l'empereur a conduit ses troupes, il a pu lui-même le bon ordre qui règne parmi elles, leur apprendre à supporter la fatigue, la régularité de leur marche, leur discipline et leur bonne administration générale. S. M. en a été très-satisfaite, ainsi que de son arrivée à Queretaro. Elle est résolument décidée à continuer ses efforts pour le salut de notre pays, sans reculer devant aucun sacrifice. Honneur et gloire au prince Maximilien ! Félicité éternelle aux enfants du Mexique !

Nous voilà donc au milieu de nos compagnons d'armes, au comble de la satisfaction, impatients d'acquérir de la gloire, pleins de confiance et résolus à ne plus prendre de repos avant d'avoir réussi à sauver notre patrie, lors même qu'il faudrait sacrifier notre propre existence.

La ville de Queretaro est satisfaite et l'armée enthousiaste ; tout respire ici la prospérité et la joie ; tout annonce un avenir plein de promesses et de bonheur.

Demain, S. M. recevra les généraux et leurs états-majors ; après demain, elle passera une revue de toutes les troupes.

Le général Mendez, avec près de cinq mille hommes de troupes aussi aguerries que disciplinées, est arrivé aujourd'hui à Celaya. Demain, il sera à notre quartier-général ; avec cela et les autres forces qui sont réunies, nous formerons un corps auquel l'ennemi ne pourra résister. Dieu

veuille l'aveugler assez pour qu'il nous attende quelque part, de manière que nous puissions lui donner une leçon comme d'habitude. Mais, alors même qu'il ne nous attendrait pas, nous manœuvrerons de façon à atteindre le résultat que nous ambitionnons, c'est-à-dire la pacification du pays et la destruction de ses ennemis.

J'aurai soin de vous tenir au courant de ce qui arrivera. En attendant, je me dis votre très-affectionné et dévoué serviteur.

L. MARQUEZ.

D

INSTRUCTIONS DE L'EMPEREUR AU PRINCE DE SALM.

Voici, telles que les reproduit le docteur Basch, d'après le texte écrit sous la dictée de l'empereur, les instructions remises au prince de Salm lors de sa sortie projetée de Queretaro pour aller chercher du secours à Mexico (22 avril 1867) :

1° Trois points concernant le corps diplomatique :

a. Inviter quelques-uns de ses membres à venir (à Queretaro) avec Marquez.

b. Influence à exercer sur les journaux au point de vue humanitaire.

c. Leur faire comprendre que l'empereur ne cèdera pas [illegible] s'il ne peut remettre ses pouvoirs à une assemblée.

2° Lettre pour le ministre Murphy.

3° Faire savoir la situation véritable aux généraux Marquez et Tilaure, leur dire que depuis six jours nous ne mangeons plus que de la viande de cheval.

4° Donner au prince les bonnes nouvelles.

5° Ordre au général Marquez de mettre à la disposition du prince toute la cavalerie.

6° Le prince devra exiger du général Marquez une réponse décisive dans le délai de 24 heures ; s'il ne l'obtient pas, passé ce délai, il partira avec toute la cavalerie.

7° Si le prince de Salm vient avec la cavalerie, il devra apporter au moins 200,000 piastres, en dehors de la caisse particulière de l'empereur.

8° Expédier des courriers avec le plus de nouvelles possible, en y dépensant jusqu'à mille piastres.

9° Le prince de Salm fera comprendre à Mexico que tous les généraux eussent désiré voir l'empereur arriver à Queretaro avec toute la cavalerie.

10° Le prince de Salm fera en sorte d'influencer la presse nationale et étrangère. Il emportera tous les numéros du *Boletin de noticias*.

11° Mexico devra être complètement évacué s'il s'y trouve des troupes suffisantes pour secourir Queretaro, mais insuffisantes pour laisser garnison dans la capitale.

12° Rapporter des extraits des journaux nationaux et étrangers ; pour les premiers, depuis le 20 février ; pour les seconds, depuis le 1er janvier.

13° Le prince de Salm rapportera toutes les médailles civiles et militaires qui se trouveront frappées, les croix de Guadalupe, quelques décorations des divers ordres et les rubans y correspondant.

14° Le prince de Salm se mettra d'accord avec le père Fischer ou avec le général Vidaurri, pour avoir à sa disposition des fonds secrets à l'aide desquels il expédiera des courriers particuliers.

15° Le prince de Salm rapportera quelques bons livres d'histoire ou sur d'autres sujets choisis par le baron Magnus.

16° Le prince de Salm devra spécialement rapporter un exemplaire de l'opuscule du conseiller d'Etat Martinez et le volume des discours et écrits de l'empereur imprimé au secrétariat.

17° Le prince de Salm n'oubliera pas de demander au général Marquez quelle nouvelles il a du général Negrete.

18° Le prince de Salm remettra au général Marquez ou au général Vidaurri les écrits confidentiels contenant les instructions relatives au général O'Horan.

19° Le prince de Salm est autorisé à traiter avec les personnes du parti opposé.

20° Le prince de Salm prendra des renseignements relativement au Yucatan.

E

ACTE D'ABDICATION DE MAXIMILIEN.

Nous conservons à ce document l'appellation sous laquelle on s'est habitué à le désigner ; mais on verra, en le parcourant, que le cas de mort est le seul qui y soit prévu, nulle part celui d'abdication.

L'acte instituant la régence (c'est là son vrai titre) porte la date du 7 mars 1867. Huit jours après, lorsqu'il eut été résolu que le général Vidaurri partirait de Queretaro avec Marquez et prendrait la place de M. Lares comme président du conseil, son nom fut substitué à celui de ce dernier sur la liste des régents éventuels. Le décret complémentaire portant ce changement était daté du 20 mars, l'avant-veille du jour où s'effectua le départ de Marquez.

Préambule.

« Comme nous nous sommes placé à la tête de notre armée pour une campagne qui décidera, non pas seulement de la forme du gouvernement sous lequel le Mexique sera placé, mais de l'intégrité de son territoire et de l'existence du pays comme nation indépendante, nous avons considéré l'éventualité de notre mort par un accident de guerre et la possibilité pour le Mexique, que nous aimons avec prédilection, de se trouver sans chef de gouvernement.

« La Régence que nous avions établie dans des jours moins exposés que ceux-ci aux éventualités du hasard, et que nous avions confiée aux décrets de la Providence et à l'intelligence et aux capacités de notre auguste épouse, l'impératrice Charlotte, a cessé d'exister par suite de son départ pour l'Europe. Il est nécessaire de combler cette lacune par un moyen analogue. La nation mexicaine n'ayant pas exprimé sa volonté pour changer la forme de son gouvernement, et la monarchie existant par conséquent encore aujourd'hui, il est convenable d'établir une Régence qui puisse gouverner l'Etat en cas de vacance du trône. Dans notre amour pour les Mexicains, nous avons décidé d'établir, pour le cas de notre mort, une Régence qui puisse servir de centre d'union pour le pays et lui épargner des malheurs horribles. Nous recommandons aux Mexicains à qui nous

adressons cette mesure comme le dernier témoignage de l'amour que nous leur portons, de l'accepter avec déférence. Les citoyens auxquels nous avons confié le mandat de régents sont bien connus pour leur patriotisme éclairé et pour leur expérience des graves affaires de l'Etat. Ils peuvent donc être agréés par le pays.

« En foi de quoi, nous établissons une Régence de trois personnes et nommons régents : 1° le président du tribunal suprême de justice, don Teodosio Lares; 2° le président du conseil d'Etat, don José M. de Lacunza; 3° le général de division, don Leonardo Marquez. Nous nommons vice-régents, afin qu'ils puissent remplacer au besoin les titulaires, don Tomas Murphy et don Tomas Mejia. La Régence gouvernera conformément au statut organique de l'empire.

« La Régence convoquera le congrès qui constituera définitivement la nation, après la fin de la guerre, soit par le triomphe de l'armée impériale, soit par un armistice ou par tout autre moyen qui mettra fin aux hostilités en assurant la réunion libre et légale de ce pouvoir constituant.

« La Régence cessera et avec elle le pouvoir que nous lui attribuons par cette lettre, à l'inauguration du Congrès.

« Pour l'éventualité de notre mort, nous nommons dès aujourd'hui général en chef de l'armée jusqu'à la réunion de la Régence, don Leonardo Marquez.

« L'honorable don Manuel Garcia Aguirre, notre présent ministre de l'instruction publique, fera connaître cette mesure, expression de notre dernière volonté, à la nation et aux régents que nous avons nommés.

« En outre des ordres que nous donnons aux régents, nous leur recommandons de rester ponctuellement fidèles à la devise qui a été le sceau de tous nos actes comme souverain : « Equité dans la justice ; » de garder l'inviolabilité et l'indépendance de la nation, l'intégrité de son territoire ; de suivre une politique étrangère à tout esprit de parti, dévouée seulement au bonheur de tous les Mexicains sans distinction d'opinions.

« MAXIMILIEN. »

« Le ministre de l'instruction publique,

« M. GARCIA AGUIRRE. »

Décret.

Máximilien, Empereur,

Considérant que, si notre mort devait survenir, le gouvernement de l'empire se trouverait sans chef par suite de l'absence de la légitime régente, notre auguste épouse, l'impératrice Charlotte ;

Considérant qu'afin de porter remède à ce grand mal et d'assurer de notre côté le bonheur de la nation mexicaine, même après notre mort, il est

nécessaire de laisser un gouvernement établi que la nation puisse reconnaître comme centre d'union;

Considérant que c'est par le Congrès librement convoqué que sera décidée la forme dans laquelle sera continué le gouvernement actuel qui est la monarchie, et qu'il est nécessaire que le gouvernement soit remis, à notre défaut, à une Régence;

Nous décrétons :

ART. 1er Les régents de l'empire, à notre défaut par suite de mort, seront don Teodosio Lares, don José M. Lacunza et le général don Leonardo Marquez.

ART. 2. La régence gouvernera conformément au Statut organique de l'empire.

ART. 3. La Régence convoquera le Congrès qui constituera définitivement la nation après la fin de la guerre par l'action des armes ou par l'armistice.

ART. 4. La Régence cessera et avec elle le pouvoir dont elle est investie par ce décret à l'installation du Congrès.

Notre ministre de l'instruction publique informera les [illegible] [illegible] lorsque le moment en sera venu.

Cuernavaca, 7 juillet 1867.

MAXIMILIEN.

Le ministre de l'instruction publique,

M. GARCIA AGUIRRE

F

L'INTERVENTION DIPLOMATIQUE DES ÉTATS-UNIS.

A la suite de la publication d'une partie de ce travail dans la *Revue de France*, le *Herald* de New-York a inséré le compte rendu d'une conversation entre un de ses rédacteurs et M. Otterbourg, devenu magistrat dans cette ville. L'entretien roule d'une part sur la mission qui avait amené à Vera-Cruz, vers la fin du mois de novembre 1866, le général Sherman et M. Campbell; de l'autre sur les intentions et les ordres de M. Seward pour sauver la vie de Maximilien.

Voici le résumé du récit fait par M. Otterbourg au rédacteur du *Herald*.

« A la suite d'un conseil de cabinet, tenu sur la nouvelle que les Français se disposaient à quitter le Mexique, il fut décidé que le général Grant, alors commandant en chef de l'armée, M. Campbell, nommé ministre, et M. Otterbourg, consul en exercice, partiraient pour le Mexique avec des ordres cachetés, à bord de la *Susquehanna*. Le général Grant ayant refusé la mission, le général

Sherman fut désigné à sa place. M. Otterbourg, parti le premier, arriva à Vera-Cruz avant MM. Campbell et Sherman. Il se rendit immédiatement à Mexico, d'où il était convenu qu'il leur adresserait les informations qu'il lui serait possible de recueillir. Il envoya, en effet, un rapport qui parvint à Vera-Cruz trois jours après que MM. Sherman et Campbell y étaient arrivés. Mais ils étaient déjà repartis, on n'a jamais su pourquoi; le premier alla reprendre son commandement du Missouri, le second s'arrêta à la Nouvelle-Orléans et s'y installa tranquillement.

« Les événements se pressaient, cependant, et le rapport de M. Otterbourg représentait que les choses touchaient à un dénoûment, et que la présence de M. Campbell à Mexico était d'une nécessité pressante. M. Otterbourg est convaincu que, si MM. Campbell et Sherman avaient compris et exécuté les instructions de M. Seward, ils auraient pu, en pesant personnellement sur les autorités mexicaines, obtenir que la vie de Maximilien fût épargnée. [illegible] M. Seward. [illegible] M. Otterbourg [illegible] à Washington pour exposer l'état des choses et demander des instructions. Pendant ce temps, Queretaro avait été pris et Maximilien, Mejia, Miramon et autres étaient prisonniers. La réponse de M. Seward arriva,

M. Campbell avait dû donner sa démission; M. Otterbourg était nommé ministre, et ordre lui était envoyé d'agir immédiatement dans le sens des instructions données à son prédécesseur, c'est-à-dire de demander instamment la vie sauve pour Maximilien et les autres prisonniers. Mais le message de M. Seward n'arriva à Mexico que le 21 juin, et Maximilien avait été fusillé le 19 ! M. Otterbourg ne doute pas que, si M. Campbell avait rempli sa mission conformément aux intentions de son gouvernement, le malheureux prince serait retourné sain et sauf en Europe. »

G

MEMORANDUM DE LA CONFÉRENCE OU FUT DÉFINITIVEMENT REFUSÉE LA GRACE DE MAXIMILIEN.

Ministère d'Etat et de guerre et marine.

San Luis Potosi, 16 juin 1867.

« M. le baron A. V. Magnus, qui a rempli auprès de Maximilien les fonctions de ministre de Prusse, et MM. Mariano Riva Palacio et Rafael Martinez de la Torre, tous trois appelés de Mexico

par Maximilien pour sa défense, et actuellement en cette ville, se sont présentés aujourd'hui à midi au citoyen ministre des affaires étrangères et de l'intérieur.

« Ils lui ont exposé que MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre venaient de recevoir un télégramme de Queretaro leur annonçant que la sentence du conseil de guerre qui avait imposé la peine de mort à l'archiduc Maximilien, à don Miguel Miramon et à don Tomas Mejia, avait été confirmée ; qu'elle avait été notifiée aux condamnés et que l'exécution avait été fixée pour aujourd'hui 3 heures de l'après midi. Les trois personnes sus-nommées demandaient que le gouvernement communiquât sans retard par le télégraphe l'ordre de suspendre l'exécution jusqu'à ce que l'on eût statué sur le recours en grâce.

« De plus, pour le cas où le recours en grâce serait repoussé, M. le baron Magnus a demandé qu'on accordât le sursis indispensable pour qu'il pût retourner à Queretaro et conférer avec Maximilien. Il appuyait cette requête sur ce que Maximilien, lors de son passage à Queretaro, lui avait exprimé le désir de lui confier certaines missions de famille, au cas où il serait condamné. M. de Magnus a ajouté que son voyage à Queretaro avait maintenant un intérêt plus grand encore, attendu le départ pour Tacubaya des diplomates qui avaient rempli auprès de Maximilien les fonctions de représentants d'Autriche et de Belgique et à qui, en

l'absence du ministre de Prusse, le condamné aurait pu confier ses messages de famille.

« Trois jours auparavant, le 13 courant, M. de Magnus avait déjà parlé tant du recours en grâce en cas de condamnation, que de son désir d'avoir le temps d'aller à Queretaro pour recevoir de Maximilien les messages qu'il aurait à lui confier. Ce même jour 13, il lui avait été répondu : sur le premier point, que le gouvernement ne pouvait prononcer sur un recours en grâce aussi longtemps qu'il n'y aurait pas arrêt de condamnation, et sur le second, que dans le cas où cet arrêt serait prononcé, le gouvernement ne pouvait s'engager d'avance à lui accorder le temps nécessaire pour aller à Queretaro, mais que, si M. de Magnus le jugeait à propos, il pouvait dès lors repartir pour cette ville.

« Informé des requêtes présentées aujourd'hui, par MM. de Magnus, Riva Palacio et Martinez de la Torre, le citoyen président de la République en a délibéré sans retard avec ses ministres. Il a été résolu qu'il ne paraissait pas possible d'accéder au recours en grâce par suite des plus graves considérations de justice et de l'impérieuse nécessité d'assurer la paix de la république. Il a été décidé en outre qu'il ne serait pas humain de trop prolonger la situation des trois condamnés et qu'il ne paraissait pas humain non plus de repousser complètement la demande présentée dans le but de leur donner le temps de régler leurs affaires.

« En conséquence, il a été résolu que l'on transmettrait sans délai par le télégraphe l'ordre de suspendre l'exécution pour deux jours jusqu'au mercredi 19 du courant, au matin.

« Cet ordre a été expédié sur l'exposé fait par les défenseurs quant à l'heure indiquée aujourd'hui pour l'exécution, et non d'après le télégramme du citoyen général Escobedo sur le même sujet, lequel a été reçu seulement quelques instants après l'expédition de la dépêche du gouvernement.

« Instruit des résolutions prises, M. de Magnus a exprimé le désir que l'exécution fût différée jusqu'au vendredi 21. Mais il n'a point paru humain de prolonger jusque-là le sursis. Il lui a donc été répondu que, d'après le calcul fait, il pouvait arriver sans difficulté à Queretaro dans la nuit de demain lundi ou de bonne heure dans la matinée de mardi. Il lui a été assuré en outre que le gouvernement lui donnerait à cet effet toutes les facilités qu'il pourrait désirer, et sur ses indications, le citoyen ministre des affaires étrangères a fait mettre à sa disposition une diligence spéciale.

« Le présent memorandum a été rédigé pour que les faits qui s'y trouvent relatés demeurent constatés au dossier.

« *Signé :* MEJIA. »

FIN

TABLE DES CHAPITRES

CHAPITRE Ier. — L'intervention française au Mexique vue de près. — L'empire avant l'arrivée de l'empereur. — Vote des notables. — Disposition des esprits. — La situation au commencement de 1864. — Rapprochement historique. — Espérances éveillées par le régime nouveau. — Motifs de confiance en son avenir. — Arrivée de Maximilien. — Sa réception. Page 3

CHAP II. — Premiers actes et premières fautes. — L'empire compromis dès le lendemain de son début. — L'archiduc Maximilien, sa nature et son caractère. — Son entourage. — M. Eloin et le cabinet de l'empereur. — L'impératrice Charlotte. — Rôle des représentants de l'intervention. — Le maréchal Bazaine. — Le quartier-général. — La légation de France. — La mission financière. Page 31

CHAP. III. — La crise du dénouement. — Mission du baron Saillard. — Première notification du rappel de l'armée française. — Départ de l'impératrice Charlotte pour l'Europe. — Origine et développement de sa maladie. — Scènes du voyage de Mexico à Vera-Cruz. Page 66

CHAP. IV. — Fin virtuelle de l'intervention.— Actes et déclarations contraditoires de Maximilien. — L'ancien parti ultra-conservateur prend possession du pouvoir. — Etat physique et moral de l'empereur. — Il quitte brusquement Mexico et part pour Orizaba. — Préludes d'abdication. — Arrivée et séjour à Orizaba — Les hésitations reparaissent. Nouveaux conseillers.— Une lettre de M. Eloin. Page 81

CHAP. V.—Retour imprévu des généraux Miramon et Marquez. —Négociations entre Maximilien et les représentants français. — Le revirement d'intentions s'accentue. — Simulacre de délibération. — La prolongation de l'empire décidée par 10 voix contre 9. — M. Campbell et le général Sherman, envoyés par les Etats-Unis, arrivent à Vera-Cruz et repartent sans débarquer. — Proclamation de Maximilien. — Notification ministérielle au maréchal Bazaine, à M. Dano et au général Castelnau. — La mission du général Castelnau. Page 103

CHAP. VI. — Maximilien reprend le chemin de Mexico. — Haltes sur la route. — Démarche inutile de M. Dano et du général Castelnau. — Nouvelle consultation sur la prolongation de l'empire. — Rentrée au palais. — L'empereur en chartre privée. — Les derniers jours de l'intervention. — Démêlés et conflits. Page 132

CHAP. VII.— Evacuation de Mexico par l'armée française. — Perplexités de la population. — Maximilien plus irrésolu que jamais. — Victoire éphémère du général Miramon. — Lettre de l'empereur. Prompte désillusion. — L'empereur demande un plan de conduite à M. Teodosio Lares. — Réponse de celui-ci — Départ pour Queretaro. Page 150

CHAP. VIII.— La situation militaire.— L'empire réduit à trois villes isolées l'une de l'autre. — Premier emprunt forcé à

Mexico. — Conflit entre le corps diplomatique et le ministère. — Insultes. Trahison. — Réaction [illegible] Marquez [illegible] — Inauguration d'un regime nouveau. — [illegible] — Chute de Puebla. — [illegible] vant la capitale.

CHAP. IX. — Pourquoi [illegible] de New York. — Exécution [illegible] ville. — Premiers [illegible] les faits [illegible] — [illegible] Maximilien [illegible] pour Queretaro. — [illegible] capitale de l'empereur [illegible] — [illegible] — La [illegible] posture. — [illegible]

CHAP. X. — [illegible] — [illegible] l'empereur. — Plan de campagne [illegible] — [illegible] ceinte du [illegible] — [illegible] Mission de Marquez. — [illegible] Dernier effort. — La [illegible] maîtres de la ville. — [illegible]

CHAP. XI. — [illegible] jours de captivité. — [illegible] la mise en jugement. — [illegible] — Interrogatoires. — [illegible] Juarez. — [illegible] pour soulever [illegible] moire justificatif.

CHAP. XII. — Arrivée à [illegible] Mexico. — [illegible]

et Martinez de la Torre vont plaider la cause de l'empereur auprès du gouvernement à San Luis. — Inutilité de leurs efforts pour arrêter la procédure. — Présentation d'un recours préliminaire en grâce. — Réponse dilatoire du gouvernement. — Démarches également infructueuses du baron Magnus. — Histoire de l'essai d'interposition des Etats-Unis. Page 292

CHAP. XIII.—L'empereur dicte son testament.— Projet d'évasion. — Piége tendu aux diplomates. — Ils sont sommairement expulsés de Queretaro ainsi que la princesse de Salm. — Le procès devant le conseil de guerre. — Réquisitoire et plaidoieries. — Arrêt de mort. — Suprême effort pour obtenir la grâce. — Refus définitif. — L'exécution fixée au 16 juin. — Elle est reportée au 19. Page 313

CHAP. XIV. — Les dernières heures.— Le Dénoûment. p. 339

CHAP. XV. — Impression produite en Europe et au Mexique par l'exécution de Maximilien. — Diversités de points de vue. — Arguments invoqués pour justifier l'inflexibilité de Juarez et de ses ministres. — Quelle en fut la cause principale. — Responsabilité du général Marquez. — Explication de son opiniâtreté à ne pas rendre Mexico. — Projet d'une restauration au profit de Santa Anna. Page 352

CHAP. XVI. — Les restes mortels de l'empereur. — Le gouvernement de Juarez refuse de les laisser emporter en Europe. — L'amiral Tegethoff est envoyé pour les réclamer au nom de la famille.—Nouveau refus.—Demande officielle de M. de Beust comme chancelier de l'empire d'Autriche. — Remise du cercueil. — L'embarquement. Page 369

CHAP. XVII.— Les vainqueurs après la victoire.— Occupation de Mexico par l'armée juariste. — Premiers actes du géné-

ral Porfirio Diaz. — Mesures préliminaires à l'endroit des adhérents de l'empire. — Deux exécutions. — Entrée de Juarez dans la capitale.— Appels à la clémence.— Politique contradictoire. — Départ de M. Dano.— Trouble des esprits et divisions dans le camp libéral. — Obstination impolitique de Juarez et de M. Lerdo. — Réélection de Juarez à la présidence. — Le Mexique rejeté par sa faute dans les révolutions. Page 381

APPENDICE. — *Notes et pièces justificatives.* Page 409

Tours. — E. Mazereau, imprimeur.

E. MASSERAS

UN ESSAI D'EMPIRE AU MEXIQUE

PARIS
G. CHARPENTIER, ÉDITEUR
13, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 13
1879

10/10 17

Extrait du Catalogue de la BIBLIOTHEQUE-CHARPENTIER

13, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 13. PARIS

PETITE BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER

FORMAT PETIT IN-32 DE POCHE

Chaque volume est orné d'eaux-fortes par les premiers artistes

ALFRED DE MUSSET

PREMIÈRES POÉSIES, avec un portrait de l'auteur gravé à l'eau-forte par M. Waltner, d'après le médaillon de David d'Angers, et une eau-forte d'après Bida, par M. Lalauze..... 1 vol.

LA CONFESSION D'UN ENFANT DU SIÈCLE, avec un portrait de l'auteur dessiné à la sanguine par Eugène Lami, fac-simile par M. Legenisel, et une eau-forte d'après Bida, par M. Lalauze..... 1 vol.

POÉSIES NOUVELLES, avec un portrait de l'auteur, réduction de l'eau-forte de Léopold Flameng, d'après le tableau de Landelle, et une eau-forte de M. Lalauze, d'après Bida..... 1 vol.

COMÉDIES ET PROVERBES, tome I, avec un portrait de l'auteur gravé par M. Alphonse Leroy, d'après la lithographie de Gavarni, et une eau-forte de M. Lalauze, d'après Bida..... 1 vol.

— Tome II, avec un portrait de l'auteur gravé par M. Alphonse Lamothe, d'après le buste de Mezzara, une eau-forte de M. Lalauze, d'après Bida et une eau-forte de M. Abot, représentant le tombeau d'Alfred de Musset..... 1 vol.

— Tome III, avec un portrait de l'auteur gravé par M. Monziès, copie d'une photographie d'après nature, et une eau-forte de M. Lalauze, d'après Bida..... 1 vol.

CONTES ET NOUVELLES, avec un portrait de l'auteur gravé par M. Waltner, d'après une aquarelle d'Eugène Lami, faite spécialement pour ce volume, et deux eaux-fortes de M. Lalauze, d'après Bida..... 1 vol.

PROSPER MÉRIMÉE

COLOMBA, avec deux dessins de M. J. Worms, gravés à l'eau-forte par M. Champollion..... 1 vol.

ALPHONSE DAUDET

CONTES CHOISIS, avec deux eaux-fortes de M. Edmond Morin..... 1 vol.

JULES SANDEAU

LE DOCTEUR HERBEAU, avec deux dessins de M. Bastien-Lepage, gravés à l'eau-forte par M. Champollion..... 1 vol.

THÉOPHILE GAUTIER

MADEMOISELLE DE MAUPIN, avec quatre dessins de M. Eugène Giraud, gravés à l'eau-forte par M. Champollion..... 2 vol.

FORTUNIO, avec deux dessins de Théophile Gautier, reproduits en fac-simile... 1 vol

PAUL DE MUSSET

LUI ET ELLE, avec deux dessins de M. G. Rochegrosse, gravés à l'eau-forte.... 1 vol.

Prix du volume, broché..... 4 »
Reliure en cuir de Russie ou maroquin.
— coins, tête dorée..... 7 »
— 1/2 veau, tranches rouges ou tranches dorées..... 6 50

Paris. — Imp. E. CAPIOMONT et V. RENAULT, rue des Poitevins, 6.